



IAN ANGUS
SIMON BUTLER

Préface de Serge Mongeau

UNE PLANÈTE TROP PEUPLÉE ?

**Le mythe populationniste,
l'immigration et la crise écologique**

écosociété

Ian Angus et Simon Butler

UNE PLANÈTE TROP PEUPLÉE ?

Le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique

Traduit de l'anglais par Marianne Champagne

Préface de Serge Mongeau



Coordination éditoriale : Barbara Caretta-Debays
Maquette de la page couverture : Catherine D'Amours, collectif Pointbarre
Typographie et mise en pages : Folio infographie
Conversion au format ePub : [Studio C1C4](#)

L'édition originale de ce livre a été publiée en 2011 par Haymarket Books (Chicago, IL) sous le titre *Too Many People ? Population, Immigration, and the Environmental Crisis*.

© Ian Angus et Simon Butler, 2011

© Les Éditions Écosociété, 2014, pour l'édition française

ISBN ePUB 978-2-89719-166-5

Dépôt légal : 4^e trimestre 2014

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition. Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC), et la SODEC pour son soutien financier.

Au peuple ogoni du Nigeria, aux Cris de l'Alberta, aux tribus des forêts amazoniennes, aux fermiers de La Vía Campesina et aux millions d'autres humains des cinq continents qui se battent pour que cesse la destruction de leurs terres et de notre planète à tous. Vos luttes nous inspirent et montrent à l'humanité la voie qu'il lui faut suivre.

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

BIEN QU'IL NE SOIT PAS ENCORE TOTAL, un consensus semble se dégager autour de l'idée que nous, les humains, consommons au-delà de ce que la Terre est en mesure de produire, et ce, au point de mettre en danger les mécanismes qui permettent l'existence humaine sur cette planète. En conséquence, bien des gens ont compris qu'il fallait diminuer notre consommation. Sans compter que, dans nos pays industrialisés, nous sommes de plus en plus nombreux à constater que notre fuite en avant dans la consommation ne contribue en rien à notre épanouissement, bien au contraire.

Mais le système capitaliste, qui repose sur une croissance économique illimitée et sur une augmentation incessante de la consommation, n'accepte pas ce diagnostic. Celles et ceux qui tirent profit de l'ordre mondial actuel (ou du désordre, devrait-on dire) ne veulent rien y modifier, cherchant plutôt des moyens de le faire perdurer sans opérer de changements véritables. Nombre de propositions du développement durable vont dans ce sens : inventer des automobiles qui ont moins d'effets nocifs sur le climat, trouver de nouvelles sources d'énergie pour remplacer le pétrole, se débarrasser du carbone en l'enfouissant au fond des mers, etc. Naïveté inquiétante, considérant que la société actuelle est en train de nous dépouiller de notre humanité en nous transformant en esclaves de la production aussi bien que de la consommation.

Beaucoup moins naïfs et sans doute plus dangereux sont les disciples de Malthus, qui font usage de la métaphore du banquet pour défendre leurs idées populationnistes : de leur point de vue, il y a tout simplement trop de convives à la table et si nous voulons qu'il y ait assez de victuailles pour chacun, il convient tout simplement de diminuer le nombre d'« invités ». Pour eux, il est beaucoup plus facile de désigner un bouc émissaire sur lequel rejeter la responsabilité des problèmes du monde et la surpopulation ne pouvait mieux remplir ce rôle, en cette époque si soumise aux chiffres. Si un individu est responsable de tant de kilos de gaz à effet de serre, dix individus en produiront dix fois plus ; et s'il y a trop de gaz à effet de serre, et bien il n'y a qu'à réduire le nombre d'individus sur Terre et le problème sera réglé ! Comme si tous les individus se comportaient de la même façon...

Une planète trop peuplée ? est un livre fort bien documenté qui déboulonne de façon remarquable ce mythe de la surpopulation. Il démontre clairement que, même si on cessait dès demain d'avoir des enfants, cela ne diminuerait d'aucune façon le réchauffement climatique. En conséquence, mettre tous nos efforts pour réduire la population n'est qu'un moyen de détourner notre attention des problèmes réels et, surtout, de retarder l'adoption de mesures concrètes pour y remédier.

La population mondiale vient d'atteindre les 7,2 milliards d'habitants. Sa croissance devrait se poursuivre pendant quelques années encore, avant de se stabiliser autour de 10 milliards peu après 2050. C'est presque uniquement le tiers-monde qui contribue à la croissance démographique. Et, selon les néomalthusiens, c'est sur ce plan qu'il faudrait agir. Certains populationnistes y vont de solutions radicales : cessons toute aide aux pays en développement, laissons la nature faire son œuvre et les tyrans jouer leur rôle. Évidemment, cela implique de fermer encore plus hermétiquement les frontières des pays riches aux déshérités de ce monde en quête d'un sort meilleur. D'autres suggèrent d'implanter des programmes massifs de contrôle des naissances dans les pays à forte croissance démographique ; mais à leurs yeux, de tels programmes ne devraient pas reposer sur l'éducation, qui est trop coûteuse et qui met trop de temps à produire des résultats concrets. Dans ces circonstances, l'exemple de la Chine, avec ses méthodes autoritaires, en fait saliver plus d'un.

Mais... envisager de telles solutions n'est-il pas déjà un signe de notre déshumanisation ? Quelle société se lancerait dans de ce type d'actions et où s'arrêterait-on ? Certes, le raisonnement qui les sous-tend peut sembler rationnel, mais ne sommes-nous que des cerveaux ? À problème humain, il doit bien y avoir des solutions humaines...

En réalité, à ce fameux banquet, il y a à l'heure actuelle des gens qui ne mangent pas à leur faim et d'autres à qui l'on n'a même pas fait de place à la table. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'un petit groupe de convives s'est arrangé pour que tous les mets soient placés à un seul bout de la table, là où ils peuvent se goinfrer et gaspiller sans remords une bonne partie de ce qui est devant eux. Dans les pays industrialisés, on jette aux ordures des tonnes d'aliments ; et les choix alimentaires comme la grande quantité de viande consommée monopolisent des ressources qui permettraient pourtant de nourrir un nombre beaucoup plus important d'individus. Également, les méthodes agricoles modernes, si elles permettent de cultiver de grandes surfaces en employant peu de main-d'œuvre, ne se comparent pas aux méthodes traditionnelles en termes de rendement à l'hectare. Avec une alimentation moins carnée et une agriculture plus intensive, nous pourrions en effet nourrir dès aujourd'hui plus de 10 milliards d'habitants.

La question de la surpopulation est importante pour la gauche, mais celle-ci est divisée sur le sujet. Même des gens de bonne volonté se laissent mystifier par les formules simplificatrices des Ehrlich et autres théoriciens du populationnisme. Du coup, ils se

retrouvent dans le même camp que la droite qui, sous prétexte de protéger l'avenir de l'humanité, travaille au renforcement des inégalités dans le monde en continuant d'assassiner les populations les plus pauvres et en fermant de plus en plus hermétiquement les frontières des pays riches.

Ne cherchons pas : il n'y a pas d'autre moyen d'échapper aux catastrophes annoncées que de changer radicalement nos façons de vivre et toute notre organisation sociale. Cela permettra à toutes et tous d'avoir accès au minimum nécessaire pour mener une vie épanouissante, tout en respectant les limites imposées par la nature.

SERGE MONGEAU

Août 2014

PRÉFACE À L'ÉDITION ANGLAISE

par **Betsy Hartmann**¹

CET OUVRAGE REMARQUABLE d'Ian Angus et de Simon Butler arrive à point nommé. Le mythe de la surpopulation fait un retour en force, marqué par l'alarmisme et la recherche de boucs émissaires qui lui sont inhérents. Une influente coalition stratégique d'organisations et d'experts en population et en environnement diffuse des idées mensongères selon lesquelles la fécondité des femmes démunies est responsable des graves problèmes qui pèsent sur le monde, du changement climatique à la pauvreté en passant par l'instabilité politique. Profitant de la vague nouvelle, les nativistes ciblent les immigrants, censément à l'origine de la dégradation environnementale : c'est l'écologisation de la haine.

Voilà maintenant plus de 30 ans que j'examine la question de la population. À titre de militante du mouvement international pour la santé des femmes, je me suis battue avec bien d'autres aux quatre coins du monde pour promouvoir et défendre les droits liés à la procréation, y compris le droit à l'avortement abordable et sans risque. Parallèlement, j'ai lutté contre la violation des droits de la personne qu'impliquent les programmes de contrôle démographique, allant d'une restriction des moyens contraceptifs à la stérilisation forcée. En tant que politologue, chercheuse et professeure, j'ai étudié le mythe de la surpopulation sous de multiples angles, montrant ses conséquences néfastes sur les programmes de santé et de planification familiale, sur les mouvements écologistes et sur la lutte pour la paix et la justice sociale. Cette idéologie est source de discorde et se nourrit de craintes racialisées autour des gens de couleur, dans le Nord comme dans le Sud. Malgré l'emploi sporadique d'un langage féministe, les tenants de ce mythe voient principalement dans la femme un simple utérus.

Durant ces années de recherche sur la population, le tableau démographique de la planète s'est métamorphosé, les taux de natalité accusant partout un déclin. De nos jours, les démographes s'inquiètent généralement bien plus de cette baisse et du vieillissement de la population que d'une croissance rapide du nombre d'humains sur Terre. Au regard des chiffres actuels, la population mondiale devrait atteindre les neuf milliards d'individus en 2050 pour ensuite se stabiliser. Il est plus que jamais évident que le mythe de la surpopulation n'est pas fondamentalement une affaire de chiffres, mais un moyen de masquer les inégalités

sociales, économiques et politiques qui sous-tendent les crises mondiales d'aujourd'hui, y compris la crise du changement climatique. Un moyen de préserver le pouvoir des nantis.

Une planète trop peuplée ? porte un regard incisif sur toutes ces questions. Par leur style compréhensible et une analyse aussi rigoureuse que convaincante, Angus et Butler nous donnent les outils pour déconstruire avec méthode le mythe de la surpopulation. Ce faisant, ils esquissent aussi les contours d'une politique porteuse d'espoir et de justice en matière d'environnement et de procréation. À l'instar des publications hors pair qu'ils dirigent, *Climate and Capitalism* et *Green Left Weekly*, ce livre qui présente avec clarté une mine d'informations, d'idées et de thèses complexes s'adresse à un vaste lectorat : militant.e.s, étudiant.e.s, éducateur.trice.s, journalistes, responsables politiques et, en réalité, quiconque souhaite mieux comprendre le monde.

Le mythe réactualisé de la surpopulation fait obstacle à la solidarité et au progrès mondial. Après avoir lu cet ouvrage, j'ai bon espoir que nous puissions rapidement balayer ce mythe une fois pour toutes afin de relever les défis pressants qui nous attendent. Il n'y a pas de temps à perdre : nous devons nous attaquer d'urgence au problème du changement climatique. Il faut lire ce livre. Il vous libérera et vous donnera le courage de passer à l'action.

PRÉFACE À L'ÉDITION ANGLAISE

par Joel Kovel²

EN 2000, j'ai brigué l'investiture présidentielle du Green Party, passant le plus clair de mon temps à sillonner la Californie au volant de ma Saab et à rendre visite aux organisations locales du parti. Au fil de mes tournées, de San Diego à Arcata en passant par San Luis Obispo, Fresno et Nevada City, j'ai rencontré les citoyens et les citoyennes chez eux ou à l'hôtel de ville afin de sonder leurs besoins et de me présenter comme le meilleur candidat du pays pour promouvoir le programme vert, axé sur la préservation, la restauration et l'amélioration de l'intégrité écologique de la Terre.

À ceux et celles qui étaient ailleurs cette année-là, je précise être arrivé loin derrière Ralph Nader dans la course à la nomination du Green Party, Nader ayant été lui-même largement devancé par George W. Bush à l'élection présidentielle. Dans l'ensemble, je garde un bon souvenir de ces pérégrinations, malgré les inévitables sources d'irritation qu'occasionne une aventure à ce point nourrie d'idéalisme. Les gens, qui formaient un ensemble hétéroclite, étaient sympathiques et intéressants. Ils m'ont paru profondément concernés par l'intégrité environnementale et impatients de voir survenir un changement fondamental ; en un mot, ils m'ont semblé *progressistes*, à tous les égards. Mais tout n'était pas parfait. Un voile noir a obscurci certaines rencontres qui regroupaient des gens relativement aisés et, à défaut de trouver une formule plus heureuse, blancs de peau.

Avec circonspection, assurément, les verts révélaient alors une certaine inquiétude et une antipathie à l'égard des autres, c'est-à-dire de ceux et celles qui, d'une manière générale, étaient d'une autre couleur de peau et qui venaient du *Sud*. Inutile de dire que je ne parle pas là du sud géographique, de la Californie du Sud, par exemple, mais d'un Sud qui englobe les « Autres », une zone anéantie et délaissée par les pays industriels et capitalistes du Nord. Leurs terres dévastées, leurs vies brisées, bien des gens du Sud se déplacent vers le Nord pour assurer leur survie. Dans les métropoles qu'ils découvrent, ce sont des inconnus, on les appelle des étrangers. En Californie, leur présence se faisait sentir aux carrefours routiers tôt le matin, lorsqu'ils offraient leur force de travail pour la journée en espérant être pris à bord

des camionnettes Toyota. C'est devenu une vision bien connue, et l'on savait aussi qu'ils vivaient souvent dans les canyons et les ravines de l'État, hors de vue des citoyens.

Tout cela mettait mal à l'aise bon nombre de progressistes, notamment l'idée implicite que le Nord poursuivait son processus d'exploitation et tirait toujours davantage de plus-value de ces corps venus du Sud. Pourtant, ils ne pouvaient se résoudre à admettre ces implications. La présence persistante de ces « étrangers », le terme même en fait, traduisait un fossé structurel entre les peuples, un fossé que les libéraux et les partisans de certaines tendances écologistes ne pouvaient intégrer à leur vision du monde. De fait, on en a déformé le sens en l'isolant de tout contexte.

Ce fossé a généré un racisme substantiel, qui a surgi tout le long de la frontière entre le Nord et le Sud. Depuis ma campagne électorale, le racisme a pris de l'ampleur, alors que s'éternisent implacablement à l'échelle mondiale les crises économique et écologique. Pensons à l'Arizona, aux États-Unis, ainsi qu'à la montée d'une droite radicale qui s'oppose à l'immigration en Angleterre, en France, en Russie, en Autriche et ailleurs. Cela ira de mal en pis, à moins que nous ne nous soulevions pour endiguer le mouvement.

Mais on observe un autre genre de réaction, souvent parmi les progressistes, y compris nombre des progressistes verts que j'ai rencontrés au cours de mes déplacements en Californie. Ces gens ne sont pas racistes, ou alors ils cachent bien leur racisme ; ils tentent plutôt de faire face au sentiment d'étrangeté que leur inspirent ceux et celles qui sont du mauvais côté de la frontière Nord-Sud, en lui donnant le lustre d'un raisonnement scientifique impartial. Ils craignent *l'invasion d'une population étrange et trop nombreuse*. Si certains en viennent parfois à évoquer les espèces dites envahissantes que l'on trouve dans la faune et la flore, d'autres ne voient bien souvent en ces personnes qu'un ensemble uniforme d'étrangers, à l'instar de ceux et celles qui apparaissaient effrontément tôt le matin au coin des rues californiennes. La catégorisation ne porte plus aujourd'hui sur ce qui ne va pas chez ces « Autres », mais sur leur nombre : il y en a tout simplement trop, et il n'est jamais bon d'être trop nombreux, quoi qu'il en soit.

L'argument dans son ensemble prend du galon, intégré qu'il est au débat sur la *population*, intégré et réintégré sans fin, pourrait-on dire, tant la question démographique est utile pour éluder la vérité sur la société et la crise écologique qui l'affecte. On s'étonne en réalité du foisonnement d'arguments épineux et complexes que l'on peut façonner dès lors qu'il est fait abstraction de la réalité sociale et que la condition humaine se voit convertie en données quantitatives. Cette prétendue science est un champignon vénéneux intellectuel qui s'étend sans limites.

Et qui forme une forêt assez vaste, exigeant de se munir d'un guide qui aura raison de sa complexité. Ian Angus et Simon Butler nous en proposent un avec ce livre, *Une planète trop peuplée ?*, un véritable Baedeker de la science occulte et mystérieuse du « populationnisme », une interprétation idéologique de la science des populations vouée à la défense de l'ordre

établi. J'apprécie la façon dont Angus et Butler transcendent la présentation habituelle du malthusianisme et de sa « néoverion » pour en cerner l'idéologie. S'il est déroutant de voir un courant de réflexion s'ériger autour d'un penseur aussi singulier que le révérend Malthus (Marx le qualifie de « babouin » dans les *Grundrisse*), n'oublions jamais son influence immense, laquelle témoigne non pas d'une force intellectuelle, mais de la mystification qu'il a opérée sur les classes possédantes. En tout état de cause, ce n'est pas Malthus lui-même qui mérite notre attention, mais la persistance de son empreinte, ce besoin récurrent de l'intellectuel bourgeois d'invoquer une rationalisation visant à mettre à l'écart les déshérités de la Terre et à justifier ce que la société dominante leur a fait.

C'est là un propos incontournable et nous ne pouvons que louer Angus et Butler de l'aborder avec autant d'intelligibilité et de rigueur. Il en résulte un tableau riche et diversifié qui met en scène deux grands thèmes.

En premier lieu, bien que la question de la population ne manque certes pas de pertinence, le fait d'y accorder une importance prépondérante gonfle sa valeur explicative et masque les facteurs clés de la dégradation environnementale, ce qui repousse d'autant la dure tâche de juguler ces derniers.

Par ailleurs, il est non seulement possible mais nécessaire de démonter l'argument populationniste : la question cruciale n'est pas le nombre d'individus, mais la façon dont la population s'inscrit dans une bonne société. Ainsi, une population déclinante n'a pas que de bons côtés. À trop craindre qu'il y ait trop de monde, nombreux sont ceux et celles qui oublient qu'en vérité la population va décroître et que, à mesure qu'elle reculera comme la vague, tout un éventail de défis inédits apparaîtra dans son sillage. Par exemple, si chaque femme n'avait qu'un enfant – le rêve de tout populationniste, bien qu'il soit improbable –, chaque génération diminuerait de moitié par rapport à la précédente. Si l'on admet quelques retards et imprévus, une telle prédiction aboutirait à un fort déclin mondial au siècle prochain, la population passant de sept milliards à un milliard d'individus environ, ce qui entraînerait notamment de graves pénuries de main-d'œuvre. On peut difficilement voir là une utopie souhaitable.

Une importante population n'est pas non plus une mauvaise chose. Rappelons-nous, avec Angus et Butler, avec la communauté émergente d'écosocialistes dont ils sont des porte-parole, que de nombreux individus aptes à décider librement et collectivement de leur travail peuvent – et vont, je pense – consacrer leur énergie créatrice à la protection et à la réparation d'une nature ravagée par le capital. De fait, une société écosocialiste, dans laquelle l'humanité se fixe des limites et voue un profond respect à la nature, n'aura pas à s'inquiéter prioritairement du nombre d'individus qui la composent tant que la *qualité* de leur rapport à la nature, qui inclut assurément leurs rapports mutuels, sera satisfaisante.

Dans tous les cas, un contrôle démographique rationnel dépend directement de l'influence qu'ont les femmes sur leur vie. Une libre société écosocialiste fondée sur

l'autonomisation des femmes se libérera en même temps de toute préoccupation obsédante concernant sa population. En vérité, la meilleure façon de mettre à profit le présent ouvrage est d'œuvrer ensemble à jeter son thème central aux poubelles de l'histoire.

REMERCIEMENTS

EN TANT QUE RÉDACTEURS EN CHEF de *Climate and Capitalism* (Ian) et de *Green Left Weekly* (Simon), nous avons croisé un trop grand nombre de militants pour les citer tous ici. Au fil de nos rencontres et correspondances, ces partisans d'une écologie de gauche ou d'une gauche écologiste nous ont beaucoup appris ; par leurs idées et leurs conseils, ils ont amplement aidé à la rédaction de tous nos écrits, et de ce livre en particulier.

Jeff White a lu avec soin différentes versions de *Une planète trop peuplée ?* et scrupuleusement vérifié les notes de renvoi. En plus de ses précieuses suggestions sur le fond, il a relevé et corrigé d'innombrables erreurs typographiques ou autres.

Lis Angus, Martin Empson, Betsy Hartmann, Joel Kovel, John Riddell et Chris Williams ont lu le manuscrit à divers stades de rédaction, nous fournissant des commentaires et avis détaillés qui ont grandement ajouté à la force de nos propos.

Nous devons la couverture reproduite au chapitre 7 de l'opuscule *The Population Bomb* datant de 1954 à Ronald Ladouceur, qui tient le blogue *Textbook History* au <www.textbookhistory.com>.

Les personnes ou organismes suivants nous ont aimablement permis d'inclure des extraits extensifs ou encore l'intégralité de certains articles :

Le Sustainability Institute (<www.sustainer.org>) a autorisé la reprise du texte « Qui cause les problèmes environnementaux ? » de Donella Meadows (annexe 2).

Richard Smith nous a permis de reprendre un long extrait de son article « Beyond Growth or beyond Capitalism », initialement publié dans la *Real-World Economics Review* (chapitre 14).

Le Climate Justice and Migration Working Group de Mobilization for Climate Justice nous a donné la permission d'inclure sa déclaration sur la justice climatique et les migrations (annexe 4).

Certaines parties de ce livre ont d'abord paru dans *Climate and Capitalism* ou *Green Left Weekly*. Tous ces passages ont fait l'objet d'une réécriture en profondeur et d'une mise à jour.

SUR LA TERMINOLOGIE

TOUT AU LONG DE CET OUVRAGE, le terme *populationnisme* désigne les idéologies imputant les maux d'ordre social et écologique au nombre d'êtres humains sur Terre, et le terme *populationnistes* à ceux qui appuient de telles idées. Ce choix, au détriment des termes plus conventionnels *malthusianisme* et *malthusiens*, repose sur deux fondements.

D'abord, de telles appellations tirées du nom de Thomas Robert Malthus semblent peu éloquents, car d'après notre expérience, les thèses de ce penseur ne sont connues que d'une minorité.

Par ailleurs, la plupart des populationnistes modernes réfutent en vérité ce que Malthus écrivait il y a deux siècles. Le théoricien ne reconnaissait pas de limites à la croissance, réfutait l'efficacité de toute aide aux démunis et s'opposait fortement au contrôle des naissances ; il apparaît inadéquat de nommer après lui ceux qui défendent le contraire.

Le *Nord* est employé fréquemment pour désigner les pays industrialisés européens, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ; le *Sud* qualifie les pays dits sous-développés, qu'on appelle parfois le tiers-monde.

Tous les gaz à effet de serre sont appelés *dioxyde de carbone* ou CO_2 , sachant que dans certains cas, il serait plus exact de recourir aux expressions *équivalent dioxyde de carbone* ou *équivalent CO_2* , mais cette distinction a paru superflue dans le cadre de ce livre.

INTRODUCTION

S'il y a quelque chose qui révèle la confusion régnant au sein du mouvement écologiste, c'est le fait que les verts sont si nombreux à croire sincèrement qu'en entonnant d'un ton grave que « la planète est trop peuplée », ils résument en quelque sorte toutes les affections morales et politiques de la mondialisation, la multiplication des migrations humaines, les extinctions massives, l'instabilité atmosphérique et tout le reste. En vérité, la « surpopulation » n'explique rien de tout cela et tant que nous nous y raccrochons, nous resterons les citoyens désorientés d'un monde incompréhensible.

– Tom Athanasiou³

NOUS VIVONS UNE CRISE ENVIRONNEMENTALE d'une ampleur sans précédent. Le réchauffement climatique est la première de nos préoccupations, mais l'activité humaine n'en contamine pas moins les rivières, les lacs et les mers, épuise les réserves d'eau douce, détruit les terres fertiles, éradique des milliers d'autres espèces et entrave les processus écologiques fondamentaux qui, depuis des millénaires, assurent la stabilité de notre biosphère. Si la tendance se maintient, notre monde subira une transformation irrévocable. Si elle s'accélère, comme cela semble être le cas actuellement, une bonne partie de l'humanité, et peut-être l'humanité elle-même, sera en danger.

D'après James Hansen, l'un des plus éminents climatologues au monde, il reste peu de temps pour passer à l'action :

Le climat terrestre frôle le point de bascule. Des changements apparaissent, dont certains pourraient s'avérer explosifs et engendrer des conséquences irréversibles si nous ne limitons pas rapidement les émissions de combustibles fossiles pendant plusieurs décennies [...] Ce n'est que dans les dernières années que l'on a vu la science se cristalliser, révélant l'urgence d'agir : notre planète est véritablement en péril. Si nous ne changeons pas de cap bientôt, nous léguerons à nos enfants une situation incontrôlable, à mesure que les rétroactions s'amplifient et modèlent la dynamique du système tout entier⁴.

La dure vérité est qu'il est déjà trop tard pour neutraliser complètement le changement climatique. Même si toutes les émissions de gaz à effet de serre qui y contribuent cessaient aujourd'hui, l'humanité subirait malgré tout les effets des émissions passées pendant des siècles. Il s'agit désormais d'empêcher que la crise ne tourne à la catastrophe, d'enrayer un

changement climatique galopant qui risque de rendre inhabitable une bonne partie de la planète. À en croire certains scientifiques, le changement de cap radical doit se faire avant 2050 ; d'autres disent qu'il nous reste 10 ou 15 ans tout au plus.

À l'exception de quelques rares cas honorables, les gouvernements du monde se sont montrés peu soucieux de résoudre cette crise. L'inaction des politiciens est bien plus éloquente que leurs beaux discours. Plus de 40 ans après le premier Jour de la Terre, la crise environnementale est à son paroxysme. Les émissions de gaz à effet de serre sont plus élevées que jamais et le dernier accord proposé par les pays les plus riches du monde a encore moins de poids que l'inefficace protocole de Kyoto.

Il n'est que trop évident que la diplomatie et les ententes en coulisse sont sans effet. Les autorités au pouvoir n'agiront que si on les y oblige : la seule force qui puisse les motiver est une action démocratique et publique de masse, une campagne populaire pour une société durable et écologique. Les énormes manifestations de Copenhague en 2009 et la rencontre internationale en 2010 de la gauche écologiste, des militants autochtones et des mouvements anticapitalistes en Bolivie portent à croire qu'il est possible d'entreprendre et de mener à bien une telle campagne.

Pour ériger ce mouvement, les militants du climat doivent comprendre les causes de la crise environnementale et les changements à amorcer en vue d'éviter la catastrophe. Cet ouvrage traite d'un débat crucial en la matière : la question de la population.

Nombre de fervents et sincères écologistes voient dans l'accroissement démographique l'une des causes principales de la destruction environnementale ; ils pensent qu'il y a trop de monde sur Terre et qu'aucune solution n'est réellement envisageable si les êtres humains ne réduisent pas leur nombre d'une manière ou d'une autre. L'avertissement largement diffusé qu'avaient lancé à l'adresse de l'humanité des scientifiques du monde entier à l'occasion du Sommet de la Terre de 1992 allait en ce sens : « Les contraintes qui découlent d'une croissance démographique effrénée pèsent d'un poids énorme sur la nature et risquent d'annuler tous les efforts déployés pour bâtir un avenir durable. Si nous voulons mettre fin à la destruction de l'environnement, il nous faut accepter les limites de cette croissance⁵. »

Dans les pays riches, on voit par ailleurs se développer au sein du mouvement écologiste un courant qui prône une restriction de l'immigration pour des raisons populationnistes – une thèse qu'a défendue le célèbre environmentaliste australien Tim Flannery dans le cadre d'un débat sur la politique d'immigration retransmis par la société de radiodiffusion australienne ABC : « Un accroissement de la population aura bien plus d'impact en Australie que dans un pays pauvre. Dans la mesure où nous sommes les plus grands utilisateurs de carbone sur Terre, avec 23 tonnes ou presque par habitant, la venue d'individus issus des quatre coins du monde provoquera presque assurément une hausse des émissions de carbone⁶. »

Dans *Une planète trop peuplée ?*, nous réfutons les arguments selon lesquels le changement climatique et les autres formes de destruction de l'environnement sont attribuables au fait qu'il y a « trop de monde » et « trop d'immigrants ».

Les environnementalistes qui préconisent un contrôle des naissances ou une politique anti-immigration pour résoudre les problèmes écologiques se méprennent profondément sur la nature de la crise. L'adoption de telles mesures détournerait le mouvement écologiste des solutions véritables.

Nous appuyons fortement l'accès universel à la contraception et à l'avortement comme aux autres services de santé maternelle, et il nous semble essentiel de trouver un équilibre entre les ressources naturelles et les besoins humains. Ce livre est né de notre vive inquiétude devant le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources, la déforestation, la disparition de certaines espèces, la surpêche, la désertification, l'appauvrissement des réserves en eau et la pollution sous toutes ses formes. Ce sont là de graves problèmes, mais qui ne s'expliquent pas par la « surpopulation » et que l'on ne réglera pas par un contrôle des naissances ou des restrictions en matière d'immigration.

Comme le dit Patricia Huang, qui défend les droits des immigrants, le rapport « entre accroissement démographique et destruction de l'environnement se fonde sur notre utilisation des ressources et non sur le nombre d'êtres humains qui les utilisent⁷ ».

Ce n'est pas une question abstraite ou théorique : en occultant les causes sociales et économiques de la crise environnementale, la thèse populationniste masque les vraies solutions et entrave l'action de ceux qui les défendent. Les politiques populationnistes s'attachent aux symptômes et non aux causes. Pire, elles rejettent la responsabilité du changement climatique, et celle d'y mettre fin, sur les peuples les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

En détournant ainsi l'attention des véritables défis de l'heure, de telles politiques nous empêchent de poser les bases d'une nouvelle économie axée sur la durabilité écologique et sur un développement social équitable.

Comme l'a dit un jour le célèbre écologiste américain Barry Commoner, les solutions populationnistes à la destruction de l'environnement reviennent à suggérer de « jeter par-dessus bord les passagers d'un bateau en perdition afin d'en assurer la flottaison ». Nous devrions plutôt nous demander « s'il n'y aurait pas mieux à faire pour éviter que le bateau coule⁸ ».

* * *

En général, on réduit les débats sur le populationnisme à un désaccord entre ceux qui se préoccupent de l'environnement et ceux qui ne s'en soucient pas, entre ceux qui pensent que la surpopulation et l'épuisement des ressources constituent le pire problème de l'humanité et

ceux qui persistent à croire que plus la population augmente, plus elle crée des richesses et développe des ressources.

Nous espérons que *Une planète trop peuplée ?* aidera l'écologisme à prendre du recul par rapport à ce cadre stérile. Notre but est de promouvoir le débat *au sein même* des mouvements écologistes en ce qui a trait aux véritables causes de la destruction environnementale, de la pauvreté, de la pénurie alimentaire et de l'épuisement des ressources.

À cette fin, nous proposons une réponse écosocialiste à la nouvelle vague de populationnisme vert tel qu'il s'exprime notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada et en Australie. Nous sommes en total désaccord avec les populationnistes et nous ne nous gêmons pas pour exprimer franchement nos idées. Toutefois, nous nous sommes aussi efforcés de présenter leur pensée avec honnêteté et de distinguer les réactionnaires qui préconisent le contrôle démographique en vue de préserver le *statu quo* des militants verts sincèrement persuadés que l'accroissement démographique explique les problèmes environnementaux.

Une planète trop peuplée ? se compose de quatre parties :

- « La population mise en cause » reprend un débat qui a fait rage dans les premières années du mouvement écologiste moderne, un débat crucial autour de questions qui demeurent pertinentes, et expose dans les grandes lignes les principaux courants de la pensée populationniste dans le mouvement environnemental actuel.
- « Les écueils du populationnisme » est une critique des principaux arguments et hypothèses du populationnisme moderne.
- « Contrôle et coercition » examine de près la question des droits de la personne dans le cadre des programmes de contrôle démographique et la possibilité de mettre en place des programmes démographiques non coercitifs .
- « Les verts contre les immigrants ? » explore les prétendus arguments écologistes en faveur d'une réduction ou d'un arrêt de l'immigration. Nous soutenons qu'en faisant des immigrants les boucs émissaires des dégâts écologiques, les tenants d'un tel discours dédouanent les véritables vandales de l'environnement et font obstacle à la construction de mouvements écologistes forts.
- « Production, consommation, révolution » analyse la cause première de la destruction environnementale, un système économique et social qui s'appuie sur une croissance continuelle et qui se nourrit d'un gaspillage sans fin. Pour que survive la civilisation humaine, il faut remplacer ce capitalisme antiécologique par un système proécologique qui défende un développement humain et durable. Les arguments populationnistes entravent cette cause.

En annexes sont intégrés quatre articles et déclarations qui développent les thèses présentées dans ce livre :

- « Le mythe malthusien », par Ian Angus, sonde les idées de Thomas Robert Malthus, cet économiste et pasteur du XIX^e siècle en qui l'on voit généralement le fondateur du populationnisme.
- « Qui cause les problèmes environnementaux ? », par Donella Meadows, rédactrice principale du célèbre *Rapport sur les limites à la croissance* publié en 1972⁹, explique pourquoi la formule IPAT souvent mentionnée masque les véritables solutions aux problèmes écologiques.
- « Nous refusons de fermer la porte du monde » est un vibrant appel à la solidarité avec les migrants, écrit en 1910 par le grand chef socialiste des États-Unis Eugene V. Debs.
- « Justice climatique et migration » fournit une analyse décisive de la crise de plus en plus préoccupante des réfugiés climatiques et propose un programme pour en sortir.

PREMIÈRE PARTIE

La population mise en cause

Les gens sont-ils le problème ?

Nous savons que le monde se consume. La question est de savoir comment éteindre le feu.

– Twilly Cannon, ancien capitaine du navire de Greenpeace
*Rainbow Warrior*¹⁰

TOUTES CHOSES ÉGALES PAR AILLEURS, une vaste population mangera plus de nourriture, portera plus de vêtements, occupera plus d'habitations et générera plus d'excréments qu'une population de taille moindre. C'est un fait biologique incontestable.

S'il n'y a pas assez de nourriture, de vêtements ou d'habitations pour tous et que les latrines débordent, on peut conclure que les institutions économiques, sociales ou politiques sont défaillantes et que le système ne satisfait pas les besoins vitaux des individus.

Ou si l'on pense que le système est fondamentalement sain et que tout autre système serait pire, on peut conclure que le problème vient du fait qu'il y a trop de monde.

Ces points de vue opposés font l'objet de débats chez les militants depuis les débuts du mouvement environnemental dans les années 1960.

Le nouveau mouvement est né de la même vague de radicalisation mondiale – et rassemblait souvent les mêmes individus – à l'origine des campagnes pour le désarmement ou l'interdiction des essais nucléaires ainsi que du mouvement contre la guerre américaine au Vietnam. S'il existait depuis longtemps des sociétés de conservation du milieu sauvage en Amérique du Nord et des associations pour la sauvegarde de la nature en Europe, le nouveau mouvement s'avérait très différent. Il se préoccupait davantage des effets de la destruction environnementale sur l'humanité que de la préservation d'une nature vierge ; c'était davantage un mouvement militant et politique qu'un mouvement caritatif.

Surtout, tandis que les anciens groupes reflétaient largement l'opinion des gens fortunés, les nouveaux militants écologistes estimaient que l'on ne pourrait « éviter la catastrophe environnementale qu'au moyen de changements fondamentaux dans les valeurs et institutions des sociétés industrielles¹¹ ».

Mais quels changements préconisaient-ils ? La réponse découlait de la cause même de cette destruction environnementale, un point qui faisait l'objet d'âpres discussions.

Au sein du mouvement écologiste, le plus durable et le plus controversé de tous ces débats a porté sur l'accroissement démographique : était-ce ou non un facteur clé dans la destruction écologique ? Le mouvement devait-il encourager des mesures de réduction démographique ?

Les grandes thématiques en jeu furent définies dès l'aube de l'environnementalisme moderne, et les principaux participants au débat comptaient parmi les plus éminentes figures du jeune mouvement : Paul et Anne Ehrlich, auteurs de *La bombe P*¹², et Barry Commoner, auteur de *L'encerclement*. Leurs désaccords sont à l'origine d'une controverse qui demeure d'actualité.

La bombe P

Issu du mouvement pour la conservation de la nature, l'environnementaliste Paul Ehrlich était professeur et son épouse Anne associée de recherche au département de biologie de l'Université Stanford. À la fin des années 1950, ils délaissent progressivement la classification des papillons pour s'intéresser à la démographie. En 1967, sous l'impulsion du directeur général du vénérable Sierra Club, ils développent le propos d'un article initialement publié par la revue *New Scientist* pour en faire un livre. Subventionné par le Sierra Club et publié en 1968 sous la forme d'un ouvrage broché destiné au grand public, *La bombe P* comptera parmi les livres écologistes les plus vendus de tous les temps.

Les thèses présentées s'inspiraient fortement de deux livres à gros tirage publiés à la fin des années 1940, *La planète au pillage* de Fairfield Osborn et *La faim du monde* de William Vogt, en plus d'un autre succès de librairie paru en 1967, *Famine – 1975 !*, dans lequel William et Paul Paddock prédisaient l'avènement d'une « période de famine » dans les années à venir et imploraient le gouvernement américain de supprimer toute aide aux pays « perdus », une catégorie dans laquelle ils incluaient l'Inde, la Chine, l'Égypte et Haïti¹³.

L'ouvrage des Ehrlich vulgarisait un ensemble d'idées déjà largement acceptées parmi les élites préservationnistes, majoritairement blanches, riches et politiquement conservatrices. Le directeur général du Sierra Club Dave Brower résumait leur point de vue deux ans avant la publication de *La bombe P* : « À notre avis, une politique de conservation implique nécessairement une politique démographique¹⁴. »

Si, dans son texte de présentation, l'éditeur louait en Paul Ehrlich « le chercheur accompli », *La bombe P* n'était pas un livre scientifique : c'était un essai politique destiné à un vaste lectorat. « À une époque où le public américain aspirait plus que jamais à mieux comprendre la crise écologique imminente, explique un historien, Ehrlich proposera ce qui est sans conteste le traité le plus véhément et convaincant qui soit sur les problèmes écologiques découlant de la surpopulation¹⁵. »

Les Ehrlich avançaient trois arguments fondamentaux.

Premièrement, les grandes famines seraient inévitables dans un futur proche : « La bataille menée pour nourrir la totalité de l'humanité a eu lieu, nous en sommes au dénouement. Des centaines de millions d'êtres humains vont mourir de faim dans les années 1970-1980, et cela, quelle que soit l'urgence des programmes que nous pouvons mettre en place aujourd'hui. Désormais, plus rien ne pourra éviter une montée importante du taux de mortalité mondial¹⁶. »

Deuxièmement, la détérioration progressive de notre environnement pourrait « avoir des conséquences encore plus désastreuses » que tout écart imaginable entre nourriture et population¹⁷.

Et troisièmement, les crises alimentaire et environnementale avaient une même origine : « La chaîne des causes et des effets destructeurs remonte à une cause première. Trop de voitures, trop d'usines, trop de détergents, trop de pesticides, de plus en plus de traînées laissées par les avions supersoniques, des procédés inadéquats d'assainissement des égouts, trop peu d'eau, trop d'oxyde de carbone. La cause en est toujours la même : *il y a trop de monde sur la Terre*¹⁸. »

Pourquoi les gens ont-ils tenu à se reproduire au-delà du point de non-retour ? Les Ehrlich soutenaient que la surpopulation coulait dans nos veines.

[L]a reproduction est la clé du succès en matière de sélection. Qu'il s'agisse d'une structure, d'un mécanisme physiologique ou d'un modèle de comportement, c'est celui qui aboutit aux meilleurs résultats en matière de reproduction qui se perpétuera. Le processus par lequel l'homme est devenu ce qu'il est implique que pendant des milliers d'années nos ancêtres furent des reproducteurs plus chanceux que leurs concurrents¹⁹.

Notre volonté de vivre, à tous, est le fruit de milliards d'années d'évolution. Toute intervention dans le taux des naissances se heurte à des valeurs évolutives. Voilà des siècles que les individus qui ont davantage d'enfants transmettent leur capital génétique avec une fréquence plus grande que ceux qui en ont moins. Ce sont leurs gènes qui sont dominants dans notre hérédité actuelle²⁰.

Tant que la mort éradiquait les humains presque aussi vite que la naissance les engendrait, la population croissait très lentement, mais « le développement des connaissances médicales a été la goutte qui a fait déborder le vase ». Les pays riches ont exporté un « contrôle de la mortalité » en éradiquant les grandes maladies, ce qui « a permis de faire décroître les taux de mortalité avec une rapidité étonnante » dans les pays pauvres. Si le taux de mortalité a chuté, le taux de natalité n'en a pas moins subi l'influence de nos pulsions biologiques avancées, et la population a explosé²¹.

Contrairement à d'autres populationnistes de l'époque (William Vogt, par exemple), les Ehrlich n'ont pas préconisé la suspension des soins médicaux dans les pays pauvres, affirmant toutefois que « l'abaissement du taux de mortalité d'une population nous mène au désastre s'il ne s'accompagne pas d'un contrôle de la natalité²² ».

L'ouvrage des Ehrlich décrivait un monde en crise, marqué par le surpeuplement, la pénurie alimentaire et la destruction de l'environnement. Ainsi, ils concluaient sans surprise :

À la question : que faire ? il est facile de donner une réponse d'ensemble. Nous devons contrôler le plus rapidement possible l'accroissement démographique mondial, en réduire le taux à zéro et, si possible, le rendre négatif. Nous devons parvenir à une régulation volontaire du nombre des humains. En même temps, il nous faut accroître considérablement notre production alimentaire. Ce plan pour l'agriculture demande à être soigneusement conçu, de telle manière que les effets nocifs pour l'environnement soient réduits au minimum, et doit inclure un programme réaliste : la restauration écologique [...] En même temps que ces réalisations seront en cours, il faudra mettre sur pied un programme de recherche, en politique internationale, qui définisse les objectifs de la Terre entière, le rapport optimal population-environnement, et qui mette au point les méthodes pour atteindre ces objectifs²³.

Cela dit, bien qu'une production alimentaire accrue permette de gagner du temps, il ne pouvait y avoir de solution sans mesures draconiennes.

Lorsque les cellules vivantes prolifèrent sans contrôle, il y a cancer ; l'explosion démographique, c'est la multiplication sans contrôle des êtres humains [...]. Nous devons reconvertir nos efforts, ne plus traiter ces signes externes, mais bien tenter l'ablation du cancer. Cette opération demandera de nombreuses décisions qui sembleront brutales et sans pitié. La douleur pourra être intense. Mais la maladie a fait de tels progrès que seule la chirurgie la plus énergique pourra désormais peut-être sauver le malade²⁴.

Contrairement à bien des populationnistes, les Ehrlich ne ciblaient pas que la croissance démographique des pays pauvres. Faisant remarquer que l'utilisation des ressources par habitant était nettement plus élevée aux États-Unis qu'ailleurs, ils déclaraient : « Il est bien évident que nous devons tout d'abord élaborer et rendre publique immédiatement une politique draconienne qui permettra de maîtriser nos problèmes démographiques²⁵. »

Toutefois, les politiques qu'ils recommandaient aux États-Unis étaient considérablement moins radicales que celles préconisées ailleurs. Aux États-Unis, ils suggéraient des modifications fiscales visant à pénaliser les familles nombreuses, une meilleure éducation sexuelle, l'accès aux méthodes contraceptives et à l'avortement, et la création d'un département fédéral de la Population et de l'Environnement. Pour les nations pauvres, ils prescrivaient la stérilisation obligatoire des hommes ayant eu plus de trois enfants et l'arrêt des expéditions de vivres aux pays « tellement à la traîne dans la course démographie/alimentation qu'il n'y a aucun espoir que notre aide en nourriture leur permette de tenir jusqu'à l'autonomie²⁶ ».

Les Ehrlich ont poussé plus loin l'argument dans un article écrit peu après la parution de *La bombe P*, pressant le gouvernement américain d'user de son influence politique et économique pour forcer les autres pays à se mettre au diapason. Les États-Unis, avançaient-ils, devaient « refuser toute aide à un pays en croissance démographique à moins que cet État ne nous convainque qu'il fait tout son possible pour limiter sa population ». Les critiques qualifiant de répressive une « pression politique et économique aussi extrême » devaient pour leur part « réfléchir aux autres solutions possibles²⁷ ».

Malgré leur exhortation à mettre en place un contrôle démographique draconien, les Ehrlich doutaient fort que l'on puisse améliorer les choses.

[N]os compatriotes s'en moquent [...]. La vérité est que nous sommes de deux espèces. Un petit nombre se dévouent à la cause de la préservation de la beauté et de la nature. La majorité [...] concourent à sa perte, ou se montrent en tout cas indifférents à son égard²⁸.

À ce point vous êtes probablement las de cette discussion. Nous ne ferons rien de tout cela, dites-vous. C'est fort possible²⁹.

[B]eaucoup d'entre vous pensent : « Mais c'est de l'utopie – nous n'y arriverons jamais. » Eh bien, j'estime que vous avez probablement raison ; comme je l'ai dit auparavant, nos chances de réussite sont réduites³⁰.

La bombe P propulsera Paul Ehrlich de la scène californienne au-devant de la scène nationale américaine. Au fil de ses nombreux passages télévisés, il participera plus de 20 fois au célèbre *Tonight Show with Johnny Carson*, il animera des conférences, signera des articles pour des magazines populaires et, en 1970, Anne et lui rédigeront un important manuel qui fera l'objet de plusieurs rééditions. Peu après la parution de *La bombe P*, il fondera avec d'autres l'organisation Zero Population Growth (ZPG), qui comptera rapidement des dizaines de milliers de membres et multipliera les relais dans des centaines de campus universitaires.

Les Ehrlich n'ont jamais dit que le contrôle démographique était la *seule* mesure nécessaire pour résoudre la crise. Dans *La bombe P*, ils préconisaient aussi une hausse de la production alimentaire et, dans la plupart de leurs livres et articles, ils prônaient l'avancement technologique ainsi qu'une baisse de la consommation dans les pays riches. Néanmoins, une réduction de la population demeurera invariablement à leurs yeux la priorité absolue. Dans un article de la revue *Bioscience* publié en 1979 et cosigné par son collaborateur de longue date John Holdren, Paul Ehrlich résumait leur point de vue :

Il est tout à fait clair qu'au vu des coûts et des délais de démarrage et d'exécution des projets à l'échelle requise, la technologie ne saurait aujourd'hui suffire sans qu'on l'accompagne d'un contrôle démographique...

On ne répétera jamais assez qu'à moins de mettre en place immédiatement des mesures efficaces pour réguler la population, toute la technologie que l'homme créera ne suffira pas à éviter la misère à venir. De fait, confrontés que nous sommes à certaines limites de temps et d'argent, il nous faut décider si nous voulons déployer davantage d'efforts pour remédier au mal plutôt que d'en soulager temporairement les symptômes. Nous devons par exemple nous demander combien de vasectomies permettrait un programme financé par les 1,8 milliard de dollars qu'exige la construction d'un seul complexe agro-industriel nucléaire, en plus d'évaluer son impact relatif à court et à long termes³¹.

L'encerclement

Professeur de biologie, socialiste, humaniste, Barry Commoner était aussi l'un des principaux chefs du mouvement américain d'opposition aux essais nucléaires dans les années 1950 et au début des années 1960. En 1966, il fonde le Center for the Biology of Natural Systems à l'Université Washington de Saint-Louis, dans le Missouri, dans le but « d'adapter notre science au besoin urgent de comprendre la biologie naturelle de l'environnement et ainsi d'empêcher l'extinction de la communauté terrestre par la main de l'homme³² ».

Commoner s'opposait farouchement aux idées présentées dans *La bombe P*, comme il l'affirma publiquement lors d'un séminaire à l'Université Harvard durant la toute première

Semaine de la Terre en 1970 :

Selon moi, on ne peut attribuer la détérioration de l'environnement aux tendances démographiques qui s'observent aux États-Unis [...]. Bien sûr, il n'y aurait pas de pollution s'il n'y avait pas de population dans le pays, mais le fait est que l'accroissement démographique américain s'avère tout bonnement trop modeste pour expliquer l'énorme accroissement de la pollution [...]. C'est une grave erreur que d'obscurcir la réflexion sur la pollution en ciblant la population, parce que les faits ne corroborent pas cette thèse³³.

Le lendemain, il prenait la parole à l'Université Brown, affirmant que « la pollution commence non pas dans la chambre à coucher, mais dans la salle de conférence des entreprises³⁴ ».

En décembre 1970, lors d'un débat d'experts avec Paul Ehrlich orchestré par l'Association américaine pour le progrès de la science, il affirmait encore : « Dire qu'aucun de nos problèmes de pollution ne peut être résolu sans d'abord s'occuper de la population est une échappatoire de la pire espèce³⁵. »

Impressionné et galvanisé par la participation massive aux manifestations, aux rencontres et aux rassemblements organisés durant la Semaine de la Terre de 1970, Commoner ressentait parallèlement un certain malaise devant le souhait qu'il percevait de s'en tenir à des explications simplistes et à des solutions de fortune, malaise qui l'incita à écrire *L'encerclement*, un ouvrage dans lequel il s'efforçait « de découvrir quelles sont les actions humaines qui aboutissent en fait à une rupture du cycle vital, et quelle en est la raison³⁶ ». Publié en octobre 1971, *L'encerclement* fut de loin la tentative la plus ambitieuse entreprise jusqu'alors de décrire et d'expliquer la crise écologique des États-Unis.

Le livre renfermait une critique virulente du populationnisme, et sa conclusion générale contrecarrait directement l'analyse des Ehrlich : « Les êtres humains sont venus [...] rompre ce cercle de la vie, non pas du fait de leurs besoins biologiques naturels, mais par une organisation sociale, conçue en vue d'une "conquête" de la nature, mettant en œuvre divers moyens d'acquisition des richesses, dont les exigences sont incompatibles avec les règles qui gouvernent les processus naturels³⁷. »

Après avoir évoqué l'écologie puis l'écosphère et présenté divers cas graves de destruction environnementale aux États-Unis, Commoner abordait sa préoccupation principale : alors que les êtres humains n'ont guère altéré l'environnement durant des millénaires, comment expliquer l'apparition ou l'aggravation substantielle de la pollution dans les années d'après-guerre ? Depuis 1946, expliquait Commoner, la population ayant crû de 42 % et le niveau de vie américain n'ayant que faiblement augmenté, on observait toutefois une hausse des polluants de 200 à 2 000 % ou plus. D'évidence, le fait qu'il y ait plus de monde consommant davantage ne constituait qu'une infime partie du problème.

« Dans les 30 dernières années, des milliers de décisions ont été prises aux États-Unis, au vu desquelles il apparaît que les automobiles doivent être grandes et suffisamment puissantes pour rouler à 160 km/h, que l'électricité doit être générée par des centrales nucléaires, que nous devons porter des vêtements de tissu synthétique et non de coton ou de laine et les laver avec du détergent plutôt qu'avec du savon, que nous jouerons au baseball sur des terrains de plastique et non sur l'herbe, que nous n'utiliserons qu'une parcelle de l'énergie bienfaisante du soleil.

Dans tous les cas, la décision a été prise au regard du "bénéfice net", dans la perspective d'un profit acceptable. Plus précisément, comme l'a révélé le comportement des pétrolières américaines, de telles décisions se fondent sur l'infime différence entre les taux de profit actuels et les taux supérieurs escomptés.

Il aurait été statistiquement fort improbable que la majorité ou même une petite proportion de ces milliers de décisions motivées par la quête d'une légère hausse de profit fussent conformes à un plan d'utilisation de l'énergie rationnel et thermodynamiquement valable.

Un tel système énergétique constitue un besoin social, mais il est vain d'espérer le fonder sur des décisions qui visent à fabriquer des marchandises et non à répondre aux nécessités de la vie, qui produisent des biens très rentables plutôt que très utiles et que l'on jugera ultimement au regard de leur intérêt privé et non de leur valeur sociale.

Par conséquent, la crise énergétique et l'ensemble des problèmes corrélatifs qu'elle entraîne nous obligent à envisager la création d'un système de production sciemment conçu pour répondre aux besoins sociaux et dans lequel la valeur des produits sera évaluée en fonction de leur utilité, ainsi qu'un système économique qui servira ces mêmes fonctions. En théorie du moins, de tels systèmes sont socialistes. »

– Barry Commoner, *La pauvreté du pouvoir*, 1976

Commoner posait comme argument clé que l'explosion de la pollution découlait non pas d'un accroissement démographique, mais des changements ayant marqué la production industrielle et agricole, d'un bouleversement des façons de faire dans la fabrication des biens et le travail de la terre, dans les matières premières utilisées et dans les produits eux-mêmes. Des changements que l'industrie avait embrassés durant et après la Seconde Guerre mondiale au vu de la rentabilité accrue des nouvelles technologies.

Il semble que la technologie moderne constitue ce lien d'une importance cruciale qui rattache l'une à l'autre la pollution et le profit : la technologie est en effet à la fois la source principale des progrès récents de la productivité – et en conséquence des profits – et celle des pires assauts conduits contre l'environnement. Les entreprises privées modernes, mues par ce désir caractéristique d'obtenir les profits les plus élevés, ont mis en œuvre des innovations technologiques qui permettent de le satisfaire, sans avoir conscience, en général, que ces innovations ont tendance à devenir des instruments de destruction de l'environnement³⁸.

Ce passage illustre le point central de l'analyse de Commoner : au lieu de considérer la population, la technologie et l'abondance comme des forces indépendantes, il les rattachait aux processus sociaux plus vastes qui les fondaient et dans lesquels elles s'enchevêtraient. On en trouve un exemple éloquent dans sa réflexion sur la dynamique de ce que les démographes appellent « la transition démographique », le processus par lequel l'accroissement de la population s'est accéléré dans de nombreux pays avant de se stabiliser aux XIX^e et XX^e siècles.

Certains ont estimé que ce développement dynamique de l'accroissement des richesses et de la compétence technique, lié étroitement à l'accroissement du nombre des naissances, risque de provoquer une véritable « explosion démographique », aux résultats désastreux si de strictes mesures de contrôle de la natalité ne sont pas

prises en œuvre. En fait, il paraît tout à fait évident que le processus a lui-même pour effet de provoquer un contre-courant qui en ralentit considérablement l'action³⁹.

Cette création de richesse issue des révolutions agricole et industrielle du XVIII^e siècle a fait chuter le taux de mortalité et favorisé l'accroissement démographique. Toutefois, à mesure que les conditions de vie se sont améliorées, le taux de natalité a baissé et l'accroissement s'est ralenti. Avec l'abolition du travail des enfants a disparu l'atout économique d'une famille nombreuse, et la bonification des pensions comme des services sociaux a signifié que les parents âgés n'étaient plus tributaires de leur progéniture.

Il en résulta fort naturellement une diminution du taux de la natalité, et en dehors même de tout recours aux méthodes modernes de la contraception. Ainsi, bien que la croissance démographique accompagne tout développement progressif des activités de production, elle tend bientôt à se réduire sous l'action des mêmes forces qui contribuaient d'abord à la stimuler : l'accumulation des ressources et la richesse sociale⁴⁰.

Mais ce processus n'avait rien d'inéluctable. Dans de nombreux pays du tiers-monde, l'accroissement démographique est demeuré élevé, le taux de mortalité ayant chuté sans que le taux de natalité emboîte le pas : la transition démographique « s'est trouvée sérieusement affectée par le jeu de certains facteurs particuliers⁴¹ ».

Les richesses générées par les colonies furent acheminées en Europe où elles permirent de meilleures conditions de vie et, par ricochet, une baisse de la natalité, ce qui empêcha du même coup les colonies de connaître une évolution semblable : Commoner appelait cela « une sorte de parasitisme démographique ».

Après la Seconde Guerre mondiale, l'industrie allait consacrer la technologie moderne « au remplacement des produits naturels par des produits synthétiques », une tendance qui « a aggravé lourdement, dans les pays les plus avancés, les dommages subis par l'environnement, et a paralysé les efforts effectués par les pays en voie de développement pour subvenir aux besoins de populations croissantes⁴² ».

En bref, la pauvreté fut la *cause* et non la conséquence d'une forte croissance démographique au XX^e siècle – la pauvreté s'expliquant elle-même par des siècles de pillage colonialiste.

Les pressions exercées sur les pays pauvres pour qu'ils réduisent leur taux de natalité sans jouir pour autant des meilleures conditions de vie qui permettent une baisse de la mortalité, notamment infantile, constituaient pour Commoner une expérimentation gigantesque des plus contestables⁴³.

[P]our peu que l'on soit convaincu qu'une telle attitude, d'un point de vue moral aussi bien que politique, a un aspect tyrannique contraire aux valeurs humaines, il faudrait alors penser que, dans les pays en voie de développement, la croissance démographique devrait être équilibrée par les mêmes moyens qui ont fait que d'autres pays sont parvenus à un état d'équilibre : l'amélioration des conditions de vie, les efforts entrepris pour réduire la mortalité infantile, l'application de mesures de sécurité sociale et, en conséquence, un moindre désir des couples d'avoir de nombreux enfants, et, dans le même temps, une pratique individuelle et volontaire de la contraception. Il me semble, pour ma part, que c'est dans ce sens que nous devrions envisager la situation⁴⁴.

Les mesures que prônaient Commoner devaient aboutir à une restructuration totale ou à un remplacement des systèmes de production et des institutions responsables de la crise : « la moitié environ des entreprises productives de cette période d'après-guerre devrait être remplacée par des entreprises plus saines du point de vue de l'écologie », à quoi s'ajouterait un programme intensif visant la remise en état des écosystèmes altérés. Il ne se méprenait pas sur le temps et l'argent requis pour ce faire : « Pour résumer ces calculs de la façon la plus simple, il faudrait dire que pendant toute une génération il serait sans doute nécessaire de consacrer la plus grande partie des ressources nationales à une tâche de reconstruction écologique⁴⁵. »

Le face-à-face

Quelques semaines après la parution de *L'encerclement*, Paul Ehrlich et John Holdren firent circuler en privé une longue critique de l'ouvrage, « inexplicablement incohérent et mensonger » selon eux. Une copie révisée de cette critique parut en mai 1972 dans la célèbre revue *Bulletin of the Atomic Scientists*⁴⁶, accompagnée d'une réponse tout aussi longue de Commoner.

Les deux articles renfermaient de longs passages truffés « d'arguments quelque peu fastidieux » (comme Ehrlich et Holdren l'écriront avec raison) de nature mathématique ou définitionnelle, émaillés de quelques coups bas sur le nombre de textes publiés par chacun dans des revues à comité de lecture. Ehrlich et Holdren relevèrent à plusieurs reprises de prétendues erreurs, et Commoner répliqua que leurs accusations masquaient en fait une totale incompréhension de leur part.

Quoi qu'il en soit, l'échange révélait entre eux des divergences majeures sur les deux points suivants :

1. *La population est-elle forcément nocive ?* Parce que Commoner insistait dans son ouvrage sur l'accélération rapide de la pollution dans les États-Unis d'après-guerre, Ehrlich et Holdren l'accusaient d'ignorer le fait que « l'activité humaine s'accompagne d'importants dommages écologiques depuis la révolution agricole survenue il y a 10 000 ans ». Ils consacraient une bonne partie de leur article à la description d'anciennes catastrophes environnementales.

C'était là une curieuse critique : il était entendu que Commoner connaissait ces faits. Mais en vérité, Ehrlich et Holdren dénonçaient son opposition à l'idée que *la population est toujours nocive pour l'environnement*. Paul et Anne Ehrlich allaient reprendre ce même argument en termes explicites dans un manuel paru lui aussi en 1972 : « Tout individu, cherchant à se procurer le nécessaire pour vivre, a un effet net négatif sur son environnement⁴⁷. »

Si la population est toujours nocive pour l'environnement, le seul moyen de sauver la planète consiste à réduire le nombre de ses habitants de façon à ce que les dommages

écologiques soient inférieurs au seuil de tolérance de la Terre. Dans cet ordre d'idées, toute augmentation rime avec aggravation.

Commoner arguait pour sa part que les êtres humains pouvaient modifier leurs habitudes en prenant conscience que « des considérations d'ordre écologique doivent sous-tendre les décisions économiques et politiques », et que l'on pouvait ériger sur ces fondements une société nouvelle. Ehrlich et Holdren réfutèrent cette idée.

2. *La crise est-elle biologique ou sociale ?* Dans leur critique, Ehrlich et Holdren ont complètement éludé l'objectif sans équivoque que s'était fixé Commoner d'examiner « les liens qui existent entre la crise de l'environnement et les systèmes d'organisation sociale dans lesquels elle s'imbrique », son analyse approfondie du système de production alimenté par la recherche du profit, véritable cause selon Commoner de la destruction environnementale, ou encore sa conclusion voulant qu'« un système économique beaucoup plus préoccupé de l'organisation des transactions privées que de la reconnaissance des impératifs sociaux » soit aujourd'hui inadéquat⁴⁸.

Les libéraux procapitalistes qu'étaient Ehrlich et Holdren réprouvèrent indubitablement tous ces arguments. Leur silence à ce propos est révélateur : en ignorant totalement la dimension sociale et économique des travaux de Commoner, ils affirmaient du même coup l'insignifiance ou la non-pertinence de ces questions.

Voilà un point fondamental. Pour Ehrlich et Holdren, les causes de la crise écologique étaient d'ordre *biologique et technique*, tout comme les solutions que l'on pouvait y apporter. Commoner soutenait pour sa part que la crise prenait racine dans un système *économique et social* foncièrement antiécologique.

Partout dans le monde, les efforts qui ont été tentés pour utiliser les richesses, les aptitudes, la puissance dont dispose l'humanité afin de procurer aux hommes le maximum de bien-être, ont manifestement connu l'échec. La crise de l'environnement constitue l'exemple le plus typique de cet échec. Nous sommes en effet confrontés à une crise de l'environnement du fait que les moyens dont nous nous servons pour utiliser les richesses de l'écosphère sont en train de détruire l'écosphère elle-même. Notre système actuel de production est autodestructeur, et le cours suivi par la civilisation humaine est suicidaire⁴⁹.

Pour Ehrlich et Holdren, le problème n'était autre que la croissance elle-même : l'écosphère était mise à mal par une production excessive, et la solution consistait à réduire la population en vue de restreindre les besoins de production.

Pour Commoner, c'était le système de production même qui posait problème : tant qu'il se perpétuerait, les crises écologiques seraient inévitables.

* * *

En 1968, à la première page de *La bombe P*, Paul et Anne Ehrlich formulaient deux prévisions catégoriques :

1. *La baisse des taux de natalité ne surviendra qu'à condition que les gouvernements établissent un contrôle démographique, qu'ils définissaient comme « la régulation consciente du nombre d'êtres humains ».*

2. *La production alimentaire n'augmentera jamais assez vite pour nourrir le monde entier et, de fait, les famines massives seront inévitables à court terme. « La bataille menée pour nourrir la totalité de l'humanité a eu lieu [...] Désormais, plus rien ne pourra éviter une montée importante du taux de mortalité mondial. »*

Ils avaient doublement tort.

1. *Les taux de natalité ont chuté sans contrôle démographique.* Dans la plupart des pays développés, ils étaient déjà en baisse lorsque paraissait *La bombe P*. Aux États-Unis, le taux allait chuter au niveau de remplacement des générations en 1972 (2,1 enfants par femme), tombant encore à 1,7 en 1975 avant de se stabiliser dans les années 1980. De nombreux pays affichaient alors eux aussi des taux de natalité en baisse.

2. *La production alimentaire a connu une hausse spectaculaire.* Entre 1960 et 2000, elle s'est multipliée par 2,5 tandis que la population humaine a doublé⁵⁰. Dans le même temps, le taux mondial de mortalité (nombre de décès annuel par millier d'individus), qui devait inévitablement connaître une « hausse substantielle » selon les Ehrlich, tombait de 15,5 à 8,6⁵¹.

On pourrait penser que les Ehrlich ont revu et corrigé leurs erreurs... mais ce n'est pas le cas. Dans les années 1970, ils publièrent deux autres éditions de *La bombe P*, repoussant chaque fois leur prévision de catastrophe alimentaire sans jamais réviser leurs hypothèses fondamentales. En 1990 encore, dans *The Population Explosion*, ils s'exprimaient comme si les faits leur avaient donné raison : « En 1968, *La Bombe P* évoquait le risque d'une catastrophe imminente si l'on ne maîtrisait pas l'explosion de la population. Puis, la mèche a pris feu et aujourd'hui, la bombe a explosé [...] Le monde a faim, le spectre de la famine et des épidémies se fait toujours plus menaçant [...] *Une catastrophe autrefois largement conditionnelle est devenue réalité*⁵². »

Dans une note de bas de page, les Ehrlich prétendaient que leur ouvrage de 1968 ne contenait pas de prédictions, mais seulement des scénarios possibles. Toutefois, ceux-ci ne faisaient l'objet que d'un chapitre dans *La bombe P*, le reste du livre affirmant que l'accroissement démographique allait *assurément* dépasser la production alimentaire et que rien ne pourrait empêcher une formidable hausse du taux de mortalité.

Durant plus de quatre décennies, ils ont fait preuve d'une habileté remarquable à changer leur fusil d'épaule, à soutenir, réfuter ou minimiser leurs erreurs passées pour justifier autrement leurs thèses populationnistes. Cette stratégie a porté ses fruits : aujourd'hui encore, il est rare de lire un article ou un livre sur la population sans mention ou citation de leurs écrits. Paul Ehrlich a reçu au moins 12 prix et médailles de distinction pour ses

recherches, Anne et lui ayant en outre publié 8 autres livres et d'innombrables articles sur différentes questions d'ordre démographique.

Tout à l'opposé, le temps a balayé la critique radicale et socioécologique du capitalisme que proposait Commoner, pour ainsi dire tombée dans l'oubli. Le mouvement environnemental qu'il espérait voir grandir pour contester le capitalisme s'est en fait rapproché du conservatisme politique. À la fin des années 1970, la protestation était passée de mode, supplantée par le lobbyisme. Au lieu de changer le système, les grandes organisations non gouvernementales (ONG) en sont devenues parties prenantes, et l'argument de la population s'est largement répandu parmi les verts progressistes.

Les tendances actuelles du populationnisme

Le « problème de la population » est comme le phénix : il renaît de ses cendres d'une génération à l'autre et même parfois d'une décennie à l'autre. Les prophéties sont généralement les mêmes, à savoir que les êtres humains peuplent la Terre « dans des proportions sans précédent » et « dévorent » ses ressources à la façon d'une invasion de criquets.

– Murray Bookchin⁵³

À PARTIR DE 1968 et dans les années 1970, le populationnisme s'est défini autour de deux ouvrages : *La bombe P* des Ehrlich et le *Rapport sur les limites à la croissance* publié sous les auspices du Club de Rome.

Aujourd'hui, aucune source, aucun article, livre ou organisme ne fait ainsi l'unanimité ou presque parmi les populationnistes. Cette idéologie sociale voulant que le nombre d'humains soit à l'origine des maux de la société revêt de multiples formes et ses défenseurs ne s'entendent pas nécessairement sur toutes les questions qu'elle soulève.

La tâche est ardue pour les commentateurs : d'après notre expérience, à la moindre critique ou presque de la thèse populationniste, l'un ou l'autre de ses adeptes réplique que l'on a déformé le véritable populationnisme.

Les brèves descriptions suivantes présentent l'éventail des tendances qui s'inscrivent dans ce courant de pensée.

« Laisser les gens mourir de faim »

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, l'une des idées maîtresses qui sous-tendent l'idéologie populationniste est que les gens sont toujours nocifs pour l'environnement ; par conséquent, la meilleure façon de réduire les dommages écologiques consiste à réduire le nombre d'êtres humains sur Terre.

Au milieu des années 1980, c'est une version extrémiste de cette théorie que défendent certains membres éminents et fondateurs du groupe d'action directe Earth First ! Connue tantôt sous le nom de biocentrisme, d'écocentrisme ou d'écologisme radical, la philosophie qu'ils adoptent pose que « dans toutes ses décisions, l'homme doit privilégier la Terre et faire

passer l'humanité en deuxième ». Ce credo donne lieu à diverses interprétations des plus réactionnaires.

En 1983, le dirigeant *de facto* d'Earth First ! Dave Foreman préconise de supprimer l'aide sociale et alimentaire à quiconque a plus de deux enfants et de bloquer toute immigration aux États-Unis. Estimant que ces mesures seraient sûrement insuffisantes, il affirme que « ce qu'il faut vraiment, c'est : 1) autoriser un enfant par femme ; 2) offrir 20 000 \$ à quiconque accepte une stérilisation sans avoir eu d'enfant ; et 3) rendre la stérilisation obligatoire pour tous ceux, hommes et femmes, qui ont déjà un enfant⁵⁴ ».

Les habitants du tiers-monde ne bénéficieraient pas d'une telle variété de choix. Dans une entrevue publiée en 1986 par le magazine australien *Simply Living*, Foreman avance que « la pire chose que nous puissions faire en Éthiopie, c'est d'apporter de l'aide ; le mieux serait de laisser la nature trouver son équilibre, de simplement laisser les gens mourir de faim là-bas ».

Dans cette même entrevue, il développe l'idée de bloquer l'arrivée d'immigrants aux États-Unis : « Laisser les États-Unis servir de soupape aux problèmes de l'Amérique latine ne règle rien du tout. Cela n'aboutit qu'à solliciter plus lourdement encore nos ressources états-uniennes. Cela n'aboutit qu'à détruire davantage notre vie sauvage, à contaminer davantage l'eau et l'air, et cela ne résout pas les problèmes de l'Amérique latine⁵⁵. »

Plus consternant encore, en 1987, Christopher Manes, un autre dirigeant d'Earth First !, écrit sous le pseudonyme idéal de « Miss Ann Thropy » dans le bulletin de nouvelles de l'organisation : « Si les écologistes radicaux devaient inventer une maladie qui ramènerait la population humaine à une échelle saine pour l'environnement, celle-ci ressemblerait probablement au sida. [...] En tant qu'écologistes radicaux, nous pouvons concevoir le sida non comme un problème, mais comme un mal nécessaire. [...] Pour paraphraser Voltaire, si l'épidémie du sida n'existait pas, les écologistes radicaux devraient l'inventer⁵⁶. »

À la fin des années 1980, une majorité de membres avait rejeté ces idées et Dave Foreman quittait l'organisation qu'il avait fondée, déplorant les « pressions » et l'« infiltration » d'Earth First ! par « la gauche des luttes de classe et de la justice sociale », tout comme « l'abandon du biocentrisme en faveur de l'humanisme⁵⁷ ».

Si les idées que défendaient notamment Foreman et Manes dans les années 1980 ne caractérisaient pas le courant dominant du populationnisme, elles illustrent néanmoins son potentiel antihumain et prouvent sans conteste que les « écologistes radicaux » ne sont pas forcément progressistes.

PJP : « Une approche progressiste et féministe »

Bien loin de là sur l'échiquier populationniste se trouve le Population Justice Project (PJP), un organisme américain créé en 2007 dont la position se résume en deux phrases tirées d'un « guide de sensibilisation » publié conjointement par le PJP et Population Action

International (PAI) : « Nombre de problèmes environnementaux seraient plus faciles à régler si la population mondiale culminait à 8 et non à 11 milliards d'individus. La bonne nouvelle est qu'il y a déjà un consensus international sur la façon dont nous pouvons ralentir l'accroissement démographique, au moyen de programmes qui favorisent le bien-être de l'humanité à un coût dérisoire. »

On pourrait parler ici d'un *populationnisme allégé*. Il ne s'agit pas de réduire la population, mais seulement d'en limiter la croissance ; les problèmes ne seront pas réglés, mais leur résolution sera facilitée.

Reprenant les estimations de l'Organisation des Nations unies (ONU) selon lesquelles la population mondiale atteindra un niveau record après 2050, sans qu'on puisse le chiffrer pour l'instant, les tenants de cette approche précisent :

L'impact de l'accroissement démographique sur l'environnement s'explique par la consommation, la technologie, l'urbanisation et d'autres facteurs encore. Néanmoins, une croissance démographique ralentie pourrait diminuer la pression sur des systèmes naturels déjà mis à trop rude épreuve, les recherches révélant par ailleurs que toute une série de problèmes environnementaux, y compris l'émission accrue de gaz à effet de serre, le manque d'eau et une perte en biodiversité, seraient plus faciles à juguler si la population mondiale culminait à 8 plutôt qu'à 11 milliards d'individus.

Comment atteindre ce but ? Le PJP et PAI estiment que les gens doivent avoir le choix et, pour cela, il faut rendre la contraception et les services de santé génésique, c'est-à-dire liés à la procréation, accessibles à toutes et à tous, favoriser l'emploi et l'éducation – des femmes surtout – et éradiquer les disparités économiques tout comme les inégalités entre hommes et femmes. Les deux organismes déclarent s'opposer fermement à toute « mesure de contrôle démographique qui pourrait s'avérer coercitive ».

Leur programme s'appuie sur ce qu'on appelle le consensus du Caire, un plan d'action approuvé par 179 pays lors de la Conférence internationale des Nations unies sur la population et le développement tenue au Caire en 1994. Quinze ans après son adoption, les pays riches n'avaient toujours pas distribué le quart des fonds promis. L'objectif premier du PJP est d'inciter les politiciens de Washington à déboursier un milliard de dollars par an au nom de leurs promesses faites au Caire.

Les programmes de planification familiale, lit-on dans le guide PAI/PJP, « sont relativement peu coûteux, surtout lorsqu'on les compare aux nombreuses mesures d'atténuation environnementale⁵⁸ ».

Le PJP s'intéresse particulièrement aux femmes les plus démunies de la planète, au nombre de 200 millions, qui, d'après l'organisme, n'ont pas accès à la contraception. Mais si l'objectif est de réduire les émissions en freinant la croissance démographique, ne serait-il pas plus sensé de réduire la population des pays riches, où chaque naissance en moins aurait vraisemblablement plus d'effet que des dizaines de naissances en moins dans les pays du Sud ?

La fondatrice et directrice du PJP Laurie Mazur réfléchit elle-même à la question dans son livre *A Pivotal Moment* :

L'avenir nous le dira. C'est dans les pays en développement que l'on observera le gros de l'accroissement démographique, et c'est là également qu'un développement doit se faire pour que la moitié de l'humanité échappe à la misère noire. Les pays riches peuvent réduire leurs émissions en limitant l'ampleur du gaspillage généré par les systèmes de production et de consommation. Cela dit, il est peu probable que les pays en développement améliorent leur niveau de vie sans une utilisation plus intensive des ressources et un accroissement de leurs émissions⁵⁹.

Le consensus du Caire

L'histoire du populationnisme moderne se divise en deux temps : avant et après la Conférence internationale des Nations unies sur la population et le développement (CIPD) organisée au Caire en 1994. Lors de cette rencontre, une alliance inattendue entre les populationnistes et les féministes progressistes soutenue par l'administration Clinton a fait approuver son programme, présenté comme la seule solution face aux politiques hostiles aux femmes promues par le Vatican et plusieurs gouvernements conservateurs.

Le consensus du Caire fut une cuisante défaite pour les forces du « droit à la vie ». Si les promesses de financement visant à instaurer divers programmes de santé pour les femmes ne se sont guère concrétisées, la rencontre a fourni aux défenseurs des droits des femmes dans le tiers-monde un programme solide et crédible que les gouvernements conservateurs pouvaient difficilement ignorer. Les résolutions du Caire ont notamment aidé la lutte contre les lois anti-avortement et la reconnaissance des droits relatifs à la sexualité.

En revanche, la rencontre a aussi renforcé les populationnistes, dotés d'une nouvelle crédibilité et d'un pouvoir argumentatif inédit. Au Caire, ils ont appris à parler de « stabilisation de la population » ou de « transition démographique » plutôt que de « contrôle de la population » et à toujours nuancer la formulation de programmes coercitifs. Pourtant, aucune de ces modifications purement verbales ne traduisait un changement dans leurs hypothèses sous-jacentes voulant que les grands problèmes du monde aient pour responsables les femmes démunies qui ont trop d'enfants.

Le consensus du Caire est présenté plus amplement au chapitre 8.

Mazur dit promouvoir « une approche progressiste et féministe », se décrivant comme la voix de la raison dans le « débat polarisé » entre, d'une part, les populationnistes extrémistes comme Paul Ehrlich et, d'autre part, les féministes de gauche comme Betsy Hartmann, qui selon Mazur nient le problème démographique. Elle appelle à renouveler la « discussion sur la population et l'environnement » dans le but de « freiner la croissance démographique » sans toutefois recourir à des mesures coercitives, en respectant la nécessité pour les femmes d'avoir accès à des services de santé génésique et leur droit de prendre elles-mêmes les décisions qui les concernent⁶⁰.

OPT : « Réduire le nombre de responsables du changement climatique »

Établi au Royaume-Uni, Optimum Population Trust (OPT) se présente comme « le plus grand organisme caritatif et groupe de réflexion britannique préoccupé par l'impact de l'accroissement démographique sur l'environnement⁶¹ ».

L'organisme fondé en 1991 arbore une liste impressionnante de parrains, parmi lesquels on compte les environmentalistes James Lovelock, Paul Ehrlich et Norman Myers, les naturalistes Jane Goodall et David Attenborough, l'ancien président de la Commission britannique sur la durabilité Jonathon Porritt, l'ex-représentant du Royaume-Uni au Conseil de sécurité de l'ONU, et bien d'autres. Assurément, l'OPT a beaucoup de relations.

Le site Internet présente brièvement la position du groupe :

En quoi consiste le problème démographique ? Un changement climatique dangereusement rapide, une pénurie accrue de nourriture, de combustible et d'eau menacent déjà les populations humaines et nombre d'autres espèces sur une planète aux ressources limitées. Pourtant, d'ici 2050, la population devrait croître encore de 2,3 milliards d'individus par rapport aux 6,8 milliards actuels, à moins que l'on prenne des mesures d'urgence.

Quelle est la solution démographique ? À L'ÉCHELLE MONDIALE : réduire les taux de natalité. À L'ÉCHELLE NATIONALE : réduire ou maintenir à un faible niveau les taux de natalité et assurer un équilibre migratoire afin d'éviter l'accroissement de la population. Chaque pays doit adopter une politique démographique écologiquement viable en préalable à toute politique verte. À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE : avoir moins d'enfants et travailler quelques années de plus avant la retraite⁶².

Dans ses publications, l'OPT évoque abondamment les problèmes environnementaux et notamment le changement climatique : « La nécessité de contenir le changement climatique induit par l'activité humaine suffit à rendre essentielles la stabilisation et la réduction de la population ; si l'on veut limiter l'incidence humaine sur le climat, il est bon de réduire le nombre de responsables du changement climatique⁶³. »

L'organisme affirme que la croissance démographique ne devrait pas dépasser le milliard additionnel en 2050, comparativement aux 2,3 milliards que prévoit l'ONU. « Si les mères de la planète réduisent le nombre d'enfants qu'elles mettent au monde, en 2050, il pourrait y avoir 1,2 milliard de responsables du changement climatique en moins par rapport aux chiffres escomptés. »

La plus efficace des stratégies *individuelles* de lutte contre le changement climatique consiste à limiter le nombre d'enfants que l'on a. La plus efficace des stratégies *nationales* et *internationales* de lutte contre le changement climatique consiste à limiter la taille de la population. Par conséquent, nous devons voir dans cette limitation démographique la plus efficace des *stratégies de compensation des émissions de carbone*, envisageable à l'échelle des individus et des nations ; une stratégie d'autant plus pertinente dans les pays développés comme le Royaume-Uni en raison de leurs niveaux élevés de consommation⁶⁴.

Pour favoriser une baisse substantielle des taux de natalité dans le tiers-monde, l'OPT préconise « l'éducation et l'autonomisation des femmes dans le domaine de la santé génésique et sexuelle et la levée de tout obstacle à la contraception », appelant tout particulièrement à élaborer et à diffuser « des méthodes à effet prolongé telles que les injections, les dispositifs intra-utérins et les implants⁶⁵ ».

S'il prône une meilleure éducation en matière de régulation des naissances, l'OPT défend par-dessus tout au Royaume-Uni une restriction sévère de l'immigration pour limiter la hausse de la population : « Principale cause de l'accroissement démographique actuel, l'immigration aboutit à une élévation des émissions de gaz à effet de serre, à un

surpeuplement, un encombrement et un développement accrus, à une pression renforcée sur les réserves en eau et en énergie, sur les terres fertiles et les espaces verts⁶⁶. »

Un article paru dans l'*Optimum Population Trust Journal* cosigné par le rédacteur en chef de la revue soutient que tous les pays industriels doivent restreindre l'immigration. Les auteurs font mention d'un classement suivant lequel l'immigration serait la raison première de l'accroissement démographique au Royaume-Uni, en Italie, aux États-Unis, au Canada et en Australie :

Le tableau révèle clairement que l'immigration nette empêche les pays développés d'opérer une nécessaire réduction de leur population. Dans tous les cas, elle en est la cause principale [...]. On ne saurait sous-estimer la nécessité de pondérer l'immigration, car rares sont les pays peu développés montrant une volonté d'atteindre des effectifs démographiques qui seront viables lorsque les combustibles fossiles commenceront à manquer, alors que plusieurs pays développés sont à deux doigts de réussir [...] pour autant qu'ils ne laissent pas l'immigration nette grever leurs efforts⁶⁷.

L'OPT appelle le gouvernement britannique à imposer une politique de « solde migratoire nul », limitant le nombre d'immigrants autorisés chaque année au nombre d'individus émigrant à l'étranger.

Lovelock : « Protéger les oasis climatiques »

James Lovelock est l'un des parrains de l'OPT et en tant que tel, on pourrait penser qu'il en approuve l'analyse et les solutions ; pourtant, dans ses livres, il soutient une position bien plus extrême. Lovelock affirme que nous avons dépassé le point de non-retour, qu'une catastrophe climatique et démographique va inévitablement survenir avant la fin du siècle et que nous devons donc œuvrer à préserver des îlots de civilisation dans un monde en ruine, usant de la force militaire pour repousser les réfugiés climatiques.

Cet ancien collaborateur de la NASA dans les années 1960 a grandement contribué à l'avancée des sciences de la Terre. On connaît surtout de lui l'*hypothèse Gaïa*, voulant que la vie régule les conditions terrestres de façon à perpétuer un environnement permettant son renouvellement. Par les termes qu'il emploie de temps à autre pour décrire Gaïa, Lovelock laisse entendre que la Terre est un être vivant, voire intelligent.

Gaïa fait face au « fléau de la surpopulation », affirme-t-il, et les êtres humains sont tous « des démons ». Les environnementalistes doivent délaissier leurs préoccupations pour l'humanité, « revoir leurs conceptions de l'écologie, et prendre conscience de [leurs] obligations envers la Terre vivante. Elles sont prioritaires. L'humanité vient ensuite⁶⁸. »

Dans cette perspective, il n'y a rien de surprenant à entendre Lovelock suggérer posément qu'« il serait sage d'opter pour une population stabilisée d'environ un demi-milliard d'individus⁶⁹ », un objectif impliquant l'élimination de 85 à 92 % de la population mondiale actuelle.

Si Lovelock préconise le recours à l'énergie nucléaire, à la géoingénierie et au captage de carbone pour retarder l'inévitable catastrophe, « l'essentiel de nos efforts devrait viser l'adaptation, l'aménagement de ces zones terrestres les moins à risque de subir les effets délétères du changement climatique en refuges sûrs pour une humanité civilisée⁷⁰ ».

Et – ô surprise ! –, le pays natal de Lovelock compte parmi ces refuges. « Des décisions fondées sur l'intérêt national s'imposent, dit-il aux politiciens britanniques. N'attendons pas un accord ou un ordre de mission international pour agir ! Comportons-nous comme si un ennemi puissant était sur le point de nous attaquer et assurons-nous de nos défenses avant le début de l'offensive⁷¹. »

Il appelle non seulement à se défendre du changement climatique, mais exhorte encore à gonfler le financement des forces armées, en particulier de la marine, afin d'empêcher les populations au désespoir de piger dans les richesses des Britanniques.

Nous serons bien vite confrontés à l'effroyable question de savoir qui laisser monter à bord des canots de sauvetage. Et qui devons-nous refuser ? Impossible d'éluder la question car bientôt, un grand cri s'élèvera parmi les réfugiés climatiques en quête d'un refuge sûr dans ces quelques contrées où le climat est tolérable et la nourriture disponible. Ne vous méprenez pas, la métaphore du canot est adéquate ; les naufragés du monde ont connu le même problème : un canot de sauvetage sombrera ou sera impossible à manœuvrer s'il est surchargé. Les règles d'antan avec lesquelles j'ai grandi stipulaient qu'il fallait sauver les femmes et les enfants d'abord et que le capitaine sombrerait avec son navire. Il nous faudra établir des règles concernant les oasis climatiques⁷².

Jeffrey Sachs : « De forts taux de fécondité ont un effet néfaste sur le développement »

Comme nous l'avons vu avec le PJP, nombreux sont les populationnistes pour lesquels une limitation de l'accroissement démographique dans les pays pauvres permettrait de réduire les futures émissions de gaz à effet de serre, même si ces pays affichent aujourd'hui de très faibles taux d'émission. L'argument veut que le développement économique s'y produise inévitablement, causant ainsi une hausse des émissions par habitant ; donc, s'il y a moins d'habitants, le total des émissions sera moindre.

L'ironie de la chose, c'est qu'un autre groupe de populationnistes, des experts progressistes en développement économique mondial, affirme le contraire : une réduction de la population engendrerait une croissance économique accrue et accélérée. Dans ce cas, des mesures visant à limiter l'accroissement démographique pourraient en vérité faire *augmenter* le total d'émissions.

Jeffrey Sachs défend cette idée. Directeur du Earth Institute à l'Université Columbia et considéré comme l'une des « 100 personnes les plus influentes au monde » par le magazine *Time*, il affirme dans son livre à succès de 2008, *Common Wealth : Economics for a Crowded Planet*, que de forts taux de fécondité ont un effet néfaste sur le développement à long terme⁷³. Sachs reprend une étude de 2004 posant qu'il existe une importante corrélation entre l'indice synthétique de fécondité (ISF, le nombre moyen d'enfants par femme) et la croissance économique : « Il est démontré que l'ISF a un fort effet négatif et statistiquement

significatif sur la croissance économique. Prenons deux pays identiques en tous points excepté que l'un connaît un taux de fécondité de 6 et l'autre de 2 [...]. Le pays à forte fécondité affichera une croissance de revenu annuelle par habitant inférieure de 1,3 point à la croissance du pays à faible fécondité. Une fécondité élevée a ici un énorme effet négatif ⁷⁴. »

Puisqu'« un accroissement rapide de la population dans les pays pauvres entrave le développement économique » :

le monde devrait adopter une série de mesures visant à stabiliser la population de la planète, par choix volontaire, à plus ou moins huit milliards d'individus, plutôt qu'à maintenir la trajectoire actuelle qui devrait aboutir à une population de neuf milliards ou plus en 2050. Bien qu'elle semble modeste, cette différence aurait d'importantes conséquences, d'autant plus que le contrôle démographique se ferait principalement dans les régions les plus pauvres du globe ⁷⁵.

Bien sûr, on retrouve le but prôné par le PJP et l'OPT, mais les résultats escomptés ne sont pas du tout les mêmes.

D'après une projection avancée par l'ONU en 2008, la population mondiale pourrait atteindre jusqu'à 10,46 milliards d'individus en 2050, ou encore se limiter à 7,96 milliards d'individus. Le PJP et l'OPT supposent que les émissions par habitant seront identiques dans les deux cas, ce qui signifie que l'augmentation la plus faible s'accompagnerait d'un moindre réchauffement climatique. Par contre, si Sachs a raison, une population moins importante entraînerait une plus forte croissance économique et de fait (suivant la logique populationniste) des émissions *supérieures* par habitant.

Si les deux camps ont peut-être tort d'établir un lien entre l'accroissement démographique et la croissance économique, il est difficile de concevoir qu'ils puissent tous deux avoir raison.

SPA : « Réduire la population ou affronter le chaos »

Le Sustainable Population Australia (SPA) voit le jour en 1988, ses fondateurs estimant que « les grands groupes écologistes ignorent la question démographique ». Bien que l'organisme se dise « environnemental avant tout », cinq des six objectifs qu'il inscrit à son programme portent sur une réduction de la population ⁷⁶.

En 2007, dans un document intitulé *Global Population Reduction : A 21st Century Strategy to Avoid Human Suffering and Environmental Devastation (Réduction de la population mondiale : une stratégie pour éviter la souffrance humaine et la dévastation environnementale au XXI^e siècle)*, le SPA nous met en garde : « À moins de planifier un ralentissement démographique, ce siècle sera celui d'un chaos social et d'une souffrance humaine sans précédent ⁷⁷. » En l'absence de mesures restrictives, une réduction de la population s'imposera d'elle-même. « Le monde doit donc faire un choix difficile : agir maintenant en vue de réduire la population ou ne rien faire et subir cette réduction soit

directement par la famine, soit indirectement par la maladie ou encore des guerres civiles et régionales découlant d'une pénurie de ressources. »

Le SPA appelle à développer les énergies renouvelables et l'aide à l'étranger, et pousse à restreindre la surconsommation dans les pays industrialisés. Toutefois, l'organisme soutient que de telles mesures seront vaines si l'on ne réduit pas la population. L'argument repose ici sur la formule IPAT (Impact = Population x Abondance x Technologie), que mentionnent fréquemment les populationnistes et qui sera plus longuement abordée au chapitre 3.

Les réductions que permettraient le recours à des techniques d'énergie renouvelable (abaissement du T) et la diminution d'une abondance superflue (abaissement du A) se verraient rapidement annulées par une hausse de la consommation, concomitante à l'accroissement continu de la population (P). Une diminution autrement plus durable de l'impact humain sur l'environnement (I) à l'échelle mondiale implique donc d'abaisser la valeur qui correspond à la taille de la population.

Le SPA recommande la mise en place de « politiques visant d'abord à stabiliser la population australienne en tendant vers le seuil de renouvellement des générations et de faibles taux d'immigration⁷⁸ ». Dans la mesure où le taux de fécondité de 1,78 en Australie est déjà bien en deçà du seuil de renouvellement des générations, le SPA vise prioritairement l'immigration, qu'il juge responsable à hauteur de 48 % de l'accroissement démographique annuel du pays. « En définitive », dit le SPA dans sa politique démographique, « notre immigration ne devrait pas excéder le taux d'émigration⁷⁹ ». L'organisme a aussi préconisé d'instaurer au pays une politique familiale de l'enfant unique, renforcée par des sanctions pécuniaires⁸⁰.

Le SPA n'est pas le seul groupe environnemental australien défendant l'argument qu'il y a « trop de monde ». L'Australian Conservation Foundation affirme que l'accroissement de la population australienne menace gravement la biodiversité et prône sa stabilisation à 27 ou 30 millions d'habitants tout au plus en 2050 (contre à peu près 22 millions aujourd'hui)⁸¹. La fondation exhorte le gouvernement du pays à « réduire le solde migratoire à un niveau compatible avec la durabilité de l'environnement⁸² ».

* * *

Comme le montrent ces exemples, les populationnistes arborent des points de vue fort différents sur le problème de la surpopulation, sur sa gravité et sur les mesures requises pour le résorber. Si certains estiment qu'une catastrophe démographique est inévitable à l'échelle mondiale, d'autres voient dans une modeste réduction des taux de natalité un moyen de faciliter le progrès social. Tous considèrent néanmoins qu'une « population trop nombreuse » est l'une des causes principales de la destruction environnementale et qu'une réduction du nombre d'humains permettrait d'améliorer la situation. Comme nous le verrons, cette affirmation est contestable à bien des égards.

DEUXIÈME PARTIE

Les écueils du populationnisme

Décortiquons les chiffres de la « surpopulation »

Les chiffres ont un pouvoir de suggestion, de crainte et de réfutation ; en eux-mêmes, ils ne précisent pas la teneur des théories scientifiques. Celles-ci sont élaborées après interprétation des chiffres, mais ceux qui les interprètent sont souvent prisonniers de leur propre raisonnement. Ils croient en leur propre objectivité et ne parviennent pas à percevoir le préjugé qui les incite à choisir une interprétation parmi toutes celles qui pourraient également être compatibles avec les chiffres qu'ils ont relevés.

– Stephen Jay Gould⁸³

DEPUIS QUE LE RÉVÉREND MALTHUS a affirmé en 1798 que la population croissait de façon exponentielle (2, 4, 8, 16...) tandis que l’approvisionnement alimentaire n’augmentait que de façon arithmétique (2, 3, 4, 5...), l’argument populationniste repose sur des chiffres. Rares sont les articles, brochures ou sites web populationnistes qui n’exposent pas des déclarations telles que :

- *Optimum Population Trust (OPT)* : « L’explosion des chiffres se poursuit. Nous avons atteint les 6,8 milliards d’individus en 2009 et, d’après les projections, nous atteindrons les 9,2 milliards en 2050, soit plus d’un tiers de hausse en 40 ans à peine [...]. Chaque semaine, il s’ajoute 1,6 million d’habitants sur Terre, l’équivalent d’une grande ville, et près de 10 000 d’heure en heure [...] Sur cette planète qui abritait 2,5 milliards d’humains en 1950, les effectifs ont plus que doublé. Nombreux sont ceux qui auront vu cela de leur vivant⁸⁴. »
- *Global Population Speak Out* : « Il a fallu pour ainsi dire toute l’histoire de l’humanité pour que nous atteignions le milliard d’individus dans les années 1800. Il n’a fallu qu’un siècle environ pour que s’ajoute le deuxième milliard en 1930. Nous avons ajouté le troisième en 30 ans à peine et le quatrième en 15 ans seulement. Nous sommes aujourd’hui 6,7 milliards et les projections nous amènent à plus de 8,7 milliards dans 40 ans. La taille et la croissance de la population humaine sont fortement corrélées à presque toutes les formes de dégradation écologique observables aujourd’hui⁸⁵. »
- *William N. Ryerson, président du Population Institute* : « La population mondiale augmente annuellement d’environ 80 millions de personnes, comme si l’on comptait une Égypte de plus chaque année. La population totale frôle les 7 milliards : c’est sept fois

plus qu'en 1800. Chaque jour, environ 156 000 personnes meurent, mais il en naît 381 000 : c'est une croissance journalière nette de 225 000 êtres humains⁸⁶. »

- *All Party Parliamentary Group on Population* (R.-U.) : « En 2005, la population mondiale comptait un excédent de 76 millions de naissances sur les décès. Toutes les trois semaines, l'Inde compte un excédent d'un million de naissances sur les décès. En 2050, l'Ouganda devrait atteindre une population de 130 millions contre 27 aujourd'hui, le Niger devrait passer de 14 à 50 millions, l'Irak de 29 à 64 millions et l'Afghanistan de 31 à 82 millions. L'Asie comptera 500 millions d'habitants supplémentaires dans la seule décennie 2005-2015⁸⁷. »

De tels chiffres impressionnent, mais les chiffres en eux-mêmes ne prouvent rien et on peut tout à fait tirer des conclusions inexactes de statistiques exactes. Dans ce chapitre, nous examinerons l'usage impropre (volontaire ou non) des chiffres et des statistiques que font bien souvent ceux qui attribuent la destruction environnementale à une population « trop nombreuse ».

Corrélation et causalité

Dans un cours d'introduction à la statistique, l'enseignant finit toujours par parler aux étudiants d'une ville européenne où l'on a constaté qu'une hausse dans la population des cigognes s'accompagnait censément d'un plus grand nombre de nouveau-nés, le propos visant à faire comprendre que *corrélacion et causalité ne sont pas synonymes* : les cigognes ne livrent pas les bébés, peu importe ce que semblent indiquer les chiffres. Stephen Jay Gould l'explique ainsi :

La très grande majorité des corrélacions dans notre monde sont, sans aucun doute, non causales. Tout ce qui a déchu régulièrement ces dernières années sera fortement corrélé à la distance séparant la Terre de la comète de Halley (qui diminue aussi depuis quelque temps), mais même l'astrologue le plus acharné ne distinguerait aucune causalité dans la plupart de ces liaisons. L'hypothèse selon laquelle *corrélacion* équivaut à *cause* est probablement l'une des deux ou trois erreurs les plus répandues et les plus graves du raisonnement humain⁸⁸.

Malheureusement, la distinction cruciale entre *corrélacion* et *causalité* n'apparaît que rarement dans les arguments voulant qu'une « population trop nombreuse » mène à la destruction écologique.

Il va sans dire que la population mondiale est montée en flèche depuis l'aube de la révolution industrielle à la fin des années 1700. Après des millénaires durant lesquels le nombre d'êtres humains a augmenté très lentement, la population s'est multipliée par sept en 200 ans, et la croissance continue. Pendant presque toute l'histoire de l'humanité, il y avait moins d'un milliard d'êtres humains sur Terre ; en 2050, on devrait en compter neuf milliards.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'activité économique, l'utilisation des ressources et la pollution sous différentes formes ont aussi augmenté à un rythme sans précédent : « Bien des activités humaines ont connu une phase de décollage durant le xx^e siècle, suivie d'une brusque accélération à la fin de ce même siècle. Depuis 50 ans, le rapport de l'homme à la nature est assurément marqué par une transformation d'une rapidité inédite dans l'histoire de l'humanité⁸⁹. »

Notre débat avec les populationnistes ne tourne pas autour de chiffres bruts, mais de *ce que signifient les chiffres*. Quelles sont les causes de la crise environnementale et les solutions qu'elles nous incitent à envisager ?

Les gens, les autos et la population

Dans son ouvrage précurseur, *The Environment : From Surplus to Scarcity*, le sociologue de l'environnement Allan Schnaiberg qualifie la théorie populationniste de modèle « à double entrée » selon lequel on explique une série de données (démographiques, par exemple) par une autre série de données (sur la pollution, par exemple). Schnaiberg analyse certains changements factuels au moyen de cette approche.

Il constate ainsi qu'entre 1960 et 1970, la population américaine a augmenté de 23,8 millions d'individus, le nombre de voitures particulières augmentant dans le même temps de 21,8 millions. Un modèle populationniste inciterait à conclure que le nombre accru d'autos s'explique par le nombre accru d'habitants.

Ce raisonnement est toutefois foncièrement vicié. L'accroissement démographique entre 1960 et 1970 se composait presque entièrement d'enfants nés dans la décennie, dont aucun n'était par conséquent en âge d'acheter une auto. Si l'accroissement démographique était la cause première de cette expansion automobile, les acheteurs auraient nécessairement dû naître avant 1954.

Il serait peut-être plus judicieux de comparer le nombre d'autos au nombre de ménages ou de familles. Leur multiplication après la Seconde Guerre mondiale a-t-elle favorisé la multiplication des voitures ?

Les données concernant le nombre de véhicules par ménage révèlent qu'« en fait, le pourcentage de ménages possédant une auto a baissé de 62,1 % à 50,3 % [tandis que] le pourcentage de ménages ayant deux voitures ou plus augmentait de 13,9 % à 29,3 % ». S'il y avait plus d'autos, ce n'était donc pas parce qu'il y avait plus de monde ou plus de familles, mais parce que certaines familles achetaient plus d'une auto. Des études détaillées montrent que les familles n'ayant pas de voiture étaient généralement plus âgées, plus pauvres et plus citadines, tandis que celles possédant deux voitures étaient généralement d'âge moyen, plus aisées, et résidaient en banlieue ou à la campagne.

Chacune de ces données modifie le rapport que nous établissons entre accroissement démographique et utilisation de l'automobile. Et chacune a des implications différentes lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes écologiques liés à l'automobile.

Il est probable, affirme Schnaiberg, que la multiplication des voitures s'explique non par l'accroissement démographique, mais par le nombre accru de femmes travaillant à l'extérieur dans les années 1960. À moins de vivre dans une grande ville bien desservie par les transports en commun, une famille dont les deux adultes travaillent a souvent besoin de deux autos. « Au fil de cette simple étude de cas, notre évaluation a changé : après avoir estimé que le nombre accru de voitures s'expliquait aux deux tiers par un accroissement démographique tout récent, nous concluons qu'un tel lien ne peut en aucun cas être posé [...]. Cet exemple illustre certains des écueils inhérents à une analyse non sociale des systèmes sociaux de production et de consommation. »

Si nous voulons réduire le nombre d'automobiles sur la route, « il nous faut comprendre le fondement d'une telle consommation dans le système social ».

Les populationnistes isolent une donnée chiffrée, sur la taille ou la croissance de la population, et en font la cause fondamentale de tout le reste. La population a augmenté, l'activité économique a pris de l'expansion et la dégradation environnementale s'est aggravée : la population a donc dû causer l'expansion et la dégradation.

Or, il ne s'agit que d'une *corrélation*, pas d'une *causalité*.

Il arrive qu'une corrélation indique effectivement une causalité. Par exemple, la température moyenne à l'échelle planétaire et la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère augmentent de façon concomitante depuis plusieurs décennies. Les scientifiques savent exactement en quoi une hausse du CO₂ atmosphérique *cause* une hausse de la température. Dans la mesure où l'effet de serre est l'une des conclusions les plus largement admises au sein des sciences atmosphériques modernes, il est raisonnable, et en vérité totalement logique, de conclure que la hausse de CO₂ cause le réchauffement planétaire.

Cependant, le fait que les émissions et la population aient augmenté à l'échelle mondiale ne démontre pas en soi que l'accroissement démographique cause l'accroissement des émissions. Le rapport apparent peut être une coïncidence, les deux tendances peuvent découler d'une troisième cause ou encore la corrélation peut n'être qu'une illusion, un résultat de la façon dont on présente les chiffres. (L'encadré ci-dessus montre qu'une corrélation peut s'avérer trompeuse lorsqu'on aborde une question étroitement liée aux émissions.)

Comme l'écrivait Karl Marx il y a 150 ans, la « population » est une abstraction, et non une entité réelle : « Il semble juste de commencer par le réel et le concret, par le présupposé effectif, donc, par exemple, en économie politique par la population, qui est la base et le sujet de l'acte social de production tout entier. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est là une erreur. La population est une abstraction si je néglige, par exemple, les classes dont elle se compose⁹⁰. »

C'est là un point capital que doivent comprendre les militants préoccupés par le rapport complexe entre l'espèce humaine et le monde qui l'entoure. La « population » n'est qu'un chiffre qui peut masquer bien plus de choses qu'il n'en révèle. Les statistiques démographiques ne sont utiles que si l'on comprend comment elles ont été établies, ce qu'elles incluent et ce qu'elles mettent de côté, ainsi que leurs forces et leurs limites au regard d'un certain objectif.

Pour déterminer si la croissance démographique cause le changement climatique, il est nécessaire d'analyser les chiffres et d'examiner les véritables liens qui les sous-tendent.

Population et géographie

L'étude du rapport entre population et changement climatique bénéficiera au préalable d'une analyse des différences entre pays riches et pays pauvres. C'est exactement ce à quoi s'est attelé David Satterthwaite en 2009 à l'Institut international pour l'environnement et le

développement, et ses conclusions ont pulvérisé le mythe voulant que l'accroissement démographique soit un facteur clé du changement climatique⁹¹.

Son étude montre qu'entre 1980 et 2005 :

- L'Afrique subsaharienne a généré 18,5 % de l'accroissement démographique mondial et seulement 2,4 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone.
- Les États-Unis ont généré 3,4 % de l'accroissement démographique mondial et 12,6 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone.
- La Chine a généré 15,3 % de l'accroissement démographique mondial et 44,5 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone. Le taux d'accroissement de la population chinoise a chuté très rapidement parallèlement à une hausse des émissions de gaz.
- Les pays à faible revenu ont généré 52,1 % de l'accroissement démographique mondial et 12,8 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone.
- Les pays à revenu élevé ont généré 7 % de l'accroissement démographique mondial et 29 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone.
- La plupart des pays arborant les plus forts taux de croissance démographique affichaient une faible hausse des émissions de dioxyde de carbone, tandis que nombre de pays arborant les plus bas taux de croissance démographique affichaient une forte hausse des émissions de dioxyde de carbone⁹².

En bref, la corrélation entre hausse des émissions et croissance de la population, un lien apparemment manifeste lorsqu'on ne considère que les chiffres mondiaux, s'avère une illusion au regard des données par pays. La totalité ou presque de la croissance démographique se concentre dans les pays à faible taux d'émissions ; la totalité ou presque des émissions sont le fait de pays à croissance démographique faible ou nulle. Il en résulte trois conclusions inéluctables.

1. *Les émissions de CO₂ posent problème dans les pays riches, pas dans les pays pauvres.* En 2006, les 19 pays du G20 ont produit plus de 22,5 milliards de tonnes de CO₂, soit 78 % du total mondial et presque quatre fois le total d'émissions des autres pays réunis. C'est plus de 770 fois la quantité de CO₂ émise par les 19 pays les moins polluants. Les émissions de CO₂ par habitant aux États-Unis sont 98 fois plus importantes qu'en Gambie, 132 fois plus importantes qu'à Madagascar, 197 fois plus importantes qu'au Mozambique et 400 fois plus importantes qu'au Mali ou au Burkina Faso⁹³.

Il est à noter que ces données minimisent fortement le phénomène, dans la mesure où d'importantes sources d'émissions concentrées dans les pays riches, comme l'activité militaire et le transport aérien international, ne sont pas prises en compte dans les statistiques officielles.

Par conséquent, l'idée qu'un accès aux services de planification familiale pour ceux qui en sont dépourvus va d'une manière ou d'une autre freiner le réchauffement planétaire n'a aucun sens. À quelques rares exceptions près, les moyens de contraception sont largement disponibles depuis longtemps dans les pays qui contribuent le plus à la destruction du climat terrestre.

2. *Il n'existe aucune correspondance entre le taux d'émissions et la densité de population.* Le G20, qui affiche des émissions élevées, compte notamment parmi ses membres l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, pays où le nombre d'habitants au kilomètre carré est élevé ; mais il compte aussi des pays à très faible densité de population, comme l'Australie, le Canada et la Russie.

C'est aussi vrai des pays les moins polluants, dont certains affichent une forte densité de population (le Rwanda, le Burundi) et d'autres une faible densité de population (le Niger, le Tchad).

Une faible densité de population et un fort taux d'émissions sont donc manifestement compatibles, tout comme le sont une forte densité de population et un faible taux d'émissions.

Soulignons par ailleurs que presque tous les pays les moins polluants comptent bien moins d'habitants au kilomètre carré que le Royaume-Uni, où l'OPT défend l'idée qu'un contrôle des naissances dans les pays du tiers-monde permettrait de ralentir le réchauffement climatique.

3. *Il n'y a pas d'équivalence entre le taux de croissance démographique et les émissions de CO₂.* En vérité, on observe entre ces deux variables une corrélation négative. D'une façon générale, les pays qui affichent les plus forts taux d'émissions sont ceux qui connaissent les plus faibles taux de croissance démographique ou même un déclin de leur population, tandis que les pays les moins polluants connaissent les plus forts taux de croissance démographique.

En fait, dans la plupart des pays du G20, le taux de natalité est égal ou inférieur au seuil de renouvellement des générations. Selon certaines estimations, la population aura chuté à la fin du siècle de 86 % en Italie (si l'on exclut l'immigration), de 85 % en Espagne, de 83 % en Allemagne et de 74 % en Grèce⁹⁴.

Seuls trois pays du G20 (l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et l'Inde) affichent des taux de fécondité nettement supérieurs au seuil de renouvellement, et même là, la croissance démographique est bien plus lente que dans les pays les moins polluants.

Si nous devons adopter la position populationniste classique selon laquelle *corrélation et causalité sont synonymes*, nous serions amenés à conclure que de fortes émissions causent une faible croissance démographique ou qu'une forte croissance démographique cause de faibles émissions. C'est évidemment absurde : les niveaux d'émissions tout autant que la croissance démographique découlent de facteurs sociaux et économiques différents.

Voilà qui démontre un sérieux vice de forme dans l'argument voulant que plus d'individus entraînent plus d'émissions, et une faille plus grande encore dans l'idée qu'une

régulation des naissances au tiers-monde peut freiner le réchauffement climatique. Comme l'écrit l'environnementaliste Fred Pearce dans son livre *L'apocalypse démographique* :

Il s'avère que les trois milliards d'habitants les plus pauvres de la planète (soit environ 45 % du nombre total d'habitants) sont actuellement responsables de seulement 7 % des émissions, tandis que les 7 % d'habitants les plus riches (qui représentent à peu près un demi-milliard d'individus) sont responsables de 50 % des émissions. Une femme vivant dans l'Éthiopie rurale aura beau avoir 10 enfants, sa famille causera moins de dégâts et consommera moins de ressources qu'une famille de la classe moyenne au Minnesota, à Manchester ou à Munich. Et dans l'éventualité, peu probable, où ses 10 enfants atteindraient l'âge adulte et où chacun d'eux aurait à son tour 10 enfants, ces 100 et quelques personnes émettraient chaque année à peu près la même quantité de dioxyde de carbone que vous ou moi.

Laisser entendre, comme le font certains, que la vraie menace qui pèse sur la planète vient des Éthiopiens qui font trop d'enfants, des Bangladais qui cultivent le riz dans le delta du Gange, des éleveurs d'alpagas dans les Andes, des cultivateurs de niébé en bordure du Sahara ou des vendeurs de thé de Bombay est donc à la fois absurde et dangereux⁹⁵.

Le piège des données par habitant

Cet usage impropre que font les populationnistes des chiffres mondiaux a pour miroir l'usage tout aussi impropre et fréquent qu'ils font des chiffres *par habitant*, en vue de « prouver » l'incidence nocive des individus sur l'écologie. Comme le montre Alan Schnaiberg, sociologue de l'environnement, les chiffres par habitant permettent avec une facilité remarquable de donner à *n'importe quel* problème social l'apparence d'un problème démographique : il suffit de diviser la population totale en autant d'événements problèmes⁹⁶. Il est facile de calculer les crimes avec violence, les orages ou même les concerts de Céline Dion par habitant, mais cette simple opération arithmétique ne nous dit pas si un changement dans le nombre d'habitants entraînera un changement dans le nombre de crimes, d'orages ou de concerts.

Une donnée par habitant ressemble à un *taux*, une mesure réelle du nombre d'événements problèmes attribuables à chaque individu, mais il s'agit en fait d'un *ratio*, une comparaison abstraite de deux chiffres qui n'ont pas forcément de lien causal. Vous ne pouvez pas obtenir de résultats significatifs si vous considérez un ratio comme un taux, mais c'est pourtant ce que les populationnistes s'obstinent à faire. La pollution divisée par la population égale la pollution par habitant, et l'on boucle la boucle en affirmant que la pollution par habitant multipliée par la population égale la pollution totale.

L'OPT a ainsi récemment expliqué son penchant pour une « stratégie sur le changement climatique axée sur la population » :

La plus efficace des stratégies nationales et mondiales en matière de changement climatique consiste à limiter la taille de la population [...]. Une personne inexistante n'a pas d'empreinte écologique : l'« économie » d'émissions est immédiate et totale.

Si l'on pose une durée de vie de 80 ans et des émissions annuelles par habitant de 9,3 tonnes de CO₂ (en 2006) [...], chaque Britannique « en moins », chaque addition évitée à la population, représente une économie de 744 tonnes de CO₂.

Le document ajoute que chaque naissance en moins permettra de faire des économies de 30 000 £ – un rendement de « 9 000 000 % » sur un investissement de 35 pence en préservatifs⁹⁷.

On pourrait voir là un semblant d'humour, mais l'OPT a aussi publié ce qui se voulait une étude sérieuse « prouvant » que le contrôle des naissances était le moyen le plus économique de réduire les émissions de carbone. L'étude faisait une projection du nombre de naissances non désirées que l'on pouvait éviter d'ici 2050 si l'on offrait un accès universel aux moyens contraceptifs modernes, puis multipliait ce nombre de non-habitants par le taux d'émissions des pays dans lesquels ceux-ci ne seraient pas nés. Résultat : 34 gigatonnes de CO₂ en moins, au coût de 7 \$ la tonne seulement⁹⁸.

(L'OPT précisera par la suite dans un addenda au rapport : « Le chiffre de 7 \$ la tonne de carbone économisé au moyen d'un investissement dans la planification familiale est sujet à caution et ne devrait pas être cité. » Bien que « les chiffres réels à l'échelle mondiale demeurent à préciser », l'OPT persiste à dire qu'une réduction de la population constitue le moyen le plus économique de réduire les émissions.)

L'écosocialiste canadien Jeff White explique la fausse logique qui sous-tend de tels arguments dans un article en ligne de *Climate and Capitalism* :

Cela commence par un tour de passe-passe mathématique. La représentation des émissions totales d'un pays comme la simple somme de toutes les émissions par habitant laisse croire que ce total dépend directement de la population.

L'illusion tient au fait que le total d'émissions doit être connu avant de calculer les émissions par habitant. On divise d'abord le total d'émissions par la population totale pour obtenir un chiffre par habitant ; en multipliant ce chiffre par la population totale, on ne fait qu'inverser le calcul et aboutir au chiffre original : le total d'émissions au pays ! La donnée première n'est autre que ce total duquel sont tirés les chiffres par habitant, et non le contraire.

Les données par habitant sont des artefacts statistiques qui révèlent le ratio entre le total d'émissions d'un pays et sa population, mais elles ne disent rien des contributions individuelles au total national. Par exemple, si je vous dis que les émissions annuelles par habitant sont au Canada de 23 tonnes d'équivalent CO₂, cela ne vous dit pas dans quelle proportion je suis, moi, Canadien moyen, personnellement responsable de ces 23 tonnes d'émissions. Ce chiffre inclut, par exemple, « mes » parts par habitant des émissions causées par l'extraction des sables bitumineux en Alberta, par la fabrication du ciment au Québec et par l'élevage industriel en Ontario – sur lesquels je n'ai aucun pouvoir individuel.

Si la moitié de la population canadienne disparaissait subitement, ma part d'émissions par habitant, comme celle de tout autre Canadien encore en vie, augmenterait de façon colossale du jour au lendemain, sans que ma propre consommation de carbone ni celle de quiconque ait le moindrement changé. Les fétichistes de la population verraient leur vœu le plus cher se réaliser (une réduction spectaculaire de la population) tandis que les niveaux d'émissions par habitant monteraient en flèche ! N'est-ce pas là démontrer clairement que les statistiques par habitant ne nous disent rien de la « surpopulation »⁹⁹ ?

Le raisonnement circulaire qu'expose White se répète à l'envi dans les travaux populationnistes :

- D'après les prévisions de Lester Brown du Earth Policy Institute, si la population mondiale correspond en 2050 à la projection « basse » et non « intermédiaire » de

l'ONU, la demande d'énergie baissera de 2 792 millions de tonnes d'équivalent pétrole. Brown obtient ce chiffre d'une précision improbable en multipliant la différence entre les deux prévisions démographiques par la consommation d'énergie par habitant¹⁰⁰.

- Jeffrey Sachs, directeur du Earth Institute, ajoute à l'erreur en appliquant cette logique à l'économie tout entière dans son livre à succès *Common Wealth* : « L'ampleur totale de l'activité économique se calcule en multipliant le revenu moyen par habitant par le nombre d'individus¹⁰¹. »
- Le populationniste américain Edward Hartman affirme : « Aux États-Unis, *l'utilisation énergétique par tête, c'est-à-dire par habitant, est demeurée relativement stable entre 1970 et 1990, mais l'utilisation énergétique totale du pays a augmenté de 24 % [...]. En d'autres termes, l'économie d'énergie par habitant s'est vue annulée par le nombre accru d'individus¹⁰². » (en italique dans le texte)*

Ces auteurs et bien d'autres semblent ignorer que leurs conclusions découlent intrinsèquement de leurs hypothèses. Ils recourent à des chiffres par habitant tirés de données totales afin d'obtenir par le calcul ces mêmes données totales. Comme le dit Schnaiberg, de telles opérations sont « vides de toute signification substantielle ».

L'illusion de l'IPAT

La mauvaise utilisation des ratios par habitant la plus fréquente, en matière d'écologie, consiste à recourir à l'IPAT, une formule mise au point par les Ehrlich et John Holdren dans les années 1970. Cette dernière stipule que l'impact environnemental (I) est le produit de trois facteurs :

P : la taille de la population ;

A : l'abondance, c'est-à-dire le revenu ou le niveau de consommation par habitant, généralement exprimée en dollars de produit national brut (PNB) par habitant ;

T : l'intensité de technologie par unité d'activité économique, généralement exprimée sous la forme d'un extrant (les émissions de CO₂, par exemple) par dollar de PNB.

Donc, l'Impact équivaut à la Population multipliée par l'Abondance multipliée par la Technologie (IPAT). Cette idée reçue est fort répandue au sein du courant écologiste dominant et, en particulier, de son aile populationniste. Quelle que soit la discussion sur le rapport entre population et environnement, quelqu'un déclarera inmanquablement que la formule IPAT *prouve* qu'une population « trop nombreuse » est la cause première de la dégradation écologique, du réchauffement climatique, de la perte de biodiversité et de nombreux autres problèmes.

Selon l'IPAT, un grand nombre d'individus qui vivent dans le luxe et qui consomment des biens dont la fabrication requiert une technologie très polluante cause plus de dommages

à l'environnement qu'un petit nombre d'individus qui vivent dans la pauvreté et consomment des biens exigeant une technologie faiblement polluante. La formule est souvent présentée comme une preuve selon laquelle si nous voulons réduire l'impact humain sur l'environnement, nous devons réduire le nombre d'êtres humains, diminuer la consommation et utiliser des technologies moins polluantes, ou les trois en proportions variées.

Mais la formule de l'IPAT, comme bien d'autres calculs fondés sur des ratios, obéit à une logique circulaire. Le socialiste australien Ben Courtice explique :

Elle est quasiment vide de sens mathématique, car A et T décrivent simplement des moyennes par habitant. Ces variables réunies donnent l'empreinte écologique moyenne de chaque unité de production (autrement dit de chaque individu). L'impact total équivaut donc à l'impact moyen multiplié par le nombre d'individus. C'est aussi profondément mathématique que de dire qu'un nombre équivaut à sa moitié multipliée par deux¹⁰³.

En fait, l'IPAT n'a rien d'une formule ; c'est ce que les comptables appellent une *identité*, une expression qui se vérifie toujours *par définition*. Ehrlich et Holdren n'ont pas *prouvé* que l'impact équivalait à la population multipliée par l'abondance multipliée par la technologie, ils l'ont simplement *défini* ainsi. Sans surprise, cette définition reposait sur leur opinion selon laquelle la croissance démographique est la cause fondamentale, le multiplicateur universel des autres problèmes observés : « Si la croissance démographique se poursuit au même rythme, les progrès qu'auront permis une meilleure technologie et une stabilisation de la consommation par habitant se verront annulés et la catastrophe sera inévitable¹⁰⁴. »

Bien que les défenseurs du populationnisme mentionnent souvent l'IPAT, les démographes de profession ne la citent que rarement, même ceux qui acceptent par ailleurs les explications populationnistes, parce que cette formule ne produit pas de résultats significatifs.

Comme le soulignent les géographes William B. Meyer et B. L. Turner, si le terme *population* est clairement défini, « ni l'*abondance* ni la *technologie* ne reposent sur un socle théorique substantiel en sciences sociales¹⁰⁵ ». Autrement dit, personne ne sait vraiment attribuer une valeur à deux des quatre termes de l'IPAT – un problème insurmontable dès lors que l'on souhaite en mesurer les effets.

Les sociologues Thomas Dietz et Eugene Rosa estiment que si le concept de l'IPAT a « grandement structuré le débat sur les effets de la population, de l'abondance et de la technologie sur l'environnement, et s'est largement imposé parmi les écologistes [...] il ne constitue pas pour autant un cadre réflexif adéquat pour démêler les divers facteurs clés du changement environnemental provoqué par l'homme ». De fait, on a rarement cherché à vérifier les hypothèses qui fondent l'IPAT. « Plus précisément, les chercheurs en sciences sociales ont dans l'ensemble ignoré le modèle, tandis que les spécialistes en biologie, en écologie, en sciences physiques ou environnementales, ayant généralement présumé la validité du modèle, n'ont pas été amenés à en faire un examen rigoureux¹⁰⁶. »

Dans une argumentation de sept pages solidement étayée tirée de son ouvrage *Population and Climate Change*, Brian O'Neill, dont l'étude de modélisation informatique sur les fluctuations de la population est présentée ci-dessous, explique l'inconsistance de l'IPAT. Si les discussions autour de la formule Ehrlich-Holdren, dit-il, « ont nourri le débat sur la population et l'environnement, elles n'ont guère contribué à en sortir [...] mises bout à bout, toutes les difficultés que soulèvent les décompositions [fondées sur l'IPAT] grèvent la validité des résultats obtenus dans l'objectif d'évaluer l'importance des politiques démographiques comparativement aux autres programmes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre¹⁰⁷ ».

Dans *Taking Population out of the Equation : Reformulating I=PAT*, Patricia Hynes émet l'une des plus vigoureuses critiques de la formule, soulignant que ses trois éléments P, A et T sont considérés comme des facteurs équivalents, une hausse ou une baisse de l'un ou l'autre étant de fait censée modifier l'impact sur l'environnement dans les mêmes proportions. Pourtant, cette égalité mathématique est sans fondement dans la réalité.

Le P le plus important pour le contrôle de la fécondité désigne les femmes, « les plus pauvres des pauvres », impuissantes d'un point de vue institutionnel mais fortes d'une résilience collective, qui ont de nombreux enfants pour diverses raisons complexes – la survie immédiate et la satisfaction des besoins vitaux, l'absence de services adéquats en santé génésique ou encore les pressions d'un partenaire masculin, d'une religion patriarcale ou de l'État. Le T le plus préoccupant désigne les processus industriels fortement polluants qui servent à approvisionner en biens de consommation les 20 % les plus riches de l'humanité, processus presque exclusivement aux mains d'hommes issus des institutions les plus puissantes et interdépendantes au monde, y compris les multinationales pétrolières et gazières, les gouvernements et les géants de l'industrie que sont notamment les fabricants d'automobiles, d'armes et de produits chimiques, dont l'objectif est de maximiser la croissance économique et le profit [...].

Comment mesurer l'imprécision et l'injustice propres à l'IPAT lorsqu'une femme d'une tribu indienne, déracinée à la suite d'une privatisation par l'État des forêts qui permettaient sa subsistance, ou une femme africaine sans ressources, appauvrie par le « développement » occidental, est jugée comparable dans son impact environnemental à un représentant de l'entreprise privée, du gouvernement ou des forces armées, issu du cinquième le plus riche de la planète ? Dans ce modèle, l'abîme d'inégalité entre ceux qui vivent dans la pauvreté absolue et ceux qui vivent dans l'opulence excessive est invisible et insignifiant¹⁰⁸.

Hynes ajoute que l'IPAT repose sur « une perception singulière des humains, vus comme des parasites et des prédateurs du milieu naturel », l'activité humaine étant prétendument toujours nocive pour l'environnement. L'IPAT ne rend nullement compte des individus qui s'évertuent à « restaurer et à reconstituer leur environnement local en même temps qu'ils l'utilisent, et à le protéger du maldéveloppement¹⁰⁹ ».

Lors d'une conférence en 1995, l'auteure du *Rapport sur les limites à la croissance* Donella Meadows, depuis longtemps adepte de l'IPAT, entendra Hynes exposer ce point de vue étoffé d'autres critiques et se rangera à son avis. L'article qu'elle écrira à la suite de la conférence est présenté en annexe 2.

Malthus et l'ordinateur

L'idée de quantifier l'incidence de l'accroissement démographique sur l'environnement est à l'origine d'une autre approche centrée sur la modélisation informatique. Si elle a produit certaines recherches bien plus sophistiquées que l'IPAT, ces dernières ne *prouvent* pas davantage le lien entre les deux variables.

On en trouve un exemple probant dans l'étude annoncée en octobre 2010 par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), basé à Vienne. À en croire le communiqué de presse, aucun doute n'est possible : « L'étude a montré qu'un ralentissement de cette croissance démographique pouvait favoriser une réduction notable des émissions de gaz à effet de serre. » Si l'on venait à réaliser la plus basse projection onusienne de croissance démographique, cela seul contribuerait « à hauteur de 16 à 29 % à la réduction d'émissions requise pour juguler les graves conséquences du réchauffement mondial¹¹⁰ ».

L'étude, menée par une équipe de recherche sous la gouverne de Brian O'Neill, a été présentée dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS* – « Actes de l'Académie américaine des sciences »)¹¹¹. Les groupes populationnistes des États-Unis s'en sont bien vite emparés et, en l'espace de quelques semaines, ils publiaient trois dossiers citant cette recherche qui avalisait leur point de vue¹¹².

Mais la réalité est moins simple qu'il n'y paraît. Le communiqué dit aussi plus loin :

Les scientifiques savent depuis longtemps que les changements démographiques auront un effet sur les émissions de gaz à effet de serre, toutefois l'ampleur de cet effet est sujette à débat.

Les chercheurs se sont efforcés de quantifier l'influence de ces changements sur les émissions, dans le temps et dans les régions du monde. Au-delà des changements dans la taille de la population, ils ont aussi analysé les liens possibles entre le vieillissement, l'urbanisation et le taux d'émissions.

En bref, l'équipe d'O'Neill n'a pas *prouvé* que l'accroissement démographique causait un accroissement des gaz à effet de serre. Elle l'a *supposé*, avant de sonder en quoi les changements démographiques pouvaient influencer le processus.

La nuance est grande. Aucun modèle informatique ne peut prouver les faits réels ; ces modèles ne peuvent que supposer la validité de certains faits pour tester leurs répercussions dans le temps suivant un ensemble donné d'hypothèses.

Par exemple, les modèles informatiques qu'utilise le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne prouvent pas que les émissions de gaz à effet de serre entraînent une hausse des températures atmosphériques. La preuve en a été apportée par des décennies de recherche scientifique, et le fait confirmé par des études théoriques qui montrent avec exactitude la façon dont se produit le réchauffement climatique. Ce que les modèles informatiques montrent, ce sont les conséquences d'une telle information suivant diverses hypothèses relatives à la croissance économique, au développement technologique ou autre. Comme le souligne l'éminent climatologue James Hansen, les modèles, « au mieux, fournissent des réponses cohérentes avec les hypothèses qui les fondent¹¹³ ».

Cette question a suscité une vive discussion au lendemain de la publication en 1972 du *Rapport sur les limites à la croissance*. D'après les auteurs de cette étude historique, leur modèle informatique de l'économie mondiale permettait de prédire que si la tendance se maintenait, « les limites à la croissance sur cette planète [seraient] atteintes dans les 100 prochaines années » et que le résultat le plus probable serait « un déclin relativement soudain et incontrôlable de la population comme de la capacité industrielle¹¹⁴ ».

Le *Rapport sur les limites à la croissance* a remporté un succès retentissant. Des millions d'individus l'ont lu et les conclusions qu'il présente ont nourri l'opinion courante au sein du milieu environnementaliste.

Les limites de la modélisation

« Des programmes d'ordinateur à grande échelle peuvent simuler d'importants aspects d'un processus, mais en fin de compte, il n'en résulte qu'un surplus de chiffres. Ces derniers s'avèrent souvent utiles pour faire des projections, pour autant qu'il ne se produise pas de changement majeur entre-temps. Et ils sont assurément essentiels dans le domaine du design, lequel exige une précision quantitative parfois cruciale. Cela dit, rien ne remplace la compréhension qualitative, la démonstration d'un lien permettant d'élargir la compréhension du particulier au général, qui requiert une pratique théorique sans ressemblance avec la résolution d'équations ou l'estimation de leurs solutions. »

– Richard Lewontin et Richard Levins, *Biology under the Influence*

Publié 10 mois plus tard, *Thinking about the Future* attira beaucoup moins l'attention. Dans cette étude autrement plus aride, une équipe multidisciplinaire de 13 chercheurs de l'Université du Sussex, en Angleterre, épluchait avec soin le *Rapport sur les limites à la croissance* qui, selon eux, laissait pour le moins à désirer. L'équipe révéla dans le détail les graves lacunes du modèle informatique et l'inexactitude des données de projection utilisées.

Mais par-dessus tout, les chercheurs avançaient que le recours à un modèle informatique pour prédire des tendances sociales conférait à l'étude l'illusion de l'objectivité, tout en en masquant les biais politiques, économiques et sociaux, dont même les scientifiques concernés n'avaient pas forcément conscience.

Dans l'introduction, intitulée en anglais « Malthus with a Computer », l'économiste Christopher Freeman écrivait :

La nature de leurs hypothèses n'est pas un problème purement technique. Il est essentiel de considérer le parti pris politique des valeurs, qui est implicitement ou explicitement présent dans toute étude d'un système social. La neutralité apparente d'un modèle d'ordinateur est aussi illusoire qu'elle est persuasive. Tout modèle, construit sur n'importe quel système social, sous-entend nécessairement des hypothèses sur le fonctionnement de ce système, et ces hypothèses sont nécessairement teintées par les attitudes et les échelles de valeurs des individus ou des groupes qui sont concernés. [...] on ne peut répéter trop souvent que la justesse de tout calcul effectué sur ordinateur dépend entièrement de la qualité des données et des hypothèses (modèles mentaux) qui ont été introduites dans ce même ordinateur. Les modèles d'ordinateur ne peuvent remplacer la théorie¹¹⁵.

Freeman épargnera au *Rapport* l'accusation classique d'« erreurs en entrée, erreurs en sortie¹¹⁶ », les auteurs n'ayant manifestement pas ménagé leurs efforts dans l'élaboration de données, la formulation d'hypothèses sensées et la mise à l'épreuve du modèle. La faiblesse de celui-ci résidait plutôt dans l'articulation de ses hypothèses sous-jacentes aux idées du populationniste de la première heure Thomas Malthus.

[B]ien qu'il soit absolument faux de parler d'« erreurs » en ce qui concerne le modèle du MIT, il est juste de le décrire comme étant « Malthus en entrée et Malthus en sortie » [...] Ce que l'on trouve sur le document final imprimé dépend strictement des hypothèses qui ont été faites sur les relations du monde réel et ces hypothèses, à leur tour, sont lourdement influencées par les théories sociales contemporaines et les échelles de valeurs de ceux qui ont conçu le modèle¹¹⁷.

Si les ordinateurs d'aujourd'hui sont bien plus puissants que ce qu'auraient pu concevoir les auteurs du *Rapport*, les arguments de Freeman n'en demeurent pas moins pertinents. Étant donné la complexité accrue des modèles et par conséquent le risque accru d'erreurs, il importe d'autant plus de nos jours que les modélisateurs explicitent au mieux leurs hypothèses.

Dans une entrevue au *Los Angeles Times* publiée le 10 octobre 2010, Brian O'Neill exposait en termes clairs l'une des hypothèses rattachées au modèle de l'IIASA : « À mesure que la croissance économique s'accélère, le revenu augmente pour tout le monde, les gens dépensent davantage, consomment davantage et émettent davantage. » Adoptant un style plus formel, il défendait cette même idée dans l'article des *PNAS* : « Dans le modèle PET, les ménages influent sur les émissions soit directement par leurs habitudes de consommation, soit indirectement par leurs effets sur la croissance économique. »

L'hypothèse voulant que l'expansion économique soit propulsée par la demande des consommateurs – plus de consommateurs = plus de croissance – est un élément clé des théories économiques qui sous-tendent le modèle. En d'autres termes, *leurs hypothèses prédéterminent leurs conclusions*.

En fait, ce que le modèle essaie de faire, c'est d'utiliser la théorie économique néoclassique pour prédire l'ampleur de la croissance économique que généreraient divers niveaux d'accroissement démographique, puis d'évaluer l'augmentation des émissions qui en découlerait. Malheureusement, comme l'affirme Yves Smith à propos de l'économie financière, tout modèle informatique qui s'appuie sur la théorie économique dominante « repose en apparence sur un fondement rigoureux et une mathématique avancée, à la façon de l'astrologie¹¹⁸ ».

En résumé, si votre modèle informatique présuppose que l'accroissement démographique cause l'accroissement des émissions, il vous dira que s'il y a moins de monde, il y aura moins d'émissions. C'est Malthus en entrée, Malthus en sortie.

Le monde est-il saturé ?

[L]a surpopulation est [...] un rapport déterminé historiquement, nullement déterminé par des chiffres ni par la limite absolue de la productivité des moyens de subsistance, mais par des limites que lui imposent des conditions de production déterminées [...] qu'ils nous paraissent petits, les chiffres à partir desquels les Athéniens parlaient de surpopulation.

– Karl Marx¹¹⁹

LES POPULATIONNISTES ACCUSENT SOUVENT leurs critiques d'être des « cornucopiens », c'est-à-dire de croire que les ressources terrestres sont inépuisables et que la croissance infinie est possible ou désirable. Certains ont effectivement défendu cette thèse, son plus célèbre promoteur étant Julian Simon, professeur en administration des affaires et auteur à succès. Simon réfutait l'idée que la croissance avait des limites, le capitalisme garantissant selon lui que « toutes ou presque toutes les tendances écologiques ou économiques associées au bien-être élémentaire et matériel de l'humanité [...] évoluent positivement à long terme¹²⁰ ».

« Le niveau de vie augmente en même temps que la population mondiale depuis les origines de l'histoire, affirmait Simon. Il n'existe aucune raison économique valable pour nous faire douter que cette progression vers une vie meilleure ne continue indéfiniment. » En outre, « grâce à la technologie actuelle et sans tendre vers les rendements fort supérieurs que l'on atteint en contexte expérimental, le monde suffira amplement à alimenter tout accroissement envisageable de la population¹²¹ ».

En 1984, il prédisait :

Si les tendances actuelles se maintiennent, le monde de l'an 2000 sera moins bondé (mais plus peuplé), moins pollué, plus stable écologiquement et moins exposé à une perturbation de l'approvisionnement en ressources que le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Les tensions autour de la population, des ressources et de l'environnement seront moindres à l'avenir qu'aujourd'hui... La population du monde sera sous bien des aspects plus riche qu'elle ne l'est aujourd'hui... Les perspectives seront meilleures pour ce qui est de la nourriture et des produits de base... La vie pour la plupart des gens sur Terre sera moins précaire économiquement qu'elle ne l'est aujourd'hui¹²². (italiques et ellipses dans le texte)

Étonnamment, Simon allait réitérer cette déclaration en 1996 sans y changer un mot et sans évoquer l'improbabilité de voir sa prévision se réaliser dans les quatre années suivantes.

Sa foi idéologique en la magie de ce qu'il appelait les marchés libres l'empêchait de voir la réalité des faits autour de lui.

Le cornucopianisme de Simon le conduisit à nier sans détour le changement climatique. Puisque le marché ne peut endiguer ce dernier, semblait-il penser, le problème ne doit pas être bien grave. En 1996, il prédit avec assurance que « le réchauffement planétaire ne sera sans doute qu'une préoccupation éphémère, qui vaudra à peine de s'y intéresser dans dix ans¹²³ ». Voilà ce qui est pour sa boule de cristal.

Intellectuellement proche de Simon, Jacqueline Kasun poussa à l'extrême l'argument selon lequel *la croissance est toujours bénéfique*. Elle réfuta l'idée qu'un accroissement démographique favorise invariablement la pauvreté et nuit à l'environnement, renversant simplement l'affirmation populationniste voulant que grandeur rime avec malheur :

L'accroissement de la population facilite l'acquisition et l'utilisation plus efficace des infrastructures économiques : systèmes de transport et de communication modernes, éducation, électrification, irrigation et système d'évacuation des déchets. L'accroissement de la population favorise l'investissement agricole : défrichage et drainage des terres, construction de granges et de clôtures, meilleur approvisionnement en eau. L'accroissement de la population agrandit le marché, encourage les producteurs à se spécialiser et à adopter des procédés rentables de production à grande échelle. L'accroissement de la population encourage les gouvernements comme les parents, les philanthropes et les contribuables à consacrer davantage de ressources à l'éducation. Bien coordonnés, ces efforts peuvent aboutir à une compétence accrue de la main-d'œuvre. Au sein d'une population plus grande, non seulement les idées se multiplient, mais aussi l'échange et l'optimisation des idées entre individus, suivant un rapport nécessairement plus que proportionnel au nombre d'individus supplémentaires¹²⁴.

En dépit de leurs divergences, les cornucopiens et les populationnistes s'entendent sur un point important, affirmant les uns comme les autres que la croissance démographique est le moteur premier de la croissance économique. La différence réside dans le fait que les Ehrlich voient là une mauvaise chose alors que Kasun et Simon s'en réjouissent.

Taxant de cornucopianisme toute critique à leur égard, les populationnistes n'admettent en vérité que deux points de vue : soit la croissance démographique illimitée est possible et souhaitable, soit la population humaine atteindra bientôt (ou a déjà atteint) une limite absolue au-delà de laquelle la catastrophe est inévitable. Ils réfutent ou n'envisagent même pas la possibilité que le rapport de l'humanité à la Terre ne se réduise pas aux chiffres et à l'arithmétique.

Aux affirmations des premiers populationnistes modernes voulant que certains pays soient surpeuplés, la critique a aussitôt répliqué que d'autres pays disposant de moins de territoire comptaient davantage d'habitants. Lorsque Paul Ehrlich, dans le chapitre d'introduction du livre *La bombe P*, décrivait sa stupeur à la vue d'une rue bondée de New Delhi, nombreux furent les commentateurs à signaler que New York abritait bien plus de monde au kilomètre carré.

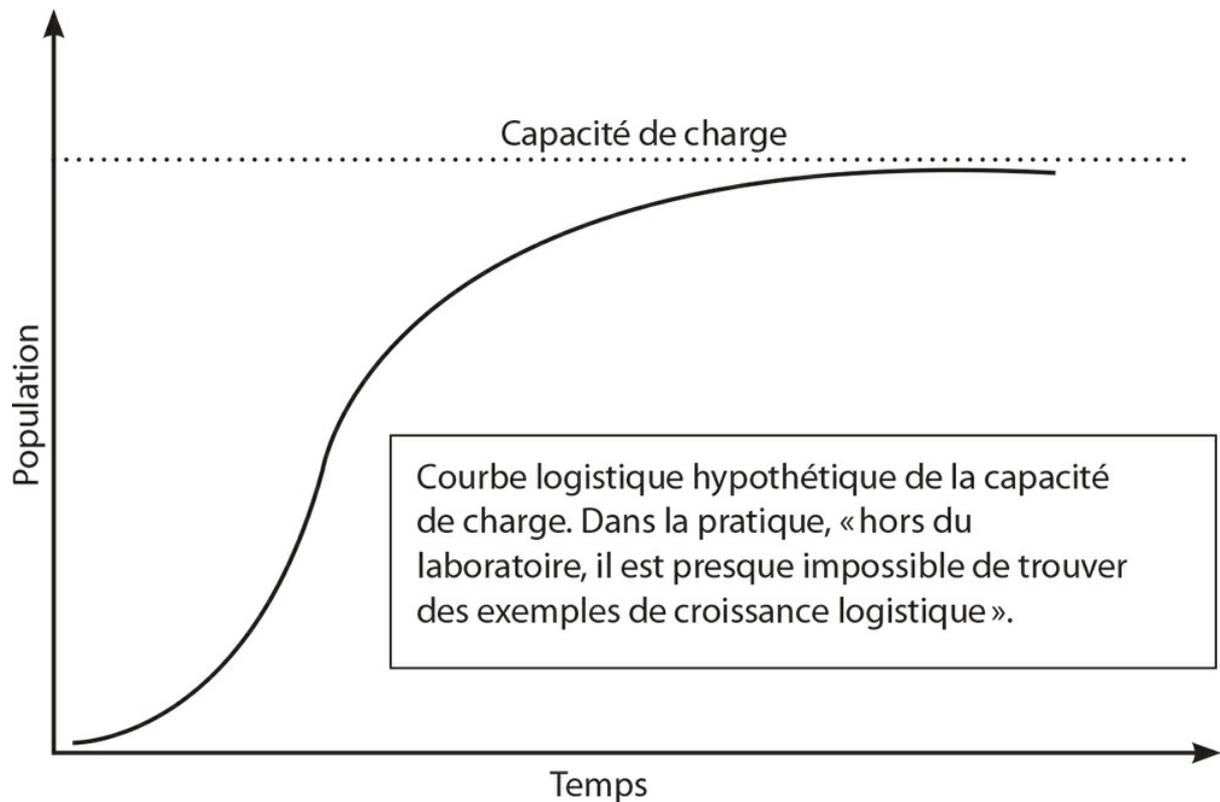
En réaction à ces critiques, un grand nombre de populationnistes ont adopté le concept autrement sophistiqué de *capacité de charge*, défini ainsi par le célèbre populationniste

William Catton dans son livre à succès *Overshoot* : « La capacité de charge d'un environnement pour une espèce donnée (qui a un mode de vie donné) est la *charge maximale constamment viable* juste en deçà de celle qui altérerait la faculté de l'environnement à répondre aux besoins de l'espèce. La capacité de charge équivaut quantitativement au nombre d'individus ayant un mode de vie donné qu'un environnement donné peut soutenir *indéfiniment*. »

D'un article populationniste à l'autre, on lira que la population terrestre atteindra bientôt, vient d'atteindre ou a largement dépassé la capacité de charge de la planète, une extinction massive étant dès lors possible, probable ou certaine à court terme.

La capacité de charge est à l'origine un concept biologique qui qualifie le nombre maximal de membres d'une espèce pouvant survivre indéfiniment dans un environnement donné au vu de l'espace et des ressources disponibles. Le concept permet d'évaluer le nombre de membres d'une espèce donnée, par exemple des éléphants, des saumons ou des abeilles, qui peuvent vivre, manger et se reproduire dans une aire donnée sans épuiser l'environnement et sans devoir réduire leur population. Originellement mis au point en 1838 par le mathématicien belge Pierre Verhulst et réinventé de façon indépendante aux États-Unis par les statisticiens Raymond Pearl et Lowell Reed en 1920, il implique la croissance d'une population donnée, quelle qu'elle soit, selon une courbe logistique en forme de S, arborant d'abord une faible hausse avant de s'accélérer pour enfin s'aplanir lorsqu'elle atteint sa capacité de charge, tel que l'illustre le graphique ci-dessous.

Si cette représentation semble raisonnable en théorie, l'anthropologue David Price souligne que « hors du laboratoire, il est presque impossible de trouver des exemples de croissance logistique ».



En général, les populations naturelles fluctuent. Certaines espèces varient sans régularité apparente tandis que d'autres, comme les lemmings, vont et viennent de façon cyclique. Certaines, comme les locustes, subissent des poussées occasionnelles au cours desquelles la population monte en flèche avant de chuter. Nombre d'espèces connaissent un développement effréné lorsque leurs conditions de vie ont été anormalement favorables, puis s'effondrent brusquement. Certaines populations semblent même stables pendant un laps de temps considérable, mais rarement, pour ne pas dire jamais, une population naturelle va-t-elle augmenter subitement avant de se stabiliser dans la forme d'une courbe sigmoïde¹²⁵.

Les insectes ont des comportements très prévisibles et ne peuvent décider de leur mode de vie ; s'il est impossible de décrire avec exactitude la croissance de leur population par la théorie de la capacité de charge, cette dernière semble alors piètrement adaptée à l'analyse des populations humaines, qui adoptent de multiples façons de vivre, de produire et de se reproduire. Après avoir examiné en détail les tentatives écologistes visant à mesurer l'incidence de l'homme sur l'environnement au moyen de la capacité de charge, l'environnementaliste Irmi Seidl et l'économiste Clem Tisdell concluent :

Ceux qui affirment que les capacités de charge en écologie humaine et appliquée sont scientifiques et objectivement déterminées desservent le monde de la recherche. Une telle affirmation ne paraît soutenable que dans des conditions régulées [...]. Elle est indéfendable pour ce qui est des capacités de charge sociales et la plupart des questions d'écologie appliquée démontrent l'invalidité d'un concept forcément marqué par les jugements de valeur. Les capacités de charge varient en fonction des jugements de valeur et des objectifs qui s'y rattachent. Dans la société humaine, les arrangements institutionnels jouent généralement sur les capacités de charge et les niveaux de population souhaités, et les capacités de charge diffèrent parfois grandement à court ou à long terme. Les capacités de charge sont loin d'être des constantes universelles¹²⁶.

Les travaux du démographe Joel Cohen sont particulièrement accablants pour le concept

de capacité de charge humaine. Dans un article publié en 1995 par la revue *Science*, il écrivait :

La capacité de charge humaine dépend non seulement des contraintes naturelles, que l'on ne comprend que partiellement, mais aussi des choix individuels et collectifs concernant le niveau moyen et la distribution du bien-être matériel, la technologie, les institutions politiques, les arrangements économiques, la structure familiale, les migrations et autres arrangements démographiques, l'environnement physique, chimique et biologique, la variabilité et le risque, l'horizon temporel et, enfin, les valeurs, les goûts et les modes. Le nombre d'individus que la Terre peut soutenir dépend en partie du nombre d'entre eux qui porteront des vêtements de coton ou de polyester, du nombre d'entre eux qui mangeront du bœuf ou des germes de soja, du nombre d'entre eux qui voudront des parcs ou des stationnements. Ces choix évolueront dans le temps, tout comme le nombre d'individus que la Terre peut soutenir¹²⁷.

Et dans son livre *How Many People Can the Earth Support*, il ajoute :

La capacité de la Terre à soutenir les êtres humains est déterminée en partie par des processus que les sciences humaines et naturelles n'ont pas encore éludés et en partie par des choix que nous et nos descendants n'avons pas encore faits. Si une estimation chiffrée du nombre d'individus que la planète peut soutenir est un indice utile des activités humaines d'aujourd'hui et de la façon dont nous devrions vivre sur Terre, elle ne peut prédire les contraintes ou les possibilités que renferme l'avenir [...].

La capacité de charge humaine évolue constamment et son état *actuel* reflète l'état *actuel* de la technologie, de l'environnement physique, chimique et biologique, des institutions sociales, politiques et économiques, des niveaux et des styles de vie et, enfin, des valeurs, des préférences et des jugements moraux¹²⁸.

Dans son ouvrage, Cohen recense pour la capacité de charge humaine 26 définitions distinctes ayant fait l'objet d'une publication, soulignant qu'elles « varient énormément et se contredisent parfois ». La capacité de charge humaine, conclut-il, « représente un ensemble de concepts dont la signification ne fait pas consensus¹²⁹ ».

Cherchant à montrer pourquoi la question « Combien d'individus la Terre peut-elle soutenir ? » n'appelle pas une réponse unique, Cohen énumère 11 questions qui peuvent l'accompagner, chacune pouvant faire selon lui l'objet d'un livre :

1. À quel niveau moyen de bien-être matériel ?
2. Avec quelle distribution de bien-être matériel ?
3. Avec quelle technologie ?
4. Avec quelles institutions politiques nationales et internationales ?
5. Avec quels arrangements économiques nationaux et internationaux ?
6. Avec quels arrangements démographiques nationaux et internationaux ?
7. Dans quel environnement physique, chimique et biologique ?
8. Avec quelle variabilité ou quelle stabilité ?
9. Avec quel risque ou quelle robustesse ?
10. Pour combien de temps ?
11. Avec quelles valeurs, quels goûts et quelles modes¹³⁰ ?

Dans un article sur les tendances démographiques publié en 2010, Cohen résume son analyse des tentatives visant à quantifier la capacité de charge de la Terre :

Les estimations faites depuis 50 ans vont de moins de 1 milliard à plus de 1 000 milliards. J'ai appris que ces estimations sont des données politiques censées convaincre les gens soit qu'il y a déjà trop de monde sur Terre, soit qu'une croissance rapide et continue de la population ne pose aucun problème. Par comparaison, les données

scientifiques sont censées décrire la réalité. Étant donné qu'aucune estimation de la capacité de charge humaine ne s'est explicitement attaquée aux questions soulevées ci-dessus en tenant compte de la diversité des réponses selon les sociétés, les cultures et les époques, il est impossible de dire qu'il existe une seule estimation scientifique de ce qu'est une population humaine soutenable en termes d'effectifs¹³¹.

Dans leur argumentation, les populationnistes tirent fréquemment des conclusions hâtives. Partant du constat réel mais abstrait que la croissance infinie est impossible sur une planète finie, ils sautent à la conclusion suivante : la crise écologique prouve que nous avons dépassé le nombre maximal d'individus que la Terre peut soutenir. Or, la démonstration ne tient pas : par exemple, si la quantité de CO₂ dans l'atmosphère est telle qu'un dangereux changement climatique est vraisemblable, cela démontre qu'il faut transformer l'activité humaine et non qu'il y a trop de monde.

Un jour, lorsque les réponses à toutes les questions de Joel Cohen feront l'objet d'un consensus et lorsque nous aurons éradiqué l'énorme gaspillage, la destruction et les inégalités propres au capitalisme, peut-être pourrons-nous mesurer scientifiquement la capacité de charge de la Terre. Il se peut que l'humanité décide alors sciemment de limiter sa population. Puisque le taux de natalité est déjà inférieur au seuil de renouvellement des générations dans une bonne partie du monde, la tâche ne sera probablement pas trop difficile. Mais aujourd'hui, la science ne justifie pas le moindre programme populationniste.

La bombe qui n'a pas explosé

Un partenaire inattendu s'est glissé sous les draps aux côtés du géant endormi de la surpopulation. Le nouvel allié s'anime sous le nom d'« implosion de la population ».

– Elizabeth L. Krause¹³²

DEPUIS DES DÉCENNIES, les populationnistes prédisent un Armageddon démographique causé par une croissance exponentielle, que le glossaire du centre d'apprentissage en ligne de McGraw-Hill définit comme « une croissance à un rythme d'augmentation constant par unité de temps ». Au fondement de cette mise en garde, on trouve la vérité mathématique voulant qu'un faible pourcentage d'accroissement produise avec le temps un total considérable.

Ces commentaires sont typiques de la pensée populationniste :

- *Paul et Anne Ehrlich* : « Les populations humaines augmentent suivant un modèle qui est essentiellement exponentiel, aussi devons-nous bien connaître les propriétés traîtres d'une croissance de ce genre [...] Ce qui commence lentement peut finalement nous terrasser en un éclair¹³³. »
- *Population Action International* : « Il est physiquement impossible que la croissance démographique se maintienne longtemps à son taux actuel [...]. Il faut aussi tenir compte de la force même d'une croissance exponentielle continue. Un démographe a calculé en 1974 qu'au taux d'accroissement de l'époque, il ne resterait dans 700 ans qu'un pied carré de terre pour chaque être humain¹³⁴. »
- *Paul Ekins* : « Le fait prévisible qu'une croissance exponentielle de la population associée à une consommation accrue de ressources par habitant ainsi qu'à une destruction et à une exploitation accrues de l'environnement naturel ne soit pas viable s'avère déjà désastreux et nous mènera bien vite à la catastrophe si nous n'invertions pas les tendances actuelles¹³⁵. »

Cette mise en garde s'exprime aujourd'hui de façon frappante dans la vidéoconférence d'Albert Bartlett (vue plus de deux millions de fois sur YouTube seulement) intitulée avec grandiloquence : *La PLUS IMPORTANTE vidéo que vous verrez jamais*.

Ce professeur de physique à la retraite commence par déclarer : « Le plus grand défaut de l'humanité, c'est son inaptitude à comprendre la fonction exponentielle. » Dans la première partie de l'exposé, Bartlett explique que toute quantité devient vite considérable lorsqu'elle suit une croissance exponentielle. Il évoque la célèbre histoire de l'inventeur des échiquiers, de deux grains sur le deuxième, de quatre sur le troisième et ainsi de suite jusqu'au soixante-quatrième carreau, la récompense doublant chaque fois. Le total serait plus de cent fois supérieur à l'actuelle production annuelle du monde entier.

Mais c'est réellement la croissance démographique qui préoccupe Bartlett. En 1999, dit-il, la population mondiale était de six milliards et augmentait de 1,3 % par an, un taux qui devrait mener à son doublement en 2052. Or ce n'est pas tout : « Si ce modeste 1,3 % par an continue, la population mondiale devrait atteindre une densité d'une personne par mètre carré sur les terres émergées de la planète dans 780 ans et la masse d'individus équivaldrait à la masse de la Terre dans 2 400 ans. »

Comme la chose est impossible, il en conclut que l'accroissement de la population va cesser, que les gens le veuillent ou non. « Une croissance démographique nulle est inévitable [...]. Les forts taux de natalité actuels vont chuter, les faibles taux de mortalité actuels vont monter, jusqu'à ce que les uns et les autres aient exactement la même valeur numérique. »

Il nous faut décider quelles mesures prendre pour arrêter la croissance démographique, dit encore Bartlett, car sinon, la nature le décidera pour nous. Il présente l'épidémie de sida en Afrique comme un exemple de « la nature réglant elle-même le problème ».

Bartlett s'inscrit dans une longue tradition populationniste ; déjà en 1798, le révérend Thomas Robert Malthus affirmait que la population croissait de façon exponentielle (il disait géométrique, mais c'était la même chose) et depuis, ses disciples lui font écho de diverses manières.

L'arithmétique de Bartlett est irréprochable. Il explique avec une grande précision la nature et les résultats d'une croissance exponentielle. Le seul problème, c'est que *la population mondiale n'augmente pas de façon exponentielle*.

L'éminent expert de la croissance et des tendances démographiques Joel Cohen commente sans détour : « À cause de sa grande simplicité, le modèle exponentiel n'est pas très utile dans les prévisions à long terme qui dépassent l'horizon d'une décennie ou deux. Étonnamment, en dépit d'un foisonnement de données qui démontrent le contraire, nombreux sont ceux qui croient que la population humaine augmente de façon exponentielle. Cela n'a probablement jamais été le cas et ce ne le sera probablement jamais¹³⁶. »

Les terrifiantes prévisions populationnistes d'un monde comme une boîte à sardines reposaient sur l'idée que les taux de croissance des années 1950 et 1960 ne fluctueraient guère. Ehrlich, Holdren et leurs amis intellectuels étaient convaincus que seul un contrôle

démographique obligatoire aurait une incidence et qu'il était de toute façon trop tard pour éviter des famines de masse en Inde et ailleurs.

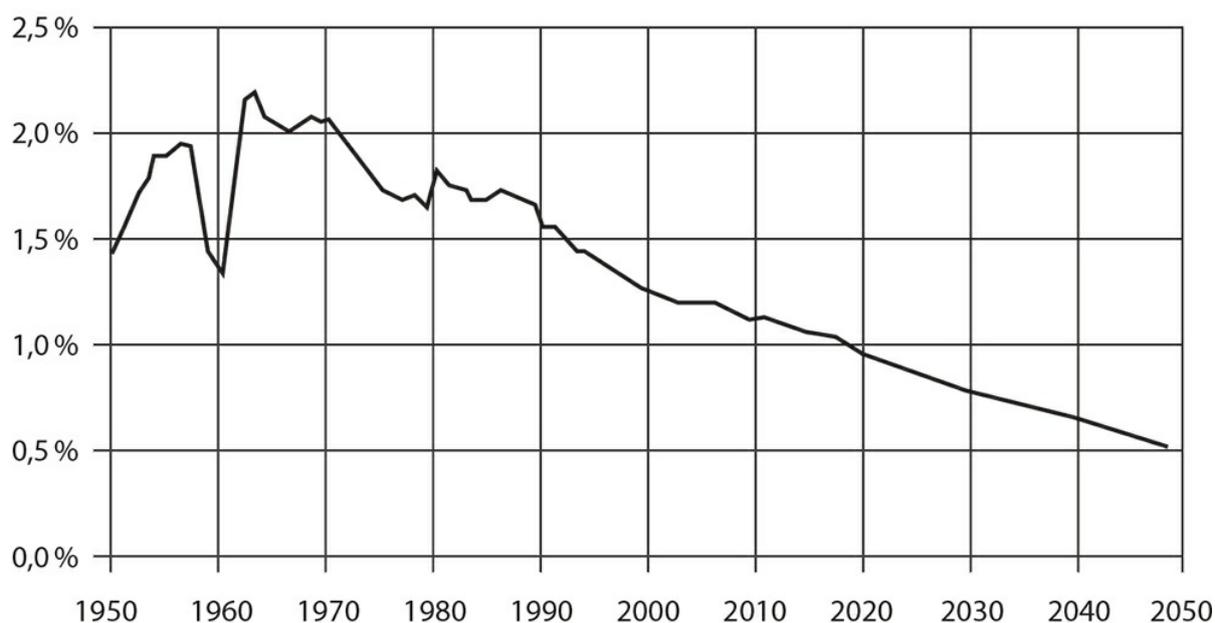
Commentant le débat de 1972 présenté au chapitre 1, le célèbre populationniste Garrett Hardin tournait en dérision l'affirmation de Barry Commoner selon laquelle les taux de natalité pouvaient diminuer sans contrainte ; la prévision de taux de natalité en déclin lui apparaissait « fictive » et constituait selon lui une « amusante superstition ». Ehrlich et Holdren déclarèrent pour leur part que l'argument de Commoner était foncièrement vicié, car « les pays développés affichent encore des taux de croissance élevés. [...] La réduction des taux de natalité liée à la transition démographique n'a pas permis de compenser la chute encore plus spectaculaire des taux de mortalité¹³⁷. »

Cette même année, les États-Unis voyaient leur taux de natalité chuter au niveau du seuil de renouvellement des générations. En l'espace de quelques années, la plupart des pays du Nord connurent la même baisse. Le déclin que les populationnistes croyaient impossible y est en fait survenu plus tôt et plus vite que Commoner ou quiconque l'avait prévu. Loin de monter « à un rythme constant par unité de temps », le taux d'accroissement de la population humaine *ralentit* depuis presque 50 ans. La croissance démographique s'est arrêtée dans plusieurs pays et s'arrêtera probablement d'ici 2050 dans la plupart des autres pays.

Voilà qui est ironique : la croissance de la population mondiale avait amorcé son ralentissement cinq ans *avant* que Paul Ehrlich ne publie *La bombe P*. Après avoir atteint un niveau record en 1963, le taux d'accroissement mondial annuel n'a cessé de décliner.

Pour ce qui est de la taille de la population, la meilleure variable explicative des tendances à long terme est l'indice synthétique de fécondité (ISF), soit le nombre d'enfants vivants à la naissance qu'aura en moyenne une femme dans sa vie. Le seuil de renouvellement mondial est d'environ 2,3. Il est d'environ 2,1 dans les pays riches où le taux de mortalité infantile est bas, alors qu'il est plus élevé dans les pays pauvres. À long terme, la population augmentera si le taux est supérieur au seuil de renouvellement et diminuera s'il est inférieur. Dans 116 pays au moins, qui rassemblent à peu près la moitié de la population mondiale, l'ISF est aujourd'hui inférieur au seuil de renouvellement des générations.

TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION MONDIALE, 1950-2050



Source : Bureau de recensement des États-Unis, Base de données internationales, mise à jour juin 2011, <www.census.gov/population/international/data/idb/worldgraph.php>.

Il faut bien comprendre que tout ne se résume pas à l'ISF : la population totale d'un pays poursuit généralement sa croissance durant des décennies encore après que l'ISF tombe sous le seuil de renouvellement. La Chine en est l'exemple parfait : son taux de fécondité est passé sous ce seuil au milieu des années 1990, mais comme le pays compte tant de femmes encore ou tout juste en âge de procréer, le nombre de naissances excède encore chaque année le nombre de décès. À mesure que la population vieillira, le déclin se traduira en nombres absolus, mais le tournant ne se fera pas avant 10 ans au moins. Ce facteur, qu'on appelle l'*élan démographique*, implique que la réduction des taux de natalité n'a pas d'effet à court terme sur la population totale.

Certains pays ont déjà franchi le cap. Le tableau de la page suivante présente les projections comparées établies récemment par le Bureau de recensement américain concernant la population de six pays en 2010 et en 2040, en millions d'habitants¹³⁸.

	2010	2040
Allemagne	82,3	76,8
Italie	58,1	53,2
Japon	126,8	103,9
Pologne	38,5	34,5
Russie	139,4	116,6
Corée du Sud	49,6	48,3

En 1980, 23 pays européens affichaient un taux de fécondité supérieur au seuil de renouvellement des générations, contre aucun aujourd'hui, et la fécondité a diminué de moitié dans 7 pays du continent¹³⁹. Certains démographes estiment que d'ici 2060, la population de l'Europe pourrait diminuer d'un quart et celle du Japon de moitié.

Le déclin européen a été si rapide que la presse publie désormais des reportages sensationnels sur la menace d'une crise sociale causée par le dépeuplement. Les éditeurs se sont empressés de publier des livres aux titres tels que *The Birth Dearth : What Happens When People in Free Countries Don't Have Enough Babies ?* (« Pénurie de naissances : que se passe-t-il lorsque la population des pays libres n'a pas assez d'enfants ? ») et *The Empty Cradle : How Falling Birthrates Threaten World Prosperity and What to Do about It* (« Le berceau vide : comment parer la menace d'un taux de natalité en déclin sur la prospérité du monde »). Ces livres, signés en majorité par des idéologues de droite, prédisent un dépeuplement imminent, un effondrement des recettes fiscales et la faillite des régimes de retraite ; voilà des prévisions qui ne sont pas plus fiables que l'alerte aux famines mondiales imminentes lancées il y a 40 ans dans *La bombe P* et *Famine-1975* ! Ces avertissements mettent en lumière certaines statistiques actuelles et les projettent comme des tendances irréversibles en y ajoutant des préjugés politiques conservateurs (souvent racistes), y compris l'assurance qu'aucun changement social véritable n'est désirable ou possible – et voilà ! Le succès est immédiat pour ces livres annonciateurs d'une catastrophe imminente.

Contrairement aux prédictions qu'avancent les populationnistes depuis des années, le taux d'accroissement connaît un ralentissement spectaculaire. Et contrairement à ce qu'affirme aujourd'hui la ligue de la « pénurie des naissances », la population mondiale continue d'augmenter, au point même qu'elle ne retombera pas avant fort longtemps à son niveau de 1990.

PROJECTIONS DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, 2009-2050

	Population (milliers)		Pourcentage de hausse
	2009	2050	
Monde	6 829 360	9 149 984	34,0
Régions plus développées	1 233 282	1 275 243	3,4
Régions moins développées	5 596 079	7 874 742	40,7
Pays les moins développés	835 486	1 672 414	100,2
Régions moins développées, Chine exclue	4 242 768	6 448 481	52,0
Afrique subsaharienne	842 801	1 753 272	108,0
Afrique	1 009 893	1 998 466	98,0

Source: United Nations, Division of Economic and Social Affairs, *World Population Prospects: The 2008 Revision*, <http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_population.htm>.

Les Nations unies prévoient que la population mondiale dépassera les neuf milliards d'individus en 2050. C'est trois fois plus qu'en 1950 : le dépeuplement n'est donc manifestement pas à l'ordre du jour.

Ce qui inquiète réellement les « pénuristes » de droite, ce n'est pas le déclin démographique en tant que tel, mais la croissance continue des populations du Sud, où les taux de natalité diminuent plus lentement. Lorsque le démagogue de droite Patrick Buchanan nous met en garde contre « la mort de l'Occident » (*The Death of the West*), il déplore en vérité le fait que les Américains blancs et privilégiés comme lui, invariablement minoritaires à l'échelle mondiale, seront d'autant plus surpassés en nombre à mesure que nous avancerons dans le XXI^e siècle. Ce n'est pas un hasard si de nombreux auteurs qui évoquent une pénurie de naissances aux États-Unis et en Europe préconisent l'arrêt de l'immigration, celle des gens de couleur en particulier, afin de repousser le déclin et la chute de l'ordre impérial existant.

Si les projections établies par l'ONU en 2010 sont correctes, la population mondiale se stabilisera vers 2100 ; néanmoins, les projections démographiques à si long terme sont notoirement inexactes. Même les prédictions à court terme font souvent l'objet de révisions à mesure qu'apparaissent de nouvelles données et que les faiblesses des prévisions précédentes s'avèrent évidentes ; depuis plus de 10 ans, chacune des prévisions biennales de l'ONU concernant la croissance démographique diffère notablement de la précédente.

Par le passé, certains démographes, tirant des généralités de leur compréhension relative à l'histoire européenne, ont affirmé que tous les pays connaîtraient tôt ou tard une « transition démographique » qui les ferait passer de taux de natalité et de mortalité élevés à faibles en raison du développement économique et de l'évolution du niveau de vie. Des recherches plus poussées ont montré que l'Europe même n'avait pas suivi le modèle annoncé, lequel

s'applique encore moins aux pays dont le développement s'est vu interrompu et sérieusement altéré par le colonialisme et le pillage continu perpétré par le Nord.

Les facteurs du déclin actuel des taux de natalité sont complexes et l'on comprend mal leurs interactions. L'économie, la politique, la religion, l'éducation et la structure familiale ont toutes une influence, l'incidence de chacune variant d'un pays à l'autre. La plupart des démographes estiment que si les tendances actuelles se maintiennent, la population mondiale se stabilisera avant la fin du siècle, mais toute prévision plus précise présente un fort degré d'incertitude. Comme nous le rappelle Joel Cohen : « La plupart des démographes professionnels n'ont plus la conviction de pouvoir prédire avec précision le taux d'accroissement, la taille, la composition et la distribution spatiale des populations futures¹⁴⁰. »

Il est cependant manifeste que le simple fait de rendre la contraception accessible dans les pays du Sud, la principale mesure promue par nombre d'organismes populationnistes, ne suffira pas à résoudre les problèmes de pauvreté, d'oppression et de destruction environnementale. Comme l'écrit Asoka Bandarage, éminente féministe et universitaire du Sri Lanka, le fait de proposer de telles solutions techniques à des problèmes sociaux complexes nous écarte de la bonne voie :

Ni la question de la population ni la crise politico-économique plus large qu'elle traduit ne peuvent se résoudre par un financement accru des programmes de planification familiale et des contraceptifs miracles. Une politique démographique doit avoir pour pierre angulaire la réduction de la pauvreté et l'autonomisation économique des femmes. Pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités économiques, nous devons toutefois renoncer au modèle de développement capitaliste et compétitif axé sur « la croissance d'abord » pour adopter un modèle inédit qui privilégie la survie de l'humanité et de l'environnement au détriment des exigences du profit commercial et du progrès technologique. Il nous faut des modèles de développement durables et démocratiques qui se fondent sur des principes sociaux, éthiques et écologiques, y compris l'unité essentielle et l'égalité de tous les êtres humains¹⁴¹.

Trop de bouches à nourrir ?

La famine définit le manque de nourriture dont souffrent certains individus. Elle ne définit pas l'insuffisance de nourriture. Si l'insuffisance peut entraîner le manque, elle n'en est qu'une cause éventuelle parmi d'autres. Le rapport possible entre famine et approvisionnement alimentaire doit faire l'objet d'un examen factuel.

– Amartya Sen¹⁴²

LESTER BROWN FAIT PREUVE d'une constance indéniable. Tous les ans depuis les années 1970, il nous annonce que la croissance démographique menace d'excéder bientôt la production alimentaire. Chaque fois que le prix des denrées monte ou que la production alimentaire diminue, le fondateur des instituts Worldwatch et Earth Policy annonce que *cette fois-ci*, on ne peut plus faire marche arrière. L'humanité doit dès lors « favoriser la sécurité alimentaire par une réduction stratégique de la demande en céréales », ce par quoi il veut dire « réduire rapidement la taille des familles¹⁴³ ».

Au terme de l'année 2010, alors que l'indice des prix alimentaires établi par l'ONU atteignait un niveau record, Brown s'empressait d'annoncer que cette hausse n'était « pas un phénomène temporaire » étant donné qu'il y a trop de monde en compétition pour la quantité de nourriture disponible. « Nous comptons encore chaque année 80 millions d'êtres humains supplémentaires. Ce soir, il y aura 219 000 bouches de plus à nourrir au dîner, devant nombre desquelles trônera une assiette vide. Quelque 219 000 individus se joindront à nous demain soir. À un moment donné, cette croissance implacable finira par mettre à l'épreuve et le savoir-faire agricole, et les terres, et les ressources en eau de la planète¹⁴⁴. »

Bien sûr, Brown n'est pas le seul à émettre cette sombre mise en garde. On entend dire depuis deux siècles que la croissance démographique va excéder la production alimentaire, et cette assertion se retrouve aujourd'hui dans la plupart des écrits populationnistes. Les rédacteurs de manchettes sont friands de telles déclarations, qui fournissent une explication simple et facile à comprendre du spectre aussi déconcertant qu'effrayant de la pénurie alimentaire et de la faim dans le monde.

Les arguments qui rattachent la taille de la population à l'approvisionnement alimentaire comportent une importante vérité, car il existe effectivement un lien direct entre le nombre d'individus sur Terre et la quantité de nourriture requise pour assurer leur survie. Chaque être

humain doit consommer de 2 000 à 3 000 calories par jour, lesquelles doivent lui apporter l'ensemble des nutriments essentiels dont il a besoin. Pour nourrir plus de monde, il faut plus de nourriture.

L'erreur des populationnistes n'est pas dans l'importance qu'ils accordent au nombre d'individus à nourrir, mais dans le fait qu'ils présument (souvent sans s'en rendre compte) qu'il n'y a pas d'autres procédés de production et de distribution alimentaires que ceux de la société actuelle.

Ainsi en 1967, les frères Paddock, dont l'un était expert agricole, n'avaient pas prévu (ni même cru possible) l'énorme accroissement qu'allait connaître la productivité alimentaire dans la décennie suivant la publication de leur livre *Famine – 1975* ! La situation et les tendances de l'époque leur semblaient immuables : la croissance démographique était alors une « locomotive fonçant sur nous » qui ne manquerait pas d'entrer en collision avec « l'inamovible éboulement en travers de la voie [...] la production alimentaire stagnante des pays sous-développés ».

On ne peut inverser les tendances à la baisse observables aujourd'hui, pas plus qu'on ne peut les balayer du revers de la main. Quiconque affirme que les variables futures sont trop nombreuses pour que l'on puisse prédire un déficit alimentaire ignore les tendances actuelles [...].

La quantité de nourriture par habitant continuera de décliner, comme c'est le cas depuis quelques années. Il n'existe aucune panacée permettant d'augmenter la productivité agricole, pas plus qu'il n'y a de miracle permettant d'endiguer l'explosion de la population¹⁴⁵.

On a rarement vu une prédiction si vite et si pleinement réfutée. De nos jours, Lester Brown lui-même voit dans cette époque qui entoure la publication du livre des Paddock l'« âge d'or de l'agriculture mondiale¹⁴⁶ ». Et depuis, comme le soulignait en 1998 le Food First Institute, « les hausses survenues sur 35 ans dans la production alimentaire ont excédé l'accroissement sans précédent de la population mondiale d'environ 16% ».

Lorsqu'il y a pénurie alimentaire, les populationnistes déclarent que la tendance est irréversible ; en revanche, lorsque la production alimentaire augmente plus vite que la population, comme c'est le cas depuis 50 ans, ils nous avisent que le surplus ne durera pas longtemps. Ainsi les Ehrlich ont-ils finalement reconnu dans les années 1990 que leurs prévisions publiées dans *La bombe P* étaient erronées – mais seulement pour ce qui est de la chronologie des événements. Dans un article scientifique de 1993, ils écrivaient :

Dans l'ensemble, il pourrait s'avérer difficile ne serait-ce que de maintenir à long terme le niveau de production actuel, plus encore d'assurer une récolte mondiale deux, trois ou quatre fois supérieure [...].

Nous arrivons à l'inévitable conclusion que l'humanité, confrontée au piège population-alimentation-environnement, doit faire acte de prudence et, avant toute chose, réduire la fécondité humaine en plus d'arrêter la croissance démographique aussi vite qu'il est humainement possible de le faire [...] Y parvenir est une condition *sine qua non* à un avenir durable¹⁴⁷.

Cet argument serait peut-être valable si les systèmes actuels de production et de distribution alimentaires étaient efficaces au point que la seule façon de nourrir une

population croissante serait de développer les cultures. Or, ce n'est tout simplement pas le cas : une bonne partie de la nourriture produite aujourd'hui ne parvient jamais à la population.

Où est la nourriture ?

Reprenant les statistiques de l'ONU, le Food First Institute souligne que l'approvisionnement alimentaire mondial se caractérise par une abondance et non par une pénurie de denrées.

La production de céréales dans le monde suffirait à elle seule aujourd'hui à fournir quotidiennement 3 500 calories à chaque être humain sur la planète. Voilà de quoi rendre gros la plupart des gens ! En plus, cette estimation ne tient même pas compte des nombreuses autres denrées de consommation courante, comme les légumes, les fèves, les noix, les racines comestibles, les fruits, le poisson et la viande provenant de bêtes nourries à l'herbe. En fait, si l'on considère l'ensemble des aliments, nous avons de quoi fournir quotidiennement au moins 1 950 g de nourriture par habitant, qui se composent de presque 1 150 g de céréales, de fèves et de noix, d'environ 450 g de fruits et légumes et d'un peu moins de l'équivalent en viande, en lait et en œufs¹⁴⁸.

Comme nous le savons, les choses ne se passent pas ainsi. En 2010, si la récolte céréalière mondiale était au troisième rang des récoltes les plus abondantes de tous les temps, 950 millions d'êtres humains ont cruellement manqué de nourriture et plus d'un milliard ont été privés de certains nutriments essentiels pour la santé. Plus scandaleux encore, 60 % des gens qui ont faim dans le monde sont de petits exploitants agricoles et 20 % des travailleurs agricoles sans terre¹⁴⁹. Non seulement l'industrie alimentaire mondiale ne nourrit pas le monde, mais elle ne nourrit pas le monde qui produit les denrées.

Ce qui soulève une question capitale : *où est la nourriture* ? Si le monde produit 3 500 calories par habitant et par jour, qu'en advient-il ? La population est l'un des facteurs à considérer, mais ce n'est pas le seul et c'est loin d'être le plus important. Une analyse rigoureuse des pénuries alimentaires et de la faim doit minimalement tenir compte des points suivants :

1. *La nourriture va là où est l'argent*. Le système alimentaire mondial est aux mains d'une poignée de mégafirmes agroalimentaires qui maximisent leurs profits en acheminant la nourriture là où elle générera les plus grands bénéfices. Sur le marché capitaliste, écrit Nicholas Hildyard, « la nourriture va à ceux qui ont l'argent pour l'acheter [...] les individus qui gagnent 25 \$ par année – avec de la chance – subissent pour les mêmes denrées la concurrence de ceux qui gagnent 25 \$ de l'heure ou même de la minute¹⁵⁰ ».

En conséquence, la disponibilité alimentaire journalière est d'environ 4 000 calories par personne dans le Nord contre 2 500 calories seulement en Afrique subsaharienne¹⁵¹. Il s'agit là de moyennes : la distribution des denrées est encore plus inégalitaire à l'intérieur des régions. Même aux États-Unis, le plus riche pays au monde, 36 millions d'individus ne mangent pas à leur faim et 17 % des enfants courent « un risque élevé de voir leur croissance

ou leurs facultés cognitives altérées par un déséquilibre nutritionnel dû à un manque de nourriture » parce que manger est au-dessus de leurs moyens¹⁵².

2. *Les céréales sont transformées en bœuf.* Quarante pour cent des récoltes céréalières totales servent à nourrir les bêtes plutôt que les humains¹⁵³. Le gros va aux fermes industrielles où l'on nourrit le bétail au maïs plutôt qu'à l'herbe qu'il mangerait normalement. Sur le plan nutritionnel, c'est très inefficace : la production d'« une seule galette de bœuf de 225 g au menu quotidien d'un habitant du Brésil ou des États-Unis requiert une quantité de céréales telle qu'elle répondrait pleinement aux besoins énergétiques et protéiques quotidiens de trois habitants de l'Inde se nourrissant de céréales et de produits laitiers¹⁵⁴ ». Mais comme les galettes de bœuf sont plus rentables que les céréales, les galettes priment.

Nous ne prenons pas parti pour ou contre les régimes végétariens ou végétaliens. Comme le fait remarquer Simon Fairlie, expert en agriculture durable : « Si nous cessions de nourrir les animaux au grain, il nous resterait encore la moitié de nos ressources en viande et nous tirerions un apport nutritionnel trois fois plus important des céréales supplémentaires que de la viande non produite¹⁵⁵. »

3. *Le maïs est transformé en carburant.* Après une période de stabilité ou de baisse à partir des années 1970, les prix mondiaux des aliments ont plus que doublé entre 2002 et 2008. Pourquoi ? D'après les conclusions d'un rapport de recherche publié par la Banque mondiale, le « facteur primordial était la forte hausse marquant la production de biocarburants aux États-Unis et en Europe¹⁵⁶ ». En 2007, les véhicules américains ont brûlé assez de maïs pour couvrir l'ensemble des besoins à l'importation des 82 pays les plus pauvres du monde¹⁵⁷. En 2009, les fabricants américains d'éthanol ont transformé une quantité de céréales supérieure à la production du Canada et de l'Australie réunis¹⁵⁸.

Comme l'écrit Mark Lynas, l'effet des biocarburants « est indéniable : ils privent les gens qui ont faim de nourriture et la détournent pour en faire un carburant qui alimentera les moteurs automobiles des consommateurs nantis de ce monde. Cela n'est rien de moins, dans la bouche de Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, qu'« un crime contre l'humanité »¹⁵⁹ ».

4. *D'immenses quantités de nourriture sont détruites, gaspillées ou jetées.* Il est difficile d'obtenir des statistiques fiables, mais l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affirme que les pertes après récolte représentent 15 à 50 % de la production dans les pays en développement. Reprenant les propos de l'agronome Vaclav Smil, Worldwatch estime que « si tous les pays à faible revenu perdent 15 % de leurs céréales, leurs pertes annuelles après récolte se montent à 150 millions de tonnes. C'est six fois plus que ce que la FAO déclare suffire aux besoins de tous les peuples affamés du monde en développement¹⁶⁰. »

« Les discussions sur la population et l’approvisionnement alimentaire qui négligent les rapports de pouvoir entre différents groupes d’individus obscurcissent toujours la véritable nature de la pénurie alimentaire – qui a de quoi manger et qui ne mange pas –, appellent des “solutions” simplistes, fréquemment oppressives et qui, en fin de compte, renforcent les structures mêmes qui créent la détérioration écologique et la faim [...].

Globe inc. est “surpeuplé”. Et tant que l’accès à la nourriture comme à d’autres ressources sera déterminé par des rapports de pouvoir inégalitaires, il en demeurera ainsi. Car peu importe la grande quantité de nourriture produite, le peu d’enfants mis au monde ou la chute brutale du nombre d’êtres humains, il est dans la nature de l’économie de marché moderne de générer implacablement une “pénurie”. Le fait d’attribuer cette pénurie d’origine sociale et la dégradation écologique à la “surpopulation” ou à la “sous-production” fournit depuis longtemps aux plus puissants une explication de la misère humaine qui les excuse et qui rend légitimes diverses idéologies de l’exclusion.

À moins de transformer les rapports sociaux et économiques qui déterminent aujourd’hui la production, la distribution et la consommation alimentaires dans le monde, il y aura toujours des gens que l’on jugera “excédentaires” et qui de fait seront privés de ce qu’il faut pour vivre. La population humaine pourrait être coupée du quart, de moitié ou même décimée que la faim existerait encore. Tant qu’un individu a le pouvoir de priver quelqu’un d’autre de nourriture, même deux personnes peuvent former un groupe jugé “trop nombreux”. »

– Nicholas Hildyard, *Too Many for What ?*

Une étude publiée en 2010 révèle que 40 % de la production alimentaire totale du Canada est gaspillée : un peu plus de la moitié par les consommateurs et le reste au cours de la récolte, du transport, de l’emballage et de la transformation des denrées, dans la restauration et dans le commerce de détail. D’autres pays affichent des données similaires¹⁶¹.

Dans *Global gâchis. Révélation sur le scandale mondial du gaspillage alimentaire*, Tristram Stuart écrit :

En fait, les économies potentielles étant recalculées à l’aide des chiffres les plus récents de la FAO pour tous les pays, il semblerait que si tous les pays maintenaient leur offre alimentaire dans la limite recommandée de 130 % des besoins et que les pays pauvres réduisaient leurs pertes consécutives aux récoltes, on pourrait économiser 33 % du total des aliments dans le monde. Ce niveau de « surplus inutile » suffirait à résoudre 23 fois le problème de la faim dans le monde ou à couvrir les besoins nutritionnels de trois milliards d’individus supplémentaires¹⁶².

En résumé, nous produisons déjà assez de nourriture pour garantir une alimentation saine à tous les humains sur Terre. En mettant fin à la production industrielle de viande et de biocarburants et en réduisant le gaspillage à des niveaux raisonnables, nous pourrions disposer de suffisamment de nourriture pour assumer la croissance démographique prévue dans le siècle. Si la quantité s’avérait moins importante que prévu, nous pourrions rendre à la nature de vastes zones de terres agricoles.

Dire que la surpopulation est à l’origine des pénuries alimentaires minimise le fait que le présent système alimentaire mondial est foncièrement inégalitaire, inefficace et source de gaspillage. Les cultures abondent, mais leurs fruits ne sont pas à la portée des gens qui ont faim.

Nourrir et détruire la planète ?

Nous *pouvons* donc nourrir tout le monde, mais cela entraîne une autre question : devrions-nous le faire ? Nombreux sont les populationnistes qui estiment qu'une réduction radicale de la population est nécessaire de toute façon, car produire autant de nourriture aura un effet catastrophique sur l'environnement.

Il y aurait beaucoup de choses à dire à ce sujet. L'agriculture productiviste d'aujourd'hui génère 13,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre, assèche les aquifères, lessive le sol de ses nutriments essentiels, favorise l'érosion et contamine les rivières par ruissellement toxique. Les exploitations agricoles modernes dépendent à ce point du pétrole et de ses dérivés (en particulier les engrais non organiques) qu'un auteur a à juste titre intitulé son livre sur le sujet *Eating Fossil Fuels* (« Manger des combustibles fossiles »)¹⁶³.

Dans un article publié par Negative Population Growth, les populationnistes David Pimentel et Mario Giampietro déclarent que, malgré la nécessité de les mettre en place, les procédés agricoles respectueux de l'environnement ne peuvent produire de nourriture en quantité suffisante ; une agriculture durable aux États-Unis ne pourrait nourrir que 200 millions d'habitants¹⁶⁴. À la parution de l'article en 1993, il aurait fallu réduire la population américaine de 22 % pour atteindre ce chiffre ; aujourd'hui, il faudrait la réduire de 35 %. Si les calculs sont exacts, il faudrait qu'un Américain sur trois disparaisse d'une manière ou d'une autre pour nourrir le reste du pays sans détériorer l'environnement.

Pimentel a par ailleurs soutenu que l'agriculture durable pouvait nourrir une population mondiale de trois milliards d'individus seulement¹⁶⁵, soit moins de la moitié du nombre actuel et moins d'un tiers du nombre prévu en 2050.

L'affirmation de Pimentel voulant que l'agriculture durable ne produise pas assez de nourriture trouve un écho chez certains antiécologistes d'extrême droite. Le négateur du changement climatique Dennis Avery dirige le Center for Global Food Issues au sein du Hudson Institute, à droite sur l'échiquier politique. Il défend l'idée qu'on ne peut nourrir la planète sans recourir aux pesticides, aux engrais obtenus par synthèse industrielle, aux aliments génétiquement modifiés, à l'agriculture industrielle et à d'autres merveilles technologiques. Dans un débat sur l'agriculture biologique en 2010, Avery déclarait : « Nous travaillons à l'heure actuelle 37 % des terres et il nous faudra deux fois plus de nourriture lorsque la population humaine atteindra son niveau record en 2050. Si nous voulons éviter les famines massives et la destruction des terres non cultivées, il nous faudra encore doubler nos rendements au moyen d'engrais azoté, de pesticides et de biotechnologies¹⁶⁶. »

Si Pimentel et Avery ont raison, le monde est confronté à un choix cornélien entre l'agriculture industrielle, qui détruit l'environnement mais nourrit tout le monde, et l'agriculture respectueuse de l'environnement, qui protège ce dernier mais ne nourrit pas la moitié des habitants sur Terre.

Heureusement, il y a tout lieu de penser qu'ils ont tort. Ce ne sont pas les seuls choix possibles.

L'expérience cubaine est particulièrement instructive. Soudain privé de ses approvisionnements en carburants, en engrais, en pesticides et en semences lorsque l'Union soviétique s'est effondrée en 1990, le pays a adopté à grande échelle une agriculture biologique à faible impact. Selon l'expert américain en écologie agricole Peter Rosset, ce qui s'est produit à Cuba bouscule les idées reçues sur l'agriculture du tiers-monde. Après une période difficile marquée par une baisse considérable de la production alimentaire, l'agriculture cubaine s'est plus que redressée, en usant de procédés qui n'étaient pas censés fonctionner.

Le Cuba d'aujourd'hui a complètement renversé la croyance populaire. On nous dit que les petits pays ne peuvent pas se nourrir, qu'ils doivent recourir aux importations pour pallier les insuffisances de leur agriculture locale. Pourtant, Cuba a fait des pas de géant vers l'autonomie depuis que l'île a perdu ses principales relations commerciales. On entend qu'un pays ne peut nourrir ses habitants sans recourir aux produits chimiques agricoles, pourtant Cuba y parvient pratiquement. On nous dit qu'il nous faut l'efficacité de grandes sociétés agricoles ou de grandes fermes d'État pour produire suffisamment de nourriture, pourtant ce sont de petits exploitants et des jardiniers qui ont amorcé la remontée de Cuba et résorbé la crise alimentaire. En fait, sans machines subventionnées et sans l'importation de produits chimiques, les petites exploitations sont plus efficaces que les vastes unités de production. On nous répète constamment que l'aide alimentaire internationale est la réponse aux pénuries de nourriture, pourtant Cuba a trouvé une autre solution par sa production locale¹⁶⁷.

La réussite cubaine est impressionnante, d'autant plus que le pays est petit et pauvre, mais c'est précisément parce qu'il en est ainsi qu'on peut se demander si l'expérience est directement transférable ailleurs. En fait, de plus en plus d'études conduites par des scientifiques et des agriculteurs sur le terrain indiquent que les procédés de l'agriculture écologique non seulement permettent de produire autant de nourriture qu'on en produit aujourd'hui, en évitant les dommages environnementaux causés par l'agriculture industrielle, mais qu'en outre, elle permettrait de fournir à tous une alimentation saine à mesure que la population augmente.

Une équipe multidisciplinaire de l'Université du Michigan a analysé 293 études comparant les rendements générés par l'agriculture conventionnelle et diverses formes d'agriculture biologique, pour divers types d'aliments et dans diverses régions du monde, le pourcentage de pertes et de nourriture allouée au bétail étant considéré comme inchangé. En extrapolant les résultats de ces études à l'échelle mondiale, ils ont trouvé que « l'approvisionnement en denrées biologiques estimé excédait l'approvisionnement alimentaire actuel dans toutes les catégories de produits, la plupart des excédents estimés dépassant de 50 % les quantités actuellement produites¹⁶⁸ ».

Dans le cadre d'une autre recherche d'envergure, des scientifiques du Royaume-Uni, de la Thaïlande, du Sri Lanka, du Mexique et de la Chine ont analysé 286 projets mis en œuvre dans 57 pays pauvres et visant l'introduction par les agriculteurs de divers procédés durables, notamment une meilleure utilisation de l'eau et des intrants organiques ainsi qu'une utilisation réduite des pesticides et herbicides chimiques. Résultat : le rendement de culture a augmenté de 64 % en moyenne dans plus de 12 millions de fermes¹⁶⁹.

L'étude la plus importante à ce jour est peut-être le projet Agrimonde, mis au point en France par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui ont publié leur rapport final en janvier 2011¹⁷⁰.

L'équipe d'Agrimonde avait pour objectif précis de déterminer : a) si le monde pouvait produire assez de nourriture pour les neuf milliards d'individus qui devraient peupler la planète en 2050 ; et b) s'il était possible de les nourrir en réorganisant les systèmes agricoles mondiaux autour de procédés écologiques et de technologies durables d'ici 2050.

Les chercheurs ont comparé deux scénarios :

- *Agrimonde GO*, le scénario du *statu quo*, se fonde sur le scénario de « l'Orchestration globale » élaboré par l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire des Nations unies. Dans ce cas de figure, le développement économique et l'agriculture connaîtront une évolution semblable à celle des dernières décennies, avec un règlement *a posteriori* des problèmes environnementaux plutôt qu'une planification préventive en la matière.
- *Agrimonde 1* prévoit « des rendements à la hausse par une utilisation maximale des fonctionnalités écologiques et biologiques propres aux écosystèmes » et le passage à une distribution alimentaire mondiale plus équitable. La recherche portait plus particulièrement sur le concept de « révolution doublement verte » mis au point par les écologistes Gordon Conway au Royaume-Uni et Michel Griffon en France, visant un accroissement de la productivité agricole par des moyens qui profitent directement aux pauvres, qui sont applicables dans des conditions fort variées et qui sont respectueux de l'environnement¹⁷¹.

L'étude intègre l'utilisation d'un gigantesque modèle informatique (qui incorporerait selon les chercheurs plus de 30 milliards de données statistiques) des systèmes agricole et alimentaire mondiaux, divisés en 7 régions et en 149 unités géographiques. Le modèle permet de prendre en compte les changements climatiques, la pénurie croissante de combustibles fossiles, les effets engendrés par le changement d'affectation des terres, les paramètres sociaux et culturels, le changement technologique et de multiples autres facteurs. (Bien sûr, comme tout modèle informatique, sa valeur tient aux données et aux hypothèses qui le sous-tendent ; toutefois, les auteurs ont fait preuve d'une grande ouverture concernant ces éléments de départ et conçu des outils permettant à d'autres de tester diverses solutions de rechange.)

Le rapport conclut que les scénarios aboutiraient l'un comme l'autre à une production alimentaire suffisante en 2050, mais que suivant le cas de figure Agrimonde GO, l'agriculture causerait une importante dégradation environnementale. Agrimonde 1 permettrait une expansion durable de la production si les trois prescriptions suivantes sont observées :

1. Il faut transformer le modèle alimentaire en place dans les pays industrialisés et ne pas l'exporter davantage. À titre de changement majeur, citons la réduction des pertes et du gaspillage à tous les niveaux ainsi qu'une diminution de la consommation de bœuf et de notre apport calorique à un niveau plus sain. Une moyenne quotidienne d'environ 3 000 calories par habitant serait atteignable dans chacune des sept grandes régions du monde, ce qui équivaut à une hausse de 500 calories dans la plupart des zones et à une baisse de 1 000 calories dans le Nord. Les auteurs soulignent les effets bénéfiques de ces changements sur la santé.
2. Le milieu agricole doit adopter des processus de production plus écologiques et optimiser fortement son utilisation des combustibles fossiles. Les pratiques agricoles et l'éducation doivent miser sur les dernières avancées scientifiques et le savoir-faire de l'agriculture traditionnelle.
3. Le modèle suppose que chaque région produira des denrées alimentaires dans le but de satisfaire ses propres besoins et qu'elle en exportera seulement en cas de surplus ou qu'elle en importera uniquement pour pallier d'éventuelles pénuries. À l'échelle mondiale, cela nécessite l'adoption de règles commerciales facilitant la circulation des denrées tout en intégrant des mesures de protection qui favorisent adéquatement le développement et la préservation de l'environnement.

L'étude Agrimonde est loin d'être exhaustive, nombre de questions d'ordre technique n'ayant fait l'objet que d'une analyse superficielle et, comme l'admettent les auteurs, il reste « des options sociales, économiques, spatiales et politiques [...] qui ne sont pas anodines et n'ont probablement pas encore été suffisamment explorées¹⁷² ». Ils soulignent également que le seul objectif de rendre *disponible* dans chaque région une quantité satisfaisante de nourriture ne suffit pas : « La question de la sécurité alimentaire est d'abord un problème d'accès à l'alimentation pour les plus démunis. Elle n'est pas uniquement une question de production. La situation des plus démunis, en particulier en milieu rural, doit faire l'objet des priorités de recherche et d'action, d'autant qu'ils seront les premiers menacés par la dégradation de l'environnement et le changement climatique¹⁷³. »

Ce sont là des questions importantes. Le fait que nous *puissions* nourrir la planète ne veut pas dire que tout le monde aura concrètement de quoi manger. Les mégafirmes dont les profits découlent de ventes toujours plus élevées d'engrais, de pesticides et de semences brevetées résisteront au passage à l'agriculture écologique et, à moins de freiner le réchauffement climatique, les changements qu'il génère nuiront à bien des cultures. Néanmoins, l'étude Agrimonde et les autres portent à l'optimisme : elles montrent que la démographie n'est pas une fatalité et que l'humanité peut se nourrir sans pour autant détruire le monde.

TROISIÈME PARTIE

Contrôle et coercition

La guerre populationniste contre les pauvres

Dès lors qu'une théorie de la surpopulation s'impose dans une société dominée par une élite, la non-élite subit invariablement une forme de répression politique, économique et sociale.

– David Harvey¹⁷⁴

Ceux qui prônent aujourd'hui un contrôle démographique affirment pour la plupart qu'il s'agit là d'un acte bienveillant, d'une mesure de bienfaisance qui peut favoriser l'autonomisation des femmes, freiner le changement climatique et sortir les gens de la pauvreté, en plus de leur éviter la faim et le sous-développement. Le contrôle démographique a pourtant connu des moments sombres que toute personne cherchant à résoudre la crise écologique se doit de prendre en compte.

Ce passé est loin d'être négligeable, montrant que l'adoption de mesures gouvernementales destinées à contrôler la procréation des individus entraîne pour les plus défavorisés une perte de libertés, les femmes de couleur et sans moyens souffrant alors plus que quiconque, et ce, qu'il s'agisse de politiques visant à restreindre la fécondité des femmes démunies ou à empêcher les pauvres d'émigrer dans les pays riches. Les projets de contrôle démographique voient inévitablement dans les victimes de l'injustice sociale un obstacle à l'édification d'une société durable.

L'histoire du mouvement moderne pour un contrôle de la population révèle ce qu'il arrive lorsque des groupes d'individus puissants et influents décident que d'autres groupes d'individus sont « de trop ». L'évolution du contrôle démographique au xx^e siècle illustre selon l'historien Matthew Connelly « la façon dont certaines personnes ont tenté d'en contrôler d'autres sans avoir de comptes à rendre à quiconque. L'intransigeance et la manipulation dont elles ont pu faire preuve étaient et demeurent scandaleuses. » Les contrôleurs de la population « ont posé le diagnostic de pathologie d'origine biologique sur des problèmes de nature politique. Poussée à l'extrême, cette logique mène à la stérilisation des “inaptes” ou au nettoyage ethnique. Mais même la planification familiale peut constituer une forme de contrôle de la population lorsque ses partisans visent à planifier la famille *des autres*¹⁷⁵. »

Le contrôle démographique est une réponse teintée de conservatisme social à des problèmes sociaux et écologiques, posant que certains des individus les plus pauvres et les plus impuissants au monde constituent le premier de ces problèmes. Comme le souligne Asoka Bandarage, les programmes de régulation démographique renforcent le *statu quo* politique du fait qu'ils se substituent aux changements sociaux et économiques d'envergure requis pour éradiquer la pauvreté et la dégradation de l'environnement : « L'objectif que caressent les tenants du contrôle démographique n'est pas de favoriser le développement socioéconomique, mais d'atteindre [une faible croissance démographique] sans qu'il y ait transformation sociale dans les pays pauvres¹⁷⁶. »

Pour cette même raison, l'universitaire ougandais Mahmood Mamdani écrivait dans sa célèbre étude de 1974, *The Myth of Population Control*, que l'approche populationniste visant à réduire la population sans changement social était « une arme du conservatisme politique¹⁷⁷ ».

Les tenants du contrôle démographique ont été contestés par les groupes religieux fondamentalistes « pro-vie » qui s'opposent par principe à la contraception et à l'avortement. Cela a permis aux contrôleurs démographiques de donner à leur programme l'image d'un projet progressiste, à visage humain et même féministe¹⁷⁸. Pour compliquer les choses, les adeptes du conservatisme religieux habillent souvent leur opposition à la planification familiale d'une rhétorique anticoloniale. En dépit de leurs divergences, les contrôleurs démographiques et les extrémistes religieux défendent une même vision des droits génésiques des femmes. Les uns comme les autres « cherchent à spolier les femmes de leur autonomie et de leur pouvoir décisionnel en matière de procréation au profit d'autorités extérieures, note Bandarage, qu'il s'agisse d'entités religieuses patriarcales ou de hiérarchies étatiques et médicales¹⁷⁹ ».

Le fait de refuser aux femmes le droit de maîtriser leur fécondité revient à contrôler la population, sous quelque forme que ce soit. Si les programmes gouvernementaux visant à rehausser les taux de fécondité de façon artificielle sont tout aussi honteux, le présent chapitre porte prioritairement sur les politiques, l'influence et les actions de ceux qui ont imposé un ralentissement de la croissance démographique au nom du progrès social – « la façon dont certaines personnes ont systématiquement dévalorisé *et* le caractère sacré de la vie *et* l'autonomie de l'individu¹⁸⁰ ».

Les politiques officielles de contrôle démographique

À l'aube du xx^e siècle, c'est sous l'impulsion des féministes et des socialistes radicaux qu'émerge aux États-Unis comme en Europe un mouvement pour le contrôle des naissances, dans le cadre d'une promotion plus vaste des droits des femmes sur le plan économique et social. Dans les années 1920, le corps médical et les eugénistes reprennent le flambeau et

défendent la procréation sélective chez l'être humain dans l'idée de favoriser la pureté de la race et l'intelligence des individus.

Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement pour le contrôle démographique assoit véritablement son influence dans les arcanes du pouvoir et, tandis que Paul Ehrlich rédige *La bombe P*, les craintes que suscite la croissance démographique mondiale s'amalgament déjà dans les sphères décisionnaires à l'anticommunisme de la guerre froide.

Dans le Nord, « la grande panique démographique de la guerre froide¹⁸¹ », pour reprendre les mots de l'auteure féministe Michelle Goldberg, s'empare des cercles élitistes. La montée des mouvements de libération coloniale dans l'après-guerre ne fait que renforcer l'appui au contrôle démographique parmi les riches dirigeants du Nord, convaincus pour beaucoup qu'en réduisant la population du tiers-monde, la pauvreté déclinera et les mouvements révolutionnaires accuseront de fait un recul. Ainsi, en 1949, le secrétaire d'État américain Dean Acheson attribue le succès des communistes en Chine à la surpopulation :

La population de la Chine a doublé au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, cette hausse pesant insupportablement sur les terres du pays. Nourrir cette population, voilà le problème primordial qu'ont dû affronter tous les gouvernements successifs de la Chine. À ce jour, aucun n'a réussi à l'endiguer. Dans l'espoir d'y parvenir, le Kuomintang a voté de multiples lois favorisant la réforme agraire. Certaines se sont soldées par un échec, d'autres ont été ignorées. Dans une large mesure, la situation difficile dans laquelle le gouvernement national se trouve aujourd'hui découle de son incapacité à fournir au pays de quoi manger en quantité suffisante, et les promesses de régler le problème agraire alimentent largement la propagande des communistes chinois¹⁸².

La première bombe P

Le livre à succès de Paul Ehrlich paru en 1968 doit son titre anglais, *The Population Bomb*, à l'opuscule ci-contre publié par Hugh Moore, l'inventeur multimillionnaire du gobelet en carton Dixie Cup. Entre 1954 et 1968, Moore finance l'impression et la distribution de plus de 1,5 million d'exemplaires du tract de 16 pages. À la fin des années 1960, il fonde le Population Crisis Committee et lance le slogan « Le monde pollue ». Pourtant, cet essai ne fait mention d'aucune question écologique, son propos apparaissant clairement dans l'intitulé introductif : « La guerre, le communisme et la population mondiale ».

En 1954, Moore explique sa véritable crainte dans une lettre adressée à un populationniste encore plus riche que lui, John D. Rockefeller III : « Nous ne nous intéressons pas prioritairement aux aspects sociologiques ou humanitaires du contrôle des naissances. Nous nous intéressons à la façon dont les communistes utilisent les gens qui ont faim dans leur campagne pour conquérir la Terre. »

Dans son opuscule, Moore souligne :

Des centaines de millions d'individus ont faim. Leur désespoir les rend toujours plus sensibles à la propagande communiste et aux appels à l'action violente [...].

L'expérience des programmes d'assistance technique a montré ces dernières années que rares sont les pays sous-développés, s'il en existe même un, capables de produire suffisamment pour élever leur niveau de vie, confrontés qu'ils sont à leur taux actuel d'accroissement démographique.

Il est impossible d'améliorer le niveau de vie des régions sous-développées sans freiner la croissance de la population. Nous devons d'une manière ou d'une autre ramener les taux de natalité au niveau des taux de mortalité [...].

De surcroît, pour nombre de ses matières premières indispensables, l'économie du monde libre dépend de ces peuples pauvres et indociles.

Le péril est imminent. Les peuples de ces régions sont mécontents et se demandent qui va les

aider le plus à améliorer leur sort. Tant que les deux tiers d'entre eux s'endormiront affamés chaque soir, l'avantage ira au communisme [...].

Aujourd'hui, la bombe démographique menace de déclencher une explosion aussi dangereuse que celle de la bombe H, et laisse planer tout autant l'espoir du progrès que la crainte du désastre, l'espoir de la paix que la crainte de la guerre.

L'auteur de cet opuscule illustre son point de vue par un graphique disant qu'en 1937, 170 millions d'individus étaient « dominés par le communisme » ; en 1957, ils étaient un milliard et devaient atteindre les 2,5 milliards en 1977 après le rattachement des régions « pauvres, surpeuplées et dès lors menacées ».

Les dirigeants du monde capitaliste cherchaient à expliquer pourquoi ils avaient « perdu la Chine », mais aucun ne pouvait admettre, pas même à leurs propres yeux, qu'ils avaient longtemps soutenu dans ce pays un gouvernement et un système social corrompus et impossibles à réformer. L'explication démographique était plus simple et pour ne pas « perdre » d'autres nations encore, le contrôle de la population apparaissait lui aussi comme une solution plus simple que de mettre fin concrètement à l'exploitation, de promouvoir les droits démocratiques ou de résoudre la crise agricole au moyen d'une véritable réforme agraire.

Dans les années 1960, des organismes comme le Population Council et la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF) ont récolté un financement privé et public substantiel pour mettre au point des programmes faisant la promotion de la contraception comme solution aux problèmes des pays pauvres. Les fondations Ford et Rockefeller compteront parmi les principaux bailleurs de fonds privés, et John D. Rockefeller III sera le premier président du Population Council.

En 1970, Steve Weissman écrivait dans un essai publié par la revue *Ramparts* qu'en l'absence d'un engagement sérieux à soutenir « une plus grande sécurité économique, la participation politique, la suppression d'une flagrante division des classes [et] la libération des femmes », le contrôle démographique se bornait à masquer un nouvel « impérialisme social de l'Occident ». Il concluait : « Aux mains des égoïstes, l'humanitarisme est le plus terrible *isme* qui soit¹⁸³. »

Dans plusieurs pays du tiers-monde, les élites au pouvoir allaient adhérer elles aussi au projet de contrôle démographique, considérant la contraception et la stérilisation de masse comme un raccourci vers la modernisation et le développement. À l'instar des populationnistes du Nord, ces élites voyaient dans le contrôle démographique un moyen d'éluder le problème de la pauvreté et de la misère.

Sacrifier la patiente

Nantis d'or et de poids politique, les populationnistes se mirent à sonder différentes méthodes de contrôle massif de la population. Au début des années 1960, on amorça la distribution de

pilules contraceptives en Inde rurale et au Pakistan dans le cadre de programmes de contrôle démographique mis en place sous les auspices de l'Occident, programmes qui se soldèrent par un échec dans la mesure où les habitants démunis ne voyaient aucune raison de coopérer. Comme l'a montré Mahmood Mamdani, d'un point de vue économique, il était avantageux d'avoir une famille nombreuse au sein d'une communauté rurale écrasée par la pauvreté et où l'on ne recevait ni prestations sociales ni soins médicaux de qualité : avoir moins d'enfants revenait à « courir délibérément à la catastrophe économique¹⁸⁴ ». Pour la plupart, les populationnistes occidentaux ne comprenaient pas ce rapport crucial entre pauvreté et taux de natalité élevés.

L'échec des premières tentatives incita les populationnistes à adopter des méthodes plus radicales, en recourant notamment à des dispositifs intra-utérins (DIU) et à des contraceptifs injectables tels que le Depo-Provera, que les femmes pouvaient difficilement retirer ou choisir de ne pas utiliser.

Les DIU ont été vivement critiqués au sein du corps médical, étant souvent source d'infections, de douleurs et de saignements. J. Robert Willson, titulaire d'une chaire d'obstétrique et de gynécologie à l'Université Temple, n'en dira pas moins à la conférence du Population Council en 1962 que le recours aux DIU est nécessaire en dépit des risques :

Nous devons cesser d'agir comme des médecins [...] En fait, il est fort probable que le risque d'infection soit assez élevé chez les patientes qui ont le plus besoin de ce dispositif [...]. Je le répète, si nous adoptons une vue d'ensemble et à long terme (ce sont là des pensées que je n'ai jamais exprimées à voix haute et j'ignore l'impression qu'elles donneront), dans le grand ordre des choses, peut-être est-il envisageable de sacrifier la patiente individuelle, d'autant plus si l'infection causée rend stérile mais ne tue pas¹⁸⁵.

Alan Guttmacher, collègue obstétricien de Willson et figure influente du Population Council comme de l'IPPF, défendait semblablement le recours aux DIU : « Il n'existe aucun contraceptif meilleur marché et de plus, une fois la fichue chose insérée, la patiente ne peut pas changer d'avis. En fait, il est à espérer qu'elle oublie sa présence et qu'éventuellement, elle se demande au bout de quelques mois pourquoi elle n'est pas enceinte¹⁸⁶. »

Frederick Robbins, l'un des premiers à avoir mené des recherches sur la pilule contraceptive, avançait lui aussi que le recours à des méthodes de contrôle démographique potentiellement nocives pour la santé servait une cause supérieure : « Les dangers de la surpopulation sont si grands qu'il nous faudra peut-être employer des techniques contraceptives présentant d'éventuels risques considérables pour la femme¹⁸⁷. »

Malcolm Potts, directeur médical de l'IPPF, balayera allégrement les risques potentiels liés à l'utilisation du contraceptif Depo-Provera. « Nous ne saurons pas si le Depo-Provera est sans risque tant qu'un grand nombre de femmes ne l'auront pas utilisé durant un très long laps de temps [...]. On ne peut prouver qu'un médicament est sans risque avant de l'utiliser¹⁸⁸. » Pendant qu'on donnait du Depo-Provera à des millions de femmes dans le tiers-monde, le contraceptif était frappé d'interdiction aux États-Unis par crainte de risques pour la santé.

Si les dirigeants du contrôle démographique estimaient que l'on pouvait sacrifier les patientes individuelles, c'est parce qu'ils croyaient fermement que leurs programmes sauveraient des millions de vies. Nombre d'entre eux justifiaient leur position par un « utilitarisme démographique » dont Goldberg souligne la froideur. D'après Potts, le mouvement pour le contrôle démographique se scinde à l'époque en deux grands groupes. Le premier « se préoccupe sincèrement de la souffrance humaine et des droits de la personne, et s'intéresse à ce que vivent les individus ». Le deuxième est plus efficace, affirme Potts, « son sens des proportions lui révélant qu'il vaut mieux voir mille individus souffrir plutôt qu'un million¹⁸⁹ ».

Parce que l'aveu franc d'une violation délibérée des droits de la personne s'intègre mal à un bon plan de relations publiques, dans le matériel promotionnel destiné aux habitants du Nord, les groupes préconisant le contrôle démographique présentèrent leurs programmes de « planification familiale » comme une approche à visage humain visant à éradiquer la pauvreté et à promouvoir les droits des femmes. « La propagande la plus efficace en matière de contrôle démographique n'évoquait à l'époque ni la menace, ni la compassion, ni de pauvres victimes », note malgré tout Connelly. « On misait sur la peur de la criminalité, de la contagion et des migrations massives, mais sans les nommer concrètement. Cela suscitait chez les gens l'impression viscérale qu'il était déjà trop tard et qu'ils vivaient un cauchemar¹⁹⁰. »

En 1965, les États-Unis avaient établi leur politique officielle de contrôle démographique. Le président Lyndon Johnson rattacha ouvertement l'aide qu'il accorderait à l'Inde à des programmes de contrôle de la population : « Je ne vais pas gaspiller l'aide à l'étranger dans des pays qui refusent d'affronter leurs propres problèmes démographiques¹⁹¹. » Son successeur Richard Nixon refusa de subordonner l'attribution d'une aide extérieure à l'adoption de libertés démocratiques, déclarant toutefois que « le contrôle démographique est un impératif [qui] doit aller de pair avec l'aide extérieure¹⁹² ».

Le projet de contrôle démographique amorçait une nouvelle phase. La stérilisation de « ceux que l'on pouvait sacrifier » fut dès lors la méthode de prédilection en la matière au détriment notamment des contraceptifs et des DIU. Cela eut des conséquences épouvantables.

La guerre contre les pauvres

Actifs depuis des décennies en Inde, les organismes populationnistes de l'Occident avaient au début des années 1970 gagné à leur cause une bonne partie des riches élites politiques du pays. Le gouvernement se fixa l'objectif de réduire le taux de natalité de 40 % avant 1972 et d'allouer 59 % – une part substantielle – du budget de la santé aux programmes de planification familiale. Au milieu des années 1970, le gouvernement d'Indira Gandhi déclara le pays sur le « pied de guerre » pour endiguer la croissance de la population. La dirigeante annonça sans sourciller l'adoption de mesures antidémocratiques : « Certains droits

individuels doivent être suspendus au nom des droits fondamentaux de la nation, du droit de vivre, du droit au progrès¹⁹³. »

Le ministre de la Planification Asoka Mehta ne cacha pas que le gouvernement indien était prêt à sacrifier des individus dans la poursuite de son effort démographique : « C'est une guerre que nous devons mener et, comme dans toutes les guerres, nous ne pouvons faire les difficiles ; il y aura des blessés, il y aura des problèmes. Ce qu'il nous faut, c'est la volonté de nous battre pour gagner¹⁹⁴. »

Connelly décrit la suite :

La stérilisation en vint à conditionner non seulement l'attribution des terres, mais aussi l'approvisionnement en eau d'irrigation et en électricité, l'obtention de cartes de rationnement, de licences de pousse-pousse, de soins médicaux, de hausses salariales et de promotions. Tout le monde, des hauts fonctionnaires aux chefs de train en passant par les policiers, reçut un quota de stérilisation. Un marché national se créa, dans lequel les individus achetaient et vendaient, parfois plus d'une fois, la capacité de procréer. Bien sûr, pour les plus pauvres d'entre tous qui n'avaient pas un sou et rien d'autre à vendre, la stérilisation dans de telles conditions n'était pas réellement un choix¹⁹⁵.

Le gouvernement central décida que l'atteinte des objectifs démographiques déterminerait partiellement le financement accordé au gouvernement de chaque État indien¹⁹⁶. Dans l'État démuné de l'Uttar Pradesh, les membres de la caste inférieure représentaient 29 % de la population, mais 41 % des vasectomisés¹⁹⁷. Constatant par la suite que ni les mesures incitatives ni les mesures dissuasives ne permettaient d'atteindre ses objectifs toujours plus élevés de stérilisation, le gouvernement adopta des dispositions plus répressives. En 1976, l'État du Maharashtra proposa de condamner à la prison les parents de plus de trois enfants qui refusaient la stérilisation. Le gouvernement central ne s'opposa pas au projet. Un village dans l'État du Haryana se vit « cerné par la police, des centaines d'individus furent mis en état d'arrestation et chaque homme satisfaisant aux conditions requises fut stérilisé¹⁹⁸ ».

Les enseignants de l'éducation nationale se trouvèrent eux aussi enrôlés dans cette campagne hystérique : « comme tout le monde, ils risquaient la rétrogradation ou le licenciement et étaient menacés d'arrestation. Parallèlement, les professeurs expulsaient parfois des élèves dont les parents ne s'étaient pas pliés à la stérilisation¹⁹⁹. »

Au plus fort de la campagne en 1975-1976, plus de huit millions d'Indiens allaient subir une stérilisation. Une enquête publique menée ultérieurement révéla que durant l'état d'urgence, au moins 1 774 personnes moururent à la suite d'interventions bâclées. En 1988 encore, la presse indienne rapportait : « Dans un camp de stérilisation au Rajasthan, on utilisait une simple pompe à bicyclette pour insuffler de l'air dans le corps des femmes », ce qui provoqua la mort de 44 d'entre elles²⁰⁰.

Malgré ces violations des droits de la personne, les institutions sous direction occidentale élevèrent au rang de modèle la campagne indienne de contrôle démographique mise en place durant l'état d'urgence. Le président de la Banque mondiale Robert McNamara

salua « la volonté politique et la détermination dont ont fait preuve les plus hauts dirigeants [de l'Inde] pour intensifier l'effort de planification familiale, et l'exceptionnel courage qu'ils ont démontré dans la défense de leurs convictions²⁰¹ ». En septembre 1983, le Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population attribuait son prix de la Population à Indira Gandhi.

Mesures incitatives et répression

Gandhi partagea ce prix avec Qian Xinzong, lequel veilla en tant que ministre chinois de la Planification familiale au bon déroulement d'un programme de contrôle démographique tout aussi cruel et coercitif que celui de l'Inde.

Après avoir promu durant des décennies un taux de natalité artificiellement élevé, la bureaucratie chinoise au pouvoir fit marche arrière en 1979 avec l'amorce d'un programme coercitif de contrôle démographique. Pendant de longues années, les couples durent soumettre une demande auprès des autorités publiques pour avoir un enfant. Voici l'énoncé d'un tel permis datant des années 1980 : « En accord avec les objectifs nationaux du plan pour la population, avec la nécessité de retarder les mariages, avec la nécessité de retarder et de limiter les naissances, vous êtes autorisés à donner naissance à un enfant dans l'année [198_] ; le quota est valide cette année et n'est pas transférable²⁰². »

Chaque province chinoise allait mettre en place son propre éventail de mesures incitatives et dissuasives en vue d'atteindre son quota en matière de contrôle démographique. Connelly décrit à titre d'exemple le système établi dans la province de Hubei :

Si les parents n'avaient qu'un seul enfant, ils recevaient une aide financière pour soins de santé, avaient priorité pour l'obtention d'un logement et touchaient une pension de retraite rehaussée. L'enfant bénéficiait en outre d'un accès privilégié à l'école, à l'université et à l'emploi. Mais si les parents avaient un deuxième enfant, ils se voyaient contraints de rembourser ces allocations. Quant aux parents qui avaient deux enfants ou plus, ils subissaient l'un comme l'autre une retenue sur salaire pouvant atteindre 10 % pendant 14 ans²⁰³.

Comme en Inde, le contrôle démographique en Chine reposait lourdement sur la force répressive. Dans « la phase la plus coercitive de toute cette période de l'histoire chinoise marquée par la politique de l'enfant unique [dans les années 1980], toutes les femmes ayant un enfant devaient subir l'insertion d'un DIU inamovible en acier inoxydable, tous les parents ayant deux enfants ou plus devaient être stérilisés et la moindre grossesse non autorisée devait être interrompue²⁰⁴ ».

Les programmes de contrôle démographique étaient tout aussi barbares dans le territoire du Tibet sous occupation chinoise. Un médecin occidental travaillant en 1987 dans un hôpital de Lhasa expliquait alors : « les femmes qui refusent de se soumettre “volontairement” à un avortement ou à une stérilisation y sont par la suite “contraintes” et subissent une “intervention chirurgicale inhumaine” sans anesthésiques ni antidouleurs. » Bandarage cite un compte rendu du journaliste John Avedon, qui « confirme qu'il est habituel de voir une

femme, venue accoucher à l'hôpital sans papier l'autorisant à avoir un enfant, découvrir à son réveil après l'accouchement que son bébé est mort et qu'elle a subi une stérilisation²⁰⁵ ».

Le Bangladesh, l'un des pays les plus densément peuplés au monde, entra lui aussi dans la ligne de mire des dirigeants du contrôle démographique. Les années 1970 et 1980 virent le développement de programmes appuyés par l'État favorisant une rétribution monétaire des « accepteurs », ces citoyens qui « acceptaient » la stérilisation. Ce furent en très grande majorité les Bangladais les plus pauvres poussés par l'insécurité économique qui répondirent à l'appel. Chaque année, le nombre de stérilisations montait en flèche entre les récoltes, lorsque le chômage culminait dans les régions rurales.

Comme en Inde, le fait d'être rétribué lorsqu'on recommandait quelqu'un à la stérilisation créa un nouveau marché au Bangladesh. La rétribution des recommandations « favorisa l'émergence de toutes sortes d'agents indépendants et non autorisés qui se spécialisaient dans le recrutement d'accepteurs parmi les populations pauvres et mal informées ». Certaines femmes « ne furent même pas averties que la stérilisation était irréversible ». Dans au moins une « communauté tribale démunie, l'armée [bangladaise] a imposé de force la stérilisation aux femmes ayant plus de trois enfants après leur avoir fait signer «un formulaire de consentement éclairé»²⁰⁶ ».

Sur le continent américain, le gouvernement péruvien d'Alberto Fujimori adopta sa propre politique de contrôle démographique au milieu des années 1990. Lorsque la stérilisation y fut pour la première fois légalisée, beaucoup applaudirent à ce qu'ils considéraient comme une percée pour l'accès des femmes à la contraception dans un pays majoritairement catholique. Mais à la fin des années 1990, on apprit que le gouvernement avait exercé une coercition à grande échelle dans l'espoir de réduire rapidement le taux de natalité péruvien. Quelque 330 000 femmes et 30 000 hommes, issus pour la plupart des minorités autochtones quechua et aymara, avaient subi une stérilisation contre leur gré.

En plus de bafouer les droits des femmes, les programmes de contrôle démographique ont renforcé les inégalités de genre. On peut dire sans exagération que dans certains pays, c'est toute une génération de femmes qui a disparu, en grande partie à cause d'une hausse des infanticides féminins et de l'avortement sélectif en fonction du sexe. En 1991, on comptait environ 100 millions de femmes en moins en Chine, en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, au Népal, en Asie occidentale et en Égypte par rapport aux chiffres prévisibles²⁰⁷. Un sondage auprès de 1,1 million de ménages indiens publié en 2006 par la revue médicale *The Lancet* révélait qu'au moins 500 000 avortements sélectifs en fonction du sexe se produisent chaque année en Inde²⁰⁸. Si le ratio des naissances est normalement de 105 garçons pour 100 filles, il n'y a pas un seul district de l'État indien du Pendjab où l'on compte plus de 82 filles qui naissent pour 100 garçons. Certains districts n'enregistrent pas plus de 63 naissances féminines pour 100 naissances de garçons. En 2006, la Chine ne comptait que 83 naissances de filles pour 100 naissances de garçons, et seulement 65 à la naissance du second enfant²⁰⁹.

Un chapitre impérialiste

Nous n'insinuons pas que quiconque voit dans la croissance démographique une question écologique cautionnerait une stérilisation forcée ou une violation des droits de la personne. La plupart des populationnistes contemporains réproouvent les programmes coercitifs du xx^e siècle, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils ont tiré de ces expériences un enseignement pourtant essentiel.

Le contrôle démographique, même lorsqu'il avait pour but déclaré l'autonomisation des femmes, a eu l'effet inverse. Les contrôleurs de la population présumaient que les femmes avaient des enfants parce qu'elles se méprenaient sur leurs propres intérêts, et leur ont donc refusé le droit de choisir. Ils promettaient une réduction de la pauvreté, mais leurs programmes n'ont pas eu d'incidence perceptible sur le sous-développement et ont même aggravé les inégalités. Le contrôle démographique était censé sauver du désastre des millions d'individus, mais il a causé le malheur de millions de personnes.

La grande tragédie du contrôle démographique [...] fut de penser qu'un individu pouvait mieux comprendre l'intérêt des autres que ces autres eux-mêmes [...]. L'essence du contrôle démographique, qu'il ait ciblé les migrants, les « inaptes », les familles apparemment trop grandes ou trop petites, était d'établir des règlements destinés à d'autres sans en être imputable. L'idée a séduit les riches et les puissants, car avec l'expansion des mouvements d'émancipation et l'intégration des marchés, il est devenu apparemment plus facile et plus profitable de contrôler les populations que de contrôler le territoire. C'est pourquoi ses opposants ont eu raison d'y voir un autre chapitre à l'histoire inachevée de l'impérialisme²¹⁰.

Le débat entre Ehrlich et Commoner traduisait un grand fossé politique quant aux réponses qu'appelait la crise écologique. Ehrlich prônait un contrôle accru des gouvernements et des institutions sur les individus, notamment pour ce qui est de la procréation. Commoner voulait un contrôle collectif accru sur les gouvernements et les institutions, ainsi qu'une restructuration radicale du système de production tout entier.

Au plus fort de la panique démographique de la guerre froide, Ehrlich et d'autres défenseurs du contrôle de la population ont ignoré ou nié les répercussions de leurs idées au regard des droits de la personne. Ils ne se sont jamais demandé ce qu'impliquait, dans une société divisée selon des critères de classe et d'ethnicité, le fait pour un groupe de décider qu'un autre est « excédentaire ». Aux yeux des dirigeants du monde qui détruisent la planète, les individus « en trop », ce sont toujours les autres.

Dans les années 1970, le géographe marxiste David Harvey avait prévenu les environmentalistes qu'un refus de reconnaître les conséquences politiques du populationnisme entraînerait à coup sûr une répression toujours plus grande :

Si nous acceptons une théorie de la surpopulation et du manque de ressources mais que nous tenons à maintenir intact le mode de production capitaliste, il en résultera inévitablement des politiques axées sur la répression en fonction de la classe et de l'ethnicité à l'échelle nationale et des politiques impérialistes ou néo-impérialistes à l'étranger. Malheureusement, ce lien peut s'inverser. Si, pour une raison quelconque, une élite cherche à justifier des politiques de répression, l'argument de la surpopulation appuiera parfaitement cette visée²¹¹.

Est-il possible d'intégrer cet enseignement, de corriger les erreurs et d'implanter des politiques de réduction démographique non coercitives et à visage humain ? C'est ce que pensent aujourd'hui la plupart des populationnistes ; pourtant, comme nous allons le voir, la coercition peut revêtir de multiples formes.

Un contrôle sans coercition ?

Bien que la « stérilisation forcée » sous sa forme traditionnelle ignoble et révoltante soit peut-être révolue, un autre modèle d'ingénierie sociale autrement insidieux la remplace désormais.

– Mondana Nikoukari²¹²

UNE BONNE PARTIE des populationnistes d'aujourd'hui affirme que l'on peut ralentir ou stopper la croissance démographique dans le respect des droits fondamentaux des femmes comme des personnes démunies. Les horreurs qu'a engendrées la panique démographique de la guerre froide ne seront pas répétées. Comme l'exprime Laurie Mazur : « Nous pouvons mener campagne pour des politiques démographiques qui s'appuient avant tout sur les droits de la personne et la justice sociale²¹³. »

Ces militants estiment que l'on polarise inutilement le débat sur la population et l'environnement, qu'il n'y a pas à choisir entre le contrôle démographique et la justice sociale : si l'on veut bâtir une société écologique, il nous faut promouvoir les deux.

Des stratégies contradictoires

Mais voilà qui est plus facile à dire qu'à faire. L'idée d'associer contrôle démographique et avancement de la justice sociale sous-entend que les politiques populationnistes n'entrent pas en contradiction avec l'objectif d'un changement social fondamental. Dans les faits, loin de faciliter un changement durable, ces politiques sont sources de tensions et de problèmes dans les campagnes environnementales. Concrètement, il est presque impossible de « promouvoir les deux ».

Les populationnistes n'ont que deux grandes stratégies politiques à leur disposition : ils peuvent exhorter les individus à faire moins d'enfants ou promouvoir un programme coercitif avalisé par l'État. Comme l'écrit Andrew Feenberg :

Le dilemme que posent les politiques populationnistes souligne l'absence d'une réelle possibilité d'action autre qu'un appel à la conscience individuelle ou la coercition par l'État. Il n'y a pas grand-chose d'autre à faire sur le plan politique, si ce n'est d'attaquer publiquement les opposants au contrôle des naissances et de faire pression en faveur d'une législation répressive. Il n'est guère possible de manifester contre les bébés ni même contre les parents. À moins que l'État n'intervienne (comme il l'a fait en Chine), la décision se prend en privé, chaque

couple déterminant combien d'enfants il veut en fonction de ses propres valeurs. C'est pour cette raison que le programme politique d'Ehrlich oscillait entre le volontarisme moralisateur et un plan d'action gouvernemental plus ou moins sévère²¹⁴.

Comme nous l'avons vu au chapitre 7, un programme public coercitif de réduction démographique n'est pas conciliable avec le respect des droits de la personne. Il s'oppose de front au militantisme social soucieux d'accroître le pouvoir de la population sur les gouvernements et les institutions, en favorisant l'emprise de l'État sur la vie et la sexualité des individus.

Si l'on écarte l'action gouvernementale pour réduire la population, l'appel en ce sens lancé aux individus pose lui-même quelques problèmes. Par le passé, les campagnes visant à persuader la population de faire moins d'enfants n'ont pas eu grand succès. La décision d'avoir des enfants repose chez les femmes sur nombre de facteurs culturels, sociaux, économiques et personnels sans rapport avec les raisons écologiques qui sous-tendent l'exhortation à réduire la taille des familles.

Les hautes instances populationnistes ne sont pas neutres : elles ont leurs propres objectifs politiques et lorsqu'elles accordent des subventions, elles veulent des résultats. Si les programmes incitatifs n'ont pas la portée démographique espérée, les pressions en faveur de mesures plus sévères s'accroissent assurément. Comme l'écrit Amara Pérez dans un ouvrage au titre évocateur, *The Revolution Will Not Be Funded* (« La révolution se fera sans subventions ») :

À dire vrai, ce qui intéresse essentiellement les fondations, c'est la production et la commercialisation d'expériences réussies, c'est un résultat quantifiable, une mise à profit des infrastructures et un renforcement des acquis. En tant qu'organisations sans but lucratif qui dépendent financièrement de ces fondations, il nous faut épouser le marché des organisations et y prendre part. On dirait un modèle d'affaires dans lequel les consommateurs sont des fondations auxquelles les organisations offrent leur travail politique en échange d'une subvention [...]. Au fil du temps, les tendances en matière de financement en viennent à influencer réellement notre travail, nos priorités et notre direction alors que nous peinons à rester concurrentielles et à percevoir des aides sur le marché associatif²¹⁵.

La question n'est pas purement théorique. Les responsables de programmes en planification familiale qui reçoivent des fonds du gouvernement et de certaines fondations en promettant de réduire le taux de natalité seront contraints de produire des résultats mesurables et, sous la pression, ceux qui voudront conserver leurs subventions cesseront d'offrir une liberté de choix en matière de procréation pour davantage inciter les femmes à prendre « les bonnes décisions ».

Les expériences de planification familiale entreprises dans le tiers-monde révèlent que les programmes visant une réduction de la population impliquent généralement des mesures coercitives, quels que soient les désirs de leurs partisans dans le Nord.

Gradations de la coercition

On oppose souvent à l'option coercitive une approche misant sur un appareil incitatif et rétributif pour amener la population à « accepter » le recours à la contraception. Dans la pratique, bien des femmes démunies sont privées de pouvoir décisionnel dans de multiples facettes de leur existence et, soumises à certains dispositifs incitatifs visant à leur faire choisir la contraception, elles ont parfois du mal à dire non. On ne peut pas réellement parler de liberté de choix lorsqu'une femme dont la famille a faim se voit proposer de l'argent en contrepartie d'une stérilisation ou d'un contraceptif à long terme.

Ceux qui prônent l'approche incitative pour réduire la population avancent que l'incitation et la dissuasion font partie de la vie quotidienne – du code de la route au régime fiscal. De telles mesures facilitent le fonctionnement de la société, disent-ils, alors quel mal y aurait-il à verser des primes aux femmes démunies si cela signifie qu'elles auront accès à des services de planification familiale qui faisaient auparavant défaut ? Betsy Hartmann répond :

Un tel argument élude la question centrale : comment se fait-il qu'il faille persuader ou forcer les gens à faire moins d'enfants en premier lieu ? N'est-ce pas parce que le plus grand incitatif de tous fait justement défaut : la sécurité économique et sociale que représente un accès équitable aux fruits du développement ? La chose ne se distribue pas sur place en devises locales contre une stérilisation, mais exige plutôt une vaste restructuration sociale. Quand des mesures incitatives viennent se substituer au changement social, il se produit invariablement une discrimination à l'égard des personnes démunies, des femmes plus spécialement, lorsqu'il ne s'agit pas carrément d'un exercice de coercition²¹⁶.

La coercition n'est pas seulement synonyme de stérilisation forcée, mais prend de multiples formes. Dans certains États de l'Inde, les couples qui ont plus de deux enfants ne peuvent obtenir un emploi dans la fonction publique. En Indonésie, des communautés entières n'ont plus eu droit aux prestations lorsque trop peu de couples avaient recours à la contraception. À Singapour, les familles nombreuses ont été privées de crédits d'impôt pour enfants et perdaient leur priorité au logement subventionné.

Une étude menée par James Oldham en 2006 a révélé que le personnel recruté dans les projets à visée démographique exerçait fréquemment des pressions sur les femmes pour qu'elles acceptent la stérilisation ou l'utilisation de contraceptifs de longue durée qui ne sont pas sans danger. Dans le cadre de programmes censément non coercitifs, des femmes se sont notamment vu refuser l'accès à d'autres services lorsqu'elles n'assistaient pas aux réunions sur la planification familiale. Oldham conclut :

Lorsque les ONG arrivent avec un programme prédéfini, il y a risque qu'elles l'imposent aux communautés locales. Si leur programme s'inspire d'une vision malthusienne de la population, il est à parier que cette vision sera transmise, et peut-être imposée, aux communautés cibles [...].

Les organisations qui favorisent le financement et l'implantation de services liés à la procréation et à la planification familiale dans le Sud ne devraient plus recourir à des arguments écologiques ou démographiques pour promouvoir leurs objectifs. La déformation des arguments malthusiens ne peut se justifier par le simple fait qu'ils suscitent l'adhésion de partenaires et de subventionnaires ; il faut les remplacer par des arguments qui se fondent sur le droit de toute femme à la santé génésique et à la planification familiale²¹⁷.

On a beaucoup parlé des programmes démographiques ouvertement coercitifs de l'Inde et de la Chine, mais bien moins du programme de stérilisation maintenu pendant plusieurs décennies dans la colonie américaine de Porto Rico. Fondé officiellement sur l'acceptation volontaire, le programme laissait concrètement une maigre marge de manœuvre à des femmes qui ne pouvaient se passer d'un emploi sur une île au taux de chômage excessif, un taux que les autorités américaines attribuaient à une trop forte population.

Dans les années 1940, les industries légères commencèrent à quitter le territoire continental des États-Unis pour s'installer à Porto Rico, attirées par une main-d'œuvre bon marché et des taxes peu élevées. Si les jeunes femmes « dociles » constituaient une part importante des effectifs, les employeurs risquaient de les « perdre » (c'était leur point de vue) en cas de grossesse. Il s'ensuivit une énorme campagne de stérilisation menée par le gouvernement local et l'IPPF, avec l'appui financier du gouvernement américain. Par de belles paroles ou sous la contrainte, les femmes furent amenées à accepter la stérilisation, sans même qu'on leur dise le plus souvent que le processus était irréversible. En 1968, un tiers des femmes en âge d'avoir des enfants avaient été stérilisées. La stérilisation de masse combinée à une forte émigration à cause de l'économie en déclin entraîna dans les faits une baisse de la population portoricaine, sans qu'il en résulte une amélioration des conditions de vie ou de l'environnement²¹⁸.

L'avocate féministe Mondana Nikoukari affirme qu'aux États-Unis, « il n'y a guère de doute que les femmes de couleur sont en tant que groupe exagérément contraintes à la stérilisation ».

Les statistiques révèlent qu'en 1982, 15 % des femmes blanches avaient subi une stérilisation, contre 24 % des femmes noires, 35 % des Portoricaines et 42 % des Amérindiennes. À l'échelle régionale, les chiffres sont encore plus étonnants. Dans les réserves amérindiennes, on pratiquait presque 50 stérilisations par mois en 1970, et le taux avait doublé à la fin de la décennie. On a recensé des taux de stérilisation atteignant 65 % chez les femmes latino-américaines du Nord-Est, tandis que dans le Sud, les femmes noires affichaient le plus haut taux d'hystérectomie et de ligature des trompes au pays²¹⁹.

D'après Nikoukari, on a bien souvent substitué au consentement éclairé une « coercition graduée » exercée par les médecins praticiens, les tribunaux, les organismes de bien-être social et autres. Si c'est une réalité aux États-Unis, comment concevoir que dans les pays où la protection juridique est bien moindre, les programmes population-environnement respectent véritablement les droits des femmes ?

Le « consensus du Caire »

Comme le montrent ces exemples, il est parfois difficile de distinguer, sur la base de leur seule description, les programmes qui favorisent véritablement l'autonomisation des femmes de ceux qui ne traduisent qu'un intérêt de pure forme pour leurs droits, dans la mesure où de nos jours, même la ligne dure du contrôle démographique ponctue ses déclarations de vocables apparemment féministes.

Presque tous les groupes militant pour la contraception des femmes dans le tiers-monde ont exprimé leur adhésion aux politiques adoptées en 1994 à la Conférence du Caire sur la population. Selon Mazur, le consensus du Caire représente un progrès énorme parce qu'il a

permis aux féministes et aux populationnistes de faire front commun. Les deux groupes « ont uni leurs forces *parce que leurs intérêts concordent*, dit Mazur. Si la meilleure façon de freiner la croissance démographique consiste à garantir les droits des femmes en matière de procréation et à permettre leur autonomisation, alors les deux parties y gagnent²²⁰ ». (en italique dans le texte)

Le consensus du Caire, toutefois, compte aussi nombre de critiques parmi les féministes. Hartmann y voit « un curieux brassage de féminisme, de néolibéralisme et de réduction de la population²²¹ ». Dans un document d'orientation rédigé au sortir de la rencontre, les féministes indiennes Vandana Shiva et Mira Shiva écrivaient qu'on y réduisait les « droits des femmes » à de simples « droits en matière de procréation », les partisans du consensus en venant à « ignorer le fait que les femmes sont des êtres humains et non seulement des êtres reproducteurs, qu'elles ont des droits politiques, économiques et environnementaux et non seulement des droits en matière de procréation ». Au Caire, disent-elles, de nombreux groupes de femmes « ont involontairement soutenu le programme des fondamentalistes démographiques, selon lesquels tous les problèmes actuels – de la crise écologique aux conflits ethniques, de la pauvreté à l'instabilité sociale – découlent de la croissance démographique, et qui affirment en corollaire qu'un contrôle de la population résoudra l'ensemble des problèmes affligeant l'humanité²²² ».

Considérant les violations des droits fondamentaux avalisées au xx^e siècle par les élites populationnistes ainsi que les politiques misogynes défendues par les groupes religieux opposés à l'avortement, l'importance accordée aux femmes à la Conférence du Caire représentait une grande avancée. La volonté d'améliorer les services de santé sexuelle et génésique doit être soutenue à l'échelle mondiale et le consensus du Caire a doté les femmes de nombreux pays d'un cadre de référence pour combattre les restrictions à la contraception et à l'avortement.

Cela dit, il reste des ombres au tableau. Par son instrumentalisation des droits des femmes au nom de certains intérêts démographiques, le consensus du Caire a redoré la crédibilité d'un argumentaire qui sert depuis longtemps à bloquer tout changement social. Les groupes populationnistes du Nord ont adopté le vocabulaire du Caire et repris l'exhortation lancée aux gouvernements de « formuler et d'implanter des politiques et programmes démographiques » pour justifier leur propre objectif de longue date, à savoir la réduction des taux de natalité dans le tiers-monde.

Rosalind Petchesky fait également remarquer l'influence populationniste qui sous-tend la contradiction dans le document final de la Conférence « entre une rhétorique axée sur la santé et les droits sexuels et génésiques et une gestion des ressources qui privilégie encore la planification familiale au sein de services appuyés par des fonds publics tout en s'en remettant au marché pour le reste ». Le plan d'action du Caire proposait un budget dans lequel les fonds alloués au contrôle des naissances excédaient l'ensemble des fonds alloués

aux autres services de santé²²³. Dans les pays pauvres, l'implantation du programme du Caire a souvent imposé un transfert massif du financement des soins de santé vers la contraception, entraînant par le fait même une réduction substantielle des fonds alloués aux soins médicaux élémentaires.

D'après Hartmann, les études sur la population présentent souvent les femmes comme « une masse indifférenciée qui appelle l'autonomisation, sans guère souligner leurs nombreuses différences – pauvres ou riches, rurales ou citadines, noires ou blanches ». Tenir compte de ces dissemblances est néanmoins crucial, parce que celles-ci « influencent leurs stratégies de survie et de procréation²²⁴ ». Considérer ainsi en bloc les femmes du monde entier, c'est minimiser l'importance des différences sociales et politiques qui existent parmi elles.

Bien qu'on puisse trouver certains objectifs communs à toutes les femmes (par exemple, la plupart souhaitent certainement voir disparaître la violence conjugale et la prostitution forcée), il existe parmi elles d'importantes différences politiques, notamment en ce qui concerne leurs perspectives sur la population. De fait, combien de femmes de couleur approuvent l'idée soutenue par nombre d'environnementalistes blanches, et ayant un bon revenu, que les forts taux de fécondité sont la cause première de l'actuelle crise écologique ? Quel que soit le regard qu'on pose sur la question, il est impossible de conclure au consensus²²⁵.

Utiliser les utilisateurs ?

Certaines féministes appellent à faire jouer les préjugés populationnistes au profit des femmes. Michelle Goldberg écrit ainsi que la question démographique a son utilité pour « forcer le monde à se préoccuper de justice reproductive ». Selon elle, « les hommes au pouvoir chercheront rarement à promouvoir les droits des femmes comme un but en soi, mais ils le feront au service d'un objectif plus grand, qu'il soit démographique ou économique ». Le militantisme pour les droits des femmes devrait en tirer avantage²²⁶.

De la même façon, Laurie Mazur estime que les forces progressistes doivent couper l'herbe sous le pied des populationnistes de droite : « Si aucune voix progressiste ou de gauche ne se fait entendre sur la question, les environnementalistes et d'autres qui sont légitimement concernés par la croissance démographique tomberont dans les bras des néomalthusiens²²⁷. »

Le véritable danger réside toutefois dans le fait que les féministes et les environnementalistes progressistes renforceront la droite en donnant créance à ses arguments réactionnaires. Faire sienne l'idée que la croissance démographique cause le réchauffement planétaire, c'est approuver l'argument clé de la droite par lequel elle refuse les changements sociaux et économiques indispensables pour endiguer le changement climatique et la destruction écologique.

Si les environnementalistes et d'autres pensent que la croissance démographique explique le changement climatique, nous avons la responsabilité de leur montrer en quoi le raisonnement est faux, plutôt que de nous conformer à leurs erreurs.

Il est tout bonnement impossible de concilier les politiques de contrôle démographique et les campagnes de justice sociale. Non seulement les politiques démographiques ne favorisent en rien une transformation sociale et économique de nature progressiste, mais elles y font obstacle. Si l'attention portée au Caire sur les droits liés à la sexualité et à la

procréation s'est avérée une bonne chose, les problèmes plus vastes que connaissent les populations du Sud ont été relégués par le fait même au second plan.

Trop peu, trop tard

L'une des principales objections au consensus du Caire est qu'il « considère l'autonomisation des femmes comme un moyen de ralentir la croissance démographique plutôt que comme une fin louable en soi²²⁸ ».

Cela dit, même si l'on y voit une approche acceptable, essayer de contrer la destruction environnementale par la fourniture de services contraceptifs dans le Sud est une entreprise vouée à l'échec dans la pratique. Les projets proposés par les groupes populationnistes du Nord ne peuvent atteindre leurs objectifs déclarés. Un simple accès à la contraception n'aura probablement pas d'impact substantiel sur la population ou sur les émissions ; en outre, même si l'on observait tous les effets promis par les populationnistes, ceux-ci seraient franchement insuffisants pour ralentir le changement climatique ou, plus généralement, pour enrayer la crise environnementale.

Nombre de groupes populationnistes affirment qu'il suffirait de combler les « besoins non satisfaits » en matière de contraception et d'interruption de grossesse pour réduire substantiellement la croissance démographique et les émissions de gaz à effet de serre, rendant le recours à des mesures coercitives inutile. Ainsi, l'OPT fait la promesse que « des politiques démographiques répondant efficacement aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale permettraient de réduire la population mondiale de presque 3 milliards d'individus en 2050, une différence qui équivaut à 44 % de la population actuelle (6,8 milliards)²²⁹ ».

Toutefois, il y a trois bonnes raisons au moins de se montrer sceptique, qui reposent sur trois quasi-certitudes :

- Des programmes visant à répondre aux besoins non satisfaits ne permettront pas de telles réductions démographiques.
- Les réductions engendrées n'entraîneront pas une baisse équivalente des émissions de gaz à effet de serre.
- Tout impact sur ces émissions se produira trop tard et sera trop faible pour endiguer le réchauffement planétaire.

Premièrement, l'affirmation selon laquelle la simple mise à disposition de moyens contraceptifs modernes à des femmes qui jusque-là n'y avaient pas recours aurait un effet considérable sur les taux de natalité dans les pays du tiers-monde néglige un certain nombre de facteurs économiques et sociaux. Comme l'écrit le démographe George Martine : « Cette perspective ne tient pas compte de l'argumentation bien étayée voulant qu'une réduction

rapide de la fécondité résulte dans une proportion égale ou supérieure d'un développement économique accéléré et de certaines transformations sociales ainsi que d'une autonomisation des femmes et d'une réponse aux besoins individuels en matière de santé sexuelle et génésique²³⁰. »

La seule mise en place de programmes de planification familiale – sans une transformation sociale minimale qui permette aux populations d'entrevoir le fait qu'une fécondité limitée pourrait favoriser leur bien-être, en plus d'autonomiser les femmes en les amenant à prendre les rênes de leur vie – ne suffit généralement pas à générer une réduction rapide de la fécondité. C'est d'autant plus vrai dans les pays où la population demeure essentiellement rurale. Depuis toujours, les familles des campagnes comptent davantage d'enfants pour assurer le travail de la terre. Dans presque tous les pays les moins développés, une large majorité de la population habite encore en zone rurale, où les programmes de planification familiale sont plus difficiles à implanter et où ils ont naturellement eu un moindre impact, à moins d'intégrer une quelconque forme de coercition²³¹.

Pour citer Hartmann : « La meilleure politique démographique qui soit consiste à améliorer le bien-être de la population, sous toutes ses multiples facettes. [...] Prenez soin de la population et sa croissance ralentira. En fait, le comble de l'ironie veut que dans la plupart des cas, l'accroissement démographique ralentisse d'autant plus vite que l'on n'en fait pas une politique prioritaire, valorisant plutôt les droits des femmes et les besoins fondamentaux des habitants²³². »

Deuxièmement, étant donné que de tels programmes de contrôle des naissances ciblent le besoin non satisfait des femmes les plus démunies des pays les plus pauvres du monde, leurs émissions de gaz à effet de serre sont minimales.

L'ampleur réelle des effets d'un futur déclin de la fécondité sur l'atténuation du changement climatique sera loin d'être proportionnelle au nombre d'individus qui ne seront « pas nés », comme le veut le scénario d'une baisse rapide de la fécondité. Les énormes différences qui touchent à l'organisation sociale et aux habitudes de consommation entre régions et groupes sociaux se traduisent par un impact très différencié pour un nombre accru d'individus²³³.

Comme le souligne le démographe Wolfgang Lutz :

Dans tous les pays, les riches ont moins d'enfants et émettent largement plus que les pauvres. L'Inde affiche par exemple un taux d'émission de carbone par habitant de 0,21 tonne seulement. Bien que ce soit l'un des plus bas taux au monde, tout porte à croire que les 10 % d'habitants les plus riches de ce pays émettent au moins 10 fois plus que le reste de la population et que la croissance démographique prévue en Inde sera presque entièrement le fait des segments pauvres de la société. Dans ce cas, l'impact réel de cette croissance démographique sur les émissions de carbone sera nettement inférieur à ce que porte à croire la moyenne nationale²³⁴.

De la même manière, l'impact réel d'une *réduction* de la population sur les émissions de carbone sera nettement inférieur à ce que laisse entendre la moyenne nationale.

Le troisième facteur qui incite à douter du bien-fondé des programmes démographiques est d'ordre temporel. Comme le note George Martine : « Même un déclin rapide de la fécondité ne pourrait entraîner une stabilisation ou une réduction rapide de la population [dans la mesure où] la population d'un pays continue d'augmenter en nombres absolus durant plusieurs décennies après que le taux de fécondité tombe sous le seuil de

renouvellement²³⁵. » C'est l'enjeu soulevé par la notion d'*élan démographique* traitée au chapitre 5 : la croissance de la population se poursuit du fait que le nombre de naissances, même inférieur au seuil de renouvellement à long terme, demeure supérieur au nombre de décès.

La question est cruciale, parce que nous n'avons pas plusieurs décennies devant nous pour résoudre la crise climatique.

Des analyses menées par l'équipe du climatologue américain James Hansen révèlent qu'à 390 parties par million, le niveau actuel d'émissions de CO₂ dans l'atmosphère « menace déjà » de provoquer un changement climatique catastrophique. L'équipe nous exhorte vigoureusement à éliminer progressivement l'usage du charbon d'ici 2030 et à enclencher des *émissions négatives* d'ici 2050 ; autrement dit, l'humanité doit éliminer de l'atmosphère plus de CO₂ qu'elle n'en ajoute chaque année. L'objectif exige une réduction très rapide des émissions, à compter d'aujourd'hui²³⁶. Hansen avance que toute hausse de la température du globe supérieure à un degré pourrait avoir des conséquences tragiques : « La dernière fois que la Terre s'est réchauffée de deux degrés, une telle quantité de glace a fondu que le niveau de la mer a dépassé d'environ 25 mètres la moyenne actuelle²³⁷. »

Le démographe Martine écrit :

Il faut bien comprendre les limites de la « solution démographique ». Les chiffres seuls ne disent pas tout. Le monde frôle déjà une grave catastrophe climatique, avec ou sans croissance démographique. La planification familiale n'aura tout simplement pas d'incidence rétroactive. Même si l'espèce humaine n'engendrait pas un seul enfant dans la prochaine génération, le changement climatique n'en menacerait pas moins sa qualité de vie sur la Terre²³⁸.

Quelle que soit la sincérité de ses partisans, l'option qui vise à réduire le taux de natalité pour contrer le changement climatique fait porter aux femmes du tiers-monde la responsabilité d'un problème qu'elles n'ont pas causé et ouvre la voie à des formes plus subtiles de coercition. Même si les prévisions les plus optimistes se voyaient confirmées (ce qui est irréaliste), l'impact sur les émissions serait trop faible et trop tardif, se limitant à une fraction de ce qui est requis et alors que des changements considérables auraient dû être entrepris des décennies plus tôt.

Autrefois, on accusait avec raison les populationnistes d'exagérer l'imminence de la famine et du chaos. Il est ironique de voir qu'aujourd'hui leurs propositions nient l'urgence de la crise environnementale. Le changement démographique est lent, mais l'urgence climatique exige d'amorcer rapidement une transformation majeure. Fixer des objectifs démographiques pour 2050 est comme établir des objectifs de réduction d'émissions pour la même date : cela permet simplement aux politiciens et aux pollueurs de ne rien faire. La vraie question consiste à se demander ce qu'il faut faire aujourd'hui et non dans une génération.

QUATRIÈME PARTIE

Les verts contre les immigrants

L'éthique du canot de sauvetage

Nombreux sont ceux qui situent invariablement l'environnementalisme du côté progressiste de l'échiquier politique. Ils seront peut-être surpris d'apprendre que dans un contexte marqué par le nativisme et le matraquage anti-immigrants, l'environnementalisme alimente désormais un ressentiment xénophobe.

– Tom Athanasiou²³⁹

EN JANVIER 1972, le magazine britannique *The Ecologist* consacrait un numéro entier au manifeste « A Blueprint for Survival » (« Un programme de survie »), appelé à devenir en Angleterre l'un des écrits les plus marquants de l'environnementalisme. Publié ensuite sous la forme d'un livre qui s'est vendu à plus de 750 000 exemplaires, il aurait selon nombre de commentateurs inspiré la création du Ecology Party, par la suite rebaptisé Green Party.

Ce manifeste reposait sur l'idée centrale que si nous laissons « persister les tendances actuelles, l'érosion de la société et la dégradation irréversible des systèmes de survie de la planète [seraient] inévitables, peut-être d'ici la fin du siècle et certainement du vivant de nos enfants ». Les auteurs étayaient longuement l'argument voulant que la population britannique dépasse fortement « la capacité de charge du territoire » et requière non une stabilisation mais une réduction : « Notre tâche consiste à stopper l'accroissement démographique en abaissant le taux de recrutement au même niveau que le taux de perte. [...] Les gouvernements doivent reconnaître le problème et affirmer leur engagement à faire cesser la croissance de la population ; cet engagement devrait inclure *un arrêt de l'immigration*²⁴⁰ ». (c'est nous qui soulignons)

Même si l'idée que les immigrants constituaient une menace pour la nature vierge était répandue parmi les conservationnistes américains avant la Seconde Guerre mondiale, ce manifeste fut l'un des premiers écrits du nouveau mouvement écologiste à valoriser une approche de « communauté protégée ». Au lieu de défendre l'environnement mondial et de promouvoir des conditions de vie acceptables pour l'humanité, les auteurs prêchaient la défense de l'environnement britannique au profit des Britanniques, en interdisant aux autres l'accès à leur territoire.

À la même époque, un mouvement parallèle émergea aux États-Unis, exhortant à une restriction de l'immigration pour des motifs populationnistes et environnementaux.

Protéger le canot de sauvetage américain

Si l'on présume souvent que les environmentalistes nourrissent tous des idées politiques et sociales de nature progressiste, l'exemple de Garrett Hardin dément cette assertion. Il se qualifie lui-même d'« écoconservateur », bien que le terme *réactionnaire* soit plus approprié. Avant d'adopter l'insigne d'« écologiste humain », c'était un eugéniste qui écrivait :

Les recherches révèlent que tant que perdurera la présente organisation sociale, on constatera un déclin lent mais continu de l'intelligence moyenne ; il y aurait peu de risques que nous privions la société d'un avantage précieux en stérilisant l'ensemble des personnes faibles d'esprit, sachant que l'on pourrait obtenir des résultats plus spectaculaires encore en empêchant la procréation de nombreux membres des classes inférieures à la normale, mais supérieures aux faibles d'esprit²⁴¹.

De l'article le plus célèbre de Hardin, « The Tragedy of the Commons²⁴² » (« La tragédie des biens communs »), on cite surtout l'idée que les ressources appartenant à la collectivité seront toujours surexploitées, même si Hardin l'écrivit plutôt pour promouvoir l'adoption de mesures coercitives visant à réduire la population. Le « problème de la pollution », affirmait-il, « découle de la population », du fait qu'il y a trop de gens « usant des biens communs comme d'un cloaque » : « La nécessité première qu'il nous faut reconnaître est de renoncer au droit commun de la procréation. Aucune solution technique ne peut nous épargner la misère de la surpopulation. La liberté de procréer sera notre perte à tous [...]. La seule façon de préserver et de favoriser d'autres libertés plus précieuses consiste à sacrifier la liberté de procréer, et ce, très bientôt²⁴³. »

Selon Hardin, les programmes de contraception volontaire ne permettent pas d'endiguer l'accroissement démographique. Il critiquait le slogan « Que chaque enfant soit un enfant désiré » dans la mesure où « les femmes veulent plus d'enfants qu'il n'en faut à la nation pour atteindre une croissance démographique nulle. [...] la population connaîtra une croissance incontrôlable même si seuls les enfants désirés viennent au monde²⁴⁴ ».

Dans son article publié en 1974, « Lifeboat Ethics : The Case against Helping the Poor » (« L'éthique du canot de sauvetage : pourquoi supprimer l'aide aux démunis »), Hardin comparait les États-Unis à un canot de sauvetage où l'espace vient à manquer. Admettre de nouvelles personnes à bord causerait la noyade générale. « Les banques alimentaires internationales acheminent la nourriture aux populations, accélérant l'épuisement de l'environnement des pays pauvres. D'un autre côté, une immigration sans restriction revient à faire venir les populations là où est la nourriture, cela accélérant la destruction de l'environnement des pays riches²⁴⁵. »

Mettre à la disposition des étrangers les ressources alimentaires américaines, c'est tout bonnement les aider à gagner la course à la procréation :

Chaque jour, nous [les Américains] formons une minorité toujours plus réduite. Notre population n'augmente qu'à raison de 1 % par an, le reste du monde connaissant une croissance au moins deux fois plus forte. En l'an 2000, 1 personne sur 24 sera américaine ; dans 100 ans, ce sera seulement 1 sur 46 [...].

Si le monde est une grande propriété commune dans laquelle toute la nourriture est équitablement partagée, nous sommes perdus. Ceux qui se reproduisent plus rapidement remplaceront les autres [...]. À moins de contrôler la procréation, une politique « une bouche, un repas » produira en fin de compte un monde des plus misérables. Dans un monde imparfait, il nous faut défendre l'attribution de droits fondés sur le territoire si nous voulons éviter une course à la procréation qui s'avèrera désastreuse. Il est peu probable que la civilisation et la dignité puissent perdurer où que ce soit ; cela dit, mieux vaut qu'elles subsistent en de rares endroits que nulle part. Les minorités prospères doivent se faire administratrices d'une civilisation menacée par des intentions bonnes, mais fondées sur l'ignorance²⁴⁶.

La logique au fondement de l'éthique du canot de sauvetage

« L'acheminement de denrées en Éthiopie, par exemple, a plus d'effets négatifs que positifs [...]. Plus nous favorisons l'accroissement démographique en acheminant toujours plus de nourriture, plus nous endommageons le système de production. Chaque fois que nous acheminons des denrées pour sauver des vies actuelles, nous anéantissons des vies futures [...].

Afin de maximiser nos chances de résoudre ces problèmes, nous devons laisser chaque pays engendrer le nombre approprié d'enfants aux yeux de son gouvernement. Cela signifie que chaque pays doit prendre en charge les bébés qui y naissent. Aucun pays riche ne devrait servir d'échappatoire à un pays pauvre [...].

Le moyen le moins complexe, le plus rapide et le plus efficace de contrôler la population aux États-Unis est de mettre fin à l'immigration, et je le défends sans réserve. »

– Garrett Hardin, tiré d'une entrevue au magazine *OMNI*, juin 1992

Dans *L'encerclement*, Barry Commoner condamnait l'argument avancé par Hardin : « Nous sommes là en présence de la barbarie, à peine masquée. Elle se refuse à étendre à tous les habitants de la Terre le droit à une existence pleinement humaine [...]. Aucune des valeurs que nous nous efforçons de préserver – l'humaine dignité de l'Homme, l'aimable beauté de la civilisation – ne pourrait survivre à l'intérieur des étroites "enclaves civilisées" de Hardin, pas plus que dans le plus vaste monde qui les environne²⁴⁷. »

Dans les États-Unis des années 1970, l'argument que soutenait Hardin contre l'immigration avait des répercussions très concrètes. Comme le souligne l'historien Robert Gottlieb, la montée d'un sentiment anti-immigration au sein du mouvement environnemental trouva écho dans la campagne lancée par le gouvernement américain contre les travailleurs mexicains sans papiers.

En 1973, Leonard Chapman, nouveau directeur du Service d'immigration et de naturalisation (INS) et ancien commandant de la Marine, amorçait avec d'autres partisans du contrôle frontalier une campagne à saveur militariste contre « les étrangers clandestins » du Mexique, clamant que le pays était envahi par de pauvres Mexicains en quête d'un emploi et d'autres avantages économiques. Cette campagne allait contribuer non seulement à faire gonfler le budget alloué à l'INS, mais aussi à favoriser l'émergence d'une nouvelle et puissante coalition anti-immigrants incluant des défenseurs du contrôle démographique issus du courant écologiste dominant.

À la fin des années 1970, le contrôle démographique désignait de plus en plus la lutte contre l'afflux de migrants mexicains²⁴⁸.

Dans un tel contexte politique, l'éthique du canot de sauvetage promue par Hardin captiva l'aile droite du mouvement environnemental ; toutefois, sa rhétorique stipulant de « les laisser tous mourir de faim » repoussa les verts progressistes. Il revint donc à Paul et Anne Ehrlich d'élaborer une argumentation anti-immigration plus acceptable.

« Le monde ne peut pas supporter davantage d'Américains »

Les Ehrlich ne parlaient pas d'immigration dans *La bombe P*, mais à la fin des années 1970, le sujet avait pris une importance cruciale dans leur réflexion sur la population américaine. En 1979, ils publièrent avec l'historien Loy Bilderback un ouvrage sur la question frontalière américano-mexicaine, *The Golden Door*. Le problème des Mexicains, disaient-ils, n'était pas qu'ils étaient différents des Américains, mais qu'ils voulaient leur ressembler :

Si les Américains de souche font perdurer impunément leur « prospérité » traditionnelle, c'est-à-dire un mode de vie qui dilapide les ressources et détruit l'environnement, l'Amérique continuera d'attirer les immigrants, légaux ou non, qui s'évertueront à les imiter. Si l'on se fie au passé, la plupart des immigrants finiront tôt ou tard par atteindre un niveau de vie qui ne s'éloigne guère de celui des natifs du pays. Après tout, c'est bien ce qui attire les immigrants en premier lieu. Ainsi, le nombre accru d'Américains résultant de l'immigration accroîtra l'impact total des États-Unis sur les ressources du globe et sur l'environnement, en plus d'alimenter les problèmes au pays, tout comme un accroissement démographique naturel le ferait²⁴⁹.

Ils reprenaient l'argument en 1990 dans *The Population Explosion* :

Les migrations des pays pauvres vers les pays riches représentent néanmoins une menace d'un tout autre ordre. Dans la mesure où les immigrants embrassent le mode de vie de leur pays adoptif, leur consommation de ressources par habitant amorcera une hausse, tout comme ils contribueront de manière excessive à la détérioration de l'environnement [...].

Il faudrait freiner le flux d'immigrants vers les États-Unis, pour la simple et bonne raison que le monde ne peut pas supporter davantage d'Américains²⁵⁰.

En 2004, ils ajoutaient que les immigrants contribuaient en fait *plus* que les « Américains de souche » à la détérioration de l'environnement parce qu'ils se reproduisent plus rapidement et parce qu'en migrant, ils grugent la volonté d'améliorer la situation dans leur pays d'origine.

Les migrants vont naturellement là où se trouvent les emplois et les avantages financiers et, dans l'ensemble, ils semblent atteindre leur but. Cela signifie qu'en général, ils améliorent leurs conditions de vie, ils s'enrichissent et consomment davantage, contribuant ainsi davantage à la détérioration globale de l'environnement par les humains que s'ils étaient restés chez eux. De surcroît, les migrants internationaux peuvent importer des pays pauvres une habitude de forte fécondité, engendrant ainsi une hausse des taux de natalité parmi les populations les plus riches au monde et les plus destructrices de l'environnement. Par ailleurs, leur venue génère d'importants avantages économiques au sein des pays prospères, ce qui renforce d'autant la capacité des riches populations locales à consommer davantage [...].

Dans la mesure où la migration sert de soupape pour empêcher les pays pauvres de faire face à leurs propres problèmes démographiques tout en gonflant le nombre de consommateurs à revenu élevé, elle grève nos chances d'instaurer la durabilité mondiale²⁵¹.

D'après l'environnementaliste danoise Inge Røpke, un tel raisonnement pose un problème éthique, car il « implique que les citoyens déjà établis dans les pays riches ont davantage le droit de maintenir un niveau de consommation élevé que les nouveaux venus n'ont le droit de tendre vers un tel niveau [...] Les politiques restrictives en matière d'immigration évoquent plutôt une défense égoïste des privilèges qu'une démarche favorisant la durabilité²⁵². »

Eric Neumayer, professeur en environnement et développement à la London School of Economics, tient des propos bien plus durs : « Je définirais l'écofascisme comme l'idée que certains individus ont le droit de consommer beaucoup de ressources et de polluer beaucoup au vu de leur nationalité, de leur citoyenneté ou de leur race, tandis que tous les autres, c'est-à-dire la vaste majorité de la population, sont dénués de ce droit. Et pour garantir cet acquis, il faut les maintenir où ils sont²⁵³. »

Comme l'a écrit Carl Pope du Sierra Club, cet argumentaire contre l'immigration revient à dire au monde : « Nous savons que notre mode de vie détruit la biosphère, mais nous n'avons pas l'intention de le modifier et nous ne pouvons nous permettre de vous compter parmi nous. Veuillez en outre vous garder de faire comme nous dans vos pays respectifs²⁵⁴. »

Cette opinion est désormais largement répandue chez les populationnistes des États-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, d'Australie et d'ailleurs.

L'écologisation de la haine

- *Federation for American Immigration Reform (FAIR)* : « Les États-Unis ne pourront réduire de façon substantielle leurs émissions de CO₂ sans que cela ait de graves conséquences économiques et sociales pour les citoyens américains, à moins de restreindre fortement l'immigration²⁵⁵. »
- *Center for Immigration Studies (CIS)* : « Une croissance continue de la population américaine est incompatible avec tout objectif de durabilité, à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale. Pour cette raison, les environnementalistes qui se sont engagés à promouvoir la durabilité devraient appuyer la réduction des forts taux d'immigration aux États-Unis²⁵⁶. »
- *NumbersUSA* : « Les États-Unis comptent aujourd'hui 305 millions d'habitants. Au regard des taux d'immigration actuels, nous sommes bien partis pour en ajouter 135 millions dans 40 ans à peine. Cela veut dire plus de pression sur l'environnement. Plus de routes. Plus d'autos. Plus de pétrole²⁵⁷. »

Les trois organismes cités ici sont les héritiers politiques directs de Garrett Hardin dans les États-Unis d'aujourd'hui. Bien qu'ils soient distincts en apparence, d'après le Southern Poverty Law Center, ce sont « les fruits d'un même arbre empoisonné ».

FAIR, CIS et NumbersUSA font tous partie d'un réseau d'organisations prorestrictives conçues et fondées par John Tanton, le « marionnettiste » du mouvement nativiste dont les idées s'ancrent dans un racisme profond [...]. Il a rencontré les leaders de la suprématie blanche et promu des thèses antisémites, en plus de s'associer étroitement à une fondation eugéniste autrefois qualifiée d'« organisation néonazie » par un journal de renom. Il a tenu une série de propos racistes sur les Latino-Américains et s'inquiétait de les voir dépasser les Blancs par leur fécondité supérieure. Il a écrit un jour avec franchise que pour préserver la culture américaine, il fallait instaurer « une majorité américano-européenne »²⁵⁸.

Tanton a dirigé le comité sur la population du Sierra Club au début des années 1970 et présidé l'organisme Zero Population Growth (ZPG) entre 1975 et 1977. Après que ZPG eut refusé d'avaliser sa proposition pour une campagne anti-immigration, il a mis sur pied l'organisme FAIR en 1978, qui comptait parmi ses membres fondateurs Garrett Hardin et Paul Ehrlich. Depuis, Tanton a établi et financé bien d'autres groupes anti-immigration, chacun conçu pour plaire à un public spécifique, tous présentés comme indépendants les uns des autres.

Il est tentant de ne voir en Tanton et ses associés qu'une simple bande d'excentriques, mais leur influence est considérable et elle prend de l'ampleur. FAIR, qui privilégie le lobbyisme auprès des deux paliers de gouvernement (des États et fédéral), se targue d'avoir été invité plus que tout autre groupe à s'exprimer devant les comités du Congrès et, de concert avec NumbersUSA, l'organisation a réussi par un lobbyisme de masse à faire avorter plusieurs propositions législatives visant à accorder un statut juridique aux travailleurs sans papiers.

Le pendant juridique de FAIR, l'Immigration Reform Law Institute (IRLI), a contribué à la rédaction de la loi anti-immigrants SB1070 approuvée par l'Arizona en 2010. Pour Dan Stein, le président de FAIR, cette loi « représente les intérêts des résidents légaux de l'Arizona et fait office de législation cadre pour d'autres États²⁵⁹ ». Les élus politiques de 41 États figurent parmi les membres du bras législatif de FAIR, State Legislators for Legal Immigration (SLLI) ; on rapportait en mai 2010 que des politiciens affiliés au SLLI avaient proposé des lois semblables à celle de l'Arizona dans au moins sept autres États²⁶⁰.

Le CIS fournit des munitions intellectuelles au mouvement anti-immigration. Bien qu'il déclare mener des recherches de façon « indépendante et non partisane », le groupe n'a selon Mark Potok « jamais trouvé un quelconque aspect qui lui plaise dans l'immigration²⁶¹ ».

On cite fréquemment un rapport du CIS qui cherche à étayer de chiffres bruts l'argument voulant que par leur venue aux États-Unis, les immigrants fassent augmenter les émissions de gaz à effet de serre :

Si les immigrants actuellement établis aux États-Unis étaient restés dans leur pays d'origine, le total estimé de leurs émissions annuelles de CO₂ ne serait que de 155 tonnes, à supposer que ces immigrants affichent le taux moyen d'émissions par habitant dans leur pays d'origine. C'est 482 millions de tonnes en moins que les 637 tonnes qu'ils devraient produire aux États-Unis. Cette hausse de 482 millions de tonnes traduit l'impact de l'immigration sur les émissions mondiales. Elle correspond à environ 5 % de la hausse mondiale annuelle des émissions depuis 1980²⁶².

Le CIS formule ces conclusions malgré l'aveu qu'il existe « un obstacle à l'estimation des taux annuels d'émissions de CO₂ par habitant pour les immigrants et Américains de souche en l'absence de données distinctes sur ces deux cohortes démographiques²⁶³ ». Le centre substitue à ces chiffres réels ses propres estimations à partir des chiffres du revenu par habitant qui sont eux-mêmes des estimations.

NumbersUSA, la voix populiste du réseau de Tanton, voit dans l'immigration la cause du chômage, des salaires bas, de l'étalement urbain, de la congestion routière, des écoles surchargées, de la perte d'espaces publics et d'autres choses encore. Son président Roy Beck estime que de tels problèmes découlent des « mauvaises politiques publiques instaurées récemment et qui ont gonflé le flot d'immigrants au pays au-delà de ses capacités sociales, économiques, éducatives, culturelles et environnementales²⁶⁴ ».

Le groupe soutient sur son site Internet que les citoyens américains d'ascendance étrangère ne sont pas vraiment Américains. Un graphique intitulé « Question : si le Congrès ne modifie pas les politiques d'immigration, que se passera-t-il à la fin du siècle ? » vise par exemple à démontrer que les *immigrants* vont supplanter en nombre les *Américains* par leur fécondité supérieure. Or, ce segment d'« immigrants » inclut plusieurs générations d'individus nés aux États-Unis, qui sont tous citoyens selon la Constitution américaine.

Une écologisation de la droite canadienne hostile à l'immigration

Fondé en 2010, le Centre canadien pour une réforme des politiques d'immigration (CRPI) se présente comme « un organisme national sans but lucratif composé de Canadiens qui croient que des changements importants doivent être apportés à nos politiques d'immigration afin de mieux servir les intérêts des Canadiens²⁶⁵ ».

L'organisme est dirigé par l'ancien ambassadeur du Canada au Sri Lanka Martin Collacott, désormais attaché supérieur de recherches au Fraser Institute, à droite sur l'échiquier politique, et par Margret Kopala, une ancienne candidate du Parti conservateur. On trouve dans son comité consultatif Derek Burney : stratège de longue date au sein du Parti conservateur et chef de cabinet du premier ministre Brian Mulroney entre 1987 et 1989, il a aussi dirigé l'équipe de transition du premier ministre Stephen Harper en 2006.

À l'instar d'autres groupes anti-immigration actifs dans d'autres pays, le CRPI cherche à assoir la crédibilité de son argumentation sur des fondements écologiques.

Sur la page « Vue d'ensemble » de son site, le CRPI déclare : « En matière d'environnement, il est plus difficile d'atteindre nos objectifs en raison des taux élevés de notre immigration qui entravent nos efforts de réduction de notre empreinte écologique. »

Et sur la page « Mythes migratoires », le CRPI répète qu'en immigrant, les étrangers aggravent la détérioration de l'environnement, sur la base du critère de l'« empreinte écologique » plutôt que sur celui des émissions polluantes.

De nos jours, l'immigration est responsable en très grande partie de la croissance de la population au Canada et cette croissance est de loin le facteur qui exerce la plus grande pression sur notre environnement. De plus, l'immigration au Canada provenant de pays en voie de développement (dont la majorité de nos immigrants proviennent) a eu de sérieux impacts négatifs sur l'ensemble de l'environnement à l'échelle planétaire puisque, selon certains estimés, l'empreinte écologique de ces immigrants est de quatre fois supérieure à celle qu'ils avaient dans leurs pays d'origine. Alors que le Canada est souvent critiqué pour les conséquences environnementales émanant de ses projets de sables bitumineux, l'impact sur notre environnement résultant de notre immigration est de loin plus significatif. De fait, l'immigration entraîne des conséquences environnementales majeures.

Le site ne fournit aucune source appuyant l'une ou l'autre de ces affirmations, et la page « Liens » n'indique que sept « organisations fournissant des analyses pertinentes au sujet de l'immigration et des réfugiés », parmi lesquelles on retrouve les trois entités de Tanton : FAIR, CIS et NumbersUSA.

L'immigration comme facteur de division

À la Conservative Political Action Conference tenue en février 2010 à Washington, un jeune intervenant de droite a demandé à Mark Krikorian, directeur administratif du CIS, de s'expliquer sur le fait que le centre véhiculait dans ses publications le canular du réchauffement climatique. D'après un observateur, « Krikorian a répondu avec nonchalance [...] que le CIS publiait des articles soutenant la thèse du réchauffement climatique pour provoquer une dissension chez les partisans de la gauche²⁶⁶ ».

Aux États-Unis, les groupes de droite ont à plusieurs reprises utilisé l'immigration pour fomentier la division au sein du mouvement environnemental.

Ils l'ont fait sans détour par la mise sur pied d'organismes pseudo-écologistes dont l'objectif réel est d'attirer d'honnêtes environnementalistes dans le borbier des politiques nativistes. Sous un vernis vert, des groupes tels que Apply the Brakes, Population-Environment Balance et Carrying Capacity Network (CCN) nourrissent une idéologie profondément hostile à l'immigration qui frise franchement le racisme.

La directrice du CCN n'est autre que Virginia Abernethy, une associée de longue date de Garrett Hardin, qui se dit elle-même séparatiste ethnique. Elle siège aussi au comité consultatif de rédaction d'*Occidental Quarterly*, une revue dont l'énoncé de principes affirme : « L'identité européenne des États-Unis et de son peuple doit être préservée. L'immigration aux États-Unis doit être restreinte à une sélection de candidats d'ascendance européenne²⁶⁷. » Abernethy siège en outre au comité consultatif de rédaction de la revue officielle du Council of Conservative Citizens, autrefois appelé le White Citizens' Council.

D'après l'historien David Reimers, l'environnementalisme fournit parfois un alibi politique aux racistes : « La question de la population et de l'environnement permet d'éluder celle du racisme. En évoquant l'environnement et la surpopulation plutôt que l'identité des nouveaux arrivants, les voix hostiles à l'immigration peuvent alléguer qu'elles ne sont pas racistes, tout en rattachant leur croisade à un thème relativement populaire²⁶⁸. »

L'extrême droite s'est elle aussi servie du thème de l'immigration comme d'un levier pour diviser ou récupérer d'honnêtes groupes écologistes. Le cas le plus illustre est la tentative menée par une coalition de groupes anti-immigration pour prendre le contrôle de la plus grande et la plus ancienne des organisations environnementales américaines, le Sierra Club. Après que les membres de ce dernier eurent rejeté leur proposition de s'engager dans une campagne de restriction de l'immigration, un groupe obscur se faisant appeler Sierrans for United States Population Stabilization (SUSPS) a mené pendant plusieurs années sa propre campagne pour emporter la majorité au conseil d'administration du Club. La campagne a culminé en 2004 avec l'élection du CA : aux quatre coins du pays, les groupes anti-immigration exhortaient leurs partisans à devenir membres du Sierra Club afin de voter pour les trois candidats soutenus par le SUSPS.

Ces candidats furent défaits, mais seulement au terme d'une longue bataille qui sema la discorde et détourna l'attention et les efforts du Sierra Club de ses programmes environnementaux. En cas de victoire, les forces anti-immigration auraient véritablement pris le pouvoir d'une organisation écologiste forte de 750 000 membres et d'un actif dépassant les 100 millions de dollars.

Ces campagnes de division révèlent l'importance pour les militants écologistes de comprendre la nature et l'origine des groupes comme FAIR, CIS et NumbersUSA. Ces organisations pseudo-vertes, et le programme anti-immigration qu'elles défendent, minent nos efforts visant à ériger des mouvements démocratiques de masse pour affronter et neutraliser les véritables causes de la destruction environnementale.

Le US Center for New Community, qui a contribué à déjouer plusieurs tentatives d'infiltration de groupes et mouvements environnementaux par les entités d'extrême droite, explique la menace que posent les groupes anti-immigration au véritable mouvement écologiste :

Cet environnementalisme constitue une nouvelle et dangereuse forme d'écopolitique. Il s'agit d'une écopolitique qui reconnaît les contraintes énergétiques, l'épuisement des ressources et le changement climatique comme des phénomènes scientifiques, mais sa réponse – repousser les immigrants – entrave la recherche de véritables solutions. Les barrières frontalières, le profilage racial et les cartes d'identité obligatoires ne freineront pas les émissions de carbone et n'empêcheront pas les déversements de pétrole. Ils ne permettront pas davantage la nécessaire transition vers l'énergie renouvelable et une économie verte. Plutôt, cette version de l'environnementalisme aspire cruellement à promouvoir un rêve américain de consommation illimitée, pour les Blancs seulement²⁶⁹.

Malheureusement, le Sierra Club a lui-même affaibli son influence par un appui renouvelé aux politiques populationnistes et sa neutralité affichée en matière d'immigration. Au lieu de défendre activement les droits des immigrants, le Sierra a décidé « de ne pas prendre position sur le taux et la politique d'immigration aux États-Unis ». Quelles que soient les réalités politiques qui la sous-tendent, cette position crée concrètement une division entre les verts et les immigrants.

Alliés et non ennemis

Tout aussi bien que les divers éléments de l'écosphère, les peuples du monde se trouvent liés, dans une communauté de destin, par l'enchevêtrement et la réciprocité de leurs différents besoins. Ou le monde survivra dans son ensemble à la crise de l'environnement, ou il périra tout entier.

– Barry Commoner²⁷⁰

L'histoire jugera les verts sur leur défense ou non des pauvres de la planète.

– Tom Athanasiou²⁷¹

POUR LES FORCES de droite qui ont fondé et dirigé les groupes anti-immigration évoqués au chapitre précédent, le souci de l'environnement n'est qu'un stratagème ; elles diront n'importe quoi pour justifier l'interdiction d'entrée aux immigrants et participent de ce qu'on a nommé à juste titre « l'écologisation de la haine, rejetant la responsabilité de la dégradation environnementale sur le dos des populations démunies et de couleur²⁷² ».

Cela dit, des militants et auteurs sincèrement préoccupés par le réchauffement climatique et d'autres formes de destruction écologique ont aussi adopté ces dernières années le point de vue selon lequel une réduction de l'immigration protégera l'environnement. L'Australia Institute conclut ainsi dans un rapport : « Une politique de forte immigration entraînerait en Australie des émissions de sources énergétiques de 16 % supérieures au taux induit par un solde migratoire nul²⁷³. »

Aux États-Unis et au Canada, de célèbres environnementalistes sont désormais favorables à une restriction de l'immigration.

Le réputé économiste de l'environnement Herman Daly affirme être lui-même « “anti-immigration” ou plus exactement “favorable à une limitation de l'immigration” sans être le moins anti-immigrants²⁷⁴ ». L'agronome David Pimentel et la nutritionniste Marcia Pimentel appellent à « stabiliser » la population américaine, proposant pour ce faire de ramener le nombre d'immigrants autorisés en deçà de ce qu'il était en 1945 et d'empêcher toute immigration illégale²⁷⁵. D'après l'écologiste canadien William Rees, coauteur du concept d'empreinte écologique, non seulement l'immigration nuit à l'environnement du pays d'arrivée, mais l'argent que les immigrants envoient à leur famille restée au pays

entraîne aussi une hausse de la consommation qui « aggrave la pollution et l'épuisement net des ressources, tant à l'échelle locale qu'internationale », en plus de « court-circuiter toute rétroaction négative de l'environnement local qui aurait pu mener autrement à l'instauration de politiques nationales visant à modérer la croissance démographique et la détérioration écologique²⁷⁶ ».

Dire que « l'immigration nuit à l'environnement » revient à dire que « la croissance de la population nuit à l'environnement », sauf que la formule vise un groupe de gens particulièrement vulnérables et impuissants. L'affirmation selon laquelle « il faut réduire le nombre d'immigrants » revient à rejeter la faute sur « eux », sur « les autres ». Aussi sincères et larges d'esprit que soient les tenants de cette position, ils défendent en vérité « nos » privilèges d'une éventuelle usurpation par des étrangers.

Comme l'écrit Larry Lohmann du groupe de réflexion The Corner House, l'argument anti-immigration « se fonde sur l'idée que la transformation des modes de vie dans le Nord est une moindre priorité ou un objectif moins facile à atteindre que d'empêcher les autres d'adopter ces mêmes modes de vie²⁷⁷ ».

Une justice environnementale

En 1987, l'étude historique *Toxic Wastes and Race in the United States* (« Déchets toxiques et races aux États-Unis ») révélait que la race constituait « la variable la plus significative lorsqu'il s'agit de déterminer l'emplacement des centres de traitement des résidus commerciaux dangereux aux États-Unis, plus encore que le revenu des ménages, la valeur des propriétés et la quantité estimée de déchets dangereux générés par l'industrie²⁷⁸ ». Ce rapport a grandement favorisé l'émergence du mouvement pour la justice environnementale dans les États-Unis des années 1990.

« Un argument simpliste et dangereux »

« De nombreux groupes d'action pour le climat qui défendent l'idée d'une "population soutenable" s'appuient sur le fait qu'en s'installant en Australie, les migrants adoptent souvent un mode de vie australien à forte intensité carbonique, ce qui entraîne une hausse des émissions nationales. Il s'agit selon nous d'un argument simpliste et dangereux. Tout d'abord, le simple fait de restreindre le mouvement de population vers l'Australie n'aide en rien à réduire les niveaux de consommation insoutenables des Australiens, qui causent la détérioration de l'environnement.

Mais surtout, nous devons reconnaître que si les habitants des pays moins riches du "tiers-monde" souhaitent échapper à la pauvreté, à l'exploitation au travail et aux problèmes écologiques de leur pays d'origine par l'émigration, c'est en raison du mode de vie que nous avons bâti en Australie, un pays riche au sein de ce qu'on appelle le "premier monde". C'est toutefois le processus même de développement du "premier monde" qui est à l'origine de la crise climatique. Par conséquent, nous ne pouvons tourner le dos aux peuples mêmes que nous avons exploités pour façonner ces modes de vie à forte intensité carbonique ; il nous faut reconnaître notre dette de carbone et faire preuve de solidarité internationale pour résorber le problème mondial du changement climatique.

L'Australie est depuis toujours un pays lourdement émetteur et a en tant que tel une immense dette écologique à payer. En réduisant l'immigration, nous sanctionnons les migrants pour un problème que les Australiens ont engendré. La lutte contre la surconsommation et les inégalités sociales appelle à cibler les structures sociales qui sont la cause du problème, et non les individus qui en sont les victimes.

Par ailleurs, les arguments en faveur d'un contrôle démographique nient fréquemment le fait que l'Australie est un pays colonisé. L'exhortation à protéger "nos" ressources alimentaires et "nos" ressources en eau passe sous silence notre identité de colonisateurs. Rappelons-nous que nous appartenons à une culture qui [a méprisé] et continue de mépriser les peuples autochtones, comme leurs terres et leurs eaux. Nous ne pouvons exiger le contrôle démographique, ou une *quelconque* action au nom du changement climatique, sans consentir aux propriétaires traditionnels du pays un pouvoir décisionnel en ce qui a trait à leurs vies, à leurs terres et à leurs ressources en eau.

Au vu des changements climatiques en cours, il est d'autant plus urgent de s'attaquer à la surconsommation et d'amorcer un partage des ressources mondiales. Ce dont nous devons discuter, c'est l'établissement d'un partage équitable et durable. »

– Amis de la Terre Sydney,
« Déclaration sur la population et le changement climatique »

Comme l'écrira plus tard l'auteur principal du rapport de 1987, ce nouveau mouvement avait pour fondement l'idée que la défense de l'environnement et la lutte pour la justice sociale étaient indissociables, la destruction écologique accablant lourdement les populations de couleur.

Les communautés ne vivent pas toutes sur un même pied d'égalité. Aux États-Unis, par exemple, certains groupes sont systématiquement intoxiqués pendant que le gouvernement détourne le regard. La réglementation environnementale n'a pas profité uniformément à tous les segments de la société. Les gens de couleur (Afro-Américains, Latino-Américains, Asiatiques, natifs des îles du Pacifique et Amérindiens) sont exagérément exposés à des substances toxiques industrielles, tant au travail que dans leur quartier d'habitation. Ces groupes doivent vivre dans un air vicié et boire une eau polluée par les décharges municipales, les incinérateurs, les industries polluantes ainsi que les installations de traitement, de stockage et d'élimination des déchets dangereux²⁷⁹.

Traditionnellement, aux États-Unis comme dans d'autres pays riches, le courant environnemental dominant a ignoré ou exclu les gens de couleur : les peuples autochtones, les membres afro-américains et les immigrants y étaient fortement sous-représentés et absents des postes de direction comme des instances décisionnelles. L'adoption massive de programmes populationnistes et de politiques anti-immigration par les regroupements verts dans les années 1970 creusa un fossé durable entre les défenseurs des droits civils et des droits de la personne, d'un côté, et les militants écologistes, de l'autre. Aux États-Unis, l'idée que « les communautés de couleur n'étaient tout bonnement pas concernées par les questions environnementales » était « implicite dans les activités et le processus décisionnel du principal courant écologiste²⁸⁰ ».

En pratique, l'émergence du mouvement pour la justice environnementale dans les États-Unis des années 1990 allait faire vaciller ce présupposé par la mobilisation des communautés afro-américaines, amérindiennes et immigrantes dans diverses campagnes

contre la destruction environnementale particulièrement axées sur l'action locale et souvent couronnées de succès. Ces initiatives entraînent de fait une remise en question du mouvement écologiste dominant.

En contestant la blancheur du mouvement écologiste, les partisans de la justice environnementale ont adroitement soulevé la question de la représentativité et des limites du programme environnemental actuel [...]. À voir l'émergence des organisations de justice environnementale et leur contestation du racisme environnemental, il apparaît essentiel de réorganiser le mouvement écologiste afin qu'il dépasse le cadre d'un simple mouvement blanc²⁸¹.

En 1991, le premier Sommet national des gens de couleur sur le leadership environnemental se déroulait à Washington afin « d'établir un mouvement national et international réunissant tous les peuples de couleur dans la lutte contre la destruction et l'accaparement de nos terres et de nos communautés ». Les participants élaborèrent un cadre de travail pour la création d'un mouvement fédérateur pour la promotion d'une justice environnementale.

Les principes du travail communautaire exigent l'affirmation d'une richesse dans la diversité et le rejet de toute forme de racisme, de discrimination et d'oppression. Notre soutien mutuel et total exige que nous apprenions à connaître nos différentes histoires culturelles et politiques, afin de pleinement nous assister les uns les autres dans ce mouvement ouvert aux personnes de tout âge et de toute classe, aux immigrants, aux peuples autochtones, aux travailleurs sans papiers, aux ouvriers agricoles, aux personnes de tout genre, de toute orientation sexuelle et de toute éducation²⁸².

On perçoit dans cette déclaration comme dans d'autres énoncés émis par les militants de la justice environnementale une vérité importante qui n'apparaît jamais dans les écrits des verts hostiles à l'immigration : les *victimes* de la destruction écologique peuvent et doivent jouer un rôle central en tant que dirigeants de la lutte pour le changement, et parmi ces victimes se trouvent les immigrants mêmes que les populationnistes veulent repousser à la frontière.

La recherche de boucs émissaires nous divise

« Nous souhaitons que s'amorce un véritable partenariat entre les groupes immigrants, les communautés de voisinage et les militants du mouvement environnemental dans la recherche et la défense de solutions aux graves problèmes qui frappent encore les communautés issues de l'immigration. Toutefois, pour développer ce partenariat, il faut appréhender la nécessité de mieux nous connaître, d'établir une confiance politique, une sensibilité culturelle, une intégration des races et des nationalités.

Les communautés issues de l'immigration et le mouvement pour la défense des droits des immigrants et des réfugiés peineront à créer ces liens si l'on place au cœur d'une stratégie de protection environnementale la diabolisation des immigrants, boucs émissaires de la surexploitation des ressources et de la dégradation environnementale.

Je souhaite plutôt nous voir établir une collaboration ou du moins une coopération visant à développer et à promouvoir une meilleure compréhension du rapport entre immigration, population et environnement, qui dissipera les mythes et les mensonges et transcendera l'habituelle persécution des immigrants autour des questions d'iniquité et d'injustice économique et environnementale [...].

Nous pourrions simplement commencer par admettre ensemble, dans la quête de justice environnementale, que le “nous” inclut les gens de couleur, ceux qui sont nés à l'étranger, les immigrants et les réfugiés sans papiers. Il va sans dire que les immigrants d'aujourd'hui nourrissent un autre point de vue sur la population qu'un groupe majoritairement composé d'individus d'ascendance européenne. »

– Cathi Tactaquin, directrice du National Network for Immigrant and Refugee Rights, 1993²⁸³

Certains verts hostiles à l'immigration ne semblent pas mesurer à quel point les politiques qu'ils défendent divisent et affaiblissent le mouvement environnemental, tandis que d'autres ne s'en soucient apparemment pas. Comment pourrions-nous rallier le soutien des travailleurs les plus exploités si nous leur mettons sur le dos la responsabilité de la pollution environnementale et que nous exhortons le gouvernement à les repousser à la frontière, eux et leur famille ? Cette stratégie mène tout droit à l'échec.

Défendre le pillage

Comme nous l'avons vu, les populationnistes déclarent fréquemment que l'immigration vers les pays riches accélère le réchauffement climatique parce que le niveau de vie et, par conséquent, le niveau des émissions de gaz à effet de serre sont nettement supérieurs dans le Nord que dans le Sud. Mis à part le fait que la plupart des immigrants finissent par occuper des emplois peu rémunérateurs qui ne leur permettent pas d'être des super-émetteurs, il convient de noter que les adeptes de cette théorie se demandent rarement *pourquoi* les pays du Nord utilisent bien plus que les autres les ressources du globe.

Les socialistes et l'immigration

En 1910, le grand socialiste américain Eugene V. Debs réagissait à une proposition de l'aile droite du Parti socialiste d'Amérique pour l'adoption d'une politique contre l'immigration asiatique.

Rien, écrivit Debs, « ne pourrait m'inciter à tourner le dos aux victimes opprimées, brutalisées et désespérées du vieux monde, trompeusement attirées sur ces rivages par une faible lueur d'espoir qu'ici, leurs fardeaux écrasants se trouvent allégés et qu'une étoile pleine de promesses s'élève dans leur ciel assombri ».

« Abandonnons les “tactiques” exigeant l'exclusion des esclaves opprimés et souffrants qui abordent ces côtes dans l'espoir d'améliorer leur misérable sort et se voient repoussés d'un cruel coup de fouet opportuniste », écrit-il.

Cet émouvant plaidoyer de Debs pour une solidarité internationale trouve toute sa pertinence au sein du mouvement environnemental actuel ; nous le présentons en intégralité à l'annexe 3.

En 1750, le niveau de vie moyen était plus ou moins le même au Nord et au Sud ; aujourd'hui, c'est loin d'être le cas. Ce changement n'est pas survenu sans raison. Comme l'explique le célèbre économiste progressiste Robert Heilbroner, la cause première en fut « le drainage des richesses de la périphérie sous-développée vers le centre développé. [...]

L'élargissement du fossé entre pays riches et pays pauvres n'est certes pas une simple mesure de la performance supérieure du bloc capitaliste, mais également un indice de ses pouvoirs d'exploiteur²⁸⁴. »

L'historien Robert Biel écrit :

On ne peut pas se contenter de dire qu'il existe dans le monde un groupe de pays développés et un autre de pays pauvres. Les deux sont intrinsèquement liés ; autrement dit, une partie du monde est pauvre *parce que* l'autre est riche. Ce lien est en un sens historique – le colonialisme et la traite des esclaves ayant participé à l'essor du capitalisme et créé, par le fait même, les conditions menant ultérieurement à d'autres types de dépendance –, mais le rapport entre développement et sous-développement est un processus qui perdure aujourd'hui²⁸⁵.

En remplacement de la théorie économique des « effets de retombée » dont on entend souvent parler, on pourrait plutôt dire que le Sud est depuis des siècles victime d'une « crue économique » – un flux de richesses remontant des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches que les investissements et les aides n'ont jamais compensé. Dans les dernières décennies du xx^e siècle, l'imposition de politiques de « libre-échange » néolibérales a transformé la crue en véritable torrent.

Depuis l'éclatement de la crise en 1973-1975 (première récession planétaire après la Seconde Guerre mondiale), le monde a connu d'importants bouleversements qui ont détérioré progressivement les conditions de vie de la majorité de la population de la planète : un chômage massif s'est installé de manière durable, l'inégalité de la répartition des richesses s'est fortement accrue et les revenus des classes populaires ont nettement baissé. Il faudrait y ajouter les effets humains de la fermeture des frontières des pays les plus industrialisés aux flux migratoires, de l'augmentation du recours à la violence lors des conflits, de la dégradation de l'environnement (effet de serre, pollution, déforestation massive...) et de la déréglementation de la production alimentaire²⁸⁶.

La richesse des pays du Nord repose dans une large mesure sur des siècles de pillage systématique du Sud, un processus qui n'est pas révolu et qui se traduit notamment par un transfert des industries polluantes au Sud, là où elles échappent à une réglementation pour la protection de l'environnement. Une étude publiée en 2010 par des scientifiques de la Carnegie Institution révélait que les États-Unis externalisaient environ 11 % de leurs émissions liées à la consommation, principalement vers les pays en développement et avant tout vers la Chine. Plus du tiers des émissions de dioxyde de carbone liées à la consommation de biens et de services dans plusieurs pays européens ont en fait été émises ailleurs²⁸⁷.

En bref, le Nord est plus riche parce qu'il pille le Sud et son environnement immédiat est souvent moins pollué parce qu'il exporte vers le Sud ses industries polluantes. Dans ce contexte, l'idée de protéger « notre » environnement en « leur » interdisant l'entrée au pays est des plus hypocrites.

Notre lutte est mondiale

Les militants et commentateurs du Nord considèrent souvent les peuples du Sud comme les victimes passives du changement climatique et des catastrophes écologiques, et non comme des leaders et des agents du changement durable. Ils méconnaissent les puissants

mouvements environnementaux du Sud qui, dans bien des cas, sont plus actifs et plus vastes que leurs homologues du Nord.

Au Nigeria, le forage pétrolier a causé d'immenses dégâts dans le delta du Niger où vivent environ 30 millions d'habitants. Chaque année, on y déverse plus de pétrole qu'il n'en a coulé dans le golfe du Mexique après la catastrophe de 2010. Le *Guardian* a qualifié le Nigeria de « capitale mondiale de la pollution pétrolière²⁸⁸ ». En 1993, l'environnementaliste Ken Saro-Wiwa participa à l'organisation de manifestations qui allaient rassembler 300 000 Ogonis, environ la moitié de leur nombre, pour un appel au changement, une action qui se solda par le procès et l'exécution de Saro-Wiwa et de huit autres militants sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Malgré ce passé de répression, les groupes nigériens comme Environmental Rights Action poursuivent leur campagne et l'étendent à l'échelle internationale.

En Équateur, 30 000 autochtones ont intenté un procès contre le géant pétrolier Chevron, réclamant 113 milliards de dollars pour résorber sa dévastation scandaleuse de la forêt vierge, ce qu'on a appelé le « Tchernobyl amazonien ». Pendant plus de 30 ans, Chevron a déversé des milliards de litres d'eau contaminée dans les rivières de la région et laissé derrière lui environ un millier de puits à ciel ouvert saturés de déchets toxiques. L'écosystème forestier a subi des dommages irréparables et ses eaux souterraines sont désormais polluées. Les cas de cancer, les anomalies congénitales et les fausses couches atteignent des proportions épidémiques chez les populations autochtones. Les communautés touchées ont lancé une campagne internationale pour traduire en justice la compagnie multimilliardaire²⁸⁹. Si elles ont gagné une importante victoire juridique en février 2011, Chevron a contesté la décision et, en janvier 2012, la cour d'appel confirmait la condamnation de la multinationale. Mais l'affaire n'est pas close.

En Chine, l'industrialisation rapide a entraîné une dégradation environnementale tout aussi rapide. La désertification gruge les terres agricoles, d'anciennes forêts subissent des coupes à blanc, la fertilité du sol décline, la pénurie d'eau atteint un point critique, les villes sont étouffées par le smog et la pollution²⁹⁰. D'après Walden Bello de Focus on the Global South, plus de 50 000 « émeutes, manifestations et litiges environnementaux » ont ébranlé la Chine dans la seule année 2005²⁹¹.

Soutenir les réfugiés de l'environnement

D'après le Climate Justice and Migration Working Group, une coalition internationale de groupes de défense des droits de la personne et des immigrants, les changements environnementaux ont déjà entraîné le déplacement de 25 à 50 millions de personnes, chiffre qui pourrait monter à 150 millions d'ici 2050. La coalition demande que le droit à la circulation des personnes par-delà les frontières soit reconnu comme réponse nécessaire à la menace du changement climatique. Son énoncé, qui présente un programme en sept points pour la défense des droits des migrants et des réfugiés de l'environnement, est publié en intégralité à l'annexe 4.

L'Inde voit elle aussi les luttes environnementales se multiplier, allant de litiges fonciers entre paysans et agroentreprises à une mobilisation de masse au sein d'un mouvement national antibarrages. D'après un rapport diffusé par International Rivers en décembre 2010, les manifestations contre les grands barrages du nord-est indien font régulièrement la une des journaux. Ce qui n'était au départ qu'un mouvement étudiant contre l'édification de grands barrages dans l'État d'Arunachal Pradesh est devenu un enjeu politique majeur dans celui de l'Assam²⁹².

L'un des groupes de justice environnementale les plus importants et les plus efficaces au monde est La Vía Campesina. Il rassemble des associations de paysans et de petits exploitants de plus de 50 pays de tous les continents et fut l'un des premiers à promouvoir le concept de souveraineté alimentaire, voulant qu'une alimentation saine et durable soit un droit fondamental et que les agriculteurs exercent un contrôle démocratique sur leurs terres et leurs produits. Des centaines de groupes ont répondu à l'appel de La Vía Campesina à manifester durant la Conférence des Nations unies sur le climat tenue en 2010 à Cancún, au Mexique, exhortant la population :

à assumer une responsabilité collective envers la Terre mère, proposant pour nous-mêmes de transformer les habitudes de production et de consommation à l'origine de la crise planétaire ; à défendre les biens communs et à empêcher leur privatisation ; à redoubler d'efforts, à travailler intensivement pour informer, éduquer, organiser et coordonner les actions en vue de bâtir une force sociale capable de contrer la tendance à transformer en occasions d'affaires les graves problèmes de la crise climatique et capable de promouvoir les milliers de solutions que proposent les peuples ; à revoir et à créer les structures qui faciliteront la conclusion d'alliances internationales ; à préparer le référendum mondial pour les droits de la Terre mère et l'adoption de vraies solutions à la crise climatique²⁹³.

Ce ne sont là que quelques exemples d'une lutte qui s'étend bien au-delà des frontières nationales. Loin de constituer une partie du problème, les peuples du Sud mènent le combat mondial contre la destruction écologique. Ce sont nos alliés et non nos ennemis, et si nous souhaitons réellement travailler avec eux, nous ne pouvons pas cautionner la moindre mesure visant à fermer nos frontières aux immigrants de leurs pays.

La promotion du contrôle démographique consolide les forces les plus régressives de nos sociétés et grève notre capacité d'agir sur les véritables causes des problèmes environnementaux. Elle permet aux gouvernements conservateurs de se défilier aisément, faisant passer leur restriction de l'immigration pour une mesure protectrice de l'environnement alors qu'ils maintiennent le *statu quo*. Elle donne une arme aux réactionnaires qui véhiculent ainsi l'image d'un mouvement écologiste hostile aux aspirations légitimes des peuples les plus pauvres et les plus opprimés du monde.

Immigration et pollution ne sont pas synonymes. Les politiques anti-immigration divisent le mouvement environnemental sur des critères de race, de classe et de genre, à une époque où la plus grande unité possible est essentielle.

CINQUIÈME PARTIE

Production, consommation, révolution

Trop de consommateurs ?

Le monde avec ses milliards ne compte pas trop d'habitants, mais il y en a trop parmi eux, et par milliers, qui pensent valoir un million d'autres.

– Daniel Dorling²⁹⁴

L'IDÉE QU'UNE POPULATION « trop nombreuse » soit la cause de la destruction de la planète est souvent liée à l'affirmation voulant que le problème soit une « trop grande consommation ». Ce concept est inhérent à l'équation IPAT : les Ehrlich eux-mêmes nous disent que « la “consommation” est en quelque sorte un terme plus adéquat que l’“abondance”, mais l'acronyme PAT est bien plus commode que PCT²⁹⁵ ».

Le concept se traduit souvent par la notion de dépassement écologique ou par le nombre de « planètes » requises pour soutenir notre mode de vie immodéré. Un rapport du groupe britannique New Economics Foundation présente ainsi les choses :

En 1961 [...] les habitudes de consommation des Britanniques correspondaient approximativement à une planète pour vivre, c'est-à-dire qu'il aurait fallu les ressources d'une planète pour soutenir l'ensemble de la population mondiale au niveau de la consommation britannique. En 2009, il faut pour cela 3,1 planètes, c'est-à-dire qu'il faudrait en plus 2,1 planètes semblables à la nôtre si chaque être humain devait adopter le niveau de consommation des Britanniques²⁹⁶.

Cela en dit beaucoup sur la nature de l'économie mondiale. Les pays du Nord utilisent une part franchement disproportionnée des ressources du monde, tant de ses éléments physiques (eau, minéraux, nourriture) que de ses services écologiques, comme la capacité qu'a l'atmosphère d'absorber les gaz à effet de serre. Un simple souci de justice, sans parler de la survie de l'humanité, appelle une répartition équitable des ressources terrestres. Le Nord doit réduire sa part si l'on veut que le Sud échappe à la pauvreté.

Pour citer le président bolivien Evo Morales, « les États-Unis et l'Europe consomment en moyenne 8,4 fois plus que la moyenne mondiale. Il leur est nécessaire de réduire leur niveau de consommation et d'admettre que nous sommes tous des invités sur cette même planète, de cette même *Pachamama* [Terre-Mère]²⁹⁷. »

Mais les problèmes surgissent lorsque les populationnistes cherchent à attribuer l'évidente disparité entre le Nord et le Sud au comportement individuel des consommateurs du Nord.

- *Alan Durning, Sierra Club* : « L'exploitation des ressources propre à la société de consommation menace d'épuiser, de contaminer ou de défigurer de façon permanente les forêts, les sols, l'eau et l'air. Nous, ses membres, sommes responsables dans une trop large mesure de tous les grands problèmes environnementaux auxquels est confrontée l'humanité²⁹⁸. »
- *Une émission télévisée spéciale sur PBS* : « Même si les Américains ne représentent que 5 % de la population du monde, en 1996, ils utilisaient un tiers de ses ressources et généraient presque la moitié de ses déchets dangereux. Le Nord-Américain moyen consomme 5 fois plus que le Mexicain moyen, 10 fois plus que le Chinois moyen et 30 fois plus que l'Indien moyen²⁹⁹. »

De telles déclarations mènent généralement à la conclusion qu'on ne sauvera le monde que si l'on peut persuader l'« Américain moyen » de réduire considérablement sa consommation, de moins manger, de moins conduire, de moins dépenser. « Une production et une consommation illimitées sont à la source de l'actuelle détérioration de notre environnement : les gens vont devoir mener une vie plus écologique et consommer moins en vue de parvenir à une société verte, saine et sans danger pour l'environnement³⁰⁰. »

Depuis quelques années, de plus en plus de gens dans le Nord s'efforcent véritablement de réduire leur impact écologique. De jour en jour, un nombre croissant d'individus limitent leur utilisation de la voiture, rejettent l'eau en bouteille, abaissent leurs thermostats et passent de l'ampoule à incandescence à l'éclairage fluorescent. Tout effort pour diminuer son empreinte écologique sur la planète mérite approbation et encouragement, et le fait que tant de gens s'y appliquent démontre que nous pouvons gagner un appui majoritaire dans la lutte pour un avenir durable.

Mais tout aussi importantes que soient ces actions, il nous faut impérativement reconnaître que la consommation individuelle n'est pas une cause majeure de destruction environnementale et qu'une modification dans le comportement des individus ne fera au mieux qu'une différence minime.

L'argument voulant que le monde soit menacé par des « Américains surconsommateurs » (ou des Canadiens, des Australiens...) repose sur deux erreurs fondamentales quant à la nature du problème : il y a confusion entre deux types de consommation différents, et omission des inégalités substantielles qui existent *au sein* des pays riches. Nous verrons l'une et l'autre successivement.

La confusion entre deux types de consommation

Dans un article du *New York Times* paru en 2008, l'auteur à succès Jared Diamond écrivait :

Les taux moyens d'utilisation de ressources comme le pétrole et les métaux ainsi que de production de déchets comme le plastique ou d'émissions de gaz à effet de serre sont 32 fois plus élevés en Amérique du Nord, en

Europe de l'Ouest, au Japon et en Australie que dans les pays en développement. [...] « Il n'est pas question de sacrifier notre niveau de vie pour le reste du monde », pourraient protester les Américains. Toutefois, que ce soit de gré ou de force, nous connaissons bientôt des taux de consommation réduits parce que nos taux actuels sont insoutenables³⁰¹.

Comme d'autres populationnistes défendant l'idée qu'il y a « trop de consommateurs », Diamond confond deux processus bien différents : la « consommation » de matières premières et de ressources environnementales dans la production et la distribution de marchandises, et la « consommation » de biens et de services par les individus et les ménages. Comme le souligne Victor Wallis : « Il est étonnant [...] de voir le peu d'efforts habituellement déployés pour décomposer la catégorie "consommation". Le langage courant, renforcé par l'élaboration typique des statistiques transnationales, associe la consommation à la satisfaction des besoins et des désirs alors qu'en fait, en tant que catégorie écologique, elle désigne tout traitement de matière et d'énergie, quelle qu'en soit la finalité³⁰². »

Dans une large proportion, la « consommation » (le flux de production) n'engage en rien les utilisateurs individuels de produits. Par exemple, la quantité moyenne de déchets générés, que Diamond mentionne ci-dessus, s'obtient en divisant la quantité totale de déchets par la population totale. Mais dans la mesure où, dans les États-Unis d'aujourd'hui, 99 % des déchets solides sont le produit de procédés industriels, l'élimination totale des déchets ménagers n'aurait qu'un faible effet sur la quantité de déchets par habitant³⁰³. Le « taux moyen » de Diamond est dénué de sens.

Il en va de même pour les émissions de gaz à effet de serre. Les pourcentages suivants de sources d'émissions sont ceux du Canada en 2007³⁰⁴, mais on trouve une répartition similaire dans d'autres pays industrialisés à fort taux d'émissions.

Transport de voyageurs	19 %
Transport de marchandises	17 %
Secteur industriel	34 %
Secteur résidentiel	15 %
Secteur commercial/institutionnel	13 %
Secteur agricole	3 %

Seules deux de ces catégories peuvent être raisonnablement rattachées aux consommateurs : le transport de voyageurs et le secteur résidentiel, qui produisent ensemble 34 % des émissions canadiennes. Malgré ce pourcentage non négligeable, les données montrent que les consommateurs individuels ne sont pas le problème principal.

Cela dit, ce pourcentage de 34 % gonfle considérablement le taux d'émissions sur lequel les consommateurs ont au bout du compte un véritable contrôle, puisque 90 % environ des émissions « résidentielles » ne sont en vérité nullement générées par les résidences mais bien par les fournisseurs de gaz et d'électricité – émissions que l'on *attribue* statistiquement aux résidences en proportion de leur utilisation, bien que les clients résidentiels n'aient aucun pouvoir sur la façon dont on produit l'électricité.

C'est un tout autre tableau qui prend forme lorsqu'on calcule les émissions à la manière du rapport Stern publié en 2007 sur l'économie du changement climatique (*Economics of Climate Change*), « en fonction du secteur directement émetteur [...] et non de l'utilisateur final ou de l'activité finale³⁰⁵ ».

Émissions énergétiques

Énergie	24,8 %
Industrie	13,7 %
Transport	13,5 %
Bâtiment	7,7 %
Autre	5,0 %

Émissions non énergétiques

Utilisation du sol	18,3 %
Agriculture	13,7 %
Déchets	3,4 %

En résumé, la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre est le produit des opérations industrielles et commerciales. Le fait d'attribuer ces émissions aux consommateurs est pour le moins trompeur.

L'omission des inégalités dans le Nord

Personne ne niera le fait qu'en majorité, les habitants du Nord jouissent d'un niveau de vie matérielle nettement supérieur à la plupart de leurs semblables du Sud. Ainsi entend-on souvent qu'un revenu équivalant au seuil de pauvreté dans le Nord assure un niveau de vie typique de la classe moyenne dans bien des pays du Sud. La réduction de cette inégalité flagrante est l'une des tâches premières qui incombe à tout mouvement soucieux de bâtir un monde meilleur.

Néanmoins, cela ne signifie pas que tous au Nord ont un mode de vie qui menace l'avenir de la planète. Le fait d'évoquer un « niveau de vie américain » (ou canadien, australien...) masque les importantes inégalités qui existent *dans* chaque pays du Nord. L'auteur australien Clive Hamilton écrit à ce propos :

La plupart des gens sont plus prospères que n'auraient pu l'imaginer leurs parents ou leurs grands-parents. Les maisons des familles types sont plus grandes que jamais et remplies de téléviseurs à grand écran, de DVD, de rangées de vêtements jamais portés. Elles sont équipées d'un chauffage central et d'un système de climatisation, nombre d'entre elles comptent une piscine ou une table de billard, on trouve dans la plupart de ces maisons des pièces inoccupées, des voitures onéreuses sont stationnées dehors. Un parent moyen dépensera sans sourciller des centaines de dollars pour faire un cadeau à son enfant ou lui achètera son propre téléphone portable [...] Même s'ils ont droit à la gratuité scolaire, nombreux sont les ménages dont le revenu ne dépasse pas la moyenne qui décident de déboursier des dizaines de milliers de dollars pour envoyer leurs enfants à l'école privée puis à l'université³⁰⁶.

Hamilton a raison d'attirer l'attention sur le coût écologique et social du consumérisme de masse. Les économies capitalistes de l'Occident se fondent sur une expansion continue de la consommation de masse. Les industries qui génèrent des milliards de dollars veulent vendre toujours plus parce que cela rapporte : plus d'automobiles, de cosmétiques, de films et de télévision, de médias de masse, de sport professionnel, de prêt-à-manger, de loisirs et de tourisme, de produits pharmaceutiques, d'alcool et de tabac, d'ordinateurs personnels, de téléphones portables, d'appareils électroménagers, de supermarchés, etc. Au cœur de cette évolution se dressent les deux jumelles maléfiques du marketing capitaliste : la publicité et l'obsolescence planifiée. Nous en discuterons au chapitre 12.

Concluant à l'émergence d'un nouvel ordre économique qu'il appelle le « capitalisme consumériste », Hamilton passe pourtant sous silence d'autres changements d'importance. La publicité et la consommation de masse ont connu un essor spectaculaire, mais elles ont été devancées par le secteur militaire et par l'industrie des combustibles fossiles, des mines et de la pétrochimie. C'est l'influence décisive de ces organisations et non celle des consommateurs qui a empêché la mise en place de mesures efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Comme bien d'autres critiques du consumérisme, Hamilton décrit des habitudes de consommation que seule une minorité de ménages privilégiés peuvent adopter. Comparons sa description du mode de vie de ceux qu'il appelle « la plupart des gens », « la famille type » et « le parent moyen » avec le portrait que brosse Barbara Ehrenreich de la vraie vie telle que la connaissent ses collègues du restaurant Hearthsides en Floride :

Gail partage une chambre dans un hôtel sordide très connu de la ville pour la somme de 250 \$ par semaine [...]. Claude, le cuisinier haïtien, attend désespérément de pouvoir quitter le deux-pièces qu'il partage avec sa petite amie et deux autres personnes [...]. Annette, une serveuse de vingt ans qui est enceinte de six mois et qui a été abandonnée par son petit ami, vit avec sa mère, une employée des postes. Marianne, qui est serveuse pour le petit déjeuner, et son petit ami paient 170 \$ par semaine pour une caravane d'une place. Billy, qui est le plus riche d'entre nous avec un salaire de 10 \$ de l'heure, vit dans une caravane qui lui appartient et ne paie que 400 \$ par mois pour son emplacement [...]. Tina, une autre serveuse, et son mari paient 60 \$ par nuit pour une chambre au Days Inn. Parce qu'ils n'ont pas de voiture et que le Days Inn est situé à proximité du Hearthsides [...].

Je me suis laissé abuser par les nombreuses tenues élégantes de Joan (les hôtes portent leurs vêtements personnels). Elle vit dans un minibus garé derrière le centre commercial la nuit et elle prend ses douches dans la chambre de Tina au motel³⁰⁷.

Ces vraies personnes ne sont pas « plus prospères que n'auraient pu l'imaginer leurs parents ou leurs grands-parents ». Elles se battent pour survivre, dans une société où la donne est mauvaise pour tous sauf quelques-uns.

Bien peu d'études sur le « consumérisme » s'ancrent en fait dans la réalité, la plupart reprenant les images déformées de la vie quotidienne que véhiculent la télévision et la publicité, sans grand rapport avec ce que vivent concrètement la majorité des gens. Les

collègues d'Ehrenreich n'ont aucune chance d'accéder à la grande consommation matérielle que décrivent Hamilton et d'autres comme lui.

En 2009, 43,6 millions d'Américains devaient se contenter d'un revenu inférieur au seuil officiel de pauvreté. Si certains consomment le monde jusqu'à la catastrophe écologique, ce n'est pas eux.

Les inégalités ne disparaissent pas lorsqu'on franchit le seuil de pauvreté. En vérité, il est difficile de soutenir l'idée que les gens dépensent avec excès lorsqu'on observe l'évolution du revenu d'une majorité d'Américains (comme de leurs homologues d'autres pays) depuis 40 ans. L'économiste Michael Perelman estime qu'en dollars constants, le revenu moyen des 90 % les moins riches de la population a chuté de 4,5 % entre 1970 et 2002 : « Cette estimation ne signifie pas que tout le monde dans la tranche basse de 90 % est resté à la traîne, mais que les pertes sont telles au sein de cette vaste majorité qu'elles annulent les gains de ses membres plus fortunés. Ainsi, il est probable que 80 % de la population soit moins bien lotie en 2002 qu'en 1970³⁰⁸. »

Durant cette période, tandis que le revenu d'une majorité d'individus stagnait ou déclinait, le prix du logement explosait, alors que c'est le premier poste d'importance dans tout budget familial. D'après le Bureau de recensement américain, le prix médian et indexé sur l'inflation d'une nouvelle maison est passé aux États-Unis de 27 600 \$ en 1970 à 169 000 \$ en 2000 – et c'était *avant* la bulle immobilière³⁰⁹ !

Parce que le revenu individuel n'a pas suivi le rythme, l'achat d'une maison est de plus en plus réservé aux familles à deux revenus.

Le ménage type de la classe moyenne américaine n'est plus la famille à revenu unique dont l'un des parents est sur le marché du travail et l'autre à temps plein à la maison. Au contraire, dans la majorité des familles ayant de jeunes enfants, les deux parents se lèvent désormais à l'aube pour aller au travail et ainsi encaisser tous deux un salaire [...].

Aujourd'hui, le revenu médian d'un homme qui travaille à temps plein est de 41 670 \$ par an (tous les chiffres sont indexés sur l'inflation en dollars de 2004), soit près de 800 \$ de moins que son semblable de la génération précédente. La seule réelle augmentation de revenu au sein d'une famille provient du deuxième salaire que rapporte la mère au travail³¹⁰.

En général, un ménage dont les deux adultes travaillent a besoin de deux autos. Et cela signifie habituellement que la nouvelle maison devra être en banlieue, là où les terrains sont assez grands pour comporter un garage double. Les maisons suburbaines sont dans l'ensemble un peu plus grandes qu'avant ; au Canada, l'espace habitable d'un ménage moyen a augmenté de 10 % entre 1990 et 2007, passant d'environ 116 à 128 mètres carrés³¹¹. On voit que la plupart des acheteurs immobiliers n'emménagent pas dans les demeures colossales que présente la mythologie de la superconsommation ; s'ils jouissent toutefois d'un peu plus d'espace, cela augmente d'autant leur facture de chauffage et de climatisation.

Le revenu familial augmente, mais en raison de cette hausse des prix immobiliers, les dépenses inévitables augmentent encore plus pour les ménages, comme le montre le tableau

ci-dessous. Les chiffres sont indexés sur l'inflation.

	Début des années 1970 Famille à revenu unique	Début des années 2000 Famille à deux revenus
Revenu total	42 450 \$	73 770 \$
Coûts fixes	22 890 \$	55 660 \$
Revenu discrétionnaire	19 560 \$	18 110 \$

Après déduction des coûts fixes (hypothèque, garderie, assurances, auto, impôt), la famille américaine moyenne à deux revenus avait en fait au début des années 2000 un revenu discrétionnaire *inférieur* de 1 500 \$ à celui d'une famille à revenu unique au début des années 1970³¹².

Bien sûr, ces chiffres correspondent à des *moyennes*, avec toutes les limites que cela comporte et que nous avons déjà évoquées. Des familles dont les adultes gagnent davantage ou qui ont moins d'enfants jouiront généralement d'un revenu discrétionnaire supérieur au montant indiqué dans ce tableau, tandis qu'il sera moindre chez les ménages qui gagnent moins ou qui ont plus d'enfants. Mais dans l'ensemble, les statistiques montrent que la plupart des familles ayant un revenu de travail tirent le diable par la queue, sans pouvoir se permettre beaucoup d'extras. Nombre de familles ne peuvent maintenir leur niveau de vie qu'en s'endettant, comme l'atteste le rapport 2009 sur *L'Amérique au travail (State of Working America)*, une étude qui fait autorité :

À l'ère de la modernité, l'endettement a pris une importance sans précédent dans l'économie des ménages. Dans la dernière décennie surtout, un grand nombre de ménages américains se sont dangereusement surendettés. [...] Les salaires et les revenus ont presque stagné et, sans pouvoir compter sur ces rentrées d'argent pour maintenir leur niveau de vie, bien des familles ont profité de taux d'intérêt souvent très bas pour financer leur consommation par le crédit. Un nombre record de familles vivent désormais dans l'incertitude, craignant qu'une dépense d'urgence, pour faire face à une maladie grave, par exemple, à une perte d'emploi ou même à une hausse des taux d'intérêt, les empêche de rembourser leur crédit³¹³.

Si les individus au travail dans le Nord jouissent sans conteste d'une aisance matérielle supérieure à celle de leurs homologues du Sud, comme le montrent ces chiffres, l'idée que tous ceux qui travaillent ou presque y sont riches est illusoire :

De maigres moyens d'existence représentent une condition *typique* aux États-Unis, une situation *moyenne* et non une condition extrême. Les gens n'ont pas besoin de toucher un salaire particulièrement bas pour contempler des placards vides. Le salaire horaire moyen fait très bien l'affaire [...].

Des millions de ménages américains travaillent et vivent sur la corde raide. Sans coussin financier. Même une baisse de salaire minimale peut faire très mal et imposer d'importants sacrifices³¹⁴.

Les arguments populationnistes négligent généralement ces immenses disparités de revenu *dans* les pays dont ils décrient la surconsommation. Dans le plus grand et le plus riche de tous, les États-Unis, les 20 % des habitants les plus fortunés touchent et dépensent plus de

60 % du revenu total. En 2006, ces individus avaient un revenu *minimum* de 97 000 \$ et un revenu *moyen* de 258 000 \$ par an, soit 13 fois le revenu moyen des 40 % les plus pauvres du pays³¹⁵.

Une telle inégalité a des répercussions substantielles sur l'environnement. D'après une récente étude canadienne, « l'empreinte écologique des 10 % des ménages canadiens les plus riches est plusieurs fois supérieure à celle des ménages à revenu faible ou moyen³¹⁶ ». Comme le souligne l'éditeur du rapport : « Pour ce qui est de l'impact environnemental, on peut vraiment parler des riches et des autres³¹⁷. »

Les véritables superconsommateurs

Le pronom *nous* est peut-être le terme le plus galvaudé dans les déclarations populationnistes concernant les pays développés. James Lovelock écrit par exemple :

[Q]uand nous conduisons nos voitures en écoutant à la radio des informations sur les pluies acides, nous devons nous rappeler que nous sommes *nous-mêmes* les pollueurs. C'est nous, et non pas quelque figure diabolique en blouse blanche, qui achetons les voitures, les conduisons et polluons l'atmosphère. Nous sommes donc *personnellement* responsables de la destruction des arbres par le *smog* photochimique et les pluies acides. Nous sommes responsables du printemps silencieux prédit par Rachel Carson³¹⁸.

Pour paraphraser Bob Dylan, c'est pas nous. *It ain't we, babe.*

Depuis 1970, une majorité d'individus à l'emploi dans les pays du Nord ont vu leur revenu stagner ou décliner. Loin de se vautrer dans une orgie consumériste de dépenses excessives, ils se sont démenés et même endettés pour maintenir le niveau de vie enregistré en 1970.

Le problème ne touche pas les riches. Le revenu et l'avoir de la minorité aisée ont augmenté dans le même temps, les inégalités atteignant des extrêmes jamais vus depuis les années 1920. À partir de chiffres publiés par le Service d'études budgétaires du Congrès américain, le tableau ci-dessous met en opposition l'évolution du revenu des riches et des autres dans les 30 dernières années du xx^e siècle³¹⁹.

	Revenu annuel		
	1979	1987	1997
Ménage moyen des 20% les moins riches	9 300 \$	8 800 \$	8 700 \$
Ménage moyen des 20% intermédiaires	31 700 \$	32 000 \$	33 300 \$
Ménage moyen du 1% le plus riche	256 400 \$	431 500 \$	644 300 \$

L'aggravation des inégalités s'est accélérée dans les années 2000, les riches devenant beaucoup plus riches tandis que tous les autres y laissaient des plumes.

Au vu des données fiscales de 2007, le revenu ménager moyen avant impôt des 90 % les moins riches a baissé de 900 \$ depuis 1979, tandis que l'individu moyen du 1 % supérieur

empoche un surcroît de revenus de plus de 700 000 \$³²⁰.

Cette part de revenus disproportionnée que s'attribuent les plus fortunés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et au Canada a incité les analystes de la banque Citigroup, l'une des plus importantes au monde, à qualifier ces pays de *ploutonomies*, des économies « dans lesquelles la croissance économique est propulsée *et largement consommée* par une minorité fortunée³²¹ » (c'est nous qui soulignons).

Le journaliste Robert Frank résume les implications de cette théorie de la ploutonomie dans son ouvrage sur les individus extrêmement fortunés, *Richistan* :

[Le directeur des opérations sur actions de Citigroup Ajay] Kapur estime que les 20 % d'individus qui touchent les plus hauts revenus absorbent 70 % de la consommation aux États-Unis. Qu'on le veuille ou non, dit-il, les dépenses des riches ont soutenu l'économie, alors même que les classes inférieures et moyennes étaient en difficulté [...].

Ainsi, plutôt que d'essayer de comprendre pourquoi le consommateur moyen maintenait ses dépenses malgré le prix accru du pétrole, Kapur s'est concentré sur les riches. Dans la mesure où ils jouissent d'un tel revenu disponible, a-t-il découvert, ils n'ont guère souffert ni ne se sont souciés d'une hausse de prix du pétrole. Leurs dépenses inchangées ont en fait stimulé l'ensemble de l'économie de la consommation. Comme l'a dit un propriétaire de yacht lorsque je lui ai demandé si la hausse de prix du pétrole l'inquiétait : « Bon, je paye un plein 60 000 \$ au lieu de 40 000 \$. Mais ce n'est rien pour un bateau qui me coûte cinq millions par an en frais d'entretien³²². »

Merryll Lynch et Capgemini, deux entreprises au service des richissimes, publient chaque année un rapport sur la richesse dans le monde (*World Wealth Report*) qui traite de ceux qu'elles appellent les Individus fortunés (IF), possédant plus d'un million de dollars d'actifs à investir, sans compter leur résidence principale, leurs biens de collection, leurs biens durables et non durables. Dans l'édition 2010, on peut lire qu'environ 0,15 % de la population mondiale, soit dix millions d'individus en tout, peuvent prétendre au titre d'IF, l'ensemble de leurs avoirs totalisant 39 billions de dollars³²³.

Le rapport identifie dans ce groupe 95 000 Individus *extrêmement* fortunés (IEF) qui possèdent plus de 30 millions de dollars d'actifs à investir. Bien qu'ils représentent moins de 1 % du groupe, les IEF détiennent plus de 35 % des richesses des IF.

Et pourtant, ce ne sont pas les plus riches du monde. Le magazine *Forbes* estime qu'à l'échelle planétaire, on compte seulement 1 011 milliardaires, des individus possédant plus de 1 000 millions d'actifs. Leurs avoirs totalisent 3,5 billions de dollars, soit en moyenne 3,5 milliards par individu³²⁴.

Si les populationnistes veulent vraiment trouver des superconsommateurs, ils devraient se pencher sur ceux dont les ressources financières dépassent les besoins de n'importe quel être humain et qui, d'après les analystes de Citigroup, dépensent bien plus qu'ils n'épargnent ou n'investissent. Les histoires relatant les folles dépenses des ultra-riches sont légion.

- David et Frederick Barclay, propriétaires d'hôtels et de journaux en Angleterre, ont acheté une île dans la Manche et recruté l'architecte favori du prince Charles, Quinlan

Terry, pour leur construire un château d'une valeur de 60 millions de livres (environ 99 millions de dollars) arborant d'épais murs en granit, des remparts, une salle à manger de 80 mètres de long, deux piscines et une plateforme d'hélicoptère.

- Le détaillant britannique Philip Green a fait venir 300 invités par avion dans le Sud de la France et les a logés dans un hôtel à 1 600 \$ la nuit pour la bar-mitsvah de son fils. Il a aussi fait venir des maçons et d'autres artisans pour construire une synagogue pouvant accueillir 300 personnes dans les jardins de l'hôtel. Figuraient au programme de la soirée un concert du ténor italien Andrea Bocelli et un spectacle donné par la vedette pop Beyoncé avec le groupe Destiny's Child.
- Le fondateur de Microsoft Bill Gates habite une maison bâtie sur mesure de plus de 6 000 mètres carrés. Baptisée Xanadu, la résidence à la fine pointe de la technologie surplombe le lac Washington dans l'État du même nom, à Medina. Sa valeur imposable était en 2009 de 147,5 millions de dollars. Chaque poignée de porte a été faite sur commande au coût de 2 000 \$.
- En 2003, un autre milliardaire de Microsoft, Paul Allen, a acheté le plus long bateau de plaisance au monde, l'*Octopus*, qui mesure 126 mètres. Il a depuis été dépassé par le *Dubai*, un yacht de luxe de 161 mètres construit pour le cheik des Émirats arabes unis Mohammed ben Rachid Al Maktoum. Ce bateau-là s'est à son tour fait devancer par l'*Eclipse*, un yacht de 162 mètres appartenant au milliardaire russe Roman Abramovitch. Ce géant serait muni d'un système de défense antimissile et d'un sous-marin d'urgence.
- Le milliardaire du secteur pétrochimique Mukesh Ambani, au cinquième rang des individus les plus riches de la planète selon *Forbes*, vit avec sa femme et ses trois enfants dans la résidence privée qui vaut le plus au monde : un manoir estimé à deux milliards de dollars qui compte 22 étages, un cinéma, une piscine, un studio de yoga, une pièce qui diffuse de la neige artificielle et dans laquelle la famille peut échapper à la chaleur, et 600 domestiques. Tout cela au cœur de Mumbai, une ville qui abrite six millions d'habitants dans ses bidonvilles.

Et la liste continue. Comme le souligne Daniel Dorling, ce mode de vie des ultra-riches ne se justifie que si l'on croit d'une manière ou d'une autre que chacun d'entre eux vaut des centaines ou des milliers de travailleurs ordinaires.

Chacun de ces individus occupe un espace qui auparavant abritait des centaines de personnes ; leur consommation de ressources et de combustibles fossiles est bien moins soutenable sur le plan écologique que la consommation totale de milliers d'autres individus, et ils requièrent le temps, la main-d'œuvre et la servilité de dizaines de milliers d'autres qui vont pour les satisfaire extraire des minéraux, fabriquer des marchandises et se mettre à leur service, privant ainsi des millions d'individus des bénéfices potentiels de ce travail. Il suffit de penser à toute la main-d'œuvre requise pour créer les matériaux et la technologie qu'exigent l'ameublement d'un immense manoir, la construction d'un grand yacht ou d'un avion privé pour entrevoir le tort que fait ne serait-ce qu'un seul de ces centaines de milliardaires, quelqu'un qui peut dépenser quotidiennement deux millions de dollars en loisirs, aux millions d'autres êtres humains qui tous ensemble dépensent moins pour subvenir à l'ensemble de leurs besoins³²⁵.

La « secte mondiale des goinfres goulus », comme le journaliste Hervé Kempf appelle les ultra-riches³²⁶, occupe à l'échelle planétaire un espace écologique franchement démesuré et génère une pollution largement excessive par rapport à son nombre. La moindre explication qui attribue la crise environnementale à la « consommation américaine » (ou britannique, australienne, canadienne...) ratera la cible si elle néglige les faits suivants :

- Les Américains faisant partie du 1 % le plus riche de la population touchent et dépensent plus que les 40 % les plus pauvres.
- Les 5 % des Américains les plus riches possèdent plus que tous leurs concitoyens réunis³²⁷.
- Les 80 % des Américains les moins riches engagent moins de 40 % des dépenses de consommation³²⁸.
- En Australie, 11 individus très fortunés possèdent plus que les 800 000 ménages les plus pauvres du pays réunis³²⁹.
- Les avoirs combinés des 147 personnes citées en 2002 en tête de la liste *Forbes* des « plus grandes fortunes du monde » équivalaient au revenu annuel total de trois milliards d'individus, soit la moitié de la population mondiale³³⁰.

Au regard de ces faits, la question sociale de la surpopulation perd de sa substance. Pour citer le chroniqueur du *Guardian* George Monbiot : « Il est temps d'oser mettre un nom sur le problème. Ce n'est pas le sexe, c'est l'argent. Ce ne sont pas les pauvres, ce sont les riches³³¹. »

Le mythe de la souveraineté du consommateur

[Le marché] a rarement de rapport avec le choix ou la liberté, dans la mesure où ces derniers sont déterminés pour nous par avance, qu'il s'agisse de nouveaux modèles de voiture, de jouets ou de programmes de télévision : nous effectuons certes une sélection parmi eux, mais, quant à choisir vraiment, on peut difficilement considérer que nous avons voix au chapitre.

– Fredric Jameson³³²

DÈS LORS QUE survient une catastrophe écologique, quelqu'un condamne les consommateurs.

Après que le pétrolier géant *Exxon Valdez* eut déversé en mer 41 millions de litres de pétrole brut en 1989, Greenpeace diffusait une publicité montrant une photo de son capitaine, accompagnée de la légende : « Ce n'est pas sa conduite qui a causé le déversement pétrolier en Alaska. C'est la vôtre. » Puis on lisait : « Il serait facile de condamner un homme pour le déversement du *Valdez*. Ou une compagnie. Ou même une industrie. Trop facile. Parce qu'à dire vrai, c'est une nation ivre de pétrole qui a causé le déversement³³³. »

De la même façon, en 2010, la catastrophe pétrolière impliquant BP dans le golfe du Mexique incitait le quotidien britannique *The Guardian* à publier un article intitulé « Nous sommes tous responsables du déversement ».

En outre, et c'est peut-être le plus important, nous devrions envisager la question de la responsabilité non seulement dans la production de pétrole, mais aussi dans sa consommation. Le commerce et la finance ne sont pas sans lien avec nos propres choix. Si des sociétés comme BP font ce qu'elles font, c'est parce que nous voulons ce qu'elles vendent. Nous sommes tous bien contents d'avoir de l'essence bon marché [...].

Les consommateurs que nous sommes demeurent dépendants du pétrole de diverses manières ; ainsi, nous alimentons un système assoiffé d'hydrocarbures qui pousse les sociétés pétrolières à entreprendre des forages en eau profonde et d'autres activités risquées³³⁴.

Nous pourrions citer bien d'autres exemples qui véhiculent tous la même leçon élémentaire : si seulement « nous » nous affranchissions de cette dépendance au pétrole, « ils » cesseraient de détruire l'environnement. Si seulement « nous » utilisions moins de pétrole, « ils » ne seraient pas obligés d'effectuer des forages dans des zones écosensibles comme le golfe du Mexique.

De tels points de vue reposent sur l'hypothèse implicite que les entreprises – ou en vérité, l'économie capitaliste dans son ensemble – répondent aux désirs et aux choix des consommateurs tels qu'ils se présentent sur le marché. L'économiste Mark Perry de l'American Enterprise Institute, à droite sur l'échiquier politique, explique :

Les consommateurs sont les rois et les reines de l'économie de marché et, en définitive, ils règnent en maîtres absolus sur les firmes et leurs employés. [...] Dans une économie de marché, ce sont les consommateurs et non les entreprises qui, fondamentalement, prennent toutes les décisions. Lorsqu'ils votent sur le marché avec leurs dollars, les consommateurs décident quels produits, quelles entreprises et quelles industries vont survivre, et lesquels disparaîtront³³⁵.

Cette opinion, qu'on appelle généralement *la souveraineté du consommateur*, est largement répandue non seulement parmi les économistes conservateurs, mais aussi parmi les commentateurs politiques de diverses tendances. En fait, elle est au cœur de la théorie économique dominante.

Le concept de souveraineté du consommateur est d'une importance capitale dans la théorie économique néoclassique : c'est la pierre angulaire de la théorie du consommateur et de la production. Il exprime le grand principe de l'économie néoclassique, à savoir que la satisfaction des désirs du consommateur justifie l'activité économique dans son ensemble. La production est un moyen, la consommation est une fin [...].

Régner en souverain, c'est être le seul détenteur du pouvoir et, dans l'optique d'une souveraineté du consommateur, ce dernier est vu comme l'unique décideur de ce que l'économie produit, des procédés utilisés et de la répartition des marchandises. Seuls les biens que veut le consommateur seront produits et l'ampleur de la production dépendra de l'ampleur de son appétence pour ces biens³³⁶.

Quoique cela soit rarement explicite, toutes les explications populationnistes de la crise environnementale se fondent sur le concept de souveraineté du consommateur. En tant que consommateurs, nous obtenons ce que nous voulons auprès d'un marché réceptif. Nous détruisons l'environnement parce que nous voulons trop de mauvaises choses. S'il y a coupe forestière, c'est parce que les consommateurs veulent plus de produits du bois, ou plus de produits cultivés là où se dressaient autrefois des forêts. Si les sociétés pétrolières détruisent les écosystèmes, c'est parce que davantage de consommateurs veulent davantage de pétrole.

Voilà pourquoi l'entreprise est fréquemment absente des écrits populationnistes : les producteurs qui produisent toujours plus ne font que répondre à la demande des consommateurs, qui augmente parce que le nombre de consommateurs augmente.

Dans ce cas, le système hyperpolluant tout entier repose sur les décisions du consommateur et il n'y a alors que trois options possibles : réduire le nombre de consommateurs, persuader les consommateurs de réduire leur consommation, ou les deux à la fois.

Le marché manipulé

Le concept de souveraineté du consommateur repose sur l'idée absurde que les fabricants et autres attendent simplement que nous exprimions nos désirs pour ensuite se hâter de les

exaucer. Selon la théorie économique dominante, le marketing et la publicité en tant que fonctions commerciales clés n'ont pour seul but que de nous informer des choix possibles en vue de satisfaire nos désirs, déterminés de manière indépendante.

L'écosocialiste Michael Löwy écrit :

Contrairement à ce qu'avancent les idéologues du marché libre, l'offre n'est pas une réponse à la demande. En général, les firmes capitalistes créent une demande pour leurs produits au moyen de diverses techniques de marketing, d'astuces publicitaires et de l'obsolescence planifiée. La publicité joue un rôle essentiel dans la production de la demande consumériste en inventant de faux « besoins » et en stimulant la formation d'habitudes compulsives en matière de consommation³³⁷.

Comme l'écrivait l'économiste de la gauche libérale John Kenneth Galbraith il y a plus de 50 ans, dans son ouvrage désormais classique *L'ère de l'opulence*, la théorie de la souveraineté du consommateur ignore la « fonction essentielle » de la publicité et du marketing, qui est « de faire naître des besoins qui auparavant n'existaient pas ». Loin de n'être qu'une réponse aux souhaits du consommateur, le marketing « crée les désirs qu'[il] cherche à satisfaire ».

« Le dernier élève de l'école de commerce la plus rudimentaire du pays considérerait cela comme élémentaire », ajoute Galbraith. Toutefois, les économistes refusent de le comprendre : ils ont « fermé les yeux (et les oreilles) au plus important de tous les phénomènes économiques, à savoir la création moderne des besoins³³⁸ ».

Par la suite, dans *Le Nouvel État industriel*, Galbraith expliquera plus en détail l'importance cruciale du marketing, qu'il appelle *le conditionnement de la demande*, dans le capitalisme moderne.

En fait, le contrôle ou, si l'on préfère, le conditionnement de la demande constitue en soi une vaste industrie qui prend rapidement de l'extension. Elle embrasse un énorme réseau de communications, un grand déploiement d'organisations commerciales et de vente, la presque totalité de l'industrie publicitaire, de nombreuses activités auxiliaires : recherche, formation professionnelle et institutions connexes, et la liste n'est pas close. Dans le langage de tous les jours, on dit de cette grande machine, comme des compétences élevées et variées qu'elle emploie, que sa fonction est de vendre des marchandises. Pour dire les choses plus clairement, sa fonction est de mettre l'acheteur en condition³³⁹.

Le fait d'insinuer que ces démarches n'influencent en rien les acheteurs signifierait selon Galbraith que l'industrie gaspille sciemment des milliards de dollars, augmente ses prix et réduit ses profits sans la moindre raison. Une absurdité, soutient l'économiste.

Il avance que si la publicité ne persuade pas certains individus d'acheter certains produits spécifiques, elle remplit une fonction plus large pour le bien du système tout entier :

L'action de conditionnement joue encore un autre rôle. Tout en assujettissant la demande à un contrôle serré, elle fait une propagande sans relâche en faveur de la production en général. Des premières heures de la matinée aux dernières heures de la soirée, les gens sont informés des services qu'ils peuvent attendre des produits, de tout ce qui les rend indispensables [...].

La conséquence est que si les produits sont de plus en plus abondants, leur importance ne paraît pas diminuer pour autant. Au contraire, il faut faire un effort de volonté pour imaginer qu'il y a quelque chose

d'autre qui ait autant d'importance. Moralement, nous admettons qu'abondance de biens n'est pas synonyme de réussite humaine ; dans la pratique, nous ne doutons pas qu'on la considère comme telle³⁴⁰.

Dans *The Consumer Trap*, Michael Dawson nous invite à considérer la publicité comme partie prenante d'un processus de *marketing* bien plus vaste qui vise à ce que « les habitudes hors travail des gens ordinaires servent davantage les intérêts commerciaux » : « Aux États-Unis, les grandes entreprises dépensent désormais bien plus qu'un billion de dollars par an en marketing. C'est le double des dépenses annuelles des Américains en éducation publique et privée, de la prématernelle au premier cycle universitaire. Et cela équivaut à une dépense annuelle d'environ 4 000 \$ pour chaque homme, femme ou enfant au pays. »

Pour Dawson, ce processus est une forme de « lutte des classes par en haut ».

De notre côté d'une telle lutte, dans une large mesure (même s'il nous faut manger, boire et dormir), nous avons le pouvoir de choisir ce que nous faisons de notre temps libre, et nous nous battons pour que ce temps soit aussi gratifiant que possible. Parallèlement, les grandes entreprises ont le pouvoir d'implanter des objets, des images, des messages et des infrastructures matérielles dans notre environnement comportemental hors travail et, par ce moyen, d'influencer les choix que nous faisons dans notre vie privée³⁴¹.

Cela ne veut pas dire que nous sommes les victimes sans défense des monstres tout-puissants du marketing. Il est toujours possible pour certains individus de se soustraire à cette influence ou même de rejeter entièrement le système qu'elle sert. Comme l'affirme Galbraith, de tels actes n'ont qu'un maigre effet sur le système en tant que tel, parce que le conditionnement de la demande vise à influencer non pas les acheteurs individuels, mais les masses, le marché potentiel dans son ensemble.

Tout individu doué de volonté et de détermination peut se soustraire à son action [celle du conditionnement de la demande]. Cela étant, il ne saurait être question de définir une méthode particulière pour amener l'individu à acheter un produit quelconque. Ceux qui protesteront s'entendront tout naturellement rétorquer : « Libre à vous de ne pas marcher ! » Mais le risque est mince de voir les gens affirmer leur personnalité en nombre suffisant pour gêner le conditionnement du comportement de masse³⁴².

Il est fréquent que les acheteurs résistent à la manipulation et il arrive que certaines campagnes de publicité ratent leur but. Mais lorsqu'elles dépensent un billion de dollars par an en marketing, les firmes ne se contentent pas de promouvoir certains produits en particulier : elles établissent les conditions opérationnelles du marché, définissent l'éventail des choix permis et favorisent l'expansion constante des besoins comme des achats dont dépendent leurs profits. Elles ne dépenseraient pas cet argent-là si cela ne fonctionnait pas.

Dissimuler les faits

Le concept de souveraineté du consommateur repose également sur l'idée que les consommateurs connaissent toutes les données pertinentes concernant les produits qu'ils pourraient acheter et que, de ce fait, leurs achats se fondent sur des décisions éclairées et rationnelles.

C'est évidemment absurde. Le moindre segment du marché capitaliste se caractérise par une « asymétrie de l'information » : celle-ci se trouve bien plus entre les mains des vendeurs que des acheteurs. En vérité, bien que les économistes l'admettent rarement, les vendeurs dissimulent couramment d'importants renseignements aux acheteurs.

Dans les États-Unis de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, la réglementation des prix a fortement incité les entreprises à réduire la qualité de leurs produits alimentaires afin de maintenir leurs profits. Lorsque les associations de consommateurs ont fait campagne pour réclamer une simple norme d'étiquetage de qualité A-B-C en vue de comparer les aliments en conserve, l'Association des professionnels de la conserverie (la National Canners Association) les a accusées de partir en « guerre » contre les marques, une guerre qui mettait « en jeu notre système d'entreprise privée ». Le Congrès a docilement adopté une loi interdisant un tel système d'étiquetage obligatoire³⁴³.

Plus récemment, l'agroentreprise nord-américaine a réussi à contrer les revendications pour un étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés. Quoiqu'on pense des OGM, il est évident que les acheteurs ne peuvent pas voter avec leur portemonnaie sans être bien informés.

Toutefois, l'étiquetage n'est pas pour autant une garantie sur le produit acheté. Considérons les produits censément verts, des biens que les consommateurs soucieux de faire des choix écologiquement responsables sont susceptibles d'acheter. D'après une étude menée en 2010 sur le marché nord-américain par la société d'experts-conseils en environnement Terrachoice, on trouvait 4 744 produits dits « verts » pour la maison et pour la famille, mais plus de 95 % d'entre eux véhiculaient une information partiellement ou totalement mensongère sur leurs qualités écologiques. Plus de 30 % des emballages examinés arboraient un faux label « certifié vert ». Les fabricants de ces produits étaient coupables de « mascarade écologique », ce que Terrachoice définit comme le fait de tromper les consommateurs à propos des pratiques environnementales d'une entreprise ou des avantages écologiques d'un produit ou d'un service. La totalité des jouets et plus de 99 % des produits pour bébés mis à l'étude participaient de cette mascarade³⁴⁴.

Ce ne sont pas là des cas exceptionnels. Sur le marché des biens de consommation, la balance de l'information et de la persuasion penche fortement du côté des vendeurs au détriment des acheteurs, du côté des entreprises au détriment des consommateurs.

L'économie du jetable

Le marketing ne se résume pas à la publicité et à l'étiquetage, mais englobe l'ensemble des actions entreprises par les firmes pour accroître leurs ventes, en chiffres absolus comme par comparaison avec leurs concurrents. Il existe deux formes de marketing particulièrement destructrices de l'environnement : l'obsolescence planifiée et le jetable, c'est-à-dire la

création de produits délibérément conçus pour n'avoir qu'une brève durée de vie et ainsi forcer la « surconsommation ».

Si les entreprises capitalistes s'évertuent depuis toujours à introduire des produits qui permettront de chasser leurs concurrents du marché, l'obsolescence planifiée signifie que les fabricants *assurent sciemment l'obsolescence de leurs propres produits*. L'industrie automobile a perfectionné cette technique au milieu du xx^e siècle en offrant chaque année sur le marché des modèles modifiés de façon superficielle. D'après une étude conduite en 1962 par trois éminents économistes, le secteur consacrait depuis 1949 au moins cinq milliards de dollars par an au seul renouvellement des modèles, augmentant de 25 % le prix moyen d'une auto³⁴⁵.

Presque tous les manufacturiers ont voulu imiter ce succès de l'industrie automobile. Le célèbre concepteur de produits Brooks Stevens expliquait le phénomène en 1958 : « Notre économie tout entière repose sur l'obsolescence planifiée et tout individu capable de lire sans remuer les lèvres devrait désormais le savoir. Nous fabriquons de bons produits, nous incitons les gens à les acheter, puis l'année suivante nous introduisons délibérément quelque chose qui les rendra désuets, démodés, obsolètes. Nous agissons ainsi pour une raison des plus sensées : faire de l'argent³⁴⁶. »

Ce que Stevens ne disait pas, c'est que les consommateurs n'adoptent pas forcément les « nouveaux modèles optimisés ». L'obsolescence planifiée ne fonctionne qu'accompagnée de campagnes publicitaires intensives ; il n'est donc pas surprenant d'apprendre que derrière cinq des dix plus grands budgets publicitaires se trouvent des constructeurs automobiles et que l'industrie automobile dans son ensemble dépense plus du double en publicité que n'importe quel autre secteur³⁴⁷.

L'obsolescence planifiée à son extrême s'incarne dans le produit jetable ; on estime que 80 % de tous les produits vendus aux États-Unis sont conçus pour être jetés après un usage unique³⁴⁸. L'emballage, que certains définissent comme du prêt-à-jeter, en constitue l'exemple suprême. Aux États-Unis, les contenants et emballages forment environ 31 % des déchets urbains solides ; le papier et le carton (issus des arbres) représentent un tiers du poids de ces déchets et le plastique (issu du pétrole) en représente 12 %. La production de matériaux d'emballage absorbe 3 % de la consommation énergétique totale du pays³⁴⁹.

Depuis quelques décennies, le secteur de l'électronique est devenu maître en matière d'obsolescence planifiée : il conçoit et vend des produits qui interdisent leur mise à jour ou leur réparation, et les remplacent par de nouveaux modèles quelques mois seulement après leur lancement. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) estime qu'en 2006-2007, 20,6 millions de téléviseurs, 157,3 millions d'ordinateurs et 126,3 millions de téléphones portables ont été jetés aux poubelles³⁵⁰. Pour reprendre l'argument de la campagne Computer TakeBack (pour la reprise des ordinateurs), ce gaspillage permet à l'industrie de l'électronique de décharger ses coûts sur la société dans son ensemble.

L'équipement électronique jeté au rebut est l'une des sources de déchets qui augmentent le plus vite actuellement dans le monde industrialisé, en raison d'une hausse des ventes et de l'obsolescence rapide de ces produits. L'équipement électronique est aussi l'une des plus importantes sources recensées de métaux lourds et de polluants organiques dans le flux de déchets. À moins de réussir une suppression progressive des produits chimiques dangereux et de mettre en place des systèmes efficaces de collecte, de réutilisation et de recyclage, les produits chimiques fortement toxiques que l'on trouve dans la marchandise électronique continueront de contaminer le sol et les eaux souterraines en plus de polluer l'air, constituant de fait une menace pour la nature et la population.

La campagne Computer TakeBack met en avant comme principe directeur la responsabilité élargie des producteurs (REP) en matière de déchets électroniques postconsommation. L'objectif de la REP est de rendre les fabricants de marques et leurs distributeurs financièrement responsables de leurs produits lorsque ceux-ci deviennent obsolètes [...].

Cela incite fortement les fabricants électroniques à réduire de tels coûts par la conception de produits propres, sans danger, durables, réutilisables, réparables et valorisables, en plus d'être faciles à désassembler et à recycler³⁵¹.

Les fabricants de produits jetables sont responsables et devraient en supporter le coût : le principe est assurément juste et l'on pourrait aisément l'appliquer à d'autres produits non électroniques ; toutefois, les populationnistes y sont aveugles. Tous ces déchets, affirment-ils, prouvent simplement qu'il y a trop de monde. Voici ce qu'en dit un manuel universitaire de biologie : « Non seulement nous épuisons des ressources limitées, mais en plus, nous détériorons l'eau, l'air et d'autres ressources renouvelables en les polluant de déchets industriels et ménagers ainsi que d'eaux usées. Plus nous sommes nombreux, plus nous générons de la pollution³⁵². »

L'hypothèse sous-jacente est que l'industrie se contente de répondre efficacement aux exigences des consommateurs : le flux de déchets est inévitable, aussi la seule variable en jeu est le nombre d'individus qui achètent et jettent les produits. Les auteurs ignorent le simple fait qu'entre 1960 et l'an 2000, la quantité de déchets a augmenté plus de trois fois plus vite que la population³⁵³. De toute évidence, le taux de natalité n'est pas l'unique moteur de l'économie du jetable.

Le cas de l'automobile

Dans les pays du Nord, l'automobile constitue généralement le deuxième bien le plus cher et le moins écologique d'une famille. En 2008, 17 % des émissions de gaz à effet de serre provenaient des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers³⁵⁴, ce qui signifie que l'automobile est l'une des principales causes du réchauffement climatique. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des dommages sur l'environnement que cause un réseau routier lourdement subventionné (routes, autoroutes, ponts et stationnements). Comme le notait dans un rapport de 1974 un ancien conseiller auprès du Sénat américain : « Si l'on observe la forte consommation énergétique, le taux d'accidents, la pollution et la substitution des équipements urbains [...] le déplacement par véhicule motorisé représente peut-être le mode de transport le moins efficace qu'ait conçu l'homme moderne³⁵⁵. »

Il est facile de conclure que nous devrions tous renoncer à l'automobile, ce que préconisent justement certains livres tels que *Divorce Your Car*. Toutefois, pour la plupart des gens, vivre sans auto n'est pas une option, non parce qu'ils y tiennent absolument, mais parce qu'il n'y a pas d'autre solution concrètement envisageable.

Les journalistes ne se lassent pas de souligner l'amour des Américains pour l'automobile. Mais en général, cet « amour » tient davantage d'une sorte de désespoir devant le nombre terriblement limité d'options qui s'offrent à eux. À voir la façon dont on a construit les automobiles, les routes, les réseaux de transport collectif (qui brillent souvent par leur absence), les centres urbains et les galeries marchandes, on comprend que les gens n'ont souvent pour ainsi dire pas d'autre choix que de conduire s'ils veulent vivre et travailler³⁵⁶.

L'ouragan qui a dévasté La Nouvelle-Orléans en 2005 a révélé de façon navrante à quel point la voiture est désormais indispensable dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Notre dépendance presque totale à l'automobile est l'un des nombreux faits déplaisants qu'ont révélés l'ouragan Katrina et ses répercussions. L'exode depuis La Nouvelle-Orléans nous l'a montré plus que tout. La différence entre ceux qui s'en sont sortis vivants avec leurs êtres chers et les autres s'est fréquemment résumée au fait d'avoir une auto à disposition et suffisamment d'argent pour la remplir d'essence. Aujourd'hui, alors que la vie reprend, nombre de ceux qui étaient restés coincés ont été déplacés dans des parcs à caravanes où ils seront potentiellement moins bien lotis qu'avant, notamment parce qu'ils ne peuvent pas se rendre là où se trouvent les emplois³⁵⁷.

L'usage intensif de la voiture qui caractérise la société nord-américaine est le produit d'une campagne mûrement réfléchie menée sur plusieurs décennies par les industries pétrolière et automobile avec le soutien de politiciens accommodants pour supprimer ou restreindre le réseau de transport en commun, éradiquer les trains de voyageurs, verser des milliards de deniers publics dans la construction de routes et d'autoroutes, imposer des restrictions de zonage et promouvoir des programmes de construction résidentielle qui ont favorisé l'étalement urbain – campagne qui visait parallèlement à vendre l'automobile comme le symbole par excellence du succès, de la liberté et de la modernité.

La conception même de la ville contemporaine a imposé une dépendance automobile à presque toute la population.

Si l'on peut choisir d'acheter une hybride ou de limiter ses déplacements à l'épicerie, la dure réalité est que dans ce pays suburbain, les Américains ne peuvent que modérément réduire leur utilisation de l'automobile. Pour gagner leur vie, ils doivent travailler. Et pour travailler, la vaste majorité des Américains doivent prendre la voiture [...].

Les deux tiers des habitants des zones métropolitaines vivent en banlieue, et c'est aussi là que sont créés les deux tiers des nouveaux emplois. Il n'est donc guère surprenant que 88 % des gens ayant un emploi prennent l'auto pour se rendre au travail³⁵⁸.

Le fait d'insister ainsi sur « le choix du consommateur » lorsqu'on évoque les causes de la dépendance à l'automobile banalise la question et entrave la recherche de solutions véritables. Les quelques villes qui ont favorisé un usage restreint de la voiture l'ont fait non pas en sermonnant les consommateurs, mais en investissant dans un réseau de transport collectif amélioré et abordable, en plus de renoncer aux politiques axées sur l'automobile que

l'on retrouve largement en planification urbaine. Si l'on ne met pas en place de telles mesures, entre autres changements, la voiture maintiendra son effet destructeur sur l'environnement.

Au-delà de la publicité

« On a déployé d'immenses efforts, y compris dans la formation d'une vaste industrie de la publicité, pour influencer et manipuler les aspirations, les besoins et les désirs des populations humaines en vue de cultiver un marché potentiel. Mais l'enjeu dépasse la simple visée publicitaire. Ce qu'il faut instituer, ce sont des conditions de vie au quotidien qui exigent l'absorption d'un ensemble de produits et de services élémentaires assurant leur maintien. Prenons par exemple le développement des aspirations, des besoins et des désirs associés à l'essor du mode de vie suburbain dans les États-Unis de l'après-guerre. Nous ne parlons pas seulement ici de la nécessité d'avoir une voiture, du pétrole, des autoroutes, des maisons en série et des centres commerciaux, mais aussi des tondeuses, des réfrigérateurs, des appareils de climatisation, des rideaux, du mobilier (intérieur et extérieur), de l'équipement de divertissement à domicile (la télévision) et de tout un attirail de systèmes de maintenance permettant cette existence au quotidien. La vie suburbaine de tous les jours exigeait la consommation d'au moins toutes ces marchandises. Le développement de la banlieue a fait de ces articles des nécessités absolues et non simplement des biens désirés. La création perpétuelle de nouveaux besoins est une condition préalable à la continuité d'une accumulation infinie de capitaux. »

– David Harvey, *The Enigma of Capital*

Un choix limité

Cela ne signifie pas pour autant que l'utilisation individuelle de biens et de services est sans lien avec les problèmes écologiques. Toutefois, ces activités sont indissociables d'un contexte économique, social et politique dont il faut tenir compte. Une simple condamnation des « consommateurs » ou de la « consommation » aboutit à des conclusions erronées et à des pistes d'action inadéquates.

Le cas de la voiture illustre le problème central que soulève l'idée de souveraineté du consommateur en tant que moteur économique. Si les individus et les familles peuvent décider quelle auto acheter parmi les centaines de modèles en vente, il leur est difficile, voire impossible d'opter pour un moyen de transport public tout aussi pratique. Les acheteurs se voient offrir « un univers de microchoix où la question Ford ou Chevy est un sujet brûlant, contrairement à la question train ou voiture qui ne l'est assurément pas³⁵⁹ ».

S'il ne suffisait que de persuasion et d'éducation pour modifier les comportements, la crise environnementale serait vite résolue ; nous n'avons jamais rencontré quelqu'un qui *voulait* polluer la planète ou générer toujours plus de gaz à effet de serre. Mais voilà la dure réalité : *la plupart des gens n'ont pas vraiment le choix*. Comme l'écrit Kim Humphery dans sa critique des politiques anticonsuméristes :

Nombreux sont les commentateurs contemporains pour qui la nécessité de s'attaquer à la réalité de la surconsommation appelle une prise de position exagérément sévère ; ils analysent, réprimandent ou encore se contentent de tourner en dérision l'apparent matérialisme déplorable des masses conditionnées [...].

Il est urgent de rappeler dans la discussion actuelle à quel point nous sommes, en tant que consommateurs et travailleurs des économies capitalistes, contraints de vivre, de gagner notre vie, de dépenser et de trop dépenser de telle ou telle façon. Pour ce qui est de nos actions économiques et sociales, nos options en tant que sujets du capitalisme sont limitées, et ces options diffèrent considérablement selon les catégories de classe, de genre, de race, d'âge, de sexualité, et selon nos capacités physiques ou mentales. Nous sommes à divers degrés contraints d'occuper certains emplois durant un certain nombre d'heures, d'habiter certains types de logement et d'utiliser certains modes de transport, de consommer ou de surconsommer divers types de produits et services, de faire nos achats dans divers lieux et de tracer le cours de notre existence de telle ou telle façon³⁶⁰.

« L'ironie de la chose, écrit Murray Bookchin, c'est que la plupart des gens ordinaires et leurs familles ne peuvent se permettre de vivre simplement³⁶¹. » Pour des centaines de millions d'individus, se passer d'auto voudrait dire ne pas avoir d'emploi, ne pas avoir accès aux magasins ou à la nourriture, ne pas pouvoir emmener ses enfants dans des aires de loisirs ou chez des amis.

Les domaines dans lesquels la plupart des individus peuvent facilement adopter un comportement ou des produits écologiquement responsables ont un impact limité sur leur vie et sur la société. Comme le note Tim Jackson, les problèmes majeurs appellent des *solutions sociales*.

Il est clair [...] que la transformation de la logique sociale de la consommation ne peut être simplement renvoyée aux seuls choix individuels. Malgré l'aspiration croissante au changement, il est presque impossible de simplement *choisir* un mode de vie durable, même si certains le souhaitent ardemment. Même les individus très motivés font l'expérience de ce conflit lorsqu'ils tentent d'échapper au consumérisme. Et les chances de multiplier ces comportements dans la société resteront négligeables sans modifications de la structure sociale³⁶².

« En fin de compte », écrit le professeur en politique de l'environnement Thomas Princen, « l'idée de souveraineté du consommateur ne rime à rien. C'est un mythe bien utile pour qui souhaite reporter la responsabilité des problèmes sociaux et environnementaux sur les consommateurs, déchargeant ceux qui ont véritablement un pouvoir sur le marché, qui définissent les règles du jeu et qui en profitent le plus³⁶³. »

Le complexe militaro-industriel et la pollution

Notre planète bleue [...] est retenue en otage par la tyrannie du bénéfice net. Elle subit toujours plus la domination de ceux qui gouvernent d'en haut, ceux qui décident en bonne partie du sort du monde dans le sanctuaire de leurs bureaux de direction et de leurs salles de conférence.

– Joshua Karliner³⁶⁴

EN 2000, les 200 plus grandes entreprises du monde employaient moins de 1 % de la population mondiale, tandis que leurs ventes représentaient 27,5 % du PIB mondial³⁶⁵. En 2008, il existait 166 entités au monde dont le chiffre d'affaires ou le PIB annuel s'élevait à 50 milliards de dollars ou plus : seules 60 d'entre elles étaient des pays ; 106 étaient des entreprises³⁶⁶.

Pourtant, la plupart des ouvrages attribuant la crise environnementale à la surpopulation ne font aucune mention ou presque du rôle de ces dernières. Le mot même de *corporation* en anglais n'apparaît que trois fois (dont une en note de bas de page) dans le livre des Ehrlich *The Population Explosion*, deux fois seulement dans l'ouvrage de Brian O'Neill *Population and Climate Change* – et parce que le terme apparaît dans le nom d'une organisation –, et pas une seule fois dans l'ouvrage de James Lovelock *Les âges de Gaïa*.

L'accent mis sur le concept abstrait de « population » détourne l'attention des *causes sociales et institutionnelles* de la crise mondiale actuelle. L'impact des ultra-riches sur l'environnement n'est pas d'abord et avant tout le résultat de leur cupidité individuelle, mais découle du fait qu'ils possèdent et contrôlent les organisations et institutions dont les activités écocides excèdent de beaucoup celles de n'importe quel individu ou groupe d'individus.

Le cas d'Ira Rennert

Quand on arrive en haut de l'échelle du revenu, toute hausse *quantitative* du revenu entraîne une transformation *qualitative* du pouvoir social, qui s'exerce non pas dans la consommation, mais dans la possession et le contrôle d'institutions à but lucratif, comme l'illustre le cas d'Ira Rennert.

Si l'on voulait lancer une campagne sur la surconsommation individuelle en tant que crime environnemental, M. Rennert, au 144^e rang des personnes les plus fortunées au monde selon le palmarès 2010 du magazine *Forbes*, en serait un exemple emblématique. *Forbes* établit sa valeur nette patrimoniale à 5,3 milliards de dollars.

Il y a un peu plus de dix ans, Rennert a bâti (ou plus exactement a payé d'autres personnes pour lui bâtir) une nouvelle résidence secondaire dans les Hamptons de Long Island, dans l'État de New York. L'endroit est bondé de demeures ridiculement immenses, mais la propriété de Rennert, baptisée Fair Field, est vraisemblablement la plus grande résidence privée contemporaine des États-Unis.

En plus de compter trois piscines, un spa d'une valeur de 150 000 \$ et un cinéma de 164 places, elle comprend :

Vingt-cinq chambres et autant de salles de bain tout équipées, onze salons, trois salles à manger et deux bibliothèques ; une aile réservée aux domestiques où l'on trouve encore quatre chambres ; une centrale électrique assez puissante pour alimenter une importante école secondaire en ville ou une galerie marchande ; une « cabane » de plus de 900 mètres carrés avec deux allées de quilles ainsi que des courts de tennis, de squash et de basketball ; et un garage à niveaux multiples de presque 1 600 mètres carrés en mesure d'abriter une centaine d'autos³⁶⁷.

Les bâtiments de Fair Field s'étendent sur plus de 9 000 mètres carrés au total : c'est 40 % de plus que la résidence plus célèbre de Bill Gates dans l'État de Washington et presque deux fois plus que la Maison-Blanche.

Rennert se déplace à bord d'un jet privé *Gulfstream 5*, peut-être pour gagner du temps dans ses déplacements entre ses différentes demeures. Il possède l'une des propriétés privées les plus onéreuses de Jérusalem, un véritable palais qu'il aurait acheté quatre millions de dollars en 1996 pour ensuite le faire rénover de fond en comble, en y installant même ce que l'on considère comme les systèmes d'électricité, de climatisation et de filtration d'eau les plus avancés d'Israël. Sans oublier son luxueux appartement en duplex sur Park Avenue à New York, non loin des appartements jumeaux de 30 millions de dollars qu'il a achetés en cadeau à ses filles³⁶⁸.

À l'évidence, personne ne dira qu'Ira Rennert a un mode de vie écologique ; pourtant, si l'on parle d'écocide, Rennert le consommateur est un petit joueur comparativement à Rennert le capitaliste.

L'homme doit sa richesse à la société de portefeuille privée Renco Group qu'il détient à 95 % et dont les principales filiales sont US Magnesium LLC (MagCorp), seul producteur de magnésium de première fusion aux États-Unis, et Doe Run Resources Corporation, au premier rang occidental dans la production de plomb de première fusion.

En 1996, l'EPA désignait MagCorp comme l'installation industrielle la plus polluante des États-Unis. Pas plus tard qu'en avril 2010, l'EPA révélait que ses enquêteurs avaient trouvé sur son site de l'Utah « des niveaux élevés de contamination écologique [...] de l'arsenic, du chrome, du mercure, du cuivre et du zinc ; des eaux résiduelles acides ; des

substances organiques chlorées ; des biphényles polychlorés (BPC) ; des dioxines et furanes, de l'hexachlorobenzène (HCB) ; et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Ces résidus évacués dans l'environnement ne sont que faiblement contenus. »

Dans les fosses d'eaux usées bordant l'usine MagCorp, le taux de contamination à la dioxine pourrait atteindre 170 parties par milliard : la réglementation de l'EPA impose des opérations de nettoyage immédiates à une partie par milliard³⁶⁹.

Doe Run a fréquemment fait l'objet d'une mise à l'index par l'EPA pour avoir dépassé le taux d'émission maximal autorisé, comme pour avoir pollué les routes et les sols qui entourent son site du Missouri. En février 2002, des représentants de la santé ont découvert que 56 % des enfants vivant à proximité de la fonderie Doe Run affichaient un niveau élevé de plomb dans le sang. Selon un rapport de l'EPA publié en octobre 2009, sur un tiers des propriétés sises dans un rayon de 1,6 km de la fonderie de plomb, la quantité de plomb dans le sol dépasse le seuil légal au-delà duquel le retrait et le remplacement sont obligatoires. Pour citer un administrateur de l'EPA, les efforts de Doe Run pour réduire ses émissions « sont franchement inférieurs à ce qu'il faudrait faire³⁷⁰ ».

À l'instar de nombreux pollueurs du Nord, Renco s'intéresse davantage ces dernières années aux pays où la réglementation est moindre et son application peu observée, et où bien des gens pauvres ont désespérément besoin d'un travail. En 1997, la firme rachetait au gouvernement péruvien une exploitation productrice de plomb, d'argent, d'or, de cuivre et de zinc dans la ville andine de La Oroya au prix de 126 millions de dollars, le contrat stipulant que Doe Run Pérou devait prêter à Renco une somme équivalente sans intérêts : autrement dit, Rennert a acheté l'exploitation « avec son propre argent ».

Cet argent aurait pu servir à honorer une autre clause du contrat, Rennert ayant promis de moderniser la fonderie et de nettoyer le milieu environnant, mais une étude menée six ans plus tard révélait que les concentrations de plomb, de dioxyde de soufre et d'arsenic dans l'air avaient augmenté depuis son rachat. Renco affirme ne pas avoir les moyens d'effectuer les améliorations promises.

En mars 2005, 99 % des enfants examinés à La Oroya avaient un niveau de plomb dans le sang dépassant de beaucoup le seuil établi par l'EPA et l'Organisation mondiale de la Santé.

En 2007, le quotidien britannique *The Guardian* dépêchait à La Oroya le journaliste primé Hugh O'Shaughnessy.

Les tests de qualité de l'air environnant par trois organisations bénévoles du Pérou révèlent des taux d'arsenic 85 fois supérieurs à la limite sécuritaire, taux qui sont respectivement de 41 et de 13 fois supérieurs pour le cadmium et le plomb. Dans certains quartiers de la ville, la quantité de plomb dans les réserves en eau dépasse de 50 % le taux recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. Les eaux non traitées de la rivière Mantaro sont contaminées par le cuivre, le fer, le manganèse, le plomb et le zinc et ne peuvent servir à l'irrigation ou à la consommation animale selon les normes censément appliquées au Pérou. L'eau issue du lac voisin de Huascacocha contient plus de quatre fois le taux de manganèse autorisé³⁷¹.

En août 2009, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme acceptait d'examiner les accusations portées contre le gouvernement péruvien pro-entreprises concernant « la violation des droits à la vie, à l'intégrité personnelle, à l'information et à l'accès à la justice, au vu de la pollution toxique engendrée par la fonderie polymétallique de Doe Run Pérou à La Oroya³⁷² ».

Le Blacksmith Institute et Green Cross Suisse ont épinglé La Oroya comme l'un des dix endroits les plus pollués au monde, Tchernobyl figurant également dans la liste³⁷³.

Le cas d'Ira Rennert est riche d'enseignements pour quiconque cherche à comprendre les causes de la destruction environnementale.

Soulignons parmi elles l'absurdité immonde qui consiste à employer des moyennes « par habitant » pour déterminer l'impact des individus sur l'environnement. Pas un seul contaminant de La Oroya, pas un grain de poussière de plomb du Missouri et pas une dioxine de l'Utah ne sont l'œuvre des travailleurs péruviens ou américains ni des consommateurs d'un quelconque pays. Ira Rennert et une poignée de dirigeants grassement payés ont pris toutes les décisions à l'origine de cette pollution et eux seuls ont à en rendre compte.

Mais il importe davantage de bien distinguer consommation et pouvoir.

En tant que simple consommateur, Rennert symbolise une hyperconsommation de la pire espèce. Son mode de vie est une insulte flagrante à la Terre. Mais en tant que propriétaire de Renco Group Inc., il a écourté la vie de dizaines de milliers de personnes et dévasté des écosystèmes tout entiers.

En tant que consommateur, Rennert mène une vie faite de gaspillage éhonté. En tant que capitaliste, il détient un pouvoir sur la façon dont d'autres personnes vivent et sur la façon dont elles meurent.

On ne peut réduire cette différence fondamentale au simple énoncé que nous sommes trop nombreux à trop consommer.

Une question de pouvoir

Comme le font remarquer le sociologue de l'environnement Allan Schnaiberg et ses collègues, si les consommateurs décident de ce qu'ils achètent parmi les produits que mettent en vente les capitalistes, ils ne peuvent décider de ce qui est produit ni de la façon dont sont fabriqués les produits ; or, ce sont ces décisions qui ont le plus grand impact sur l'environnement.

Bien que les consommateurs soient les derniers acheteurs de *certain*s produits des nouvelles technologies, les décisions concernant l'emploi des technologies relèvent des propriétaires et directeurs de production [...] c'est dans le processus de production que se situe l'interaction première entre systèmes sociaux et écosystèmes, et c'est là que sont prises les décisions clés sur la nature des rapports entre système social et écosystème [...].

La décision concernant les *autres* formes de production qui pourraient être offertes aux consommateurs n'est pas du ressort de ces derniers, mais demeure entre les mains d'une petite minorité d'individus influents [...] dont le pouvoir tient à leur accès au capital de production. Ce sont ces décisions qui définissent en premier lieu

l'interaction entre les systèmes sociaux (l'accès des producteurs au capital et au travail, comme leurs prévisions en matière de responsabilité, de rentabilité et de débouchés commerciaux) et les écosystèmes (l'accès des producteurs aux ressources naturelles utilisables et aux bassins d'évacuation dans l'écosystème)³⁷⁴.

Michael Dawson va dans le même sens : « Les simples utilisateurs de produits demeurent exclus des grandes prises de décisions économiques. Les entreprises planifient, conçoivent et vendent des biens et services en fonction de leurs propres préoccupations lucratives, sans chercher le moindre à soumettre les grandes priorités de production au débat et au vote publics³⁷⁵. »

Comme le disait David Coleman à propos des publicités de Greenpeace rejetant la responsabilité de l'*Exxon Valdez* sur les consommateurs : « Cette perspective nie totalement le fait que c'est Exxon qui a choisi d'utiliser des navires monocoques, qui n'a pas su contenir le penchant pour l'alcool de son capitaine, qui n'a cessé de faire du lobby pour que se maintienne l'immense besoin en pétrole de l'Amérique et qui a été la première à réclamer la mise en activité des champs pétrolifères de l'Alaska en dépit des protestations des écologistes³⁷⁶. »

En réponse à ceux qui ont attribué la catastrophe impliquant BP dans le golfe du Mexique à notre prétendue dépendance au pétrole, on rétorquera de la même manière que si l'on peut admettre l'idée fantaisiste que les compagnies pétrolières forent de nouveaux puits dans le seul but de satisfaire les consommateurs, personne ne peut raisonnablement insinuer que les consommateurs ont d'une façon ou d'une autre forcé BP à rogner sur le moindre coût, à suborner les organes de réglementation et à enfreindre les directives de sécurité. Ces décisions ont été prises dans les bureaux des dirigeants de BP, et les consommateurs n'ont pas eu voix au chapitre.

BP ne fait pas exception. L'expert en crime environnemental Brian Wolf nous dit :

Les crimes environnementaux sont en bonne partie le fait des entreprises. Comme la pollution et les émissions toxiques se font au point de production dans un but de profit privé, la plupart des crimes environnementaux sont perpétrés au nom de firmes. Une étude récente a découvert que près des deux tiers d'un échantillon d'entreprises industrielles avaient commis un grave délit environnemental sous une forme ou une autre dans une période de six ans³⁷⁷.

Wolf énumère des cas célèbres de crimes contre l'environnement commis par des entreprises, dont celui de la firme Hooker Chemical qui a déversé des substances chimiques toxiques dans Love Canal pendant 30 ans, celui d'Union Carbide, responsable en 1984 de l'explosion de produits chimiques à Bhopal, en Inde, qui a tué des milliers de personnes, celui du déversement pétrolier de l'*Exxon Valdez*, et la condamnation de Carnival Cruise Lines pour avoir déversé ses déchets en mer à maintes reprises dans les années 1990. « Aucun élément ne révèle dans l'un ou l'autre de ces cas un accident fortuit ; chacun de ces crimes découle plutôt d'une décision de réduire les coûts de l'entreprise en dépit de la loi environnementale et de la raison³⁷⁸. »

Les affaires sont les affaires

S'il importe de révéler l'arrogance et le manque d'intérêt pour la vie humaine qui engendrent des actes criminels comme ceux de Bhopal et de Love Canal, il importe plus encore de comprendre que la destruction écologique par les entreprises se fait généralement sans violation flagrante de la loi. Dans la plupart des cas, la pollution relève de cet adage voulant que « *les affaires sont les affaires* ».

La société britannique d'experts-conseils Trucost assiste les investisseurs soucieux d'échapper à la « dénonciation » de leurs actes de dégradation environnementale ; autrement dit, ces investisseurs redoutent que leurs actions perdent de la valeur si les firmes concernées se voient contraintes de s'acquitter de dommages causés à l'environnement. Un récent rapport de Trucost pour les Nations unies révèle que les 3 000 plus grandes sociétés cotées en Bourse engendrent une détérioration écologique qui se chiffre à 2,15 billions de dollars par année, et cette somme est en augmentation³⁷⁹.

Aussi outrancier que soit ce chiffre (seuls six pays affichent un PIB supérieur), l'étude minimise fortement les dommages que causent ces entreprises : les calculs de Trucost excluent les coûts qui résulteraient d'« événements potentiels à fort impact, comme l'effondrement de la pêche ou l'effondrement d'un écosystème », pas plus qu'ils n'intègrent « les coûts externes causés par l'utilisation et l'élimination des produits, de même que l'utilisation d'autres ressources naturelles et le rejet de nouveaux contaminants par le biais de leurs installations et de leurs fournisseurs³⁸⁰ ».

Ainsi, dans le cas de BP, ces dégâts incluraient les émissions et autres dommages directs engendrés par les activités habituelles de la société, mais pas la mortalité ou la destruction résultant du réchauffement climatique ni les dommages causés par l'utilisation de ses produits à l'échelle mondiale ni les milliards de dollars engloutis en frais de justice et de nettoyage à la suite de déversements pétroliers. Ces calculs ne tiennent pas plus compte de l'incommensurable destruction par Shell des écosystèmes du delta du Niger, ni de l'irréparable dégradation par Chevron de la forêt vierge équatorienne.

Dans les faits, les dégâts causés à l'environnement par ces 3 000 entreprises excèdent sans aucun doute la somme de 2,15 billions de dollars par an – le chiffre réel étant certainement plusieurs fois supérieur.

Se limitant au seul réchauffement climatique, Trucost a mené une autre étude sur les conséquences financières possibles d'un programme obligatoire de plafonnement et d'échange de carbone pour les 500 plus grandes sociétés cotées sur les deux principaux marchés boursiers américains (S&P 500). Un tel programme obligerait les entreprises à acquérir un permis d'émission pour chaque tonne de gaz à effet de serre générée par leurs activités. Les chercheurs ont découvert que ces permis coûteraient *en moyenne* aux entreprises entre 5,5 % et 20 % de leurs bénéfices avant impôt³⁸¹ : l'estimation la plus basse se fonde sur un permis à 28,24 \$ la tonne, comme le stipulait un projet de loi alors à l'étude

au Congrès américain, l'estimation la plus haute sur un permis à 105 \$ la tonne, le « coût social du carbone » calculé par l'EPA³⁸².

Les émissions ne se répartissent toutefois pas également entre les 500 firmes mentionnées : cinq entreprises seulement (Exxon Mobil, Chevron, American Electric Power, Southern Company et ConocoPhillips) génèrent 22 % des émissions. Même si l'on retient l'estimation la plus basse de Trucost concernant le prix du permis, 71 gros émetteurs – des services d'électricité et producteurs de pétrole ou de gaz principalement – verraient leurs revenus baisser de 10 % ou plus s'ils devaient payer un permis d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, précise le rapport Trucost, le prix des permis pourrait atteindre de 200 à 500 \$ la tonne, deux à cinq fois plus que le prix supérieur retenu dans les estimations, pour permettre l'investissement dans les technologies à faibles émissions de carbone que le régime de plafonnement et d'échange est censé générer. Dans les faits, nombre d'observateurs dont nous faisons partie ne croient pas en l'efficacité d'un quelconque régime de ce type ; mais laissons cela de côté : l'idée est ici que le paiement des émissions réduirait à néant les bénéfices de nombreuses entreprises parmi les plus grandes des États-Unis.

Nous attirons l'attention sur ces études de Trucost non parce qu'elles évaluent avec précision les dégâts écologiques couramment engendrés par les grandes entreprises (c'est probablement loin d'être le cas), mais parce qu'elles révèlent l'inconsistance de toute analyse environnementale qui privilégie les chiffres démographiques au lieu d'examiner l'impact écologique de ces firmes destructrices. Loin de représenter une composante accessoire dans le monde des affaires, les combustibles fossiles sont au fondement même de son pouvoir.

La forte consommation d'énergie à base de carbone est au cœur de presque tous les processus de production ou de reproduction au sein du système : non seulement l'industrie manufacturière, mais aussi la production et la distribution alimentaires, le chauffage et le fonctionnement des immeubles de bureaux, le déplacement de la main-d'œuvre entre le domicile et le lieu de travail et les ressources à lui fournir pour assurer sa régénération comme sa reproduction. Sortir de l'économie carbopétrolière implique une transformation massive de ces structures, un profond remaniement des forces de production et des rapports qui en découlent directement³⁸³.

Voilà pourquoi les États-Unis, le pays le plus riche sur Terre, ont systématiquement saboté la moindre tentative d'établir une convention obligatoire pour faire cesser les émissions de gaz à effet de serre, tout en dépensant des centaines de milliards de dollars par an pour s'assurer un accès permanent au pétrole du monde.

Le pire pollueur au monde

En 2009, l'armée américaine a utilisé 19 billions de litres de pétrole, soit plus de 60 millions de litres par jour. On estime que ses activités ont produit 73 millions de tonnes de gaz à effet de serre³⁸⁴. Pourtant, les populationnistes parlent encore moins de l'armée que des entreprises. C'est tout simplement comme si le plus gros pollueur sur Terre n'existait pas.

Toutes les guerres de l'histoire ont laissé derrière elles des environnements dévastés, et aucune organisation militaire ne sert la durabilité ou le bien écologique. Les horribles séquelles environnementales laissées par les forces armées de l'Union soviétique ont fait l'objet de nombreux examens ; mais aussi épouvantables que soient ces sinistres, ils paraissent mineurs par rapport au bilan écocide du département américain de la Défense.

Comme l'a découvert Barry Sanders en préparant la rédaction de son livre sur les coûts écologiques du militarisme³⁸⁵, il est impossible d'obtenir des données exhaustives sur la pollution attribuable à l'armée américaine : le Pentagone classe ultrasecrètes les statistiques les plus élémentaires, et les négociateurs américains ont empêché la prise en compte des émissions militaires outre-mer dans les rapports d'inventaire des gaz à effet de serre que chaque pays industrialisé est censé publier. Les estimations sont toutes pour le moins partiellement spéculatives et, comme l'a révélé Sanders, elles minimisent généralement la situation. Néanmoins, il existe quelques études globalement fiables.

Un rapport paru en 2008 a ainsi mis en lumière les émissions de gaz à effet de serre générées durant la guerre en Irak entre 2003 et 2007³⁸⁶. Voici quelques résultats :

- La guerre a engendré au moins 141 millions de tonnes d'émissions de CO₂, soit autant que 25 millions d'automobiles.
- Entre mars 2003 et octobre 2007, l'armée américaine en Irak a acheté 15 milliards de litres de carburant. Sa combustion a directement généré près de 39 millions de tonnes de CO₂.
- Si l'on considérait la guerre comme un pays dans un rapport annuel d'émissions, celui-ci en devancerait 139 dans le classement.
- Les dépenses américaines allouées à la guerre en Irak couvriraient la totalité des investissements mondiaux qu'il serait nécessaire de faire d'ici 2030 dans la production d'énergie renouvelable pour contrer la tendance au réchauffement.

L'armée américaine est le premier utilisateur de pétrole au monde et, de fait, l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Elle génère plus de déchets toxiques que les cinq premiers fabricants américains de produits chimiques réunis. Elle a déversé des tonnes de déchets radioactifs sous forme d'« uranium appauvri » en Irak et en Afghanistan.

L'impact de l'armée sur l'environnement se fait aussi sentir sur le sol américain, où les commandants des bases militaires ignorent la réglementation environnementale depuis des décennies. En 2004, le quotidien *USA Today* rapportait qu'« environ 1 Américain sur 10, soit 29 millions d'habitants, vivaient dans un rayon de 16 km d'un site militaire classé prioritaire à l'échelle nationale pour la dépollution des déchets dangereux dans le cadre du programme fédéral Superfund ». Plus de 10 % des sites Superfund se trouvent sur des bases militaires³⁸⁷.

On estime que le stockage et l'élimination des déchets dangereux produits aux États-Unis par les programmes d'armement nucléaire coûteront à *eux seuls* entre 300 et 400

milliards de dollars, sans tenir compte des éventuels dépassements de coûts qui sont généralement de 60 % dans les projets de nettoyage militaire³⁸⁸.

* * *

« La main invisible du marché ne peut fonctionner sans un poing caché », écrit l'auteur favorable à la mondialisation Thomas Friedman : « McDonald's ne peut être prospère sans McDonnell Douglas, le constructeur du F-15. Et le poing caché qui garantit un monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et le Corps des Marines des États-Unis³⁸⁹. »

La fameuse formule du « complexe militaro-industriel » inventée par le président américain Eisenhower ne désigne pas simplement une alliance, mais un seul et même système. La destruction militaire et la production/destruction industrielle sont les deux faces d'une même médaille, d'un système économique, social et politique qui, depuis plus d'un demi-siècle, compte sur les dépenses militaires pour maintenir ses bénéfices et sa croissance, et sur une force militaire massive pour perpétuer sa domination mondiale.

Ceux qui prônent un ralentissement de la croissance démographique pour stopper ou freiner la destruction environnementale négligent ces dangers réels et immédiats menaçant la vie sur notre planète. Ce n'est pas parce que nous sommes « trop nombreux » que les entreprises et les forces armées polluent le monde et détruisent les écosystèmes, et elles ne cesseraient pas de le faire si nous réduisions nos taux de natalité.

Ce n'est pas parce que les Afghanes auront moins d'enfants que l'armée américaine cessera ses tirs d'obus à l'uranium appauvri sur leurs villages, pas plus que les bases militaires en Afghanistan ne cesseront de déverser leurs déchets toxiques dans des fosses d'incinération à ciel ouvert.

Ce n'est pas parce que le taux de natalité tombera à zéro en Irak que l'armée américaine réduira d'un seul litre sa consommation de pétrole.

Ce n'est pas parce que les États-Unis et l'Australie bloqueront toute immigration que les sociétés d'énergie cesseront de brûler du charbon pour produire de l'électricité.

Ce n'est pas parce que la croissance démographique cessera demain que les entreprises d'Ira Rennert cesseront de contaminer les enfants autochtones du Pérou, que Shell cessera de tuer les habitants du delta du Niger et que les sables bitumineux de l'Alberta cesseront d'être le pire crime écologique sur Terre.

Si nous voulons une société écologiquement saine, nous devons mettre au pied du mur les véritables criminels de l'environnement. Et nous ne pourrons les arrêter que si nous comprenons et que nous traitons les causes réelles de la crise environnementale.

Un système fondé sur la croissance et le gaspillage

L'environnementalisme libéral souffre d'une illusion permanente l'empêchant de voir qu'une société capitaliste fondée sur la concurrence et sur la croissance pour la croissance ne peut aboutir qu'à dévorer le monde naturel, de même qu'un cancer non traité finit inévitablement par dévorer celui qui en est porteur [...] Une économie structurée autour de la maxime « croître ou mourir » doit nécessairement prendre le monde naturel comme adversaire et semer la ruine écologique dans le sillage de sa progression constante à travers la biosphère.

– Murray Bookchin³⁹⁰

DANS UN RAPPORT DE 2010, le groupe britannique New Economics Foundation résumait avec concision la crise environnementale :

À l'échelle mondiale, nous consommons les services de la nature – par l'utilisation de ressources et la création d'émissions de carbone – à une vitesse supérieure de 44 % au temps qu'il lui faut pour se régénérer et réabsorber ce que nous consommons et les déchets que nous produisons. En d'autres termes, il faut à la Terre presque 18 mois pour fournir les services écologiques que l'humanité utilise en un an [...].

La croissance infinie, telle qu'on la définit traditionnellement au sein de limites fixes mais flexibles, est impossible. Tôt ou tard, nous allons saturer la biosphère. Soit parce que la surexploitation des ressources naturelles mènera à leur épuisement, soit parce que le déversement de déchets augmentera au point que l'écosystème ne pourra plus l'absorber sainement, ce qui entraînera un dysfonctionnement ou un effondrement. La science semble aujourd'hui indiquer que les deux phénomènes se produisent, et plutôt rapidement³⁹¹.

Malgré la quasi-unanimité des scientifiques sur l'urgence de faire marche arrière et de juguler les activités qui déstabilisent l'environnement mondial, les entreprises qui causent le plus de dégâts écologiques poursuivent allégrement leurs affaires comme si de rien n'était.

La question évidente est *pourquoi* ? Mais comme l'écrit Curtis White, les environnementalistes ont tendance à éluder le sujet.

Il y a une question fondamentale que les environnementalistes posent rarement et à laquelle ils répondent encore moins : « Pourquoi est-ce que cela, la destruction du monde naturel, se produit ? » Nous voyons généralement en eux des personnes qui s'inquiètent de ce qu'on appelle la nature ou (s'ils se veulent quelque peu technocrates, ce qui est habituellement le cas) « l'environnement ». Ils s'inquiètent, avec raison, de ce que le mode de vie et les pratiques économiques de l'Occident industrialisé ne soient pas soutenables et que la nature elle-même connaisse « un effondrement systémique ». Mais malgré le raffinement scientifique que revêt parfois la réflexion environnementaliste sur les systèmes naturels (notamment dans sa capacité à mesurer le changement et à prédire l'avenir au regard de ces mesures), les conclusions auxquelles elle aboutit concernant le facteur humain dans la dégradation écologique sont d'ordinaire fort réductrices et causales. Les analyses environnementales parlent

généralement de « sources ». Industrielles. Diffuses. Urbaines. Des hauts fourneaux. Des tuyaux d'échappement. Elles évoquent même des sources naturelles (comme le méthane que dégagera bientôt la fonte de la toundra arctique). Cela dit, l'environnementalisme pose rarement la question : « D'accord, mais *pourquoi y a-t-il toutes ces sources de pollution*³⁹² ? »

Les hauts dirigeants et les actionnaires qui gouvernent la grande entreprise sont contraints de vivre sur la même planète que le reste de l'humanité. Si on leur posait individuellement la question, tous diraient sans nul doute vouloir que leurs enfants et petits-enfants vivent dans un monde stable et durable. Alors pourquoi leurs actions contredisent-elles leurs paroles ? Pourquoi semblent-ils décidés dans les faits à léguer à leurs enfants et petits-enfants un monde où l'air et l'eau sont pollués, un monde où les inondations, les sécheresses et les catastrophes climatiques se multiplient ? Pourquoi créent-ils toujours plus de sources de pollution ?

Pourquoi les politiciens dont les campagnes se financent à coup de dons accordés par les entreprises appuient-ils des politiques économiques qui engendrent une croissance et un gaspillage destructeurs ? Pourquoi ne cessent-ils pas de saboter les efforts internationaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Pourquoi défendent-ils toujours des « solutions » qui ne fonctionnent pas, qui ne peuvent pas fonctionner ?

Nombre d'adhérents au mouvement environnemental attribuent les actions antiécologiques des riches et des puissants à des idées fausses. Clive Hamilton estime ainsi que les politiciens sont « esclaves du fétichisme de la croissance [...] ». Si les partis divergent dans leur politique sociale, ils s'accordent incontestablement à poser comme objectif premier du gouvernement la croissance de l'économie³⁹³. »

D'autres condamnent la théorie économique : les économistes du courant dominant ont omis d'inclure les coûts environnementaux à leurs formules qui, par conséquent, ne sont pas pris en compte. L'adoption de nouvelles théories économiques environnementales permettrait de résoudre le problème. Robert Nadeau écrit :

Nous devons recourir à diverses mesures scientifiquement valides des dommages que nos activités économiques causent à l'écologie mondiale pour en évaluer les coûts en termes économiques et élaborer des moyens ou méthodes permettant d'intégrer ces coûts au système économique.

Cette opération ainsi effectuée dans le cadre de l'économie néoclassique nous permettrait de proposer rapidement des solutions économiques viables aux problèmes environnementaux³⁹⁴.

De nombreux auteurs critiquent le recours aux mesures habituelles de la prospérité, telles que le produit intérieur brut (PIB) ou le produit national brut (PNB), qui considèrent toute activité économique comme positive, ce qui donne des résultats ridicules.

[L]a comptabilité économique considère de nombreux coûts liés à la croissance comme des recettes, même si de toute évidence ils diminuent notre bien-être au lieu de le faire augmenter. [...] Par exemple, les coûts requis pour nettoyer la marée noire qu'a provoquée l'accident de l'*Exxon Valdez* sur les côtes de l'Alaska et les dépenses occasionnées pour réparer les dégâts de l'attaque terroriste contre le World Trade Center à New York ont été comptés comme des apports au résultat économique. Selon cette logique faussée, des catastrophes tragiques pour les personnes et l'environnement sont considérées comme bénéfiques pour la société³⁹⁵.

D'après certains environmentalistes, la crise écologique aurait pu être évitée si seulement les gouvernements avaient remplacé le PIB et le PNB par d'autres mesures économiques qui intègrent les coûts des dégâts environnementaux, comme l'indice planète heureuse ou l'indice du bien-être économique durable.

Si elles traduisent de bonnes intentions, de telles propositions confondent la cause et l'effet. La théorie économique dominante et les mesures comme le PIB et le PNB ne déterminent pas la politique : elles reflètent la réalité du système capitaliste. Le PIB et le PNB sont des mesures de l'activité économique dans la société capitaliste, *du point de vue des capitalistes*. Par essence, le PIB est la somme des bilans d'entreprises et, dans cette perspective, les 2,15 billions de dollars en dommages environnementaux que Trucost attribue annuellement aux 3 000 plus grandes entreprises du monde ne sont tout bonnement pas pris en compte.

L'impératif de la croissance

Ce que Hamilton qualifie de « fétichisme » est en fait un impératif économique dans un système où le capital est roi. Le capital n'a ni conscience ni enfants. Le capital n'a qu'un seul impératif – sa propre croissance : « L'extraction d'un profit du travail et de la nature n'est pas un élément accessoire du capitalisme. C'est ce qui l'alimente. De la même manière, la croissance et le PIB ne sont pas de simples agréments que l'on peut retirer d'une version épurée et écologique de la bête. La croissance est ce pour quoi les gens investissent. Sans profit ni croissance, il n'y aurait pas de capitalistes³⁹⁶. »

Dans l'encadré ci-dessous, Richard Smith explique pourquoi « l'impératif de la croissance est pratiquement une loi de la nature inhérente au capitalisme sous toutes ses formes. Les entreprises n'ont d'autre choix que de viser la croissance. Cet impératif n'est pas "subjectif". Ce n'est pas qu'une simple "obsession" ou un "sortilège". Et l'on ne peut l'exorciser³⁹⁷. »

L'économiste Samuel Bowles explique en termes laconiques cet impératif de croissance propre au capitalisme :

Si une firme n'enregistre pas de bénéfices, elle ne peut pas grandir : un bénéfice nul équivaut à une croissance nulle. Et si une firme ne grandit pas, d'autres qui grandissent la devanceront bien vite. Dans une économie capitaliste, il faut croître pour survivre, et il faut des bénéfices pour croître. C'est la loi la plus forte dans sa version capitaliste [...].

Le capitalisme se distingue des autres systèmes économiques par sa soif d'accumulation, sa prédisposition au changement et sa propension innée à l'expansion³⁹⁸.

L'impératif du capitalisme : croître ou mourir

« 1. *Les producteurs dépendent du marché* : Le capitalisme est un mode de production dans lequel des producteurs spécialisés (entreprises, sociétés de capitaux, industries, producteurs individuels) produisent un type

de marchandise qu'ils vendent sur le marché, mais ne produisent pas leurs propres moyens de subsistance. Les travailleurs ne détiennent aucun moyen de production, ou des moyens insuffisants pour envisager une production autonome, n'ayant dès lors d'autre choix que de vendre leur travail aux capitalistes. Les capitalistes en tant que classe détiennent à eux seuls la plupart des moyens de production de la société, mais ne produisent pas directement leurs propres moyens de subsistance. Les capitalistes doivent donc vendre leurs marchandises sur le marché pour obtenir de l'argent et se procurer leurs propres moyens de subsistance, pour acquérir de nouveaux moyens de production et embaucher de la main-d'œuvre, pour produire encore et continuer d'une année à l'autre. Ainsi, dans une économie capitaliste, tous dépendent du marché, contraints de vendre pour acheter, d'acheter pour vendre en vue de continuer à produire et ainsi de suite.

2. *La concurrence est le moteur du développement économique* : Lorsque les producteurs arrivent sur le marché, ils ne sont pas libres de vendre leur marchandise au prix qu'ils le désirent parce qu'ils trouvent là d'autres producteurs qui vendent la même marchandise. Ils doivent par conséquent "égaler ou surpasser" la concurrence pour vendre leur produit et rester en activité. La concurrence oblige donc les producteurs à *réinvestir une bonne part de leurs bénéfices* dans des technologies et procédés qui permettent d'accroître la productivité (au lieu de dépenser ces bénéfices en consommation ostentatoire ou en matériel de guerre sans développer les forces de production, comme le faisaient les classes dirigeantes du féodalisme) : les producteurs doivent constamment s'efforcer d'*augmenter le rendement* de leurs unités de production *en réduisant le coût des intrants* par la recherche de sources de matières premières et de travail meilleur marché, *en installant davantage d'équipements et de technologies économes en main-d'œuvre* pour stimuler la productivité, ou *en augmentant leur échelle de production* pour faire des économies d'échelle et, par d'autres moyens, *de développer les forces de production*.

3. *"Croître ou mourir" ou la loi du plus fort sur le marché* : Dans le mode de production capitaliste, la plupart des producteurs [...] n'ont d'autre choix que d'embrasser la maxime capitaliste "croître ou mourir". Premièrement, comme l'a noté Adam Smith, la division toujours accrue du travail augmente la productivité et la production, obligeant les producteurs à trouver de nouveaux marchés pour écouler leur surplus. Deuxièmement, la concurrence oblige les producteurs à conquérir une plus grande part de marché pour défendre leur position face aux concurrents. Grandeur et sécurité vont de pair car, toutes choses égales par ailleurs, les plus gros producteurs peuvent faire des économies d'échelle et investir leurs ressources accrues dans le développement technologique, dominant ainsi davantage les marchés. Les joueurs de deuxième rang se voient souvent écrasés ou rachetés par de plus grandes sociétés (Chrysler, Volvo, etc.). Troisièmement, la propriété commerciale sous sa forme moderne pousse sans arrêt les propriétaires (les actionnaires) à miser sur la croissance. Les PDG ne peuvent pas délaissier la croissance ou subordonner la quête de profits à des préoccupations écologiques parce qu'ils ne sont pas propriétaires de leurs entreprises, même s'ils en détiennent nombre d'actions. Les entreprises sont la propriété de masses d'actionnaires qui ne veulent pas d'une "stagnation" ; ils veulent maximiser leurs gains sur portefeuilles, alors ils encouragent leurs PDG à aller dans ce sens ». (en italique dans le texte)

– Richard Smith, « Beyond Growth or beyond Capitalism »

Comme le notent les environmentalistes marxistes John Bellamy Foster, Brett Clark et Richard York, de cette « propension innée à l'expansion » découle un système qui entre de plus en plus en conflit avec le monde qui l'entoure.

Le capitalisme est demeuré essentiellement (si ce n'est davantage) ce qu'il était au départ : une énorme machine vouée à l'accumulation sans fin du capital, propulsée par l'élan compétitif d'individus et de groupes qui servent leurs propres intérêts par un enrichissement personnel. Un tel système n'admet aucune limite absolue à son propre progrès. La course à l'accumulation, qui sous-tend la croissance économique dans ce système, est infinie [...].

D'un point de vue écologique, le système exploite de façon toujours plus destructrice les ressources et la capacité d'absorption limitées de la nature, l'économie affichant une croissance continue et proportionnelle au système planétaire. En conséquence, des ruptures écologiques émergent et s'étendent en de véritables abîmes planétaires.

La nature essentielle du problème réside dans le fait que ce dilemme est insoluble selon les lois du mouvement propres à tout système capitaliste, dans lequel l'accumulation du capital est l'objectif premier de la société³⁹⁹.

La seule raison pour laquelle les capitalistes dépensent de l'argent dans un achat d'actions, la création d'une entreprise, la construction d'une usine ou le forage d'un puits de pétrole, c'est d'engranger davantage d'argent qu'ils n'en ont investi. Cela ne se produit pas toujours, bien sûr. Certains investissements ne génèrent pas de bénéfices et, comme nous le voyons depuis 2008, le système tout entier tombe périodiquement en chute libre, annihilant les emplois, les moyens de subsistance et le capital. Mais cela ne dément pas le fait que la quête de profit, la volonté de faire croître le capital, est un élément fondamental du capitalisme. Sans cela, le système s'écroulerait bien vite.

Dans le capitalisme, la réussite ne se mesure qu'à l'aune des bénéfices accumulés chaque jour, chaque semaine, chaque année. Peu importe que l'on ait acquis ces gains en vendant des produits clairement nocifs pour les humains comme pour la nature, ou que l'on ne puisse produire quantité de marchandises sans propager des maladies, détruire les forêts qui produisent l'oxygène qu'on respire, anéantir les écosystèmes et prendre notre eau, notre air et notre Terre pour des égouts dans lesquels évacuer les déchets industriels. Tout cela engendre des profits, et donc la croissance du capital, et c'est cela qui compte.

Pour reprendre la Déclaration écosocialiste de Belém, « la nécessité insatiable d'augmenter les profits [...] ne peut pas être réellement écartée⁴⁰⁰ ». Le capitalisme ne peut pas davantage survivre à une limitation de la croissance qu'une personne ne peut vivre sans respirer.

Un système fondé sur le gaspillage

Dans *Le capital*, Marx écrit que d'un point de vue capitaliste, les matières premières comme le métal, les minéraux, le charbon et la pierre sont fournies gratuitement par la nature. Nul besoin de payer ni de remplacer après usage la richesse naturelle : elle est à notre disposition. C'est vrai non seulement des matières premières, mais aussi de ce qu'on appelle parfois « les services écologiques » – l'eau et l'air qui absorbent depuis des siècles les déchets du capitalisme, considérés comme des égouts et des dépotoirs qui ne coûtent rien, « fournis gratuitement par la nature ».

Capitalisme contre nature

« Comme n'importe quel autre mode de production, le capitalisme dépend de la bienfaisance de la nature. L'épuisement et la dégradation des terres et de ce qu'on appelle les ressources naturelles ne sont pas plus sensés à long terme que la destruction des forces collectives du travail, dans la mesure où les deux sont au fondement de toute richesse produite. Mais les capitalistes, à l'échelle individuelle, mus par leurs propres intérêts à court terme et poussés par l'implacable loi de la concurrence, sont perpétuellement tentés d'adhérer au

principe “après moi le déluge” pour ce qui est du travailleur et de la Terre. Même sans cela, la poursuite perpétuelle de l'accumulation met terriblement à mal les réserves naturelles, et l'augmentation inévitable des déchets mettra forcément à l'épreuve la capacité des systèmes écologiques de les absorber sans en être contaminés. »

– David Harvey, *The Enigma of Capital*

Si les capitalistes devaient payer le coût réel qu'exige le remplacement ou la restauration de cette richesse naturelle, leurs bénéfices chuteraient, s'anéantiraient même entièrement dans bien des cas.

La pression concurrentielle des autres capitalistes et celle des investisseurs qui exigent plus de profits forcent constamment les entreprises à sonder de nouvelles façons de faire acquitter par d'autres toujours plus de coûts. L'objectif implique en bonne partie de déverser les résidus de production dans l'environnement.

En 2000, le World Resources Institute (WRI) publiait une importante étude menée dans cinq pays industrialisés sur « les matières que l'économie humaine reverse dans l'environnement à chaque stade de l'activité économique, de l'extraction et la moisson de produits naturels à la transformation, la fabrication, puis l'utilisation du produit et son évacuation finale⁴⁰¹ ». Au lieu d'examiner les flux d'encaisse comme le font la plupart des économistes, le WRI a observé les flux de matières : ce qu'elles deviennent concrètement au fil de la production et de la distribution des biens.

L'Institut a découvert qu'« entre la moitié et les trois quarts des apports en ressources naturelles au sein des économies industrielles sont reversés dans l'environnement sous forme de déchets en moins d'un an ».

Dans les cinq pays étudiés, les sorties de matières de l'activité économique vers l'environnement représentent annuellement entre 11 tonnes par habitant au Japon et 25 tonnes par habitant aux États-Unis.

Lorsqu'on inclut les « flux cachés » qui n'intègrent pas le circuit économique, comme l'érosion du sol, l'exploration minière et le déplacement de terre dans la construction, les sorties de matières dans l'environnement totalisent annuellement entre 21 tonnes par habitant au Japon et 86 tonnes par habitant aux États-Unis⁴⁰².

Ces chiffres minimisent le volume réel des déchets : l'étude a écarté l'utilisation et l'évacuation de l'eau, des flux d'une ampleur telle, disent les auteurs, qu'ils « éclipsaient totalement toutes les autres matières⁴⁰³ ».

L'étude du WRI renforce l'idée de William Kapp, un pionnier de l'économie environnementale, selon laquelle :

le système d'entreprise privée doit être considéré comme une économie de frais « impayés », dans la mesure où une proportion substantielle des frais réels de production n'est pas comptabilisée dans les livres de l'entreprise. Elle est au contraire rejetée sur des tiers et sur la collectivité qui, en définitive, en supportent le poids⁴⁰⁴.

L'efficacité et la productivité dont se réclame le capitalisme se fondent sur ce que Kapp nomme :

les aspects négligés des coûts sociaux impayés [...] si les dépenses des entrepreneurs ne mesurent pas les frais réels de production parce qu'une partie de ceux-ci a tendance à être reportée sur d'autres personnes, alors le calcul traditionnel coût-bénéfice induit en erreur et, qui plus est, sert de couverture institutionnelle à une spoliation à grande échelle qui dépasse tout ce que les premiers socialistes [...] avaient en vue lorsqu'ils dénonçaient l'exploitation de l'homme par l'homme⁴⁰⁵.

En bref, la pollution et les déchets ne sont pas une conséquence fortuite ni une déficience du marché. Ils s'intègrent au fonctionnement du système.

Le capitalisme allie une irrésistible propension à la croissance à une irrésistible propension au gaspillage et à la pollution. Si rien ne l'arrête, il poussera ces deux tendances à l'infini. Mais la Terre n'est pas sans limites. Si l'atmosphère, les océans et les forêts sont vastes, ce sont au bout du compte des ressources finies, limitées – et le capitalisme a désormais atteint ces limites.

La logique du cancer

« *Changer le système, pas le climat !* Cette requête se fait entendre de plus en plus en réaction aux signes accablants de la destruction environnementale en cours autour de nous. Cela traduit la compréhension grandissante de l'incompatibilité qui existe entre le capitalisme et la vie. Pourtant, certaines personnes n'ont pas encore fait cette prise de conscience.. Nombreux sont ceux qui, soucieux du sort de la planète, réclament une réglementation qui permettra d'enrayer l'effet destructeur des modèles actuels. Des mesures qui visent à limiter les émissions de carbone au moyen de grosses carottes et de petits bâtons, qui proposent d'inciter par une taxe les acteurs rationnels de l'économie à choisir de meilleures solutions, qui offrent de subventionner des formes de production énergétique censément moins nocives pour l'environnement ; tous ces efforts visant à colmater les brèches demeurent la solution de choix pour ceux qui se disent réalistes et ancrés dans le monde.

L'idée que nous pouvons réglementer les abus au sein du capitalisme n'est pas l'apanage d'une réflexion environnementale. Le même modèle transparaît lorsqu'on évoque l'actuelle crise financière du capitalisme. De nouvelles réglementations, de nouvelles limites, de nouvelles formes de surveillance sont promues pour résorber les abus et les excès. Autant de façons de promouvoir la bonne attitude auprès des acteurs qui ont engendré cette situation. Dans cette optique, le mal ne s'incarne pas dans le capitalisme mais dans les méchants capitalistes. Et qu'en est-il de ceux qui perdent leur logement, leur emploi ? C'est partout la même approche : protégez les expulsés, protégez les victimes du système, compensez les excès et tout ira (plus ou moins) bien.

Le point commun réside dans une incompréhension du système, l'incapacité de saisir la nature même du capital et du capitalisme. C'est l'impossibilité de reconnaître que la logique du capital est la logique du cancer : c'est la tendance à croître sans limites. »

– Michael Lebowitz, « Change the System, Not Its Barriers »

Devant l'impératif de croissance du capital, l'idée de réduire les taux de natalité pour protéger l'environnement semble plus absurde encore.

L'écologiste radical Murray Bookchin posait un jour une question toute simple : si l'on diminuait aujourd'hui de moitié la population des États-Unis, les entreprises américaines réduiraient-elles d'autant leur production et leur destruction écologique⁴⁰⁶ ? À l'évidence, la réponse est non. Le problème n'est pas la population, mais le profit, et aucun programme de contrôle démographique ne changera cet état de fait.

Populationnisme ou révolution écologique ?

Si nous voulons sauver la planète Terre pour sauver la vie et l'humanité, nous n'avons d'autre choix que de mettre fin au système capitaliste. Les graves conséquences du changement climatique, des crises énergétique, alimentaire et financière, ne sont pas le produit de l'humanité en général, mais du système capitaliste tel qu'il est, inhumain, animé par l'idée d'un développement industriel sans limites.

– Evo Morales, président de la Bolivie

LA CRISE DE L'ENVIRONNEMENT appelle une action prompte et ferme, mais nous ne serons efficaces que si nous comprenons bien l'origine de la crise. Une erreur de diagnostic entraînerait au mieux une perte de temps précieux sur l'application de remèdes sans effets et, au pire, une aggravation du mal.

L'argument « trop de bébés » illustre bien le point. Un diagnostic erroné détourne l'attention et les efforts de militants sincères sur des programmes qui n'auront pas le moindre résultat substantiel, affaiblissant du même coup le travail entrepris pour bâtir un véritable mouvement mondial contre la destruction écologique en divisant nos forces, en faisant porter aux principales victimes de la crise la responsabilité de problèmes qu'elles n'ont pas engendrés.

Surtout, l'argument détourne l'attention des véritables sources de la crise : un système économique et social irrationnel marqué dans son ADN par un gaspillage et une destruction éhontés. Le système capitaliste, et non la taille de la population, est au fondement de la crise écologique actuelle.

* * *

Depuis plus de deux siècles, l'idée que les maux de ce monde sont l'œuvre des pauvres qui font trop d'enfants constitue une entrave majeure au changement, le blâme de la pauvreté et de l'injustice étant rejeté sur les victimes de l'ordre social en place. Ajouter la destruction environnementale aux crimes des démunis à la fécondité excessive perpétue cette tendance et détourne l'attention des véritables vandales écologiques.

Le populationnisme est aussi une arme de longue date pour ceux qui cherchent à semer la division entre les opprimés et à attiser la haine de ceux qui sont « différents ». On compte parmi les plus virulents partisans des politiques populationnistes des groupes racistes et anti-immigrants pour lesquels « trop de monde » signifie en langage codé « trop d'étrangers » ou « trop de gens de couleur ».

Cela dit, les arguments populationnistes séduisent aussi de nombreux militants honnêtement dévoués à bâtir un monde meilleur et horrifiés par le racisme d'extrême droite. D'après notre expérience, trois facteurs concomitants fondent cet attrait de l'explication « trop nombreux » auprès de certains environmentalistes.

1. *Le populationnisme met le doigt sur un problème important.* Certains auteurs, de gauche comme de droite, ont voulu réfuter le populationnisme en niant que la croissance démographique posait le moindre problème social, économique ou écologique. C'est toutefois ignorer le fait que les humains ont besoin d'assurer leur survie et que contrairement à d'autres animaux, ils ne se contentent pas de *trouver* leurs moyens de subsistance, mais utilisent les ressources terrestres pour les *produire*.

Dans ces circonstances, il faut produire plus de nourriture pour nourrir plus de monde, ce qui requiert plus de ressources. C'est un fait fondamental de l'existence matérielle, auquel aucune société ne peut assurément se soustraire.

L'affirmation de certains penseurs comme Julian Simon et Jacqueline Kasun voulant qu'une population grandissante ne pose aucun problème dans la mesure où le « marché libre » répondra comme par magie à ses besoins se heurte à la réalité du capitalisme du XXI^e siècle, qui produit assez de denrées pour nourrir tout le monde, mais affame les milliards d'êtres humains qui n'ont pas les moyens d'acheter à manger.

Il est en outre évident que l'hypercroissance des villes n'est pas écologiquement soutenable à l'échelle planétaire. Il y a plus de 160 ans, Marx et Engels exhortaient à abolir l'antagonisme entre ville et campagne, une nécessité d'autant plus impérieuse aujourd'hui puisque plus d'un milliard d'individus ont été chassés des campagnes vers les immenses bidonvilles du Sud. On compte désormais 23 villes de plus de 10 millions d'habitants, et il y en aura vraisemblablement 36 en 2015.

La société doit reconnaître et résorber le déséquilibre flagrant qui existe entre les ressources et les besoins humains, y compris l'absurde répartition de la population : tandis que des millions d'habitants s'entassent dans les villes, on convertit des terres agricoles fertiles en plantations pour la production de biocarburants.

Si les populationnistes ont raison de voir là un problème important, ils ont tort d'accuser la démographie d'être à l'origine de ce déséquilibre et ils se trompent sur les mesures à prendre pour le résorber. Les populationnistes supposent que le contexte social et économique ne changera pas ; nous insistons au contraire sur la nécessité de la chose.

Ils présument ainsi que la seule façon de nourrir davantage de monde consiste à produire davantage de nourriture. Dans la mesure où l'agriculture moderne détruit l'environnement, nourrir plus de monde engendrera une destruction accrue et c'est pourquoi ils jugent que la seule approche écologiquement saine consiste à stopper la croissance démographique.

Néanmoins, comme nous l'avons montré au chapitre 6, une agriculture écologiquement saine peut produire bien suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins de l'accroissement démographique prévu. Et même avant qu'une telle transformation agricole ne se fasse, *la production alimentaire actuelle* suffirait amplement à nourrir une population bien plus vaste, comme l'ont démontré les études de Vaclav Smil et d'autres chercheurs.

Des pertes alimentaires à hauteur de 10 à 15 % de l'approvisionnement total sont peut-être inévitables, mais nous n'avons aucune excuse pour les énormes pertes observées dans les pays riches. Si on les ramenait à 20 % de l'approvisionnement total, on économiserait annuellement (en supposant que les aliments d'origine animale fournissent plus ou moins 25 % de l'énergie alimentaire totale) [...] presque la moitié des céréales sur le marché mondial⁴⁰⁷.

Autrement dit, si nous ramenions à des proportions raisonnables le gaspillage alimentaire dans les pays riches, nous pourrions nourrir des milliards d'individus en plus, ou reboiser des surfaces agricoles en excédent pour réduire les taux de gaz à effet de serre. (Les économies dépasseraient de beaucoup les chiffres avancés par Smil dans la mesure où il n'inclut pas la réaffectation à la consommation humaine du maïs servant actuellement à la production de biocarburants et à l'élevage industriel.)

La production alimentaire n'est pas un cas unique : l'excès et le gaspillage indécents sont endémiques dans le système capitaliste à l'échelle de la planète. Dans ce contexte, l'impact de la croissance démographique en tant que telle est faible.

2. *Le populationnisme réduit des questions sociales complexes à de simples chiffres.* En 1798, Thomas Malthus avançait que le déséquilibre entre population et nourriture était un fait immuable dans la mesure où la croissance démographique était géométrique et la croissance des moyens de subsistance purement arithmétique. Si cette affirmation sans fondement réel s'est vue fermement contredite par l'histoire, Malthus a démontré qu'un recours aux lois immuables de la mathématique était fort efficace. Tous les arguments populationnistes élaborés depuis se fondent sur l'idée que notre nombre détermine notre sort, que la démographie scelle notre destin. La faim, la pauvreté et la destruction écologique sont présentées comme des lois naturelles : aucun être sensé ne peut vraiment ergoter quand *la science* affirme que la croissance démographique mène inévitablement à la catastrophe.

Parmi les nombreuses explications de la pauvreté évoquées – génétique, culturelle, environnementale, etc. –, dont la crédibilité repose sur une interprétation superficielle et opportuniste de l'histoire, aucune n'a eu autant d'effet que l'argument malthusien : présenter la surpopulation comme la cause première de la plupart des maux humains permettait de brandir sans relâche la menace de divers scénarios si apocalyptiques qu'ils ont enterré tout débat rationnel autorisant d'autres explications⁴⁰⁸.

Comme nous l'avons vu, si les explications chiffrées paraissent scientifiques ou objectives et faciles à comprendre, elles se révèlent souvent illusoires ; les statistiques peuvent être trompeuses, et elles le sont fréquemment dans les écrits populationnistes.

Cela dit, même les meilleures données chiffrées sur la population ne suffisent pas à expliquer la crise environnementale parce qu'une mesure *quantitative* ne tient pas compte de critères *qualitatifs* pourtant décisifs. Connaître le nombre d'habitants d'une ville ou d'un pays ne nous dit rien des rapports de genre, de race, de classe, d'oppression et de pouvoir qui définissent les relations mutuelles et le rapport au monde des êtres humains.

Lourdes Arizpe, membre fondatrice de l'Académie mexicaine des droits de la personne et ancienne sous-directrice générale de l'UNESCO, expose clairement le problème : « Le concept de population en tant que nombre de corps humains n'a que peu d'intérêt pour comprendre l'avenir des sociétés dans le contexte mondial. C'est ce que font ces corps, ce qu'ils prennent et rendent à l'environnement, leur usage de la terre, des arbres et de l'eau comme les conséquences de leur commerce et de leur industrie sur leurs systèmes écologique et social qui sont d'une importance cruciale⁴⁰⁹. »

3. *Le populationnisme promet des solutions faciles qui n'exigent pas de changement social.* « L'une des raisons pour lesquelles la question démographique tombe de plus en plus sous les projecteurs du monde tient à sa simplicité élémentaire, écrit le démographe George Martine. Il apparaît incroyablement plus facile d'affronter les problèmes environnementaux d'un point de vue démographique que de s'attaquer aux causes de la dégradation écologique mondiale qui s'enracinent dans notre modèle même de civilisation⁴¹⁰. »

C'est justement la raison qu'a donnée le célèbre populationniste Frederick Myerson pour combattre le changement climatique.

Sans agir sur l'accroissement démographique, la simple stabilisation des émissions au niveau actuel exigerait une réduction annuelle des émissions par habitant de 1,2 % à l'échelle mondiale. Nous n'avons même pas réduit ces émissions de 1 % au total dans les 38 dernières années [...].

Il me semble plus facile de réduire les grossesses et les naissances non désirées, un objectif que nous savons pouvoir accomplir par l'amélioration des services de santé génésique et de l'éducation, que de miser sur une réduction des émissions par habitant, un point sur lequel nos résultats demeurent médiocres⁴¹¹.

Si Myerson est plus direct que la plupart de ses confrères populationnistes, il n'en exprime pas moins assurément une conviction répandue dans leurs rangs ou, plus exactement, *un manque de conviction* quant à la possibilité d'un monde meilleur. L'idée qu'il n'existe pas d'autre option que l'ordre social actuel est si profondément ancrée dans la vision du monde populationniste que Myerson et ceux qui partagent son point de vue évoquent même rarement la *possibilité* d'un changement social en profondeur. S'il est impossible de réduire les émissions, il est purement inconcevable de se départir du système qui les engendre en premier lieu.

Une vieille blague raconte l'histoire d'un alcoolique qui perd ses clés de voiture sur First Avenue mais les cherche sur Main Street « parce que cette rue-là est mieux éclairée ». L'idée

des populationnistes selon laquelle mieux vaut cibler les taux de natalité parce qu'il est plus facile de les réduire que de changer la société mène à la même erreur. Seul un vaste changement économique et social permettra de sauver la planète : il est aussi vide de sens de miser sur la « facilité » des taux de natalité que de chercher ses clés à la lumière et non là où elles se trouvent.

Remonter à la source

Parce qu'elle dissocie la croissance des populations de son contexte historique, social et économique, l'explication populationniste se résume à dire qu'en démographie, *grandeur rime avec malheur et augmentation avec aggravation*, et les solutions qui en découlent s'avèrent tout aussi simplistes.

Il y a 200 ans, l'essayiste radical William Hazlitt discernait la faille fondamentale de la théorie de Malthus dans l'affirmation que la croissance de la population engendrait inévitablement la pauvreté. Malthus, écrivait-il, considérait les structures et les problèmes sociaux propres à son temps comme des lois naturelles : « M. Malthus cherche à confondre le caractère forcément limité des produits de la terre avec leur distribution arbitraire et artificielle, qui dépend des institutions de la société ou des caprices humains, les lois de Dieu et de la nature avec les lois de l'homme⁴¹². »

Même si les populationnistes modernes préfèrent justifier l'argument « trop nombreux » par les lois de la thermodynamique et non par celles de Dieu, la critique de Hazlitt n'en demeure pas moins pertinente. Le système économique mondial dans lequel les humains vivent, travaillent, consomment et se reproduisent est terriblement inefficace, inéquitable et gaspilleur. Il ne peut créer sans détruire, il ne peut survivre sans inconsidérément engloutir toujours plus de ressources humaines et naturelles. Attribuer les pénuries alimentaires et la surutilisation des ressources aux effectifs démographiques revient à confondre sociologie et biologie : comme le dit Hazlitt, c'est voir dans les « institutions de la société » les « lois de Dieu ».

Devant les problèmes environnementaux, les populationnistes cherchent des solutions à l'intérieur d'un système qui les rejette toutes intrinsèquement, comme l'écrit John Bellamy Foster :

En toute logique, pour être physiquement soutenable, une formation écohistorique doit remplir trois conditions : 1) le taux d'utilisation des ressources *renouvelables* doit être limité au taux de leur régénération ; 2) le taux d'utilisation des ressources *non renouvelables* ne peut excéder le rythme auquel sont développées d'autres ressources durables ; et 3) la pollution et la destruction des habitats ne peuvent dépasser la « capacité d'assimilation de l'environnement ». Cependant, à la lumière de nos connaissances actuelles en écologie, pour atteindre ces fins, il nous faut non seulement freiner la tendance actuelle à la croissance économique, mais aussi la renverser. Rien dans l'histoire du capitalisme ne porte à croire que cela se produira⁴¹³.

Lorsqu'on admet que *le système est au cœur même du problème*, une autre voie se dessine : c'est l'ambition d'une révolution écologique qui va remodeler l'économie et la société, rétablir et maintenir l'intégrité des écosystèmes et augmenter le bien-être de l'humanité.

On ne résoudra pas les problèmes écologiques en réduisant la population, mais un changement de système permettrait de réduire les pressions démographiques là où elles se font sentir. Comme l'avancait Friedrich Engels en 1881 :

Théoriquement, il est déjà possible que le nombre des hommes devienne tel qu'il faille limiter son accroissement mais, si la société communiste se voyait, un jour, contrainte de contrôler la production des hommes, comme elle contrôle déjà celle des biens, il lui appartiendrait de le réaliser et elle sera seule à pouvoir le faire sans difficultés. Il me semble qu'il ne doit pas être tellement difficile d'obtenir, dans une telle société, et conformément à un plan, un résultat qui a déjà été obtenu, naturellement et sans aucun plan, en France et aux Pays-Bas. De toute façon, ce sera l'affaire de ces hommes de savoir si, quand et comment ils le désireront, et quels moyens il s'agira d'employer. Je ne me sens pas qualifié pour vous faire à ce sujet des propositions ou vous donner des conseils. Ces hommes seront bien aussi circonspects que nous⁴¹⁴.

Plus récemment, l'écosocialiste Joel Kovel exprimait un point de vue similaire : « Les êtres humains peuvent sans difficulté réguler la population à condition qu'ils aient le pouvoir de gouverner leur existence sociale. À mes yeux, il importe par-dessus tout de leur donner ce pouvoir, ce pour quoi il nous faut un monde sans classes inférieures et où les gens sont maîtres de leur propre vie⁴¹⁵. »

Un mouvement pour sauver la planète

Les solutions à la crise écologique sont connues. De nombreux livres et rapports expliquent en détail comment éliminer les émissions de gaz à effet de serre, nourrir la planète au moyen de l'agriculture écologique, redonner vie à des écosystèmes détruits et faire que l'humanité vive en harmonie avec le reste de la nature. Inlassablement, dans chaque livre, dans chaque rapport, les auteurs expliquent l'incapacité à effectuer les changements nécessaires par « un manque de volonté politique ».

La volonté politique fait défaut, c'est vrai, parce que les politiciens font eux-mêmes partie d'un système économique et social qui ne peut renoncer à sa quête de croissance et de profit à court terme, même si elle cause la destruction de la civilisation. La tyrannie du bénéfice net empêche même d'entrevoir de véritables solutions, sans parler de les mettre en œuvre.

L'obstacle principal dans la transition vers une société écologique n'est pas une insuffisance technologique ou financière, encore moins une population trop nombreuse. Les entraves sont *politiques et économiques* : les gouvernements et la grande industrie bloquent le passage à l'action. L'indifférence à l'égard de l'environnement n'est pas un choix que font les capitalistes, ce n'est pas une erreur stratégique ni le résultat d'une théorie économique

erronée ; la quête incessante du gain immédiat, sans se soucier de ses conséquences à long terme, s'inscrit dans *le fonctionnement même du système*.

Socialisme, écologie et écosocialisme

« Vous prônez une écologie sociale que vous appelez l'écosocialisme. Qu'est-ce qu'un écosocialiste ? Et en quoi se différencie-t-il d'un écologiste ou d'un socialiste "de base" ?

Un écosocialiste se différencie d'un écologiste en ceci qu'il analyse la "crise écologique" non comme une crise du rapport entre l'humanité en général et la nature, mais comme une crise du rapport entre un mode de production historiquement déterminé et son environnement, donc, en dernière instance, comme une manifestation de la crise du mode de production lui-même. Autrement dit, pour un écosocialiste, la crise écologique est en fait une manifestation de la crise du capitalisme (en n'oubliant pas la crise spécifique des sociétés dites "socialistes" qui ont singé le productivisme capitaliste). Il en résulte que, dans son combat pour l'environnement, un écosocialiste proposera toujours des revendications qui font le lien avec la question sociale, avec la lutte des exploités et des opprimés pour une redistribution des richesses, pour l'emploi, etc.

Par ailleurs, l'écosocialiste se différencie du socialiste "de base", comme vous dites, en ceci que, pour lui, le seul anticapitalisme qui vaille désormais est celui qui prend en compte les limites naturelles ainsi que les contraintes de fonctionnement des écosystèmes. Cela a de nombreuses implications : rupture avec le productivisme et le consumérisme, bien sûr, dans la perspective d'une société où, les besoins de base étant satisfaits, le temps libre et les relations sociales constituent la véritable richesse. »

– Extrait d'une entrevue avec l'écosocialiste belge Daniel Tanuro, *L'écologithèque.com*, septembre 2010

Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que le fabricant ou le négociant individuel vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions [...] Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible⁴¹⁶.

Devant une telle irrationalité, la seule solution durable prend la forme de ce que Marx et Engels décrivent comme une société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », et dans laquelle les travailleurs et les agriculteurs « règlent rationnellement leurs échanges avec la nature⁴¹⁷ ».

La politique de la révolution écologique se distingue par-dessus tout de la politique populationniste par sa volonté de confronter les puissants intérêts des grandes entreprises qui empêchent le changement et de remodeler la société humaine de façon démocratique afin qu'elle fonctionne en harmonie avec la nature. Et cela exige une rupture fondamentale tant avec les politiques et les partis rattachés au pouvoir des grandes sociétés qu'avec la destruction écologique.

Il faut dans chaque pays un gouvernement qui rompe avec l'ordre actuel, qui ne soit imputable qu'aux travailleurs et agriculteurs, aux pauvres, aux communautés autochtones et aux immigrants : en un mot, aux *victimes* du capitalisme écocide, et non à ses bénéficiaires et représentants.

De tels gouvernements agiraient dès maintenant pour transformer les éléments les plus destructeurs du capitalisme :

- Par une élimination rapide des combustibles fossiles et des biocarburants au profit de sources d'énergie propres comme l'énergie éolienne ou géothermique, l'énergie des vagues et surtout l'énergie solaire.
- Par un soutien dynamique aux agriculteurs dans le passage à l'agriculture biologique, par la défense de la production et de la distribution alimentaires locales, par des mesures concrètes pour rétablir la fertilité du sol, par la suppression de l'agriculture industrielle et de l'agroentreprise polluante.
- Par la mise en place d'un réseau de transport collectif gratuit et efficace, et l'adoption de politiques urbanistiques qui limitent radicalement le besoin d'utiliser des autos ou camions particuliers.
- Par une restructuration des systèmes actuels d'extraction, de production et de distribution afin d'éradiquer le gaspillage, l'obsolescence planifiée, la pollution et la manipulation publicitaire, en plus de placer au besoin les industries sous contrôle de l'État et d'assurer le recyclage professionnel de tous les travailleurs et groupes touchés.
- Par la mise aux normes des maisons et bâtiments existants pour assurer leur efficacité énergétique, et l'établissement de directives strictes pour appliquer une architecture verte à toute nouvelle structure.
- Par l'arrêt de toutes les opérations militaires sur le sol national comme à l'étranger, la transformation des forces armées en équipes bénévoles affectées à la restauration des écosystèmes et à l'assistance aux victimes de catastrophes écologiques (inondations, hausse du niveau des mers, etc.).
- Par l'offre de services de santé universels et efficaces, y compris des services de contraception et d'interruption de grossesse.
- Par la mise en œuvre de vastes programmes de reboisement et de protection de la biodiversité.

Une révolution écologique – qu'on pourrait aussi appeler une révolution *écosocialiste* – est la seule solution permanente à la crise environnementale. Mais nous ne pouvons pas simplement attendre que de tels gouvernements soient institués : la crise menace et il faut agir *maintenant*. La tâche la plus urgente pour *l'ensemble* des vrais environnementalistes consiste à bâtir des mouvements forts, étendus et fédérateurs voués à défendre l'écologie, à freiner l'élan écocide du capitalisme et à le renverser là où nous le pouvons, afin de gagner le plus de batailles possible contre les forces de la destruction.

Comme l'ont déclaré les intervenants au Klimaforum de Copenhague en 2009, créer un mouvement de lutte pour des changements immédiats est une dimension essentielle du combat à long terme pour une grande révolution écologique.

Il est urgent de bâtir à l'échelle mondiale un mouvement des mouvements dévoué à ce projet de longue haleine qu'est la promotion d'une transition durable de nos sociétés. Contrairement aux structures actuelles du pouvoir, ce mouvement doit partir de la base. Il nous faut une alliance élargie qui rassemble les mouvements environnementaux et sociaux, les syndicats, les agriculteurs et autres parties affiliées qui uniront leurs forces au quotidien dans la lutte politique à l'échelle locale, nationale et internationale⁴¹⁸.

En avril 2010, quelque 35 000 militants – dont nombre de leaders autochtones – se réunissaient à Cochabamba, en Bolivie, pour la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère. L'« Accord des peuples » établi dans ce cadre attribue la responsabilité de la crise climatique au système capitaliste et aux pays riches dont « l'empreinte carbone est cinq fois supérieure à ce que peut supporter la planète ». L'Accord formule entre autres ces revendications clés :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 % d'ici 2017.
- La protection des droits des peuples autochtones et des populations contraintes à la migration par le changement climatique.
- La création d'un tribunal international pour la justice climatique chargé de sanctionner les pays et les entreprises qui bafouent le droit international.
- L'opposition à toute « solution » favorable au capitalisme ou au marché, comme l'échange de droits d'émission de carbone et la commercialisation des forêts des peuples autochtones.
- Le remboursement de l'énorme dette écologique des pays riches envers les pays pauvres.

L'Accord des peuples de Cochabamba a consolidé les fondations sur lesquelles ériger le mouvement mondial dont nous avons terriblement besoin, un mouvement qui combat aujourd'hui la destruction écologique par tous les moyens et mobilise les forces qui apporteront demain des solutions permanentes à la crise⁴¹⁹.

* * *

La plupart des populationnistes progressistes souhaitent sincèrement trouver des solutions à la crise planétaire, mais malgré leurs bonnes intentions, les politiques qu'ils défendent mettraient sur la mauvaise voie le mouvement pour la justice environnementale dans le Nord, en détournant notre attention des vrais enjeux et en nous empêchant de nous joindre aux mouvements radicaux du Sud qui mènent la lutte mondiale. Les arguments populationnistes sont non seulement erronés, mais ils sont aussi délétères, considérant nos alliés les plus précieux comme l'une des principales causes du problème.

Ce qui anime la révolution écologique, c'est un esprit de solidarité humaine. Elle a pour objectif premier un développement humain durable. Pour citer Vandana Shiva, elle vise à

« réduire la consommation d'énergie et de ressources [et] à décupler l'énergie humaine, créative et productive ainsi que l'énergie collective et démocratique pour permettre la nécessaire transition⁴²⁰ ».

Elle reconnaît, pour reprendre l'Accord des peuples de Cochabamba, qu'« un rapport équilibré avec la nature exige d'abord un rapport équilibré entre les êtres humains⁴²¹ ». Le développement écologique durable n'est possible qu'à la condition d'amorcer également un développement humain durable.

Rehausser le niveau de vie partout dans le monde, éradiquer la faim et la pauvreté, améliorer les soins de santé, rendre l'éducation accessible et garantir l'égalité véritable entre hommes et femmes : voilà autant de conditions nécessaires à l'instauration d'une justice climatique et environnementale efficace. L'ampleur même de la crise limite nos options : « Dans une économie mondiale toujours en expansion, les ruptures qu'engendre l'humanité dans le métabolisme terrestre s'aggravent et se multiplient inévitablement [...] Rien dans la nature du système actuel ne permet de faire marche arrière avant qu'il soit trop tard. Pour cela, il faut faire appel à d'autres forces à la base de la société⁴²². »

La voie de la révolution écologique ne sera pas sans embûches, et rien ne garantit le succès. Mais contrairement au populationnisme, elle a l'immense avantage d'aborder les véritables causes de la destruction écologique. Nous traversons une période lourde de conséquences, aussi est-il crucial de lutter pour un changement qui peut vraiment faire la différence.

La révolution écologique vise à transformer le rapport des humains à la nature. Le populationnisme vise à réduire le nombre d'êtres humains dans un rapport inchangé et insoutenable à la nature. Le choix devrait être facile à faire.

ANNEXE 1

Le mythe malthusien⁴²³

L'IDÉE QUE LES PROBLÈMES SOCIAUX s'expliquent par une population trop nombreuse est revenue à la mode. Pour son numéro de mai-juin 2010, le magazine *Mother Jones* lançait en gros caractères sur sa couverture : « Qui est responsable de la crise démographique ? » Figuraient trois réponses au choix : le Vatican, Washington ou « vous ».

L'article correspondant nous avertit que la Terre est en « dépassement écologique », c'est-à-dire que nous utilisons ses ressources plus vite qu'elle ne peut les régénérer, et que le problème n'est pas social ou écologique, mais biologique. « La seule solution connue au dépassement écologique consiste à ralentir notre croissance démographique plus vite qu'elle ne décroît aujourd'hui pour, à terme, renverser la tendance, en même temps qu'il nous faut ralentir le rythme auquel nous consommons les ressources de la planète pour renverser là encore la tendance⁴²⁴. »

À en croire l'auteure, le fait de freiner la croissance démographique et de réduire la consommation équivalerait aux élixirs miracles qu'on colportait autrefois dans les foires de village – ils nous soulageront de tous nos maux. Elle écrit : « La réussite de cette double entreprise résoudra nos problèmes les plus urgents à l'échelle planétaire : le changement climatique, la pénurie alimentaire, l'approvisionnement en eau, l'immigration, les soins de santé, la perte de biodiversité et même la guerre⁴²⁵. »

De tels arguments ponctuent depuis longtemps les propos réactionnaires qui justifient par la « surpopulation » la suppression de l'aide aux pays pauvres, l'élimination de l'aide sociale et la fin de l'immigration vers les pays riches des habitants du tiers-monde.

Il ne faut pas pour autant affilier à ce courant réactionnaire tous ceux qui ciblent la surpopulation, un thème tout aussi récurrent dans la pensée progressiste sur l'environnement. Ainsi, le Sierra Club, la plus importante organisation écologique des États-Unis, défend un programme intitulé « Population Justice » qui favorise le contrôle des naissances au tiers-monde afin de lutter contre le changement climatique.

Les idées populationnistes n'intéressent pas que les groupes organisés, elles rejoignent également un bon nombre d'individus honnêtes et bien intentionnés qui souhaitent

véritablement endiguer le changement climatique et sauver la planète. C'est pourquoi les socialistes doivent pouvoir répondre à leurs questions et à leurs préoccupations.

Penchons-nous sur l'homme à qui l'on attribue généralement la paternité de la théorie populationniste, il y a deux siècles, pour comprendre l'origine de ces idées et leur visée sociale. Comme on le verra, les propos malthusiens sont souvent mal interprétés.

Le révérend Thomas Robert Malthus ne fut pas le premier à défendre la thèse voulant que la pauvreté découle de la croissance démographique, mais il en fut assurément le meilleur promoteur. Son ouvrage *Essai sur le principe de population*, dont il a publié deux versions successives en 1798 et 1803, marqua considérablement la politique des années 1800.

Si l'influence de ses idées perdure, leur distorsion est aujourd'hui presque systématique. Quand Malthus est mentionné dans un livre ou dans un article, son auteur va soutenir neuf fois sur dix qu'il aurait prédit que la population humaine dépasserait un jour la capacité de la Terre à assurer sa survie. S'il se trompait dans les dates, le théoricien aurait cependant affirmé qu'à moins d'arrêter la croissance démographique, il y aurait à terme trop de monde sur Terre et tous souffriraient de la faim. Voici quelques commentaires typiques sur la pensée de Malthus :

- *Lester Brown, Worldwatch Institute* : « Malthus prévoyait de graves pénuries de ces produits [alimentaires] et des famines comme conséquences inévitables de la croissance démographique. Les critiques de Malthus font remarquer que cette vision pessimiste ne s'est jamais concrétisée, mais ceux qui l'approuvent répondent simplement qu'il était en avance sur son temps⁴²⁶. »
- *Andrew Ferguson, Optimum Population Trust* : « La logique dans les propos de Malthus traduisait une vérité inéluctable, voulant qu'un accroissement *incontrôlé* de la population dépasse l'accroissement des ressources alimentaires. Malthus voyait avec acuité les changements que connaîtrait la population mondiale en l'absence de politiques démographiques fortement restrictives, une vision corroborée par les faits dans les années 1950⁴²⁷. »
- *Jill Curnow, Sustainable Population Australia* : « Malthus a raison depuis le début. Toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, tendent à s'accroître en nombre au-delà de leurs moyens de subsistance [...] À long terme, la planète ne peut soutenir qu'un nombre limité d'humains à un niveau de vie élevé⁴²⁸. »

Voilà ce que l'on pense couramment de Malthus, à tort. Il n'avait pas prévu ce que l'on appelle l'explosion de la population et n'estimait pas souhaitable ni même possible de ralentir la croissance démographique.

En fait, il a explicitement qualifié d'« idée fausse » la thèse voulant que la croissance de la population se heurte à une limite absolue quant à notre capacité de produire plus. Dans la deuxième édition de son *Essai*, il écrit : « Le principe de population a pour effet spécifique la

pauvreté et non la famine absolue [...] *quand bien même nous atteindrions la limite absolue à tout nouvel accroissement dans la production de vivres, une limite que nous n'atteindrions certainement jamais*⁴²⁹ ». (c'est nous qui soulignons)

Malthus écrit encore : « Le pouvoir de la Terre à produire des vivres n'est certainement pas sans limites, mais il est à proprement parler indéterminé ; autrement dit, ses limites ne sont pas définies, et *nous n'en viendrons probablement jamais* à dire qu'aucun surplus de travail ou d'ingéniosité humaine ne pourrait accroître encore cette production⁴³⁰. »

En bref, Malthus pensait qu'une augmentation de la production serait toujours possible et il doutait que la croissance démographique mène à « la famine absolue », ce que certains populationnistes modernes expriment par l'idée de dépérissement, une réduction radicale de la population humaine.

On peut résumer en trois phrases la théorie de Malthus, ce qu'il appelait « le principe de population » :

1. La population ne cessera jamais de croître, absorbant toute la nourriture produite, jusqu'à ce qu'une majorité vive dans la pauvreté au bord de la famine.
2. L'accroissement démographique s'arrêtera alors, soit parce que les pauvres reporteront leurs mariages et feront donc moins d'enfants, soit parce que la mortalité infantile et d'autres formes de mort prématurée augmenteront, ou les deux.
3. Si la production alimentaire augmente au-delà du minimum nécessaire, les pauvres auront plus d'enfants qui eux-mêmes vivront plus longtemps, et la population augmentera de nouveau jusqu'à atteindre une nouvelle limite de subsistance.

Ainsi, Malthus n'a pas dit qu'*un jour* le monde serait surpeuplé. Il a dit qu'*invariablement*, la population atteignait sa limite ou croissait jusqu'à une nouvelle limite. Comme l'a souligné Engels, sa théorie implique logiquement un monde surpeuplé quand bien même il n'y aurait qu'un seul humain sur Terre.

Contrairement à ce qu'affirment certains auteurs modernes qui souhaitent promouvoir en lui une sorte de pionnier écologique, Malthus ne se souciait guère de protéger l'environnement contre une surpopulation humaine ou de protéger l'humanité de la famine. Son but était tout autre : il voulait prouver que la majorité serait pauvre éternellement et qu'aucun changement social ou politique ne pourrait jamais modifier cet état de fait. Presque deux siècles avant la déclaration de Margaret Thatcher voulant qu'*il n'existe aucune alternative au capitalisme*, Malthus gagnait à cette idée même la classe dirigeante britannique.

* * *

En 1798, lorsque fut publiée la première édition de *l'Essai sur le principe de population*, la classe dirigeante anglaise traversait une période de doute. À peine 15 ans plus tôt, les forces au pouvoir avaient été profondément ébranlées par la perte des 13 colonies britanniques dans la Révolution américaine, une défaite qui leur laissait un empire fort diminué et une dette publique si lourde que nombre de commentateurs, à l'instar de l'économiste Adam Smith, pensaient l'Angleterre au bord de la faillite.

En 1793, le pays avait avec d'autres déclaré la guerre à la France dans l'espoir de renverser le gouvernement révolutionnaire pour restaurer la monarchie, mais la guerre tourna à leur désavantage. En 1798, les alliés des Britanniques avaient abandonné la lutte et l'armée française s'empara de l'Égypte, les Anglais craignant que cette conquête ne soit le prélude à un assaut français sur l'Inde, alors sous contrôle britannique. La guerre, qui devait procurer une victoire facile à l'Angleterre et à ses alliés, dura plus de 20 ans.

Le gouvernement britannique des années 1790 était d'autant plus sous le choc qu'une forte opposition à la guerre secouait le pays, nombre de contestataires s'inspirant de la Révolution française pour exiger des changements semblables en Angleterre. Le mouvement pour la réforme débuta avec des pétitions de la classe moyenne réclamant des changements modérés, mais il donna rapidement lieu à une activité politique sans précédent au sein de la classe ouvrière qui réclamait un changement démocratique complet, première étape vers l'adoption de réformes sociales plus radicales. Par millions, les habitants d'Angleterre et d'ailleurs commençaient à croire que le changement politique allait transformer leur vie, éradiquant la pauvreté et l'inégalité à jamais.

Malthus avait pour objectif de réfuter cette idée dangereuse. Le titre intégral de son livre exprime clairement son intention : *Essai sur le principe de population et ses effets sur le perfectionnement futur de la société, avec des remarques sur les idées de M. Godwin, M. Condorcet et d'autres auteurs*.

Comme le révèle ce titre, l'essai de Malthus ne consistait pas fondamentalement en une étude scientifique sur la population : c'était un *réquisitoire politique* contre le progrès social, dirigé en particulier contre William Godwin et Nicolas de Condorcet qui, dans leurs ouvrages populaires, clamaient la possibilité d'une société meilleure et égalitaire ainsi que d'un confort accessible à tous.

Dans les éditions ultérieures de son œuvre, Malthus troquera sa critique de Condorcet et de Godwin pour une attaque contre le démocrate radical Tom Paine et le socialiste utopiste Robert Owen.

Nous l'avons vu, Malthus n'a pas prédit une « crise de surpopulation ». Il n'estimait pas non plus plausible d'empêcher d'une façon ou d'une autre que la population exerce une pression constante sur les ressources, avançant deux raisons à cela.

D'abord, disait Malthus, la « passion entre les sexes » est si forte que les êtres humains ne peuvent y résister : ils auront toujours le plus grand nombre d'enfants possible.

Il jugeait en outre que le contrôle des naissances, y compris toute forme de sexualité non procréative, était à ce point immoral qu'il valait encore mieux avoir un trop grand nombre d'enfants. Cette sexualité dissociée de la reproduction l'horrifiait tant qu'il ne pouvait se résoudre à en parler directement, évoquant simplement des « coutumes barbares » et de « mauvais traitements » imposés aux femmes.

Dans la deuxième édition de son *Essai* publiée en 1803, Malthus affirmera que les individus peuvent fonder des familles moins nombreuses en exerçant une « contrainte morale », ce par quoi il entendait de ne pas se marier avant d'être financièrement aptes à subvenir aux besoins de leurs enfants et de demeurer célibataire dans l'intervalle. Il était toutefois convaincu que la plupart des pauvres n'auraient pas la maîtrise de soi nécessaire pour ce faire. Comme il l'avait écrit dans son premier *Essai*, c'était la raison de leur indigence : « Les travailleurs pauvres semblent vivre éternellement au jour le jour : leurs besoins actuels polarisent toute leur attention et ils ne pensent guère à l'avenir ; même lorsqu'ils ont l'occasion de s'élever, ils l'utilisent rarement : mais tout ce qu'ils gagnent et qui excède leurs besoins immédiats va, d'une façon générale, au cabaret⁴³¹. »

En bref, l'argument de la « contrainte morale » permettait à Malthus et à la classe dirigeante d'Angleterre de mettre la pauvreté sur le dos des pauvres et de leurs faiblesses morales.

La réputation de Malthus en tant que polémiste ne repose pas sur les faits ou la logique, peu prégnants dans son *Essai*, mais sur les conclusions politiques qu'il a tirées de son « principe de population ».

À supposer qu'il ait raison, tout effort pour bâtir une société meilleure serait vain. Avant Malthus, Edmund Burke avait condamné sans appel toute proposition visant à bonifier la société, dans une offensive grossièrement réactionnaire : avant c'était mieux, le changement n'est jamais bon.

Pour Burke, l'égalité n'était pas une bonne chose. Pour Malthus, c'était une idée merveilleuse, mais impossible, en raison du principe de population : « Ainsi les lois inévitables de la nature humaine, écrivait-il, condamneraient-elles certains individus à vivre dans le besoin⁴³². »

En fait, et ce fut là véritablement son apport essentiel à l'idéologie capitaliste, Malthus substituera à l'argument moral contre le changement social celui de la *loi naturelle*, voulant que les problèmes de l'humanité découlent de la *biologie*, des lois de la nature. Il écrit : « Dans toute société avancée au-delà de l'état sauvage, il y aura toujours une classe de propriétaires et une classe d'ouvriers⁴³³. » Il ajoutera plus tard :

Nulle forme de gouvernement [...], nul plan d'émigration, nulle institution de bienfaisance, non plus qu'aucun développement ni orientation de l'industrie nationale, ne peut prévenir l'action permanente des obstacles qui, sous une forme ou sous une autre, contiennent la population dans certaines limites. Ces obstacles s'imposent à nous comme une loi inévitable de la nature⁴³⁴.

Malthus ne s'est pas contenté de dire qu'il était impossible de rendre la société meilleure, il a affirmé que les efforts pour soulager la souffrance des démunis ne faisaient qu'empirer les choses. Les Lois sur les pauvres, qui depuis les années 1500 obligeaient les communautés à fournir nourriture et aide aux indigents, ne faisaient que leur permettre d'avoir plus d'enfants et aggravaient du même coup la pauvreté. Les passages de son traité dans lesquels Malthus appelle à abolir ces lois ont quelque chose de très moderne : les arguments avancés sont identiques à ceux qu'on entend aujourd'hui contre l'assistance sociale.

Voilà qui illustre le danger premier des théories populationnistes. Elles ne sont pas et n'ont jamais été neutres sur le plan politique. Aucun programme fondé sur ces thèses n'a jamais cherché à limiter le nombre de riches dans la société. Depuis deux siècles, l'argument « trop nombreux » signifie toujours « trop de pauvres » et, dans bien des cas, « trop de pauvres qui ne sont pas Blancs ».

Comme l'écrit le célèbre géographe marxiste David Harvey, « dès lors qu'une théorie de la surpopulation s'impose dans une société dominée par une élite, la non-élite subit invariablement une forme de répression politique, économique et sociale⁴³⁵ ».

Nous avons vu que Malthus s'opposait à l'utilisation d'« artifices inconvenants », ce par quoi il entendait des moyens de contraception. Outre son objection morale à la chose, il soutenait que si les pauvres pouvaient éviter d'avoir des enfants au moyen de ces artifices, ils ne seraient plus poussés au dur labeur par le manque d'argent, ce qui bien sûr ferait du tort aux riches.

Par comparaison, la pensée populationniste moderne avance que le monde serait meilleur si les individus riches et intelligents parvenaient à convaincre les pauvres ignorants de ne plus se reproduire de la sorte grâce à la contraception.

Le changement survint dans les années 1820 sous la gouverne de Francis Place, en qui l'on peut voir le père du populationnisme moderne. D'abord militant ouvrier radical, Place en vint à conclure que l'action des syndicats demeurerait vaine tant que le nombre de travailleurs excéderait le nombre d'emplois disponibles. Quiconque souhaite réellement élever le niveau de vie de la population, disait-il, devrait instruire les pauvres sur l'importance de réduire leur nombre par le contrôle des naissances.

Lorsqu'il diffusa son point de vue, souvent dit néomalthusien, de nombreuses critiques crièrent au scandale et à l'immoralité ; il sut pourtant trouver un auditoire, et son argument est aujourd'hui universellement admis chez les populationnistes.

Malgré tout, le malthusianisme classique et le néomalthusianisme déclinèrent au début du xx^e siècle, pour deux raisons inextricables.

Premièrement, les travailleurs de nombreux pays réussirent, par leur organisation et leur lutte, à majorer substantiellement et durablement leur niveau de vie. Ce phénomène démentait

concrètement l'assertion de Malthus voulant que la pauvreté soit inévitable en raison du « principe de population ».

Deuxièmement, le taux de natalité amorça son déclin dans plusieurs pays d'Europe, comme en France où il était en 1913 deux fois moins élevé qu'en 1800. Si les causes de ce changement sont complexes et demeurent mal comprises, il apparaît évident que les femmes se sont donné les moyens de contrôler leur fécondité dans le cadre plus vaste de leur lutte contre l'oppression économique et sociale. Ce faisant, elles prouvaient de façon concluante que la biologie n'était pas une fatalité.

Si la baisse de la natalité amorcée au tournant du XIX^e siècle a été interrompue par le « baby-boom » de l'après-guerre, ce que l'on appelle maintenant « la transition démographique » a repris dans les années 1970 et s'observe désormais sur une bonne partie de la planète. Après avoir atteint un pic de croissance à la fin des années 1960, la population mondiale augmente encore, mais à un rythme nettement moindre. La plupart des démographes estiment que l'effectif mondial culminera avant la fin du siècle.

Nous retiendrons deux choses en ce qui nous concerne.

La première est que la transition démographique dément directement les propos de Malthus, voulant que le taux de natalité augmente lorsque les pauvres ont de quoi se nourrir : dans les faits, c'est dans les pays riches qu'on a observé la baisse de population la plus rapide et la plus radicale.

La seconde est que la transition démographique ébranle l'idée reçue des populationnistes selon laquelle un taux de natalité élevé s'explique par l'ignorance des pauvres en matière de contraception. La natalité a connu une chute spectaculaire en Europe avant que les moyens de contraception modernes ne soient disponibles, même dans les pays où le contrôle des naissances était interdit sous quelque forme que ce soit.

Si, à l'évidence, en tant que socialistes et humanistes, nous souhaitons un accès universel des femmes aux contraceptifs comme aux services de santé maternelle, nous devons aussi prendre garde au racisme, conscient et inconscient, qui sous-tend l'hypothèse selon laquelle les femmes du tiers-monde font beaucoup d'enfants par manque de connaissances.

Les paysans africains d'aujourd'hui ne sont pas plus ignorants de leur corps que ne l'étaient les paysans de France et d'Italie avant la Seconde Guerre mondiale. Ils perpétuent leurs familles nombreuses parce que la survie individuelle et sociale repose sur les enfants. L'agriculture de subsistance exige beaucoup de bras et, en l'absence d'un quelconque filet protecteur dans la société, les parents vieillissants ont besoin du soutien économique et social que fournissent les enfants. Le taux de natalité dans ces pays se stabilisera assurément lorsque leurs populations bénéficieront de conditions de vie adéquates et sécuritaires.

En bref, un taux de natalité élevé n'est pas une cause, mais une conséquence de la pauvreté dans le tiers-monde, et l'implantation de cliniques anticonceptionnelles, tout aussi essentielles qu'elles soient pour d'autres raisons, n'éliminera pas ces causes sous-jacentes.

Quiconque souhaite réellement comprendre les causes de la destruction environnementale trouvera dans le marxisme une source bien plus riche d'apprentissages que dans le populationnisme.

Le marxisme mène aujourd'hui un combat difficile, mais dans cette bataille pour gagner l'adhésion des militants écologistes, nous avons une arme de choix : une explication qui explique réellement. Comme l'écrit John Bellamy Foster : « Là où l'intégrité de la biosphère telle que nous la connaissons est menacée, il est bon de se rappeler que le danger premier ne vient pas des contrées du monde où le taux d'accroissement démographique est le plus fort, mais de celles où l'accumulation du capital et le gaspillage tant économique qu'écologique constituent désormais un mode de vie⁴³⁶. »

Il est essentiel de favoriser cette prise de conscience chez les verts si nous voulons ériger le mouvement socialiste du XXI^e siècle.

Donella Meadows rouvre le dossier IPAT⁴³⁷

Qui cause les problèmes environnementaux ?

Pour certains penseurs du monde, peu nombreux mais influents, l'abréviation IPAT est éloquente : elle résume toutes les causes de nos problèmes environnementaux.

L'IPAT est à l'origine une formule mise au point par l'écologiste Paul Ehrlich et le physicien John Holdren :

$$\text{Impact} = \text{Population} \times \text{Abondance} \times \text{Technologie}$$

Autrement dit, on peut représenter les dégâts causés à la Terre par le nombre de ses habitants multiplié par la quantité de matière que chacun utilise, multipliée par la quantité de pollution ou de déchets que génèrent la production et l'utilisation de chaque dose de matière.

Une auto engendre plus de pollution qu'un vélo ; les 10 % de la population mondiale ayant les moyens d'en avoir une ont ainsi un impact sur l'environnement supérieur à celui des populations pauvres bien plus nombreuses qui se déplacent à vélo. Mais une auto munie d'un pot catalytique pollue bien moins qu'une auto qui n'en a pas, et une voiture solaire encore moins. Ainsi, la technologie peut limiter l'impact de cette abondance.

La formule IPAT suscite beaucoup d'intérêt dans les débats internationaux parce qu'elle rend diffuse la responsabilité environnementale. Les pauvres génèrent 90 % de la croissance démographique mondiale, aussi feraient-ils bien de s'atteler à réduire leur « P ». Les riches consommateurs doivent contenir leur « A » hédoniste. Avec ses usines, ses autos et ses bâtiments polluants, l'ancien bloc soviétique devrait assurément cibler son « T ».

Je ne m'étais pas rendu compte à quel point cette formule était devenue politiquement correcte jusqu'à ce que j'assiste, il y a quelques mois, à une table ronde de cinq femmes qui la remettaient en question, suscitant l'indignation d'une salle comble d'environnementalistes dont je faisais partie.

L'IPAT fournit une explication exsangue, trompeuse et disculpatoire de tous les maux du monde, disaient-elles. Elle désigne d'un doigt accusateur de mauvaises cibles. Elle porte à croire que les femmes démunies sont responsables de la croissance démographique sans s'interroger sur les pressions qu'elles subissent de la part de ceux qui les incitent à faire

autant d'enfants. Elle culpabilise les consommateurs de l'Occident, mais ne dit rien des forces qui attisent leurs désirs de consommer toujours davantage. Elle laisse entendre que les populations de l'Est, opprimées durant des générations par des chefs totalitaires, devraient d'une manière ou d'une autre aujourd'hui résorber la pagaille qu'ont laissée ces dirigeants.

À entendre un tel argument, je sentais monter ma colère. L'IPAT était la lentille à travers laquelle je voyais la situation environnementale. C'était clair et simple. Je ne voulais pas voir les choses autrement.

L'IPAT est un concept que l'on verrait bien sortir de la bouche de physiciens, a expliqué l'une des conférencières, Patricia Hynes, de l'Institute on Women and Technology à North Amherst, dans le Massachusetts. La formule fait le compte de ce que l'on peut compter. Elle est rationnelle. Mais elle ne se soucie pas de la manipulation, de l'oppression, du profit. Elle ne prend pas en considération un facteur que les scientifiques peinent à quantifier et que, par conséquent, ils n'aiment pas évoquer : le POUVOIR économique et politique. Si l'IPAT est incontestable du point de vue de la science physique, la formule trahit une naïveté politique.

Je gigotais nerveusement sur mon siège.

Il n'y a pas d'AGENTS dans l'équation IPAT, a dit Patricia Hynes, pas d'ACTEURS identifiables, pas de genre, ni de couleur ni de motif. La croissance de la population, la consommation et la technologie ne sortent pas de nulle part. Il y a des individus qui les font advenir, des personnes qui les modèlent en réaction à un ensemble de récompenses et de sanctions, des personnes qui agissent par désespoir, par amour, par cupidité, par ambition ou par peur.

Malheureusement, ai-je pensé, je suis d'accord.

Et si nous écrivions autrement l'équation de l'impact environnemental ? ont suggéré les participantes à cette table ronde pour le moins dérangeante. Si, par exemple, nous y insérions un élément représentant le secteur militaire qui, bien que sa Population soit faible, se caractérise par une Abondance et une Technologie élevées ? Les réacteurs de l'armée génèrent 97 % des déchets nucléaires hautement radioactifs produits par les États-Unis. On estime que l'ensemble des opérations militaires mondiales cause 20 % des dégâts environnementaux. D'après le Worldwatch Institute, « les forces armées du monde constituent fort probablement la plus grande source de pollution sur Terre ».

Et si nous ajoutions un autre élément pour représenter les 200 plus grandes firmes du monde, qui n'emploient que 0,5 % des travailleurs mais génèrent 25 % du produit mondial brut et environ 25 % de la pollution ? Peut-être que si nous avions en main les statistiques, nous verrions que les petites entreprises, qui créent une bonne partie des emplois, ont un impact environnemental proportionnellement bien inférieur.

Et si nous séparions la consommation des administrations publiques de la consommation des ménages et que, dans cette dernière catégorie, nous distinguions la consommation de subsistance et la consommation de luxe, d'apparat, celle qui nous aide soit-disant à nous

sentir bien ? Si nous avions des chiffres fiables, ce qui n'est pas le cas, nous pourrions peut-être calculer dans quelle mesure les dégâts que nous causons à la Terre sont imputables, d'une part, à la nécessité et, d'autre part, à la futilité.

Une équation prenait forme dans mon esprit :

$$\text{Impact} = \text{Armée} + \text{Grande Entreprise} + \text{Petite Entreprise} + \text{Administration publique} + \\ \text{Consommation de luxe} + \text{Consommation de subsistance}$$

Chacun de ces éléments a ses propres P, A et T. C'est compliqué. Il y a risque de double comptage et d'omission. Mais la formule n'est pas plus exacte ou erronée que l'IPAT, en fait.

Faites usage de lentilles différentes et vous verrez les choses autrement, vous poserez d'autres questions, vous trouverez d'autres réponses. Ce que l'on voit à travers une lentille, quelle qu'elle soit, est là en vérité, mais ce n'est jamais tout ce qui est là. Il convient de se rappeler que peu importe la lentille qu'on utilise, elle nous permet de voir certaines choses, mais nous empêche d'en voir d'autres.

Eugene V. Debs sur l'immigration⁴³⁸

Mon cher Brewer,

Je viens de lire le rapport majoritaire du Comité sur l'immigration. Dénué de toute fibre socialiste, il est en vérité réactionnaire et scandaleux et j'espère que vous vous y opposerez farouchement. L'appel à exclure certaines races en raison d'un calcul stratégique aurait toute sa pertinence dans une convention de bourgeois égoïstes, mais ne saurait être au programme d'une rencontre prolétarienne organisée sous les auspices d'un mouvement international qui exhorte les travailleurs exploités et opprimés de tous pays à s'unir pour une émancipation commune [...].

Abandonnons les « tactiques » exigeant l'exclusion des esclaves opprimés et souffrants qui abordent ces côtes dans l'espoir d'améliorer leur misérable sort et se voient repoussés d'un cruel coup de fouet opportuniste par ceux qui se disent socialistes au nom d'un mouvement qui s'enorgueillit de défendre sans compromis tous les opprimés et persécutés de la Terre. Ces pauvres esclaves ont tout autant le droit d'entrer ici que les auteurs mêmes de ce rapport cherchant aujourd'hui à les exclure. La seule différence réside dans l'éducation dont ces derniers ont bénéficié et le fait de n'avoir pas été si cruellement écrasés et opprimés ; mais dans le principe il n'y a aucune différence, l'ambition de tous étant exactement la même, et si le congrès qui se déroule au nom du socialisme devait appuyer une quelconque discrimination, celle-ci devrait favoriser les races miséreuses qui ont supporté les pires fardeaux et se trouvent pour ainsi dire aujourd'hui à genoux.

Je m'opposerais au monde entier pour défaire cette proposition capitale et aucun des arguments spécieux émis par les avocats sournois et captieux du syndicalisme de la fédération civique, qui n'hésitent pas à sacrifier le principe au résultat et minent la réussite à long terme pour le profit immédiat, ne pourrait m'inciter à tourner le dos aux victimes opprimées, brutalisées et désespérées du vieux monde, trompeusement attirées sur ces rivages par une faible lueur d'espoir qu'ici leurs fardeaux écrasants se trouvent allégés et qu'une étoile pleine de promesses s'élève dans leur ciel assombri.

Les avantages présumés que vaudrait une telle exclusion inhumaine au mouvement se verraient tous balayés au centuple si l'on venait à sacrifier l'un des principes essentiels du

socialisme international, car la bonne foi d'un tel mouvement serait mise en doute par les travailleurs clairvoyants s'il advenait qu'il ferme officiellement ses portes aux races mêmes qui ont le plus besoin d'aide, anéantissant leurs espérances, les laissant dans les ténèbres du désespoir à l'heure justement où se fait entendre pour la première fois l'appel international et où les cœurs se mettent à battre pour une solidarité entre opprimés de toutes les contrées du monde.

Cette attitude ne traduit nul sentimentalisme larmoyant, mais simplement une adhésion stricte aux principes fondamentaux du mouvement prolétaire international. Si le socialisme, le socialisme révolutionnaire international, ne défend pas avec fermeté, droiture et résolution la classe ouvrière comme les masses exploitées et opprimées de tous pays, c'est qu'il ne défend personne, que son discours n'est que feinte et sa profession, une illusion et un piège.

Laissons partir ceux qui le veulent parce que nous refusons de fermer la porte internationale au visage de leurs propres camarades ; loin de nous affaiblir, leur départ ne nous en rendra que plus forts, car à l'évidence ils n'ont pas réel entendement de la solidarité internationale, sont totalement dénués de l'esprit révolutionnaire et, tant qu'ils entretiennent de telles notions aristocratiques de leur prétendue supériorité, ils n'ont pas leur place au sein du mouvement socialiste.

Défendons avec force nos principes révolutionnaires et prolétaires, battons-nous sans fard et sans concession contre tous nos ennemis, sans recourir aux tactiques lâches ni entretenir de faux espoirs, et notre mouvement suscitera alors la conviction, attisera l'esprit et nourrira la fibre qui sauront gagner le monde entier.

Vôtre sans compromis,
Eugene V. Debs

Justice climatique et migration⁴³⁹

En tant que membres du Climate Justice and Migration Working Group de Mobilization for Climate Justice, nous représentons diverses organisations nationales et internationales – groupes confessionnels, organismes de défense des droits de la personne et des droits des immigrants – préoccupées par le changement climatique et ses effets sur les migrations dans le monde.

Nous reconnaissons les répercussions que les politiques gouvernementales et les pratiques des entreprises ont sur les communautés de tous les continents, notamment les plus vulnérables d'entre elles. Nous observons aussi avec inquiétude, en réaction au phénomène en expansion des migrations internationales, la prise de position des gouvernements qui privilégient les impératifs de sécurité intérieure et la restriction de l'immigration, y compris de ceux qui n'ont d'autre choix que de migrer.

On estime qu'entre 25 et 50 millions d'individus ont à ce jour été forcés au déplacement pour des raisons d'ordre environnemental, et ce chiffre pourrait atteindre les 150 millions en 2050. Ces « réfugiés de l'environnement » pâtissent des conséquences de nos pratiques et politiques en matière d'écologie.

Par exemple, la désertification a gravement compromis les pratiques agricoles traditionnelles des communautés autochtones. Lorsque leurs terres n'assurent plus la satisfaction de leurs besoins nutritionnels, les populations migrent. Le représentant de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Massimo Candelori, rapporte que les variations climatiques associées à des pratiques agricoles insoutenables causent l'érosion et l'épuisement des terres qui entraînent de maigres récoltes.

Le « glacier disparu » de Chacaltaya, en Bolivie, qui était il y a dix ans encore la pente de ski la plus haute du monde, a cédé la place à un sol rocheux inadapté aux pratiques agricoles traditionnelles de ses habitants. Le réchauffement des températures rend difficile la préparation d'un plat de base constitué de pommes de terres broyées et déshydratées par congélation. Au lieu de se nourrir de leurs propres cultures et de vendre leurs surplus, ces fermiers boliviens risquent la famine parce que leurs récoltes diminuent : ce sont des victimes du changement climatique. D'autres phénomènes semblables mettent en péril le mode de vie

des citoyens et l'on voit se multiplier les déplacements de populations dans toute l'Amérique latine.

En Afrique subsaharienne, le changement climatique pourrait réduire la quantité de nourriture disponible de 500 calories par personne d'ici 2050, un déclin de 21 % qui condamnerait 19 millions d'enfants à la malnutrition. Le système de soins de santé et l'économie seront mis à mal par de maigres productions de maïs, de riz et de blé, qui pourraient baisser respectivement de 5, 14 et 22,5 % à cause du changement climatique. L'Afrique subira plus fortement ces pressions environnementales en raison d'un manque de ressources et d'infrastructures permettant d'adapter les pratiques agricoles traditionnelles à la nouvelle donne météorologique et aux nouvelles conditions de sol.

L'agriculture africaine étant principalement pluviale et non irriguée, elle est directement compromise par les inondations et sécheresses que cause le changement climatique. Les familles dès lors incapables de se nourrir elles-mêmes cherchent de nouvelles terres à cultiver. Le phénomène est déjà bien ancré au Soudan où la désertification a repoussé les communautés vers des territoires limitrophes. Là, elles sont perçues comme un poids dans une économie locale déjà affaiblie et les risques de conflit violent s'accroissent en raison d'une concurrence accrue pour des ressources de plus en plus rares.

À cause du changement climatique, les Sri-Lankais constatent une imprévisibilité météorologique qui cause des sécheresses dans le sud-est, tandis que des pluies diluviennes et des moussons s'abattent sur les régions de l'ouest.

Des conditions climatiques extrêmes, telles que les crues éclair qui ont frappé les districts sri-lankais de Vavuniya et de Mannar en août 2009, menacent le bien-être économique et personnel des habitants qui doivent désormais envisager de déménager. On compte déjà 260 000 Sri-Lankais dans les camps du pays, que les conflits ethniques ont contraints au déplacement et qui devront déménager une deuxième fois. Les inondations et la promiscuité aggravent aussi considérablement les risques de maladies infectieuses. En vérité, les conditions climatiques extrêmes menacent le bien-être économique et personnel de tous les Sri-Lankais.

La hausse du niveau des mers menace de disparition des pays insulaires tout entiers. Aux îles Carteret, la mer contamine désormais les rares ressources en eau douce de l'atoll, ses habitants n'en étant que plus dépendants des importations et de l'aide étrangère pour se nourrir. Les denrées fournies ayant un taux de sucre élevé, elles ont causé de graves problèmes de santé et expliquent notamment la montée du diabète. Le changement climatique a déjà perturbé la santé et l'économie des habitants de nombreuses régions du monde. Le Bangladesh et les villes côtières sont particulièrement exposés à la hausse du niveau des mers.

Ces répercussions, attribuables aux pays riches principalement, frappent surtout les pays les plus démunis. Anwarul Karim Chowdhury, haut représentant des Nations unies pour les

pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en voie de développement, estimait en 2007 qu'environ un tiers des pays les moins avancés étaient menacés par la hausse du niveau des mers, une forte proportion de leur population habitant en zone côtière de faible élévation. Souvent, ces pays n'ont pas les moyens de juguler les facteurs déstabilisants du changement climatique.

Étant entendu que le changement climatique compromet l'habitat, le mode de vie, la santé et les moyens de survie traditionnels de nombreux habitants du monde, nous appelons à :

- La protection internationale des droits des personnes déplacées pour des raisons environnementales, y compris par la reconnaissance de leur statut de réfugiés et la protection de tous les droits et arrangements rattachés au dispositif de soutien, par l'extension des accords internationaux sur les droits des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des migrants, et par la rédaction d'accords multilatéraux sur les migrations.
- La reconnaissance du droit à la circulation des personnes.
- L'élaboration de nouvelles politiques et la sensibilisation accrue du public au dossier des migrations et des réfugiés de l'environnement, y compris par le financement de nouvelles recherches sur les pratiques nocives pour l'environnement en lien avec le changement climatique et les migrations.
- L'instauration d'un cadre juridique et d'un soutien financier permettant l'entrée des migrants déplacés de leur pays d'origine dans d'autres pays.
- Une reconnaissance internationale de l'impact du changement climatique sur les droits des nations, tels que ceux-ci sont définis par les conventions onusiennes.
- L'encadrement des nations dont la sécurité est compromise par la disparition de leurs terres habitables. Devant la perte de territoire de ces « États en voie de disparition », nous affirmons le droit de chaque nation à la souveraineté.
- Une réduction des émissions de carbone à l'échelle nationale, sachant que notre consommation énergétique met en danger l'environnement à l'échelle mondiale. Nous appelons les États-Unis et les autres pays développés à démontrer leur responsabilité environnementale en avalisant les propositions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, suivant lequel la communauté mondiale doit, pour qu'il demeure soutenable, ramener son taux d'émissions sous le seuil de 1990, c'est-à-dire de le réduire de 25 à 40 % d'ici 2020 et d'au moins 80 % d'ici 2050.

Le phénomène des migrations et des déplacements dus au changement climatique prend de l'ampleur. Ses effets sont déjà observables et nous constaterons encore ses conséquences dans les années à venir. Il faut agir maintenant afin d'en limiter les répercussions négatives et de favoriser une issue positive pour les réfugiés de l'environnement actuels et potentiels.

BIBLIOGRAPHIE

- « 10 Principles for Just Climate Change Policies in the U. S. », <www.ejnet.org/ej/climatejustice.pdf>.
- ABC NEWS. « Australia Needs One-Child Policy », 22 avril 2009, <www.abc.net.au/news/2009-04-22/australia-needs-one-child-policy-ex-mp/1659140>.
- ALLAN, Sterling D. « DOJ Files Civil Action against MagCorp for PCB Violations », *Pure Energy Systems News*, 12 mai 2005, <http://pesn.com/2005/05/12/6900093_MagnesiumCorporation_of_America/>.
- ALL PARTY PARLIAMENTARY GROUP ON POPULATION. Development and Reproductive Health, *Return of the Population Growth Factor*, G.-B., 2007, <www.appg-popdevrh.org.uk/>.
- ANDERSON, Sarah et John CAVANAUGH. « Top 200 : The Rise of Corporate Global Power », Institute for Policy Studies, 4 décembre 2000, <<http://www.corpwatch.org/article.php?id=377>>.
- AMIS DE LA TERRE SYDNEY. « A Statement on Population and Climate Change », n. d., <www.sydney.foe.org.au/news/statement-population-and-climate-change> (hors-ligne).
- ANGUS, Ian. « And You Thought Carbon Offsets Couldn't Get Worse ! », *Climate and Capitalism*, 28 décembre 2009, <<http://climateandcapitalism.com/2009/12/28/and-you-thought-carbon-offsets-couldnt-get-worse/>>.
- ANGUS, Ian. « Dissecting Those "Overpopulation" Numbers, Part One – Population Where ? », *Climate and Capitalism*, 28 avril 2010, <<http://climateandcapitalism.com/2010/04/28/overpopulation-and-global-warming-dissecting-the-numbers-part-one/>>.
- ANGUS, Ian. « Do Consumers Cause Climate Change ? », *Climate and Capitalism*, 20 février 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=1748>>.
- ANGUS, Ian (dir.). *The Global Fight for Climate Justice : Anticapitalist Responses to Global Warming and Environmental Destruction*, Winnipeg, Fernwood Publishing, 2010.
- ARIZPE, Lourdes, M. Priscilla STONE et David MAJOR (dir.). *Population and Environment : Rethinking the Debate*, Boulder, Westview Press, 1994.
- ATHANASIOU, Tom. *Divided Planet : The Ecology of Rich and Poor*, New York, Little Brown, 1996.
- ATHANASIOU, Tom. « Green Romantics », *The Nation*, 1^{er} mai 1995, p. 603.
- AUSTRALIAN CONSERVATION FOUNDATION. « Population and Demographic Change », Énoncé de politique ACF 51, amendé en juillet 2009, <www.acfonline.org.au/uploads/res/51_-_Population_and_Demographic_Change_Jul_09_2_.pdf> (hors-ligne).
- AUSTRALIAN CONSERVATION FOUNDATION. « Population Boom Will Bust Environment and Quality of Life », 22 septembre 2009, <www.acfonline.org.au/articles/news.asp?news_id=2469>.
- AVERY, Dennis. « Losing the Organic Debate », Center for Global Food Issues, 21 avril 2010, <www.cgfi.org/2010/04/losing-the-organic-debate-by-dennis-t-avery/>.
- BADGLEY, Catherine, Jeremy MOGHTADER, Eileen QUINTERO, Emily ZAKEM, Michael Jahi CHAPPELL, Katia AVILÉS-VÁZQUEZ, Andrea SAMULON et Ivette PERFECTO. « Organic Agriculture and the Global Food Supply », *Renewable Agriculture and Food Systems*, juin 2007, vol. 22, n^o 2, p. 86-108.
- BANDARAGE, Asoka. « Population and Development : Toward a Social Justice Agenda », dans Ynestra KING et Jael SILLIMAN (dir.). *Dangerous Intersections : Feminism, Population and the Environment*, Londres, Zed Books, 1999.

- BANDARAGE, Asoka. *Women, Population and Global Crisis : A Political-Economic Analysis*, Londres, Zed Books, 1997.
- BARRY, Tom. « The Politics and Ideologies of the Anti-immigration Forces », *Counterpunch*, 25-26 juin 2005, <www.counterpunch.org/barry06252005.html>.
- BARTLETT, Albert A. « The Most Important Video You'll Ever See », vidéo YouTube mise en ligne par « wonderingmind42 », 16 juin 2007, <www.youtube.com/watch?v=F-QA2rkpBSY>.
- BECK, Roy. *The Case against Immigration : The Moral, Economic, Social, and Environmental Reasons for Reducing U. S. Immigration Back to Traditional Levels*, New York, W. W. Norton, 1996.
- BEHRMAN, J. R. « Why Micro Matters », dans Nancy BIRDSALL, Allen C. KELLEY et Steven SINDING (dir.), *Population Matters : Demographic Change, Economic Growth, and Poverty in the Developing World*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- BEIRICH, Heidi et Mark POTOK. *The Nativist Lobby : Three Faces of Intolerance*, Montgomery (AL), Southern Poverty Law Center, 2009, <www.splcenter.org/pdf/static/splc_nativistlobby_022009.pdf>.
- BELLO, Walden. « The Environmental Movement in the Global South », *Climate and Capitalism*, 5 novembre 2007, <<http://climateandcapitalism.com/?p=239>>.
- BERGER, Charles. « The Population Myth », Australian Conservation Foundation, juillet 2010, <www.acfonline.org.au/articles/news.asp?news_id=2952>.
- BIEL, Robert. *The New Imperialism : Crisis and Contradiction in North/South Relations*, Londres, Zed Books, 2000.
- BLACKSMITH INSTITUTE. « Top 10 Most Polluted Places 2007 », 12 septembre 2007, <www.worstpolluted.org/projects_reports/display/41>.
- BOOKCHIN, Murray. « On Growth and Consumerism », *Climate and Capitalism*, 5 mars 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=1814>>.
- BOOKCHIN, Murray. « The Population Myth », dans *Which Way for the Ecology Movement ?*, San Francisco, AK Press, 1994.
- BOOKCHIN, Murray. *Re-enchanting Humanity*, New York, Cassell, 1995.
- BOOKCHIN, Murray. *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, Montréal, Écosociété, 2010 (1990).
- BOWLES, Samuel, Frank ROOSEVELT et Richard EDWARDS. *Understanding Capitalism : Competition, Command, and Change*, New York, Oxford University Press, 2005.
- BROWN, Lester. « The Great Food Crisis of 2011 », *Foreign Policy*, 10 janvier 2011, <www.foreignpolicy.com/articles/2011/01/10/the_great_food_crisis_of_2011>.
- BROWN, Lester. « Improving Food Security by Strategically Reducing Grain Demand », Earth Policy Institute, 9 novembre 2010, <www.earth-policy.org/book_bytes/2010/pb4ch09_ss6>.
- BROWN, Lester. *Basculement : comment éviter l'effondrement économique et environnemental*, Bernin, Paris, Souffle court/Rue de l'Échiquier, 2011.
- BROWN, Lester, Gary GARDNER et Brian HALWEIL. *Malthus au-delà : les dix-neuf défis de l'explosion démographique*, Paris, Économica, 2001 (1999).
- BULLARD, Robert D. (dir.). *Confronting Environmental Racism : Voices from the Grassroots*, Cambridge (MA), South End Press, 1993.
- BULLARD, Robert D., Paul MOHAI, Robin SAHA et Beverly WRIGHT. *Toxic Wastes and Race at Twenty : 1987-2007*, Cleveland, United Church of Christ, 2007, <www.ucc.org/assets/pdfs/toxic20.pdf>.
- BUREAU DE RECENSEMENT DES ÉTATS-UNIS. « Median and Average Sales Prices of New Homes Sold in United States », p. 1963-2009, <www.census.gov/construction/nrs/pdf/uspricemon.pdf>.
- CARNEGIE INSTITUTION. « Carbon Emissions "Outsourced" to Developing Countries », communiqué de presse, 8 mars 2010, <http://carnegiescience.edu/news/carbon_emissions_outsourced_developing_countries>.
- CARRYING CAPACITY NETWORK (CCN). « What Is Carrying Capacity ? », <www.carryingcapacity.org>.
- CATTON, William R. *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Chicago, Illinois University Press, 1982.
- CENTER FOR NEW COMMUNITY. « American Bigfoot : Immigration, Population Growth and Racism », <www.newcomm.org/content/view/2143/122> (hors-ligne).
- CHASE, Allen. *The Legacy of Malthus : The Social Costs of the New Scientific Racism*, Champaign, University of Illinois Press, 1980.
- CONFÉRENCE DE COCHABAMBA 2010. « People's Agreement on Climate Change and the Rights of Mother Earth », *Climate and Capitalism*, 26 avril 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=2255>>.

- COECKELBERGH, Mark. « We're All to Blame for the Oil Spill », *The Guardian*, 9 juin 2010, <www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2010/jun/09/deepwater-horizon-oil-spill-responsibility-bp>.
- COHEN, Lizabeth. *A Consumers' Republic : The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2003.
- COHEN, Joel E. « Beyond Population : Everyone Counts in Development », document de travail 220, Centre pour le développement mondial, juillet 2010, <www.cgdev.org/content/publications/detail/1424318/>.
- COHEN, Joel E. *How Many People Can the Earth Support ?*, New York, W. W. Norton, 1995.
- COHEN, Joel E. « Population Growth and Earth's Human Carrying Capacity », *Science*, 21 juillet 1995, vol. 269, n^o 5222, p. 341-346.
- COLE, Hugh *et al.* (dir.). *L'anti-Malthus : une critique de « Halte à la croissance »*, Paris, Seuil, 1974 (1973).
- COLEMAN, D. A. *Ecopolitics : Building a Green Society*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 1994.
- COMMONER, Barry. *L'encerclement : problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (1971).
- COMMONER, Barry. « How Poverty Breeds Overpopulation (and Not the Other Way Around) », *Ramparts*, août-septembre 1975, p. 21-25 et 58-59.
- COMMONER, Barry. *La pauvreté du pouvoir : l'énergie et la crise économique*, Paris, Presses universitaires de France, 1980 (1976).
- COMMONER, Barry. « Response », *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai 1972, p. 17 et suiv.
- COMPUTER TAKEBACK CAMPAIGN. « Platform », Washington (DC), du 3 au 5 mars 2001, <http://archive.grn.org/e-scrap/take-back_platform.pdf>.
- CONNELLY, Matthew. *Fatal Misconception : The Struggle to Control World Population*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2008.
- CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EM. *Vivre au-dessus de nos moyens : actifs naturels et bien-être humain*, Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM), 2005, <www.unep.org/maweb/fr/BoardStatement.aspx>.
- CONWAY, Gordon. *The Doubly Green Revolution : Food for All in the 21st Century*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1998.
- COURTICE, Ben. « I=PAT Proves Nothing », *Blind Carbon Copy*, 17 mars 2010, <<http://bccwords.blogspot.com/2010/03/ipat-proves-nothing.html>>.
- CULTURAL SURVIVAL. « Population Control », février 2010, <www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/thailand/population-control>.
- CURNOW, Jill. « Malthus Wrong ? Never ! », *Sustainable Population Australia*, 4 janvier 2009, <www.population.org.au/index.php/population/71-infosheets/163-malthus-wrong-never> (hors-ligne).
- DALY, Herman E. « Population, Migration, and Globalization », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, p. 187-190.
- DAWSON, Michael. *The Consumer Trap : Big Business Marketing in American Life*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 2005.
- DE GEUS, Marius. *The End of Over-consumption : Towards a Lifestyle of Moderation and Self-Restraint*, Utrecht, International Books, 2003.
- DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS. *United States Relations with China : With Special Reference to the Period 1944-1949*, Washington (DC), US Govt. Printing Office, 1949.
- DESVAUX, Martin. « Towards Sustainable and Optimum Populations », Londres, Optimum Population Trust, 2008, <www.populationmatters.org/documents/towards_populations.pdf?phpMyAdmin=e11b8b687c20198d9ad050fbb1aa7f2f>.
- DIAMOND, Jared. « What's Your Consumption Factor ? », *New York Times*, 2 janvier 2008, <www.nytimes.com/2008/01/02/opinion/02diamond.html?pagewanted=1&r=2>.
- DIESENDORF, Mark. « Why Environmentalists Must Address Population as Well as Technology and Consumption », présentation PowerPoint, Nouvelle-Galles du Sud, 21 juin 2008, <www.sustainabilitycentre.com.au/Population.pdf> (hors-ligne).
- DIETZ, Thomas et Eugene ROSA. « Rethinking the Environmental Impacts of Population, Affluence and Technology », *Human Ecology Review*, 1994, vol. 1, n^o 2, p. 277-300.
- DIVISION DE LA POPULATION DES NATIONS UNIES. « Crude Death Rate (per 1 000 population) », n. d., <<http://data.un.org/Data.aspx?d=PopDiv&f=variableID:65>>.
- DIVISION DE LA STATISTIQUE DES NATIONS UNIES. « CO₂ Emissions in 2007 », <http://unstats.un.org/unsd/environment/air_co2_emissions.htm>.

- DORLING, Daniel. *Injustice : Why Social Inequality Persists*, Bristol, Policy Press, 2010.
- DUGUID, James P. et Andrew R. B. FERGUSON. « International Migration and Overpopulation », *Optimum Population Trust Journal*, 2009, vol. 9, n^o 2, p. 19-23.
- DURANT, Robert F. *The Greening of the U. S. Military : Environmental Policy, National Security, and Organizational Change*, Washington (DC), Georgetown University Press, 2007.
- DURNING, Alan. *How Much Is Enough ? The Consumer Society and the Future of the Earth*, New York, W. W. Norton, 1992.
- RÉSEAU ÉCOSOCIALISTE INTERNATIONAL. « Déclaration écosocialiste de Belém », 2009, <<http://ecosocialistnetwork.org/Wordpress/wp-content/uploads/2012/03/Declaration-Belem-fr.pdf>>.
- EGAN, Michael. *Barry Commoner and the Science of Survival : The Remaking of American Environmentalism*, Cambridge (MA), MIT Press, 2007.
- EHRENREICH, Barbara. *L'Amérique pauvre : comment ne pas survivre en travaillant*, Paris, Grasset, 2004.
- EHRlich, Paul. *La bombe P*, Paris, Fayard, 1972 (1968).
- EHRlich, Paul, Loy BILDERBACK et Anne H. EHRlich. *The Golden Door : International Migration, Mexico and the United States*, éd. mise à jour, New York, Wideview Books, 1981.
- EHRlich, Paul et Anne EHRlich. *One with Nineveh : Politics, Consumption, and the Human Future*, Washington (DC), Island Press, 2004.
- EHRlich, Paul et Anne EHRlich. *The Population Explosion*, New York, Simon & Schuster, 1990.
- EHRlich, Paul et Anne EHRlich. *Population Resources Environment : Issues in Human Ecology*, 2^e éd., San Francisco, W. H. Freeman, 1972. [La 1^e éd. a été traduite en français sous le titre *Population, ressources, environnement : problèmes d'écologie humaine*, Paris, Fayard, 1972.]
- EHRlich, Paul, Anne EHRlich et Gretchen DAILY. « Food Security, Population, and Environment », *Population and Development Review*, mars 1993, vol. 19, n^o 1, p. 1-32.
- EHRlich, Paul et John HOLDREN. « Critique », *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai 1972, p. 16 et suiv.
- EHRlich, Paul et John HOLDREN. « Population and Panaceas : A Technological Perspective », *Bioscience*, 1969, vol. 19, n^o 12, p. 1065-1071.
- EISLER, Peter. « Pollution Cleanups Pit Pentagon against Regulators », *USA Today*, 14 octobre 2004, <www.usatoday.com/news/nation/2004-10-14-cover-pollution_x.htm>.
- EKINS, Paul. *The Living Economy : A New Economics in the Making*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1986.
- ENGELMAN, Robert. *Population, Climate Change, and Women's Lives*, Washington (DC), Worldwatch Institute, 2010.
- ENGELS, Friedrich. « Une lettre de Engels à Kautsky sur la population », *Population*, 1966, vol. 21, n^o 4, p. 785-787, <www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_1966_num_21_4_13344>.
- ENGELS, Friedrich. « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », dans *Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1968, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/dialectique/dialectique.html>.
- ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. « Inventory of U. S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks : 1990-2008 », <www.epa.gov/climatechange/emissions/usinventoryreport.html>.
- ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. « Municipal Solid Waste Generation, Recycling, and Disposal in the United States : Facts and Figures for 2008 », <www.epa.gov/wastes/nonhaz/municipal/pubs/msw2008rpt.pdf>.
- ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. « Statistics on the Management of Used and End-of-Life Electronics », <www.epa.gov/epawaste/conservation/materials/ recycling/manage.htm>.
- ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. « Superfund Program : U. S. Magnesium », mis à jour le 10 avril 2010, <www.epa.gov/region8/superfund/ut/usmagnesium/index.html>.
- FAIRLIE, Simon. *Meat : A Benign Extravagance*, White River Junction (VT), Chelsea Green Publishing, 2010.
- FEDERATION FOR AMERICAN IMMIGRATION REFORM (FAIR). « If Washington Won't, Arizona Will : State Passes Tough, Sensible Illegal Immigration Laws to Protect Arizonans », 14 avril 2010, <www.fairus.org/site/News2?page=NewsArticle&id=22725> (hors-ligne).
- FEENBERG, Andrew. « The Commoner-Ehrlich Debate : Environmentalism and the Politics of Survival », dans David MACAULEY (dir.), *Minding Nature : The Philosophers of Ecology*, New York, Guilford Press, 1996.
- FELFEL, Abdel, Martin GOOCH et Nicole MARENİK. « Food Waste in Canada », Value Chain Management Centre, novembre 2010, <<http://vcm-international.com/wp-content/uploads/2013/04/Food-Waste-in-Canada-112410.pdf>>.
- FERGUSON, Andrew. « Malthus over a 270 [sic] Year Perspective », *Optimum Population Trust Journal*, avril 2008.

- FISHER, Franklin M., Zvi GRILICHES et Carl KAYSEN. « The Costs of Automobile Model Changes since 1949 », *Journal of Political Economy*, octobre 1962, vol. 70, n^o 3, p. 433-451.
- FLANNERY, Tim. « Too Many People, Not Enough Resources », *Sydney Morning Herald*, 16 septembre 2009, <www.smh.com.au/opinion/politics/too-many-people-not-enough-resources-20090916-fql2.html>.
- FLANNERY, Tim, Helen HUGHES, John SUTTON et Tom KENEALLY. « IQ² Debate : Our Current Immigration Rates Are Too High », fichier audio, 2009, <www.abc.net.au/radionational/programs/foraradio/iq-debate-our-current-immigration-rates-are-too/3052150>.
- FOREMAN, Dave. *Confessions of an Eco-warrior*, New York, Harmony Books, 1991.
- FOSTER, John Bellamy. *Ecology against Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 2002.
- FOSTER, John Bellamy. *The Vulnerable Planet : A Short Economic History of the Environment*, New York, Monthly Review Press, 1999.
- FOSTER, John Bellamy, Brett CLARK et Richard YORK, *The Ecological Rift : Capitalism's War on the Earth*, New York, Monthly Review Press, 2010.
- FOSTER, John Bellamy et Fred MAGDOFF. « What Every Environmentalist Needs to Know about Capitalism », *Monthly Review*, mars 2010, vol. 61, n^o 10, p. 1-30.
- FRANK, Robert. *Richistan : A Journey through the American Wealth Boom and the Lives of the New Rich*, New York, Crown Publishers, 2007.
- GALBRAITH, John Kenneth. *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.
- GALBRAITH, John Kenneth. *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1979.
- GARRISON, Chad. « Doe Run Lead Smelter Continues to Contaminate Herculaneum », *Riverfront Times*, 27 octobre 2009, <http://blogs.riverfronttimes.com/dailyrft/2009/10/doe_run_lead_smelter_continues_to_contaminate_herculaneum.php>
- GIAMPIETRO, Mario et David PIMENTEL. « The Tightening Conflict : Population, Energy Use, and the Ecology of Agriculture », Negative Population Growth Forum Series, octobre 1993, <www.npg.org/forum_series/TheTighteningConflict.pdf>.
- GLOBAL FOOTPRINT NETWORK (GFN). « Empreinte mondiale : y a-t-il assez de place pour nous tous sur la planète ? », n. d., <www.footprintnetwork.org/fr/index.php/gfn/page/world_footprint/>.
- GLOBAL POPULATION SPEAK OUT. « Talking Points and Facts », 2010, <www.populationspeakout.org/gpso-resource-center/talking-points-facts>.
- GOLDBERG, Michelle. *The Means of Reproduction : Sex, Power, and the Future of the World*, New York, Penguin Books, 2010.
- GOLDSMITH, Edward, Robert ALLEN, Michael ALLABY, John DAVOLL et Sam LAWRENCE. « A Blueprint for Survival », *The Ecologist*, janvier 1972, vol. 2, n^o 1, p. 1-43.
- GORDON, David M. *Fat and Mean : The Corporate Squeeze of Working Americans and the Myth of Managerial « Downsizing »*, New York, Simon & Schuster, 1996.
- GOTTLIEB, Robert. *Forcing the Spring : The Transformation of the American Environmental Movement*, Washington (DC), Island Press, 1993.
- GOULD, Kenneth A., David N. PELLOW et Allan SCHNAIBERG. *The Treadmill of Production : Injustice and Unsustainability in the Global Economy*, Boulder, Paradigm Publishers, 2008.
- GOULD, Stephen Jay. *La mal-mesure de l'homme*, Paris, Odile Jacob, 2009 (1997).
- GRIFFON, Michel. *Nourrir la planète : pour une révolution doublement verte*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- HAMILTON, Clive. *Growth Fetish*, Londres, Pluto Press, 2004.
- HAMILTON, Clive et Hal TURTON. « Population Growth and Environmental Degradation : Sources and Trends in Greenhouse Gas Emissions », *People and Place*, 1999, vol. 7, n^o 4, p. 42-62, <www.tai.org.au/index.php?q=node%2F19&pubid=26&act=display>.
- HANSEN, James E. « Coal-Fired Power Plants Are Factories of Death », *Climate and Capitalism*, 25 mars 2009, <<http://climateandcapitalism.com/?p=656>>.
- HANSEN, James E. *Storms of My Grandchildren : The Truth about the Coming Climate Catastrophe and Our Last Chance to Save Humanity*, New York, Bloomsbury USA, 2010.
- HANSEN, James E. et al. « Target Atmospheric CO₂ : Where Should Humanity Aim ? », *Open Atmospheric Science Journal*, 2008, n^o 2, p. 217-231, <<http://arxiv.org/ftp/arxiv/papers/0804/0804.1126.pdf>>.

- HARDIN, Garrett. *Biology : Its Human Implications*, San Francisco, W. H. Freeman, 1949, <<http://benthamsociety.com/open/openaccess.php?toascj/articles/V002/217TOASCJ.htm>>.
- HARDIN, Garrett. « Everybody's Guilty : The Ecological Dilemma », *California Medicine*, 1970, vol. 113, n^o 5, p. 40-47, <<http://europepmc.org/backend/ptpmcrender.fcgi?accid=PMC1501799&blobtype=pdf>>.
- HARDIN, Garrett. « Lifeboat Ethics : The Case against Helping the Poor », *Psychology Today*, septembre 1974, <www.garrethardinsociety.org/articles/art_lifeboat_ethics_case_against_helping_poor.html>.
- HARDIN, Garrett. *Stalking the Wild Taboo*, 2^e éd., Los Altos (CA), William Kaufmann, 1978.
- HARDIN, Garrett. « The Survival of Nations and Civilization », *Science*, 1971, vol. 172, n^o 3990, p. 1272, <www.sciencemag.org/site/feature/misc/webfeat/sotp/pdfs/172-3990-1297.pdf>.
- HARDIN, Garrett. « The Tragedy of the Commons », *Science*, 13 décembre 1968, <www.garrethardinsociety.org/articles/art_tragedy_of_the_commons.html>.
- HARMAN, Chris. *Zombie Capitalism : Global Crisis and the Relevance of Marx*, Londres, Bookmarks, 2009.
- HARTMAN, Edward C. *The Population Fix : Breaking America's Addiction to Population Growth*, Moraga (CA), Think Population Press, 2006.
- HARTMANN, Betsy. « The Changing Faces of Population Control », dans Anannya BHATTACHARJEE et JAEL SILLIMAN (dir.), *Policing the National Body : Race, Gender, and Criminalization*, Cambridge (MA), South End Press, 2002.
- HARTMANN, Betsy. « Conserving Racism : The Greening of Hate at Home and Abroad », *Z Net*, 11 décembre 2003, <www.zcommunications.org/conserving-racism-the-greening-of-hate-at-home-and-abroad-by-betsy-hartmann> (hors-ligne).
- HARTMANN, Betsy. « Liberal Ends, Illiberal Means : National Security, "Environmental Conflict" and the Making of the Cairo Consensus », *Indian Journal of Gender Studies*, 2006, vol. 13, n^o 2, p. 195-227.
- HARTMANN, Betsy. « The "New" Population Control Craze : Retro, Racist, Wrong Way to Go », *Climate and Capitalism*, 17 janvier 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=1544>>.
- HARTMANN, Betsy. *Reproductive Rights and Wrongs : The Global Politics of Population Control*, éd. revue, Boston, South End Press, 1995.
- HARVEY, David. *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, Londres, Profile Books, 2010.
- HARVEY, David. « The Political Implications of Population-Resources Theory », *Climate and Capitalism*, 23 mai 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=2519>>.
- HAZLITT, William. *Political Essays, with Sketches of Public Characters*, Londres, William Hone, 1819.
- HEILBRONER, Robert. *Le capitalisme du XXI^e siècle*, Cap-Saint-Ignace, Bellarmin, 1993.
- HELLMAN, Peter. « Rennert Redux », *New York Magazine*, 14 décembre 1998, <<http://nymag.com/nymetro/realestate/features/1718/>>.
- HILDYARD, Nicholas. « Too Many for What ? The Social Generation of Food "Scarcity" and "Overpopulation" », Corner House, novembre 1996, <www.thecornerhouse.org.uk/resource/too-many-what>.
- HOLDREN, John et Paul EHRLICH. « Human Population and the Global Environment », *American Scientist*, 1974, vol. 62, n^o 3, p. 282-292.
- HUANG, Patricia. « 10 Reasons to Rethink the Immigration-Overpopulation Connection », PopDev, Hampshire College, n^o 59, printemps 2009, <<http://popdev.hampshire.edu/projects/dt/59>>.
- HUMPHERY, Kim. *Excess : Anti-consumerism in the West*, Boston, Polity, 2009.
- HYNES, Patricia. *Taking Population Out of the Equation : Reformulating I=PAT*, North Amherst (MA), Institute on Women and Technology, 1993, <<http://readingfromtheleft.com/PDF/IPAT-Hynes.pdf>>.
- INTERAMERICAN ASSOCIATION FOR ENVIRONMENTAL DEFENSE. « IACHR Will Examine Case against Peru for Violating the Human Rights of Residents of La Oroya, a City Extensively Contaminated by the Doe Run Peru Smelter », communiqué de presse, 19 août 2009, <www.aida-americas.org/en/node/1292>.
- INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (IIED). « Study Shatters Myth That Population Growth Is a Major Driver of Climate Change », communiqué de presse, 28 septembre 2009, <www.iied.org/study-shatters-myth-population-growth-major-driver-climate-change>.
- INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'ANALYSE DES SYSTÈMES APPLIQUÉS (IIASA). « Population Change : Another Influence on Climate Change », communiqué de presse, 11 octobre 2010, <www.iiasa.ac.at/Admin/INF/PR/2010/2010-10-11.html>.

- JACKSON, Tim. *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010 (2009).
- JAMESON, Fredric. *Le postmodernisme ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, Beaux-arts de Paris, 2007 (1991).
- JENSEN, Erik. « Right-Wing Genie Out of the Bottle », *Sydney Morning Herald*, 5 juillet 2009, <www.smh.com.au/national/rightwing-genie-out-of-the-bottle-20090708-ddfk.html>.
- KAPP, K. William. *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, Paris, Flammarion, 1975 (1950).
- KAPUR, Ajay, Niall MACLEOD et Narendra SINGH. « Plutonomy : Buying Luxury, Explaining Global Imbalances », *Citigroup Industry Note*, 16 octobre 2005.
- KARBUZ, Sohbet. « DoD Energy Use in 2009 », 24 juillet 2010, <<http://karbuz.blogspot.com/2010/07/dod-energy-use-in-2009.html>>.
- KARLINER, Joshua. *The Corporate Planet : Ecology and Politics in the Age of Globalization*, Sierra Club Book, San Francisco, University of California Press, 1997.
- KASUN, Jacqueline. *The War against Population : The Economics and Ideology of World Population Control*, 2^e éd., San Francisco, Ignatius Press, 1999.
- KEMPF, Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007.
- KING, Ynestra et Jael SILLIMAN (dir.). *Dangerous Intersections : Feminism, Population and the Environment*, Londres, Zed Books, 1994.
- KINSELLA, Kevin et Wan HE. *An Aging World : 2008*, Washington (DC), Bureau de recensement des É.-U., 2009.
- KLIMAFORUM09. « Copenhagen : System Change – Not Climate Change », *Links International Journal of Socialist Renewal*, 8 décembre 2009, <<http://links.org.au/node/1399>>.
- KOLANKIEWICZ, Leon. « Tribute to Garrett Hardin », The Garrett Hardin Society, 11 octobre 2003.
- KOLANKIEWICZ, Leon et Steven A. CAMAROTA. « Immigration to the United States and World-Wide Greenhouse Gas Emissions », Center for Immigration Studies Backgrounder, août 2008, <www.garretthardinsociety.org/tributes/tr_kolankiewicz_2003ct.html>.
- KORTEN, David C., *Quand les multinationales gouvernent le monde*, Gap, Y. Michel, 2006 (2001).
- KOVEL, Joel. *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, Londres, Zed Books, 2002.
- KRAUSE, Elizabeth L. « From Explosion to Implosion : A Call for Population Skepticism », *Different Takes*, printemps 2007, p. 46, <<http://popdev.hampshire.edu/projects/dt/46>>.
- LAPPÉ, Francis Moore, Joseph COLLINS et Peter ROSSET. *World Hunger : Twelve Myths*, New York, Grove Press, 1998.
- LA VÍA CAMPESINA. « Declaration in Cancún », janvier 2011, <<http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-and-agrofuels-mainmenu-75/992-la-via-campesina-declaration-in-cancun>>.
- LEBOWITZ, Michael A. « Change the System, Not Its Barriers », *Socialism and Democracy*, novembre 2010, vol. 24, n^o 3, p. 46-59.
- LEE, Martha F. *Earth First ! Environmental Apocalypse*, Syracuse (NY), Syracuse University Press, 1995.
- LEWONTIN, Richard et Richard LEVINS. *Biology under the Influence : Dialectical Essays on Ecology, Agriculture, and Health*, New York, Monthly Review Press, 2007.
- LIND, Michael. « Is America a Plutonomy ? », *Salon*, 5 octobre 2010, <www.salon.com/news/opinion/feature/2010/10/05/lind_america_plutonomy/index.html>.
- LOHMANN, Larry. « Re-imagining the Population Debate », *Corner House Briefing*, mars 2003, p. 28, <www.thecornerhouse.org.uk/resource/re-imagining-population-debate>.
- LOVELOCK, James. *Les âges de Gaïa*, Paris, Robert Laffont, 1990 (1988).
- LOVELOCK, James. *La revanche de Gaïa : pourquoi la Terre riposte-t-elle et comment pouvons-nous encore sauver l'humanité ?*, Paris, Flammarion, 2007 (2006).
- LOVELOCK, James. *The Vanishing Face of Gaia : A Final Warning*, Londres, Allen Lane, 2009.
- LÖWY, Michael. « Advertising Is a “Serious Health Threat” – to the Environment », *Monthly Review*, janvier 2010, vol. 61, n^o 8, p. 19-25, <<http://monthlyreview.org/100101lowy.php>>.
- LUNDQVIST, Jan, Charlotte DE FRAITURE et David MOLDEN, « Saving Water : From Field to Fork – Curbing Losses and Wastage in the Food Chain », Stockholm Internationale Water Institute, 2008, <www.siwi.org/publication/saving-water-from-field-to-fork-curbing-losses-and-wastage-in-the-food-chain/>.
- LYNAS, Mark. « How the Rich Starved the World », *New Statesman*, 17 avril 2008, <www.newstatesman.com/world-affairs/2008/04/food-prices-lynas-biofuels>.

- MACKENZIE, Hugh, Hans MESSINGER et Rick SMITH. *Size Matters : Canada's Ecological Footprint, by Income*, Toronto, Centre canadien de politiques alternatives, 24 juin 2008, <www.policysalternatives.ca/publications/reports/size-matters>.
- MAGDOFF, Fred et Brian TOKAR (dir.). *Agriculture and Food in Crisis : Conflict, Resistance, and Renewal*, New York, Monthly Review Press, 2010, <www.monthlyreview.org/100301magdoff-foster.php>.
- MAKOWER, Joel et Cara PIKE. *Strategies for the Green Economy : Opportunities and Challenges in the New World of Business*, New York, McGraw-Hill, 2008.
- MALTHUS, Thomas. *An Essay on the Principle of Population* (First Essay), Geoffrey Gilbert (dir.), Oxford, Oxford University Press, 2004.
- MALTHUS, Thomas. *An Essay on the Principle of Population* (Second Essay), éd. abrégée variorum, Donald Winch (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- MALTHUS, Thomas. *Essai sur le principe de population*, Paris, Gonthier, 1963, <http://classiques.uqac.ca/classiques/maltus_thomas_robert/essais_population/principe_de_population.pdf>.
- MAMDANI, Mahmood. *The Myth of Population Control : Family, Caste, and Class in an Indian Village*, New York, Monthly Review Press, 1972.
- MARTIN, Jack. « Immigration, Energy and the Environment », Washington (DC), Federation of Americans for Immigration Reform, juin 2009, <www.fairus.org/site/docserver/energy_enviro.pdf?docid=2941>.
- MARTINE, George. « Population Dynamics and Policies in the Context of Global Climate Change », dans José Miguel GUZMÁN, George MARTINE, Gordon MCGRANAHAN, Daniel SCHENSUL et Cecilia TACOLI (dir.). *Population Dynamics and Climate Change*, New York, Fonds des Nations unies pour la population, 2009.
- MARX, Karl. *Le capital : critique de l'économie politique*, Livre III, Paris, Giard et Brière, 1902.
- MARX, Karl. *Manuscrits de 1857-58 dits « Grundrisse »*, Paris, Éditions sociales, 2011.
- MARX, Karl et Friedrich ENGELS. *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1962.
- MARX, Karl et Friedrich ENGELS. *Le manifeste du Parti communiste*, Paris, 10/18, 2004.
- MATTHEWS, Emily *et al.* *The Weight of Nations : Material Outflows from Industrial Economies*, Washington (DC), World Resources Institute, septembre 2000, <http://pdf.wri.org/weight_of_nations.pdf>.
- MAZUR, Laurie A. (dir.). *A Pivotal Moment : Population, Justice and the Environmental Challenge*, Washington (DC), Island Press, 2010.
- MAZUR, Laurie A. « Population and Environment : A Progressive, Feminist Approach », *Climate and Capitalism*, 17 janvier 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=1544>>.
- MAZUR, Laurie A. « The Population Debate Is Screwed Up », *Alternet*, 27 mars 2009, <www.alternet.org/environment/133039/the_population_debate_is_screwed_up/>.
- MAZUR, Laurie A. « The World Needs Population Justice : A Reply to Ian Angus », *Climate and Capitalism*, 7 mars 2010, <<http://climateandcapitalism.com/?p=1821>>.
- MCCORMICK, John. *Reclaiming Paradise : The Global Environmental Movement*, Bloomington, Indiana University Press, 1991.
- MCDUGALL, Rosamund. « Too Many People : Earth's Population Problem », Londres, Optimum Population Trust, 2010, <www.populationmatters.org/wp-content/uploads/population_problem.pdf>.
- MCNALLY, David. *Another World Is Possible : Globalization and Anti-capitalism*, 2^e éd., Winnipeg, Arbeiter Ring, 2006.
- MEADOWS, Donella H., Dennis L. MEADOWS, Jorgen RANDERS et William W. BEHRENS III. « Rapport sur les limites à la croissance », dans Janine Delaunay (dir.), *Halte à la croissance ?*, Paris, Fayard, 1972.
- MERRILL LYNCH GLOBAL WEALTH MANAGEMENT ET CAPGEMINI. *World Wealth Report 2010*, 18 juin 2010, <www.capgemini.com/insights-and-resources/by-publication/world-wealth-report-2010>.
- MEYER, William B. et B. L. TURNER. « Human Population Growth and Global Land-Use/Cover Change », *Annual Review of Ecology and Systematics*, novembre 1992, vol. 23, p. 39-61, <www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.es.23.110192.000351>.
- MILLER, Matthew et Luisa KROLL. « World's Billionaires 2010 », *Forbes*, 10 mars 2010, <<http://finance.yahoo.com/career-work/article/109029/worlds-billionaires-2010>>.
- MIMI, Raju. « Anti-dam Protests Get Louder in Northeast India », *World Rivers Review*, 10 décembre 2010, <www.internationalrivers.org/files/attached-files/wrr_december_2010.pdf>.
- MISHEL, Lawrence, Jared BERNSTEIN et Heidi SHIERHOLZ. *The State of Working America 2008-2009*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2009.

- MITCHELL, Donald. « A Note on Rising Food Prices – Abstract », document de recherche stratégique 4682 de la Banque mondiale, juillet 2008, <www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/07/28/000020439_20080728103002/Rendered/PDF/WI>
- MONBIOT, George. « The Population Myth », 29 septembre 2009, <www.monbiot.com/archives/2009/09/29/the-population-myth>.
- MORALES, Evo. « Let Us Respect Our Mother Earth », *Climate and Capitalism*, 25 septembre 2007, <<http://climateandcapitalism.com/?p=203>>.
- MYERSON, Frederick A. B. « Population Growth Is Easier to Manage Than Per Capita Emissions », *Bulletin of the Atomic Scientists Roundtable on Population and Climate Change*, 16 avril 2008, <www.thebulletin.org/web-edition/roundtables/population-and-climate-change>.
- NADEAU, Robert L. *The Wealth of Nature : How Mainstream Economics Has Failed the Environment*, New York, Columbia University Press, 2003.
- NEUMAYER, Eric. « The Environment : One More Reason to Keep Immigrants Out ? », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 204-207, <<http://eprints.lse.ac.uk/3275/>>.
- NICHOLSON-LORD, David. « A Population-Based Climate Strategy », Londres, Optimum Population Trust, 2007, <http://populationmatters.org/documents/climate_strategy.pdf>.
- NIELSEN COMPANY. « U.S. Ad Spending Fell 2.6 % in 2008, Nielsen Reports », communiqué de presse, 13 mars 2009, <<http://blog.nielsen.com/nielsenwire/wp-content/uploads/2009/03/nielsen2008adspend-release.pdf>>.
- NIKOUKARI, Mondana. « Gradations of Coercion : The Plight of Women of Color and Their Informed Consent in the Sterilization Debate », *Connecticut Public Interest Law Journal*, automne 2001, vol. 1, n^o 1, p. 49-76, <www.law.uconn.edu/system/files/private/nikoukari.pdf>.
- NUMBERS USA. « Immigration Numbers – Talk about Numbers, Talk about Immigration », 10 septembre 2008, <www.numbersusa.com/content/resources/video/commercials/immigration-numbers-talk-about-numbers-talk-about-immigration.html>.
- OCCIDENTAL QUARTERLY, « Statement of Principles », *Occidental Quarterly*, hiver 2004, <www.toqonline.com/>.
- OLDHAM, James. *Rethinking the Link : A Critical Review of Population-Environment Programs*, Amherst (MA), Political Economy Research Institute, 28 février 2006, <www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/popenvt.pdf>.
- O'NEILL, Brian C. *et al.* « Global Demographic Trends and Future Carbon Emissions », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 12 octobre 2010, vol. 107, n^o 41, p. 17521-17552, <www.pnas.org/content/107/41/17521.full.pdf>.
- O'NEILL, Brian C. *et al.* « Supporting Information », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 12 octobre 2010, vol. 107, n^o 41, p. 8-11, <www.pnas.org/content/suppl/2010/10/01/1004581107.DCSupplemental/pnas.201004581SI.pdf>.
- O'NEILL, Brian C., F. Landis MACKELLAR et Wolfgang LUTZ. *Population and Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- OPTIMUM POPULATION TRUST (OPT). « Gaia Scientist to Be OPT Patron », communiqué de presse, 26 août 2009, <<http://populationmatters.org/2009/press/gaia-scientist-opt-patron>>.
- OPTIMUM POPULATION TRUST (OPT). « OPT Population Policy Proposals », 2002-2009, <www.optimumpopulation.org/opt.policies.html>.
- OPTIMUM POPULATION TRUST (OPT). « Think-Tank Urges Population Inquiry by Government », communiqué de presse, 5 janvier 2009, <<http://populationmatters.org/2009/press/thinktank-urges-population-inquiry-government>>.
- OSBORN, Fairfield. *La planète au pillage*, Paris, Payot, 1949 (1948).
- O'SHAUGHNESSY, Hugh. « Poisoned City Fights to Save Its Children », *The Guardian*, 12 août 2007, <www.guardian.co.uk/world/2007/aug/12/environment.pollution>.
- PADDOCK, William et Paul PADDOCK. *Famine – 1975 ! America's Decision : Who Will Survive ?*, Boston, Little Brown, 1967.
- PAILLARD, Sandrine, Sébastien TREYER et Bruno DORIN (dir.). *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Versailles, Quae, 2010.
- PBS, « Affluenza : Test Your Consumption Quotient », n. d., <www.pbs.org/kcts/affluenza/diag/what.html>.
- PEARCE, Fred. *L'apocalypse démographique n'aura pas lieu : 7 milliards d'hommes sur la planète*, Paris, La Martinière, 2011 (2010).

- PEOPLE OF COLOR ENVIRONMENTAL JUSTICE. « Principles of Working Together », 26 octobre 2002, <www.ejnet.org/ej/workingtogether.pdf>.
- PERELMAN, Michael. « Some Economics of Class », *Monthly Review*, juillet-août 2006, vol 58, n^o 3, p. 18-28, <www.monthlyreview.org/0706perelman.htm>.
- PÉREZ, Amara. « Between Radical Theory and Community Praxis », dans Incite ! Women of Color Against Violence (dir.), *The Revolution Will Not Be Funded : Beyond the Non-profit Industrial Complex*, Cambridge (MA), South End Press, 2007.
- PERRY, Mark. « Consumer, Not Corporate, “Greed” Is Ultimately behind Layoffs », Mackinac Center for Public Policy, 7 janvier 2002, <www.mackinac.org/3931>.
- PETCHESKY, Rosalind P. *Global Prescriptions : Gendering Health and Human Rights*, Londres, Zed Books, 2003.
- PFEIFFER, Dale Allen. *Eating Fossil Fuels : Oil, Food and the Coming Crisis in Agriculture*, Gabriola Island (BC), New Society Publishers, 2006.
- PHILLIPS, Kevin. « How Wealth Defines Power », dans Dollars & Sense Collective (dir.), *The Wealth Inequality Reader*, 2^e éd., Boston, Dollars & Sense Economic Affairs Bureau, 2008.
- PILGER, John (dir.). *Tell Me No Lies : Investigative Journalism and Its Triumphs*, Londres, Jonathan Cape, 2004.
- PIMENTEL, David et Marcia PIMENTEL. « Global Environmental Resources versus World Population Growth », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 195-98.
- PIMENTEL, David, et al. « Natural Resources and an Optimum Human Population », *Population and Environment : A Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. 15, n^o 5, mai 1994, <www.mnforsustain.org/pimentel_d_natural_resources_and_optimum_population.htm>.
- POPE, Carl. « Moving On : Lessons of the Immigration Debate », *Sierra Magazine*, juillet-août 1998, <www.sierraclub.org/sierra/199807/ways.asp>.
- POPULATION ACTION INTERNATIONAL. « Population – Facts and Figures », 2007, <[www.populationaction.org/Publications/Reports/Why_Population_Matters/Population - Facts and Figures.shtml](http://www.populationaction.org/Publications/Reports/Why_Population_Matters/Population_-_Facts_and_Figures.shtml)> (hors-ligne).
- POPULATION ACTION INTERNATIONAL et POPULATION JUSTICE PROJECT. « Population and the Environment : Where We’re Headed and What We Can Do », 2010, <www.populationaction.org/Publications/Fact_Sheets/Population_and_Environment/popenvguide.pdf> (hors-ligne).
- POSWOLSKY, Rebecca et Dave M. « Anti-immigrant Leader Admits Using Climate Change for Political Gain », *Imagine2050*, 23 février 2010, <<http://imagine2050.newcomm.org/2010/02/23/anti-immigrant-leader-admits-using-climate-change-for-political-gain/>>.
- POTTER, David. *Society and the Social Sciences : An Introduction*, Londres, Routledge, 1989.
- PRETTY, J. N., et al. « Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries », *Environmental Science & Technology*, 2006, vol. 40, n^o 4, p. 1114-1119.
- PRICE, David. « Carrying Capacity Reconsidered », *Population and Environment*, septembre 1999, vol. 21, n^o 1, p. 5-26, <<http://link.springer.com/article/10.1023%2FA%3A1022196825557#page-1>>.
- PRINCEN, Thomas. « Consumer Sovereignty and Sacrifice : Two Insidious Concepts in an Expansionist Economy », dans Michael MANIATES et J. M. MEYER (dir.). *The Environmental Politics of Sacrifice*, Cambridge (MA), MIT Press, 2010.
- PRINCEN, Thomas, Michael F. MANIATES et Ken CONCA (dir.). *Confronting Consumption*, Cambridge (MA), MIT Press, 2002.
- PROJET OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE DES NATIONS UNIES. *Halving Hunger : It Can Be Done ; Summary Version of the Report of the Task Force on Hunger*, New York, Earth Institute, Columbia University, 2005.
- REES, William E. « Globalization, Trade and Migration : Undermining Sustainability », *Ecological Economics*, septembre 2006, vol. 59, n^o 2, p. 220-225.
- REIMERS, David M. *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn against Immigration*, New York, Columbia University Press, 1998.
- REISCH, Nikki et Steve KRETZMANN. *A Climate of War : The War in Iraq and Global Warming*, Oil Change International, mars 2008, <[http://priceofoil.org/content/uploads/2008/03/A%20Climate%20of%20War%20FINAL%20\(March%2017%202008\).pr](http://priceofoil.org/content/uploads/2008/03/A%20Climate%20of%20War%20FINAL%20(March%2017%202008).pr)>.

- RESSOURCES NATURELLES CANADA. *Évolution de l'efficacité énergétique au Canada, de 1990 à 2007*, Ottawa, septembre 2009, <<http://oee.mcan.gc.ca/publications/statistiques/evolution09>>.
- ROGERS, Heather. *Gone Tomorrow : The Hidden Life of Garbage*, New York, New Press, 2005.
- RØPKE, Inge. « 2006 Migration and Sustainability Compatible or Contradictory ? », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n° 2, p. 191-194.
- ROSS, Eric B. *The Malthus Factor : Poverty, Politics and Population in Capitalist Development*, Londres, Zed Books, 1998.
- ROSSET, Peter. « Lessons of Cuban Resistance », dans Fernando FUNES, Luis GARCÍA, Martin BOURQUE, Nilda PÉREZ et Peter ROSSET (dir.). *Sustainable Agriculture and Resistance : Transforming Food in Cuba*, Oakland (CA), Food First Books, 2001.
- ROTHKOPF, David. *La caste : les nouvelles élites et le monde qu'elles nous préparent*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- RYERSON, William N. *Population : The Multiplier of Everything Else*, Santa Rosa (CA), Post Carbon Institute, 2010, <www.postcarbon.org/report/131587-population-the-multiplier-of-everything-else>.
- SACHS, Jeffrey. *Common Wealth : Economics for a Crowded Planet*, New York, Penguin, 2008.
- SANDERS, Barry. *The Green Zone : The Environmental Costs of Militarism*, Oakland (CA), AK Press, 2009.
- SATTERTHWAITE, David. « The Implications of Population Growth and Urbanization for Climate Change », *Environment and Urbanization*, 2007, vol 21, n° 2, p. 545-567.
- SCHNAIBERG, Allan. *The Environment : From Surplus to Scarcity*, New York, Oxford University Press, 1980.
- SCHNAIBERG, Allan et Kenneth A. GOULD. *Environment and Society : The Enduring Conflict*, New York, St. Martin's Press, 1994.
- SCHWARTZ, Stephen I. « Atomic Audit : The Costs and Consequences of U. S. Nuclear Weapons since 1940 », Washington, Brookings Institution Press, 29 juin 1998, <www.brookings.edu/research/books/1998/atomic>.
- SECCOMBE, Wally. « Marxism and Demography », *New Left Review I*, janvier-février 1983, n° 137, p. 22-47.
- SEIDL, Irmi et Clement A. TISDELL. « Carrying Capacity Reconsidered : From Malthus' Population Theory to Cultural Carrying Capacity », *Ecological Economics*, 1998, vol. 31, p. 395-408.
- SEN, Amartya. *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Oxford University Press, 1982.
- SHAW, Hannah et Chad STONE. « Tax Data Show Richest 1 Percent Took a Hit in 2008, but Income Remained Highly Concentrated at the Top », Washington (DC), Center on Budget and Policy Priorities, 25 mai 2011, <www.cbpp.org/files/10-21-10inc.pdf>.
- SHIVA, Vandana. *Soil Not Oil : Environmental Justice in an Age of Climate Crisis*, Cambridge (MA), South End Press, 2008.
- SHIVA, Vandana et Mira SHIVA. « Was Cairo a Step Forward for Third World Women ? », publié le 21 mars 1995 par Stefanie S. Rixecker sur le serveur *ecofem*, <www.mail-archive.com/ecofem@csf.colorado.edu/msg06397.html>.
- SHNAYERSON, Michael. « Sand Simeon », *Vanity Fair*, août 1998, <www.vanityfair.com/magazine/archive/1998/08/sandsimeon199808>.
- SIMMS, Andrew, Victoria JOHNSON et Peter CHOWLA. *Growth Isn't Possible*, Londres, New Economics Foundation (NEF), 25 janvier 2010, <www.neweconomics.org/publications/entry/growth-isnt-possible>.
- SIMMS, Andrew, Victoria JOHNSON, Joe SMITH et Susanna MITCHELL. *The Consumption Explosion : The Third UL Interdependence Report*, Londres, New Economics Foundation (NEF), 25 septembre 2009, <www.neweconomics.org/publications/entry/the-consumption-explosion>.
- SIMON, Julian L. *The Ultimate Resource 2*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1996.
- SIMON, Julian L. (dir.), *Population Matters : People, Resources, Environment, and Immigration*, New Brunswick (NJ), Transaction Publishers, 1996.
- SMIL, Vaclav. *Feeding the World : A Challenge for the Twenty-First Century*, Cambridge (MA), MIT Press, 2000.
- SMITH, Richard. « Beyond Growth or beyond Capitalism ? », *Real-World Economics Review*, 26 juin 2010, n° 53, p. 28-42, <www.paecon.net/PAEReview/issue53/whole53.pdf>.
- SMITH, Yves. *Econned : How Unenlightened Self-Interest Undermined Democracy and Corrupted Capitalism*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.
- SNELL, Bradford. « American Ground Transport : A Proposal for Restructuring the Automobile, Truck, Bus & Rail Industries », 1974, <www.worldcarfree.net/resources/freesources/American.htm>.
- SPRATT, David, « Global Warming – No More Business as Usual : This Is an Emergency ! », *Links International Journal of Socialist Renewal*, 10 octobre 2008, <<http://links.org.au/node/683>>.

- STAPLES, Winthrop et Philip CAFARO. « The Environmental Argument for Reducing Immigration to the United States », Washington (DC), Center for Immigration Studies, juin 2009, <www.cis.org/EnvironmentalArgument>.
- STEFFEN, Will, *et al.* *Executive Summary : Global Change and the Earth System : A Planet under Pressure*, New York, Springer, 2004, <www.igbp.net/download/18.1b8ae20512db692f2a680007761/IGBP_ExecSummary_eng.pdf>.
- STERN, Nicholas. *The Economics of Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- STUART, Tristram. *Global gâchis : révélations sur le scandale mondial du gaspillage alimentaire*, Paris, Rue de l'Échiquier, 2013 (2009).
- SUSTAINABLE POPULATION AUSTRALIA. « Population Policy », 2005.
- SUSTAINABLE POPULATION AUSTRALIA. « Global Population Reduction : A 21st Century Strategy to Avoid Human Suffering and Environmental Devastation – Warning Bells Are Ringing », 2007.
- SUSTAINABLE POPULATION AUSTRALIA. « Aims and Objectives », 2008, <www.population.org.au/index.php/about-us/aims-a-objectives> (hors-ligne).
- SUSTAINABLE POPULATION AUSTRALIA. « Global Population Reduction : A 21st Century Strategy to Avoid Human Suffering and Environmental Devastation – Warning Bells Are Ringing », 2007, <www.population.org.au/images/stories/Documents/gpr_spa_2007.pdf> (hors-ligne).
- SUSTAINABLE POPULATION AUSTRALIA. « Population Policy », 2005, <www.population.org.au/images/stories/Documents/spa_population_policy.pdf> (hors-ligne).
- TACTAQUIN, Cathi. « Environmentalists and the Anti-immigrant Agenda », *Race, Poverty & The Environment*, été 1993, vol. 4, n^o 2, p. 6-8.
- TERRACHOICE. *Les péchés de mascarade écologique, édition familiale 2010*, Ottawa, Terrachoice, 2010, <<http://sinsofgreenwashing.org/index01ef.pdf>>.
- THORNTON, Emily. « Ira Rennert's House of Debt », *BusinessWeek*, 17 février 2003, <www.businessweek.com/magazine/content/03_07/b3820069_mz020.htm>.
- TOBIN, Allan J. et Jennie DUSHECK. *Asking about Life*, 3^e éd., Belmont (CA), Brooks/Cole, 2005.
- TOUSSAINT, Éric. *La finance contre les peuples : la bourse ou la vie*, Liège-Paris-Genève, CADTM-Syllepse-CETIM, 2004.
- TRUCOST. « Carbon Risks and Opportunities in the S&P 500 », Boston (MA), IRRIC Institute et Trucost, 2 juin 2009, <www.trucost.com/uploads/publishedResearch/Carbon_Risks_&_Opportunities_S&P_500-LowRes.pdf>.
- TRUCOST. « Universal Ownership : Why Environmental Externalities Matter to Institutional Investors », 5 octobre 2010, <www.unpri.org/files/6728_ES_report_environmental_externalities.pdf>.
- UDALL, Stewart L. *The Quiet Crisis and the Next Generation*, Salt Lake City, Peregrine Smith Books, 1988.
- UNION OF CONCERNED SCIENTISTS. « 1992 World Scientists' Warning to Humanity », Cambridge (MA), Union of Concerned Scientists USA, 1992, <www.ucsusa.org/about/1992-world-scientists.html>.
- UNITED STATES ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY (EPA). « Inventory of U. S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks : 1990-2008 », <www.epa.gov/climatechange/emissions/usinventoryreport.html>.
- UNITED STATES ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY (EPA). « Municipal Solid Waste Generation, Recycling, and Disposal in the United States : Facts and Figures for 2008 », <www.epa.gov/wastes/nonhaz/municipal/pubs/msw2008rpt.pdf>.
- UNITED STATES ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY (EPA). « Statistics on the Management of Used and End-of-Life Electronics », <www.epa.gov/epawaste/conserves/materials/ecycling/manage.htm>.
- UNITED STATES ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY (EPA). « Superfund Program : U. S. Magnesium », mis à jour le 10 avril 2010, <www.epa.gov/region8/superfund/ut/usmagnesium/index.html>.
- VIDAL, John. « Nigeria's Agony Dwarfs the Gulf Oil Spill : The US and Europe Ignore It », *The Guardian*, 30 mai 2010, <www.guardian.co.uk/world/2010/may/30/oil-spills-nigeria-niger-delta-shell>.
- VOGT, William. *La faim du monde*, Paris, Hachette, 1950 (1948).
- WALLER, Margy. « Auto-mobility : Subsidizing America's Commute Would Reward Work, Boost the Economy, and Transform Lives », *Washington Monthly*, octobre-novembre 2005, p. 18-22.
- WALLIS, Victor. « Capitalist and Socialist Responses to the Ecological Crisis », *Monthly Review*, novembre 2008, vol. 60, n^o 6, p. 25-40, <www.monthlyreview.org/081103wallis.php>.
- WARREN, Elizabeth. « The Middle Class on the Precipice », *Harvard Magazine*, janvier-février 2006, <<http://harvardmagazine.com/2006/01/the-middle-class-on-the-htm>>.

- WATTS, Jonathan. *When a Billion Chinese Jump : How China Will Save Mankind – or Destroy It*, Londres, Faber & Faber, 2010.
- WEISSMAN, Steve. « Why the Population Bomb Is a Rockefeller Baby », *Ramparts*, mai 1970, vol. 8, n^o 11, p. 42-47.
- WESSLER, Seth. « The Far-Right Movement behind Arizona Copycat Bills », *Colorlines*, 4 mai 2010, <www.colorlines.com/archives/2010/05/the_farright_movement_behind_arizona_copycat_bills.html>.
- WHITE, Curtis. « The Barbaric Heart : Capitalism and the Crisis of Nature », *Orion Magazine*, mai-juin 2009, <www.orionmagazine.org/index.php/articles/article/4680>.
- WHITTY, Julia. « The Last Taboo », *Mother Jones*, mai-juin 2010, p. 24-43.
- WIRE, Thomas. *Fewer Emitters, Lower Emissions, Less Cost : Reducing Future Carbon Emissions by Investing in Family Planning*, Londres, Optimum Population Trust, 2009, <www.populationmatters.org/documents/reducing_emissions.pdf?phpMyAdmin=e11b8b687c20198d9ad050fbb1aa7f2f>.
- WOLF, Brian. « Environmental Crime », dans Jurg GERBER et Eric L. JENSEN (dir.). *Encyclopedia of White-Collar Crime*, Westport (CT), Greenwood, 2007.
- WOLFF, Edward N. « Recent Trends in Household Wealth in the United States : Rising Debt and the Middle-Class Squeeze – An Update to 2007 », Levy Economics Institute of Bard College, document de travail 589, mars 2010, <www.levyinstitute.org/publications/?docid=1235>.
- WORLDWATCH INSTITUTE. *Comment nourrir 7 milliards d'hommes – Le rapport du Worldwatch Institute : l'état de la planète*, Paris, La Martinière, 2011.

NOTES

1. Betsy Hartmann est l'auteure de *Reproductive Rights and Wrongs : The Global Politics of Population Control* et dirige le Population and Development Program au Hampshire College du Massachusetts. Militante de longue date au sein du mouvement international pour la santé des femmes, elle traite au fil de ses écrits et de ses prises de parole des rapports entre les droits liés à la procréation, la population, l'immigration, l'environnement et les préoccupations en matière de sécurité. Pour en savoir plus, consulter le site de Betsy Hartmann au <www.BetsyHartmann.com>.
2. Joel Kovel est l'auteur de *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?* (Zed Books, 2007) et le rédacteur en chef de la revue trimestrielle *Capitalism Nature Socialism*. Il a cosigné le premier Manifeste écosocialiste et fondé avec d'autres le Réseau écosocialiste international.
3. Tom Athanasiou, « Green Romantics », *The Nation*, 1^{er} mai 1995, p. 603.
4. James E. Hansen, « Coal-Fired Power Plants Are Factories of Death », *Climate and Capitalism*, 25 mars 2009.
5. Union of Concerned Scientists, « 1992 World Scientists' Warning to Humanity », en ligne.
6. Tim Flannery *et al.*, « IQ² Debate », *Fora Radio*, 23 septembre 2009, en ligne. (Une tonne équivaut à 1 000 kilogrammes ou à 2 200 livres.)
7. Patricia Huang, « 10 Reasons to Rethink the Immigration-Overpopulation Connection », *PopDev*, printemps 2009.
8. Barry Commoner, *L'encerclement : problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (1971), p. 255-256.
9. Écosociété a publié cet ouvrage dans sa collection « Retrouvailles » en janvier 2013.
10. Cité dans Tom Athanasiou, *Divided Planet : The Ecology of Rich and Poor*, New York, Little Brown, 1996, p. 5.
11. John McCormick, *Reclaiming Paradise : The Global Environmental Movement*, Bloomington, Indiana University Press, 1991, p. 48.
12. Paul Ehrlich fut considéré comme le seul auteur de *La bombe P*, mais il mentionna qu'Anne en était « pour ainsi dire coauteure ». Ils ont cosigné la plupart de leurs ouvrages ultérieurs, et il sera ici fait mention « des Ehrlich » à moins que l'on ne désigne que l'un des deux chercheurs.
13. William Paddock et Paul Paddock, *Famine – 1975 ! America's Decision : Who Will Survive ?*, Boston, Little Brown, 1967, p. 56, 206 et 222.
14. Stewart L. Udall, *The Quiet Crisis and the Next Generation*, Salt Lake City, Peregrine Smith Books, 1988, p. 239.
15. Michael Egan, *Barry Commoner and the Science of Survival : The Remaking of American Environmentalism*, Cambridge (MA), MIT Press, 2007, p. 120.
16. Paul Ehrlich, *La bombe P*, Paris, Fayard, 1972 (1968), p. xvii.
17. *Ibid.*, p. 25.
18. *Ibid.*, p. 46.
19. *Ibid.*, p. 12.
20. *Ibid.*, p. 16-17.
21. *Ibid.*, p. 15-16.
22. *Ibid.*, p. 93.
23. *Ibid.*, p. 137.
24. *Ibid.*, p. 166.

25. *Ibid.*, p. 140.
26. *Ibid.*, p. 160.
27. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *Population Resources Environment : Issues in Human Ecology*, 2^e éd., San Francisco, W. H. Freeman, 1972, p. 44.
28. Paul Ehrlich, *La bombe P*, *op.cit.*, p. 45.
29. *Ibid.*, p. 158.
30. *Ibid.*, p. 172.
31. Paul Ehrlich et John Holdren, « Population and Panaceas : A Technological Perspective », *Bioscience*, 1969, p. 1070-1071.
32. Michael Egan, *Barry Commoner and the Science of Survival*, *op.cit.*, p. 93.
33. *Ibid.*, p. 118-119.
34. *Ibid.*, p. 130.
35. *Ibid.*, p. 125.
36. Barry Commoner, *L'encerclement : problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (1971), p. 17.
37. *Ibid.*, p. 297.
38. *Ibid.*, p. 267.
39. *Ibid.*, p. 118.
40. *Ibid.*, p. 119.
41. *Ibid.*, p. 119.
42. *Ibid.*, p. 245-246.
43. *Ibid.*, p. 242.
44. *Ibid.*, p. 242.
45. *Ibid.*, p. 282-283.
46. Paul Ehrlich et John Holdren, « Critique », *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai 1972 ; Barry Commoner, « Response », *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai 1972, p. 17 et suiv.
47. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *Population Resources Environment*, *op. cit.*, p. 272.
48. Barry Commoner, *L'encerclement*, *op. cit.*, p. 291 et 285.
49. Barry Commoner, *L'encerclement*, *op. cit.*, p. 292.
50. Conseil d'administration de l'EM, *Vivre au-dessus de nos moyens : actifs naturels et bien-être humain*, Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM), 2005, p. 16, en ligne.
51. Division de la population des Nations unies, « Crude Death Rate (per 1 000 population) », n. d., en ligne.
52. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *The Population Explosion*, New York, Simon & Schuster, 1990, p. 9-10.
53. Murray Bookchin, « The Population Myth », dans *Which Way for the Ecology Movement ?*, San Francisco, AK Press, 1994, p. 30.
54. Cité dans Martha F. Lee, *Earth First ! Environmental Apocalypse*, Syracuse (NY), Syracuse University Press, 1995, p. 62.
55. Cité dans Murray Bookchin, *Re-enchanting Humanity*, New York, Cassell, 1995, p. 107.
56. Cité dans Michael Egan, *Barry Commoner and the Science of Survival*, p. 229-230.
57. Dave Foreman, *Confessions of an Eco-warrior*, New York, Harmony Books, 1991, p. 218-219.
58. Population Action International et Population Justice Project, « Population and the Environment : Where We're Headed and What We Can Do », 2010. Les citations précédentes dans la section sont aussi tirées de cette source.
59. Laurie A. Mazur (dir.), *A Pivotal Moment : Population, Justice and the Environmental Challenge*, Washington (DC), Island Press, 2010, p. 9.
60. Laurie A. Mazur, « The Population Debate Is Screwed Up », *Alternet*, 28 mars 2009.
61. Toutes les citations de la section ont été tirées en janvier 2011 du site Internet d'Optimum Population Trust (OPT), <www.optimumpopulation.org>. En février 2011, l'organisme annonçait que, sans changer son nom officiel, il adoptait comme nouvelle appellation courante Population Matters, et lançait un nouveau site Internet, <<http://populationmatters.org>>. Plusieurs documents de cette source cités dans la bibliographie se trouvent sur ce dernier site.
62. Optimum Population Trust, « OPT Population Policy Proposals », 2002-2009.
63. Rosamund McDougall, « Too Many People : Earth's Population Problem », Londres, Optimum Population Trust, 2010, p. 4.

64. Nicholson-Lord, David, « A Population-Based Climate Strategy », Londres, Optimum Population Trust, 2007, p. 1.
65. Optimum Population Trust, « OPT Population Policy Proposals », *op. cit.*
66. Optimum Population Trust, « Think-Tank Urges Population Inquiry by Government », communiqué de presse, 5 janvier 2009.
67. James P. Duguid et Andrew R. B. Ferguson, « International Migration and Overpopulation », *Optimum Population Trust Journal*, 2009, vol. 9, n^o 2, p. 19.
68. James Lovelock, *La revanche de Gaïa : pourquoi la Terre riposte-t-elle et comment pouvons-nous encore sauver l'humanité ?*, Paris, Flammarion, 2007 (2006), p. 19 et 205 ; du même auteur, *The Vanishing Face of Gaïa : A Final Warning*, Londres, Allen Lane, 2009, p. 72.
69. James Lovelock, *La revanche de Gaïa*, *op. cit.*, p. 236-237.
70. James Lovelock, *The Vanishing Face*, *op. cit.*, p. 44.
71. James Lovelock, *La revanche de Gaïa*, *op. cit.*, p. 35.
72. James Lovelock, *The Vanishing Face*, *op. cit.*, p. 160-161.
73. Jeffrey Sachs, *Common Wealth : Economics for a Crowded Planet*, New York, Penguin, 2008, p. 180.
74. *Ibid.*, p. 177.
75. *Ibid.*, p. 160.
76. Sustainable Population Australia (SPA), « Aims and Objectives », 2008, en ligne.
77. SPA, « Global Population Reduction : A 21st Century Strategy to Avoid Human Suffering and Environmental Devastation – Warning Bells Are Ringing », 2007, en ligne.
78. SPA, « Aims and Objectives », *op. cit.*
79. SPA, « Population Policy », 2005, en ligne.
80. ABC News, « Australia Needs One-Child Policy », 22 avril 2009.
81. Charles Berger, « The Population Myth », Australian Conservation Foundation, juillet 2010.
82. Australian Conservation Foundation, « Population and Demographic Change », énoncé de politique ACF 51, amendé en juillet 2009, p. 4.
83. Stephen Jay Gould, *La mal-mesure de l'homme*, éd. revue, Paris, Odile Jacob, 2009 (1997), p. 108.
84. Rosamund McDougall, « Too Many People », *op. cit.*
85. Global Population Speak Out, « Talking Points », 2010, en ligne.
86. William N. Ryerson, *Population : The Multiplier of Everything Else*, Santa Rosa (CA), Post Carbon Institute, 2010, p. 1.
87. All Party Parliamentary Group on Population, Development and Reproductive Health, *Return of the Population Growth Factor*, G.-B., 2007, p. 18, en ligne.
88. Stephen Ray Gould, *La mal-mesure de l'homme*, *op. cit.*, p. 281.
89. Will Steffen *et al.*, *Executive Summary : Global Change and the Earth System : A Planet under Pressure*, New York, Springer, 2004, p. 18.
90. Karl Marx, *Manuscrits de 1857-58 dits « Grundrisse »*, Paris, Éditions sociales, 2011, p. 56.
91. David Satterthwaite, « The Implications of Population Growth and Urbanization for Climate Change », *Environment and Urbanization*, 2007, vol. 21, n^o 2, p. 545-567.
92. Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), « Study Shatters Myth That Population Growth Is a Major Driver of Climate Change », communiqué de presse, 28 septembre 2009.
93. Division de la statistique des Nations unies, « CO₂ Emissions in 2007 », en ligne.
94. Fred Pearce, *L'apocalypse démographique n'aura pas lieu : 7 milliards d'hommes sur la planète*, Paris, La Martinière, 2011 (2010), p. 181.
95. *Ibid.*, p. 347.
96. Allan Schnaiberg, *The Environment : From Surplus to Scarcity*, New York, Oxford University Press, 1980, p. 69-70.
97. David Nicholson-Lord, « A Population-Based Climate Strategy », *op. cit.*
98. Thomas Wire, *Fewer Emitters, Lower Emissions, Less Cost : Reducing Future Carbon Emissions by Investing in Family Planning*, Londres, Optimum Population Trust, 2009.
99. Cité dans Ian Angus, « Do Consumers Cause Climate Change ? », *Climate and Capitalism*, 20 février 2010.
100. Lester Brown *et al.*, *Malthus au-delà : les dix-neuf défis de l'explosion démographique*, Paris, Économica, 2001 (1999), p. 28.
101. Jeffrey Sachs, *Common Wealth*, *op. cit.*, p. 23.

102. Edward C. Hartman, *The Population Fix : Breaking America's Addiction to Population Growth*, Moraga (CA), Think Population Press, 2006, p. 78-79.
103. Ben Courtice, « I=PAT Proves Nothing », *Blind Carbon Copy*, 17 mars 2010.
104. John Holdren et Paul Ehrlich, « Human Population and the Global Environment », *American Scientist*, 1974, vol. 62, n° 3, p. 291.
105. William B. Meyer et B. L. Turner, « Human Population Growth and Global Land-Use/Cover Change », *Annual Review of Ecology and Systematics*, 1992, p. 52.
106. Thomas Dietz et Eugene Rosa, « Rethinking the Environmental Impacts of Population, Affluence and Technology », *Human Ecology Review*, 1994, vol. 1, n° 2, p. 278.
107. Brian O'Neill *et al.*, *Population and Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 119-123.
108. Patricia Hynes, *Taking Population Out of the Equation : Reformulating I=PAT*, North Amherst (MA), Institute on Women and Technology, 1993, p. 8-9.
109. *Ibid.*, p. 24.
110. Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), « Population Change : Another Influence on Climate Change », communiqué de presse, 11 octobre 2010, en ligne.
111. Brian C. O'Neill *et al.*, « Global Demographic Trends and Future Carbon Emissions », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 12 octobre 2010, vol. 107, n° 41, p. 17521-17526.
112. Population Action International (PAI) et Population Justice Project (PJP), « Population and the Environment », *op. cit.* ; Robert Engelman, *Population, Climate Change, and Women's Lives*, Washington (DC), Worldwatch Institute, 2010, p. 25.
113. James E. Hansen, *Storms of My Grandchildren : The Truth about the Coming Climate Catastrophe and Our Last Chance to Save Humanity*, New York, Bloomsbury USA, 2010, p. 81.
114. Donella H. Meadows *et al.*, « Rapport sur les limites à la croissance », dans Janine Delaunay (dir.), *Halte à la croissance ?*, Paris, Fayard, 1972, p. 23. (Ces conclusions ne sont pas présentées dans la traduction française ; le paragraphe traduit ici est donc tiré de la version anglaise du livre *The Limits to Growth*.)
115. Christopher Freeman, « Introduction », dans Hugh Cole *et al.* (dir.), *L'anti-Malthus*, Paris, Seuil, 1974 (1973), p. 19-20.
116. NDT : L'expression originale anglaise est *garbage in, garbage out*.
117. *Ibid.*, p. 21.
118. Yves Smith, *Econned : How Unenlightened Self-Interest Undermined Democracy and Corrupted Capitalism*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 20.
119. Karl Marx, *Manuscripts de 1857-58 dits « Grundrisse »*, *op. cit.*, p. 564.
120. Julian L. Simon, *The Ultimate Resource 2*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1996, p. 36.
121. *Ibid.*, p. 12 et 97.
122. Julian L. Simon et Herman Kahn, « Introduction à *The Resourceful Earth* », dans Julian L. Simon (dir.), *Population Matters : People, Resources, Environment, and Immigration*, New Brunswick (NJ), Transaction Publishers, 1996, p. 338.
123. *Ibid.*, p. 266.
124. Jacqueline Kasun, *The War against Population : The Economics and Ideology of World Population Control*, 2^e éd., San Francisco, Ignatius Press, 1999, p. 74.
125. David Price, « Carrying Capacity Reconsidered », *Population and Environment*, septembre 1999, vol. 21, n° 1, p. 9.
126. Irmi Seidl et Clem A. Tisdell, « Carrying Capacity Reconsidered : From Malthus' Population Theory to Cultural Carrying Capacity », *Ecological Economics*, 1999, vol. 31, p. 407.
127. Joel E. Cohen, « Population Growth and Earth's Human Carrying Capacity », *Science*, 21 juillet 1995, vol. 269, n° 5222, p. 341-346.
128. Joel E. Cohen, *How Many People Can the Earth Support ?*, New York, W. W. Norton, 1995, p. 11 et 17.
129. *Ibid.*, p. 232.
130. *Ibid.*, p. 262.
131. Joel E. Cohen, « Beyond Population : Everyone Counts in Development », document de travail n° 220, Centre pour le développement mondial, juillet 2010, p. 23.
132. Elizabeth L. Krause, « From Explosion to Implosion. A Call for Population Skepticism », *Different Takes*, printemps 2007, p. 46.
133. Paul et Anne Ehrlich, *The Population Explosion*, New York, Simon & Schuster, 1990, p. 15-16.

134. PAI, « Population – Facts and Figures », 2007.
135. Paul Ekins, *The Living Economy : A New Economics in the Making*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1986, p. 12.
136. Joel E. Cohen, *How Many People Can the Earth Support ?*, *op. cit.*, p. 84.
137. Garrett Hardin, *Stalking the Wild Taboo*, 2^e éd., Los Altos (CA), William Kaufmann, 1978, p. 243 et 245 ; Paul Ehrlich et John Holdren, « Critique », *op. cit.*, p. 26.
138. Kevin Kinsella et Wan He, *An Aging World : 2008*, Washington (DC), Bureau de recensement des États-Unis, 2009, p. 139.
139. Fred Pearce, *L'apocalypse démographique n'aura pas lieu*, *op. cit.*, p. 174.
140. Joel E. Cohen, *How Many People Can the Earth Support ?*, *op. cit.*, p. 109-110.
141. Asoka Bandarage, « Population and Development : Toward a Social Justice Agenda », dans Ynestra King et Jael Silliman (dir.), *Dangerous Intersections : Feminism, Population and the Environment*, Londres, Zed Books, 1994, p. 35-36.
142. Amartya Sen, *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Oxford University Press, 1982, p. 1.
143. Lester Brown, « Improving Food Security by Strategically Reducing Grain Demand », Earth Policy Institute, 9 novembre 2010.
144. Lester Brown, « The Great Food Crisis of 2011 », *Foreign Policy*, 10 janvier 2011.
145. William Paddock et Paul Paddock, *Famine – 1975 !*, *op. cit.*, p. 9, 56 et 97.
146. Lester Brown, *Basculement : comment éviter l'effondrement économique et environnemental*, Bernin/Paris, Souffle court/Rue de l'échiquier, 2011, p. 196.
147. Paul Ehrlich *et al.*, « Food Security, Population, and Environment », *Population and Development Review*, mars 1993, vol. 19, n^o 1, p. 17-25.
148. Francis Moore Lappé, Joseph Collins et Peter Rosset, *World Hunger : Twelve Myths*, *op. cit.*, p. 8.
149. Projet Objectifs du Millénaire des Nations unies, *Halving Hunger : It Can Be Done ; Summary Version of the Report of the Task Force on Hunger*, New York, Earth Institute, Columbia University, 2005, p. 6.
150. Nicolas Hildyard, « Too Many for What ? The Social Generation of Food “Scarcity” and “Overpopulation” », Dorset, Corner House, novembre 1996.
151. Sandrine Paillard, Sébastien Treyer et Bruno Dorin (dir.), *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Versailles, Quae, 2010, p. 57.
152. Fred Magdoff et Brian Tokar, « Agriculture and Food in Crisis : an Overview », dans Fred Magdoff et Brian Tokar, *Agriculture and Food in Crisis*, New York, Monthly Review Press, 2010, p. 12.
153. Jan Lundqvist *et al.*, « Saving Water : From Field to Fork – Curbing Losses and Wastage in the Food Chain », Institut international de l'eau de Stockholm, 2008, p. 22.
154. Utsa Patnaik, « Origins of the Food Crisis in India and Developing Countries », dans Magdoff et Tokar, *Agriculture and Food in Crisis*, *op. cit.*
155. Simon Fairlie, *Meat : A Benign Extravagance*, White River Junction (VT), Chelsea Green Publishing, 2010, p. 33.
156. Donald Mitchell, « A Note on Rising Food Prices – Abstract », document de recherche stratégique 4682 de la Banque mondiale, juillet 2008, en ligne.
157. Mark Lynas, « How the Rich Starved the World », *New Statesman*, 17 avril 2008.
158. Lester Brown, *Basculement*, *op. cit.*, p. 82.
159. Mark Lynas, « How the Rich Starved the World », *op. cit.*
160. Worldwatch Institute, *Comment nourrir 7 milliards d'hommes. Le rapport du Worldwatch Institute : l'état de la planète*, Paris, La Martinière, 2011, p. 288.
161. Abdel Felfel, Martin Gooch et Nicole Marenik, « Food Waste in Canada », Value Chain Management Centre, novembre 2010, en ligne.
162. Tristram Stuart, *Global gâchis : révélations sur le scandale mondial du gaspillage alimentaire*, Paris, Rue de l'Échiquier, 2013 (2009), p. 218.
163. Dale Allen Pfeiffer, *Eating Fossil Fuels : Oil, Food and the Coming Crisis in Agriculture*, Gabriola Island (BC), New Society Publishers, 2006, p. 39-40.
164. Mario Giampietro et David Pimentel, « The Tightening Conflict : Population, Energy Use, and the Ecology of Agriculture », Negative Population Growth Forum Series, octobre 1993.

165. David Pimentel *et al.*, « Natural Resources and an Optimum Human Population », *Minnesotans for Sustainability*, 1994, en ligne.
166. Dennis T. Avery, « Losing the Organic Debate », Center for Global Food Issues, 21 avril 2010.
167. Peter Rosset, « Lessons of Cuban Resistance », dans Fernando Funes *et al.* (dir.), *Sustainable Agriculture and Resistance : Transforming Food in Cuba*, Oakland (CA), Food First Books, 2001, p. xviii.
168. Catherine Badgley *et al.*, « Organic Agriculture and the Global Food Supply », *Renewable Agriculture and Food Systems*, vol. 22, n^o 2, p. 91.
169. Jules Pretty *et al.*, « Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries », *Environmental Science & Technology*, 2006, vol. 40, n^o 4, p. 1114-1119.
170. Sandrine Paillard *et al.*, *Agrimonde*, *op. cit.*
171. Voir Gordon Conway, *The Doubly Green Revolution : Food for All in the 21st Century*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1998 ; Michel Griffon, *Nourrir la planète : pour une révolution doublement verte*, Paris, Odile Jacob, 2006.
172. Sandrine Paillard *et al.*, *Agrimonde*, *op. cit.*, p. 222.
173. *Ibid.*, p. 238-239.
174. David Harvey, « The Political Implications of Population-Resources Theory », *Climate and Capitalism*, 23 mai 2010.
175. Matthew Connelly, *Fatal Misconception. The Struggle to Control World Population*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2008, p. xi.
176. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis : A Political-Economic Analysis*, Londres, Zed Books, 1997, p. 74.
177. Mahmood Mamdani, *The Myth of Population Control : Family, Caste, and Class in an Indian Village*, New York, Monthly Review Press, 1972, p. 18.
178. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis*, *op. cit.*, p. 10.
179. *Ibid.*, p. 11.
180. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. xii.
181. Michelle Goldberg, *The Means of Reproduction : Sex, Power, and the Future of the World*, New York, Penguin Books, 2010, p. 230.
182. Département d'État des États-Unis, *United States Relations with China : With Special Reference to the Period 1944-1949*, Washington (DC), US Govt. Printing Office, 1949, p. iv-v.
183. Steve Weissman, « Why the Population Bomb Is a Rockefeller Baby », *Ramparts*, mai 1970, vol. 8, n^o 11, p. 47.
184. Mahmood Mamdani, *The Myth of Population Control*, *op. cit.*, p. 21.
185. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. 202-203.
186. *Ibid.*, p. 205.
187. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis*, *op. cit.*, p. 82.
188. Cité dans Cultural Survival, « Population Control », 2001, en ligne.
189. Michelle Goldberg, *The Means of Reproduction*, *op. cit.*, p. 80.
190. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. 258.
191. *Ibid.*, p. 221.
192. *Ibid.*, p. 254.
193. *Ibid.*, p. 318.
194. *Ibid.*, p. 218.
195. *Ibid.*, p. 322.
196. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis*, *op. cit.*, p. 75.
197. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. 229.
198. *Ibid.*, p. 322.
199. *Ibid.*, p. 325.
200. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis*, *op. cit.*, p. 77.
201. *Ibid.*, p. 75.
202. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. 341-342.
203. *Ibid.*, p. 342.
204. *Ibid.*, p. 347.
205. Asoka Bandarage, *Women, Population and Global Crisis*, *op. cit.*, p. 79.

206. *Ibid.*, p. 73.
207. *Ibid.*, p. 98.
208. Cité dans Michelle Goldberg, *The Means of Reproduction*, *op. cit.*, p. 172.
209. Fred Pearce, *L'apocalypse démographique n'aura pas lieu*, *op. cit.*, p. 246 et 252.
210. Matthew Connelly, *Fatal Misconception*, *op. cit.*, p. 378.
211. David Harvey, « The Political Implications of Population-Resources Theory », *Climate and Capitalism*, 23 mai 2010.
212. Mondana Nikoukari, « Gradations of Coercion : The Plight of Women of Color and Their Informed Consent in the Sterilization Debate », *Connecticut Public Interest Law Journal*, automne 2001, vol. 1, n^o 1, p. 50.
213. Laurie A. Mazur, « Population and Environment : A Progressive, Feminist Approach », *Climate and Capitalism*, 17 janvier 2010.
214. Andrew Feenberg, « The Commoner-Ehrlich Debate : Environmentalism and the Politics of Survival », dans David Macauley (dir.), *Minding Nature : The Philosophers of Ecology*, New York, Guilford Press, 1996, p. 267.
215. Amara Pérez, « Between Radical Theory and Community Praxis », dans Incite ! Women of Color Against Violence (dir.), *The Revolution Will Not Be Funded : Beyond the Non-profit Industrial Complex*, Cambridge (MA), South End Press, 2007, p. 92-93.
216. Betsy Hartmann, *Reproductive Rights and Wrongs : The Global Politics of Population Control*, éd. revue, Boston, South End Press, 1995, p. 71-72.
217. James Oldham, *Rethinking the Link : A Critical Review of Population-Environment Programs*, Amherst (MA), Political Economy Research Institute, 2006, p. 3 et 5.
218. Francis Moore Lappé *et al.*, *World Hunger : Twelve Myths*, *op. cit.*, p. 37.
219. Mondana Nikoukari, « Gradations of Coercion », *op. cit.*, p. 65.
220. Laurie A. Mazur, « The World Needs Population Justice : A Reply to Ian Angus », *Climate and Capitalism*, 7 mars 2010.
221. Betsy Hartmann, « The Changing Faces of Population Control », dans Jael Silliman et Anannya Bhattacharjee (dir.), *Policing the National Body : Race, Gender, and Criminalization*, Cambridge (MA), South End Press, 2002, p. 262.
222. Vandana Shiva et Mira Shiva, « Was Cairo a Step Forward for Third World Women ? », publié le 21 mars 1995 par Stefanie S. Rixecker sur le serveur *ecofem*, <www.mail-archive.com/ecofem@csf.colorado.edu/msg06397.html>.
223. Rosalind P. Petchesky, *Global Prescriptions : Gendering Health and Human Rights*, Londres, Zed Books, 2003, p. 41.
224. Betsy Hartmann, *Reproductive Rights and Wrongs*, *op. cit.*, p. 135.
225. *Ibid.*, p. 135-136.
226. Michelle Goldberg, *The Means of Reproduction*, *op. cit.*, p. 234.
227. Laurie A. Mazur, « The World Needs Population Justice », *op. cit.*
228. Betsy Hartmann, « The Changing Faces of Population Control », *op. cit.*, p. 263.
229. OPT, « Gaia Scientist to Be OPT Patron », communiqué de presse, 26 août 2009, en ligne.
230. George Martine, « Population Dynamics in the Context of Global Climate Change », dans José Miguel Guzmán *et al.* (dir.), *Population Dynamics and Climate Change*, New York, Fonds des Nations unies pour la population, 2009, p. 13.
231. *Ibid.*, p. 14.
232. Betsy Hartmann, *Reproductive Rights and Wrongs*, *op. cit.*, p. 303.
233. George Martine, « Population Dynamics », *op. cit.*, p. 13.
234. Wolfgang Lutz, « World Population Trends : Global and Regional Interactions between Population and Environment », dans Lourdes Arizpe, M. Priscilla Stone et David Major, *Population and Environment*, Boulder, Westview Press, 1994, p. 59.
235. George Martine, « Population Dynamics », *op. cit.*, p. 15.
236. James E. Hansen *et al.*, « Target Atmospheric CO₂ : Where Should Humanity Aim ? », *Open Atmospheric Science Journal*, 2008, vol. 2, p. 217-231.
237. James E. Hansen, *Storms of my Grandchildren*, New York, Bloomsbury, 2010, p. 282.
238. George Martine, « Population Dynamics », *op. cit.*, p. 16.
239. Tom Athanasiou, *Divided Planet*, *op. cit.*, p. 82.
240. Edward Goldsmith *et al.*, « A Blueprint for Survival », *The Ecologist*, janvier 1972, vol. 2, n^o 1, p. 14.
241. Garrett Hardin, *Biology : Its Human Implications*, San Francisco, W. H. Freeman, 1949, p. 611-612.
242. Pour une critique de l'argument de Hardin sur la propriété collective, voir Ian Angus, « The Myth of the Tragedy of the Commons », dans Ian Angus (dir.), *The Global Fight for Climate Justice*, Winnipeg, Fernwood Publishing, 2010.

243. Garrett Hardin, « The Tragedy of the Commons », *Science*, 13 décembre 1968.
244. Garrett Hardin, « Everybody's Guilty : The Ecological Dilemma », *California Medicine*, 1970, vol. 112, n^o 5, p. 45.
245. Garrett Hardin, « Lifeboat Ethics : The Case against Helping the Poor », *Psychology Today*, septembre 1974.
246. Garrett Hardin, « The Survival of Nations and Civilization », *Science*, 1971, vol. 172, p. 1297.
247. Barry Commoner, *L'encerclement*, *op. cit.*, p. 295.
248. Robert Gottlieb, *Forcing the Spring : The Transformation of the American Environmental Movement*, Washington (DC), Island Press, 1993, p. 258.
249. Paul Ehrlich *et al.*, *The Golden Door : International Migration, Mexico and the United States*, éd. mise à jour, New York, Wideview Books, 1981, p. 325.
250. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *The Population Explosion*, *op. cit.*, p. 62 et 64.
251. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *One with Nineveh : Politics, Consumption, and the Human Future*, Washington (DC), Island Press, 2004, p. 108.
252. Inge Røpke, « 2006 Migration and Sustainability Compatible or Contradictory ? », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 192.
253. Eric Neumayer, « The Environment : One More Reason to Keep Immigrants Out ? », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 204.
254. Carl Pope, « Moving On : Lessons of the Immigration Debate », *Sierra Magazine*, juillet-août 1998.
255. Jack Martin, « Immigration, Energy and the Environment », Washington (DC), Federation of Americans for Immigration Reform (FAIR), 2009, p. 7.
256. Winthrop Staples et Philip Cafaro, « The Environmental Argument for Reducing Immigration to the United States », Washington (DC), Center for Immigration Studies, 2009, p. 14.
257. NumbersUSA, « Immigration Numbers – Talk about Numbers, Talk about Immigration », septembre 2008, en ligne.
258. Heidi Beirich et Mark Potok, *The Nativist Lobby : Three Faces of Intolerance*, Montgomery (AL), Southern Poverty Law Center, 2009, p. 4.
259. FAIR, « If Washington Won't, Arizona Will : State Passes Tough, Sensible Illegal Immigration Laws to Protect Arizonans », 14 avril 2010, hors-ligne.
260. Seth Wessler, « The Far-Right Movement behind Arizona Copycat Bills », *Colorlines*, 4 mai 2010, en ligne.
261. Heidi Beirich et Mark Potok, *The Nativist Lobby*, *op. cit.*, p. 4.
262. Leon Kolankiewicz et Steven A. Camarota, « Immigration to the United States and World-Wide Greenhouse Gas Emissions », Center for Immigration Studies Backgrounder, août 2008, p. 7.
263. *Ibid.*, p. 3.
264. Roy Beck, *The Case against Immigration : The Moral, Economic, Social, and Environmental Reasons for Reducing U. S. Immigration Back to Traditional Levels*, New York, W. W. Norton, 1996, p. 12.
265. Toutes les citations de la section sont tirées du site Internet du Centre pour une réforme des politiques d'immigration (CRPI), <www.immigrationreform.ca/francais/view.asp?x=1>.
266. Rebecca Poswolsky et Dave M., « Anti-immigrant Leader Admits Using Climate Change for Political Gain », *Imagine2050*, 23 février 2010, en ligne.
267. « Statement of Principles », *Occidental Quarterly*, hiver 2004, hors-ligne.
268. David M. Reimers, *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn against Immigration*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 60.
269. Center for New Community, « American Bigfoot : Immigration, Population Growth and Racism », hors-ligne.
270. Barry Commoner, *L'encerclement*, *op. cit.*, p. 290.
271. Tom Athanasiou, *Divided Planet*, *op. cit.*, p. 304.
272. Betsy Hartmann, « Conserving Racism : The Greening of Hate at Home and Abroad », 2003, hors-ligne.
273. Clive Hamilton et Hal Turton, « Population Growth and Environmental Degradation : Sources and Trends in Greenhouse Gas Emissions », *People and Place*, 1999, vol. 7, n^o 4, p. 21 et 34.
274. Herman E. Daly, « Population, Migration, and Globalization », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 189.
275. David Pimentel et Marcia Pimentel, « Global Environmental Resources versus World Population Growth », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 197.
276. William E. Rees, « Globalization, Trade and Migration : Undermining Sustainability », *Ecological Economics*, 2006, vol. 59, n^o 2, p. 223.

277. Larry Lohmann, « Re-imagining the Population Debate », *Corner House Briefing*, mars 2003, p. 28.
278. Robert D. Bullard *et al.*, *Toxic Wastes and Race at Twenty : 1987-2007*, Cleveland, United Church of Christ, 2007. Le rapport original de 1987 est disponible en ligne au <<http://urbanhabitat.org/node/5346>>.
279. Robert D. Bullard *et al.*, « Anatomy of Environmental Racism and the Environmental Justice Movement », dans Robert D. Bullard (dir.), *Confronting Environmental Racism : Voices from the Grassroots*, Cambridge (MA), South End Press, 1993, p. 15.
280. Robert Gottlieb, *Forcing the Spring*, *op. cit.*, p. 266.
281. *Ibid.*, p. 269.
282. People of Color Environmental Justice, « Principles of Working Together », 1991, en ligne.
283. Cathi Tactaquin, « Environmentalists and the Anti-immigrant Agenda », *Race, Poverty & The Environment*, été 1993, vol 4, n^o 2, p. 8.
284. Robert Heilbroner, *Le capitalisme du XXI^e siècle*, Cap-Saint-Ignace, Bellarmin, 1993, p. 58-59.
285. Robert Biel, *The New Imperialism : Crisis and Contradiction in North/South Relations*, Londres, Zed Books, 2000, p. 78.
286. Éric Toussaint, *La finance contre les peuples : la bourse ou la vie*, Liège-Paris-Genève, CADTM-Syllepse-CETIM, 2004, p. 33.
287. Carnegie Institution, « Carbon Emissions “Outsourced” to Developing Countries », communiqué de presse, 8 mars 2010, en ligne.
288. John Vidal, « Nigeria’s Agony Dwarfs the Gulf Oil Spill : The US and Europe Ignore It », *The Guardian*, 30 mai 2010.
289. Voir : <<http://chevrontoxico.com>>.
290. Jonathan Watts, *When a Billion Chinese Jump : How China Will Save Mankind – or Destroy It*, Londres, Faber & Faber, 2010, p. 388-389.
291. Walden Bello, « The Environmental Movement in the Global South », *Climate and Capitalism*, 5 novembre 2007.
292. Raju Mimi, « Anti-dam Protests Get Louder in Northeast India », *World Rivers Review*, décembre 2010.
293. La Vía Campesina, « Declaration in Cancún », janvier 2011, en ligne.
294. Daniel Dorling, *Injustice : Why Social Inequality Persists*, Bristol, Policy Press, 2010, p. 252.
295. Paul Ehrlich et Anne Ehrlich, *The Population Explosion*, *op.cit.*, p. 273.
296. Andrew Simms *et al.*, *The Consumption Explosion : The Third UN Interdependence Report*, Londres, New Economics Foundation (NEF), septembre 2009, p. 11.
297. Evo Morales, « Let Us Respect Our Mother Earth », *Climate and Capitalism*, 25 septembre 2007.
298. Alan Durning, *How Much Is Enough ? The Consumer Society and the Future of the Earth*, New York, W. W. Norton, 1992, p. 23.
299. PBS, « Affluenza : Test Your Consumption Quotient », n. d., en ligne.
300. Marius de Geus, *The End of Over-consumption : Towards a Lifestyle of Moderation and Self-Restraint*, Utrecht, International Books, 2003, p. 13.
301. Jared Diamond, « What’s Your Consumption Factor ? », *New York Times*, 2 janvier 2008.
302. Victor Wallis, « Capitalist and Socialist Responses to the Ecological Crisis », *Monthly Review*, novembre 2008, vol. 60, n^o 6, p. 33.
303. Joel Makower et Cara Pike, *Strategies for the Green Economy : Opportunities and Challenges in the New World of Business*, New York, McGraw-Hill, 2008, p. 112.
304. Ressources naturelles Canada, *Évolution de l’efficacité énergétique au Canada, de 1990 à 2007*, Ottawa, Gouvernement du Canada, septembre 2009, chap. 6, en ligne.
305. Nicholas Stern, *The Economics of Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 196.
306. Clive Hamilton, *Growth Fetish*, Londres, Pluto Press, 2004, p. xi.
307. Barbara Ehrenreich, *L’Amérique pauvre : comment ne pas survivre en travaillant*, Paris, vol. 10, n^o 18, 2004 (2001), p. 43-45.
308. Michael Perelman, « Some Economics of Class », *Monthly Review*, juillet-août 2006, vol. 58, n^o 3, p. 19.
309. Bureau de recensement des États-Unis, « Median and Average Sales Prices of New Homes Sold in United States, 1963-2009 », en ligne.
310. Elizabeth Warren, « The Middle Class on the Precipice », *Harvard Magazine*, janvier-février 2006.
311. Ressources naturelles Canada, *Évolution de l’efficacité énergétique*, *op. cit.*, chap. 3.
312. Elizabeth Warren, « The Middle Class on the Precipice », *op. cit.*

313. Lawrence Mishel *et al.*, *The State of Working America 2008-2009*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2009, p. 286.
314. David M. Gordon, *Fat and Mean : The Corporate Squeeze of Working Americans and the Myth of Managerial "Downsizing"*, New York, Simon & Schuster, 1996, p. 101.
315. Edward N. Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States : Rising Debt and the Middle-Class Squeeze – An Update to 2007 », Levy Economics Institute of Bard College, document de travail n^o 589, mars 2010, p. 44 et 46, en ligne.
316. Hugh Mackenzie *et al.*, *Size Matters : Canada's Ecological Footprint, by Income*, Toronto, Centre canadien de politiques alternatives, 2008, p. 4.
317. *Ibid.*
318. James Lovelock, *Les âges de Gaïa*, Paris, Robert Laffont, 1990 (1988), p. 249.
319. Adapté de Kevin Phillips, « How Wealth Defines Power », dans *The Wealth Inequality Reader*, 2^e éd., Dollars & Sense Collective, Boston, Dollars & Sense Economic Affairs Bureau, 2008, p. 146.
320. Hannah Shaw et Chad Stone, « Tax Data Show Richest 1 Percent Took a Hit in 2008, but Income Remained Highly Concentrated at the Top », Center on Budget and Policy Priorities, 21 octobre 2010, Washington (DC), p. 2-3, en ligne.
321. Ajay Kapur *et al.*, « Plutonomy : Buying Luxury Explaining Global Imbalances », *Citigroup Industry Note*, 16 octobre 2005, p. 1.
322. Robert Frank, *Richistan. A Journey through the American Wealth Boom and the Lives of the New Rich*, New York, Crown Publishers, 2007, p. 151.
323. Merrill Lynch Global Wealth Management et Capgemini, *World Wealth Report 2010*, p. 4, en ligne.
324. Matthew Miller et Luisa Kroll, « World's Billionaires 2010 », *Forbes*, 10 mars 2010.
325. Daniel Dorling, *Injustice*, *op. cit.*, p. 252.
326. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007, p. 63.
327. Edward N. Wolff, « Recent Trends in Household Wealth », *op. cit.*, p. 52.
328. Michael Lind, « Is America a Plutonomy ? », *Salon*, 5 octobre 2010.
329. Ces calculs ont été gracieusement fournis par Dick Nichols. Les « onze » désignent la femme et les dix hommes australiens figurant sur la liste *Forbes* des milliardaires du globe. Les 800 000 ménages correspondent au décile (10 %) le plus pauvre du pays d'après l'Australian Bureau of Statistics.
330. Éric Toussaint, *La finance contre les peuples*, *op. cit.*, p. 36-37.
331. George Monbiot, « The Population Myth », 29 septembre 2009, en ligne.
332. Fredric Jameson, *Le postmodernisme ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, Beaux-arts de Paris, 2007 (1991), p. 372.
333. Cité dans Daniel A. Coleman, *Ecopolitics : Building a Green Society*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 1994, p. 38.
334. Mark Coeckelbergh, « We're All to Blame for the Oil Spill », *The Guardian*, 9 juin 2010.
335. Mark Perry, « Consumer, Not Corporate, "Greed" Is Ultimately behind Layoffs », Mackinac Center for Public Policy, 7 janvier 2002, en ligne.
336. David Potter, *Society and the Social Sciences : An Introduction*, Londres, Routledge, 1989, p. 90-91.
337. Michael Löwy, « Advertising Is a "Serious Health Threat" – to the Environment », *Monthly Review*, janvier 2010, vol. 61, n^o 8, p. 19-25.
338. John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 171-172.
339. John Kenneth Galbraith, *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1979, p. 245.
340. *Ibid.*, p. 255-256.
341. Michael Dawson, *The Consumer Trap : Big Business Marketing in American Life*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 2005, p. 1 et 134.
342. John Kenneth Galbraith, *Le nouvel État industriel*, *op. cit.*, p. 254.
343. Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic : The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2003, p. 69.
344. *Les péchés de mascarade écologique 2010, édition familiale 2010*, Ottawa, Terrachoice, 2010.
345. Franklin M. Fisher *et al.*, « The Costs of Automobile Model Changes since 1949 », *Journal of Political Economy*, octobre 1962, vol. 70, n^o 3, p. 450.
346. *Ibid.*, p. 153.

347. Nielsen Company, « U.S. Ad Spending Fell 2.6 % in 2008, Nielsen Reports », communiqué de presse, 13 mars 2009, en ligne.
348. Heather Rogers, *Gone Tomorrow : The Hidden Life of Garbage*, New York, New Press, 2005, p. 6.
349. EPA, « Municipal Solid Waste Generation, Recycling, and Disposal in the United States : Facts and Figures for 2008 », p. 6, en ligne.
350. EPA, « Statistics on the Management of Used and End-of-Life Electronics », en ligne.
351. Computer TakeBack Campaign, « Platform », n. d., en ligne.
352. Allan J. Tobin et Jennie Dusheck, *Asking about Life*, 3^e éd., Belmont (CA), Brooks/Cole, 2005, p. 592.
353. D'après le Bureau de recensement des États-Unis, la population a augmenté de 50 %, passant de 179 à 281 millions d'habitants. D'après l'EPA, les déchets urbains solides ont augmenté de 170 %, passant de 88 à 239 millions de tonnes.
354. EPA, « Inventory of U. S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks : 1990-2008 », tableaux ES-2 et 2-15, en ligne.
355. Bradford Snell, « American Ground Transport : A Proposal for Restructuring the Automobile, Truck, Bus & Rail Industries », 1974, en ligne.
356. John Bellamy Foster, *Ecology against Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 2002, p. 101.
357. Margy Waller, « Auto-mobility : Subsidizing America's Commute Would Reward Work, Boost the Economy, and Transform Lives », *Washington Monthly*, octobre-novembre 2005, p. 19.
358. *Ibid.*, p. 20.
359. Michael Dawson, *The Consumer Trap*, *op. cit.*, p. 144.
360. Kim Humphery, *Excess : Anti-consumerism in the West*, Boston, Polity, 2009, p. 133.
361. Murray Bookchin, « On Growth and Consumerism », *Climate and Capitalism*, 5 mars 2010.
362. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010 (2009), p. 156.
363. Thomas Princen, « Consumer Sovereignty and Sacrifice », dans Michael Maniates et John M. Meyer (dir.), *The Environmental Politics of Sacrifice*, Cambridge (MA), MIT Press, 2010, p. 152.
364. Joshua Karliner, *The Corporate Planet : Ecology and Politics in the Age of Globalization*, Sierra Club Book, San Francisco, University of California Press, 1997, p. 3.
365. Sarah Anderson et John Cavanaugh, « Top 200 : The Rise of Corporate Global Power », Institute for Policy Studies, 4 décembre 2000, en ligne.
366. David Rothkopf, *La caste : les nouvelles élites et le monde qu'elles nous préparent*, Paris, Robert Laffont, 2009, p. 51.
367. Michael Shnayerson, « Sand Simeon », *Vanity Fair*, août 1998.
368. Emily Thornton, « Ira Rennert's House of Debt », *BusinessWeek*, 17 février 2003 ; Peter Hellman, « Rennert Redux », *New York*, 14 décembre 1998.
369. EPA, « Superfund Program : U. S. Magnesium », mis à jour le 10 avril 2010, en ligne ; Sterling D. Allan, « DOJ Files Civil Action against MagCorp for PCB Violations », *Pure Energy Systems News*, 12 mai 2005.
370. Chad Garrison, « Doe Run Lead Smelter Continues to Contaminate Herculaneum », *Riverfront Times*, 27 octobre 2009.
371. Hugh O'Shaughnessy, « Poisoned City Fights to Save Its Children », *The Guardian*, 12 août 2007.
372. Interamerican Association for Environmental Defense, « IACHR Will Examine Case against Peru for Violating the Human Rights of Residents of La Oroya, a City Extensively Contaminated by the Doe Run Peru Smelter », communiqué de presse, 19 août 2009, <www.aida-americas.org/en/node/1292>.
373. Blacksmith Institute, « Top 10 Most Polluted Places 2007 », en ligne.
374. Stephen Jay et al., *The Treadmill of Production : Injustice and Unsustainability in the Global Economy*, Boulder, Paradigm Publishers, 2008, p. 20 et 22.
375. Michael Dawson, *The Consumer Trap*, *op. cit.*, p. 144.
376. Daniel A. Coleman, *Ecopolitics*, *op.cit.*, p. 38.
377. Brian Wolf, « Environmental Crime », dans Jurg Gerber et Eric L. Jensen (dir.), *Encyclopedia of White-Collar Crime*, Westport (CT), Greenwood, 2007, p. 91.
378. *Ibid.*
379. Trucost, « Universal Ownership : Why Environmental Externalities Matter to Institutional Investors », octobre 2010, p. 2, en ligne.
380. *Ibid.*, p. 6.
381. Ou plus précisément les bénéfiques avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA).

382. Trucost, « Carbon Risks and Opportunities in the S&P 500 », IRRC Institute, Trucost, Boston (MA), juin 2009, p. 22-23, en ligne.
383. Chris Harman, *Zombie Capitalism : Global Crisis and the Relevance of Marx*, Londres, Bookmarks, 2009, p. 311.
384. Sohbet Karbuz, « DoD Energy Use in 2009 », 2010, en ligne.
385. Barry Sanders, *The Green Zone : The Environmental Costs of Militarism*, Oakland (CA), AK Press, 2009.
386. Nikki Reisch et Steve Kretzmann, *A Climate of War : The War in Iraq and Global Warming*, exemplaire de lancement, Oil Change International, mars 2008, en ligne.
387. Peter Eisler, « Pollution Cleanups Pit Pentagon against Regulators », *USA Today*, 14 octobre 2004.
388. Stephen I. Schwartz, « Atomic Audit : The Costs and Consequences of U. S. Nuclear Weapons since 1940 », Washington, Brookings Institution Press, 29 juin 1998, p. 2 ; Robert F. Durant, *The Greening of the U. S. Military : Environmental Policy, National Security, and Organizational Change*, Washington (DC), Georgetown University Press, 2007, p. 21.
389. Cité dans David McNally, *Another World Is Possible : Globalization and Anti-capitalism*, 2^e éd., Winnipeg, Arbeiter Ring, 2006, p. 233.
390. Murray Bookchin, *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*, Montréal, Écosociété, 2010 (1990), p. 31.
391. Andrew Simms et al., *Growth Isn't Possible*, Londres, New Economics Foundation (NEF), 2010, p. 5, en ligne.
392. Curtis White, « The Barbaric Heart : Capitalism and the Crisis of Nature », *Orion Magazine*, mai-juin 2009.
393. Clive Hamilton, *Growth Fetish*, op. cit., p. 2.
394. Robert L. Nadeau, *The Wealth of Nature : How Mainstream Economics Has Failed the Environment*, New York, Columbia University Press, 2003, p. 113.
395. David C. Korten, *Quand les multinationales gouvernent le monde*, Gap, Y. Michel, 2006 (2001), p. 76.
396. David Travis, « Sustainable Capitalism ? », dans Ian Angus, *The Global Fight for Climate Justice*, op. cit., p. 99.
397. Richard Smith, « Beyond Growth or beyond Capitalism ? », *Real-World Economics Review*, 26 juin 2010, n^o 53, p. 30-31.
398. Samuel Bowles et al., *Understanding Capitalism : Competition, Command, and Change*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 152.
399. John Bellamy Foster et al., *The Ecological Rift : Capitalism's War on the Earth*, New York, Monthly Review Press, 2010, p. 28-29.
400. Réseau écosocialiste international, « Déclaration écosocialiste de Belém », 2009, en ligne.
401. Emily Matthews et al., *The Weight of Nations : Material Outflows from Industrial Economies*, Washington (DC), World Resources Institute, 2000, p. 2.
402. *Ibid.*, p. xi.
403. *Ibid.*, p. 8.
404. William K. Kapp, *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, Paris, Flammarion, 1975 (1950), p. 300.
405. *Ibid.*, p. 303-304.
406. Murray Bookchin, *Re-enchanting Humanity*, op. cit., p. 83.
407. Vaclav Smil, *Feeding the World : A Challenge for the Twenty-First Century*, Cambridge (MA), MIT Press, 2000, p. 210.
408. Eric B. Ross, *The Malthus Factor : Poverty, Politics and Population in Capitalist Development*, Londres, Zed Books, 1998, p. 7.
409. Lourdes Arizpe et Margarita Velázquez, « The Social Dimensions of Population », dans Lourdes Arizpe, M. Priscilla Stone et David Major, *Population and Environment*, op. cit., p. 18.
410. George Martine, « Population Dynamics and Policies », op. cit., p. 13.
411. Frederick A. B. Myerson, « Population Growth Is Easier to Manage Than Per Capita Emissions », *Bulletin of the Atomic Scientists Roundtable on Population and Climate Change*, 16 avril 2008.
412. William Hazlitt, *Political Essays, with Sketches of Public Characters*, Londres, William Hone, 1819, p. 426.
413. John Bellamy Foster, *The Vulnerable Planet : A Short Economic History of the Environment*, New York, Monthly Review Press, 1999, p. 132.
414. Friedrich Engels, « Une lettre de Engels à Kautsky sur la population », *Population*, 1966, vol. 21, n^o 4, p. 785-787.
415. Joel Kovel, *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, Londres, Zed Books, 2002, p. 10.
416. Friedrich Engels, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », dans *Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 143.

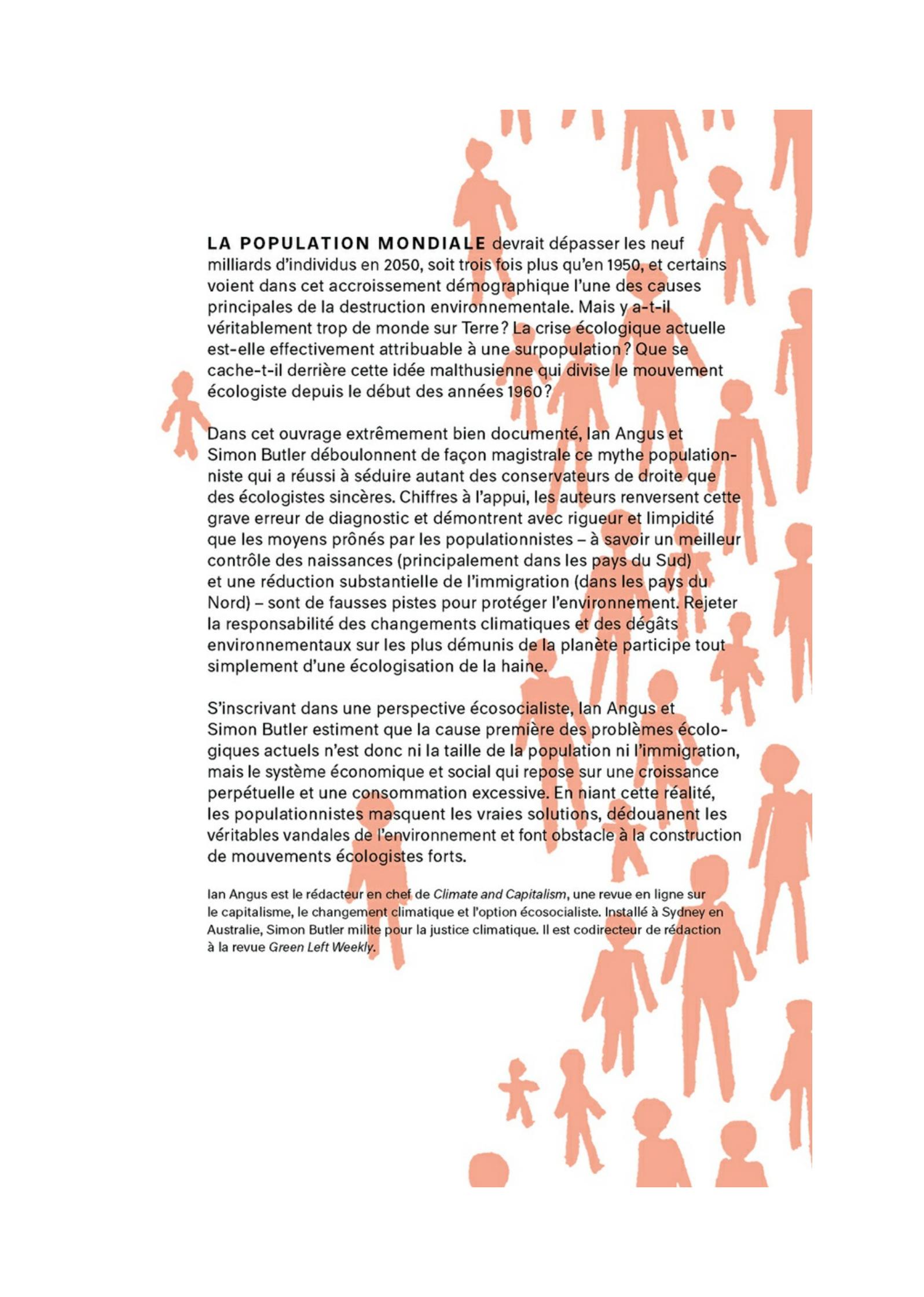
417. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti communiste*, Paris, vol. 10, n^o 18, 2004, p. 48 ; Karl Marx, *Le capital : critique de l'économie politique*, livre III, Paris, Giard et Brière, 1902, vol. 3, p. 420.
418. Klimaforum09, « System Change – Not Climate Change », *Links International Journal of Socialist Renewal*, décembre 2009, en ligne.
419. Le texte anglais est disponible en intégralité au <<http://pwccc.wordpress.com/support>>.
420. Vandana Shiva, *Soil Not Oil : Environmental Justice in an Age of Climate Crisis*, Cambridge (MA), South End Press, 2008, p. 4.
421. Conférence de Cochabamba 2010, « People's Agreement on Climate Change and the Rights of Mother Earth », *Climate and Capitalism*, 26 avril 2010.
422. Fred Magdoff et John Bellamy Foster, « What Every Environmentalist Needs to Know about Capitalism », *Monthly Review*, mars 2010, vol. 61, n^o 10, p. 14-15.
423. Adapté de la présentation d'Ian Angus lors d'une conférence organisée par l'International Socialist Organization à Chicago, le 19 juin 2010.
424. Julia Whitty, « The Last Taboo », *Mother Jones*, mai-juin 2010, p. 28.
425. *Ibid.*
426. Brown et al., *Malthus au-delà*, *op. cit.*, p. 6.
427. Andrew Ferguson, « Malthus over a 270 [sic] Year Perspective », *Optimum Population Trust Journal*, avril 2008.
428. Jill Curnow, « Malthus Wrong ? Never ! », Sustainable Population Australia, 4 janvier 2009, hors-ligne.
429. Thomas Malthus, *An Essay on the Principle of Population* (Second Essay), éd. abrégée *variorum*, Donald Winch (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 70.
430. *Ibid.*, p. 341.
431. Thomas Malthus, *An Essay on the Principle of Population* (First Essay), Geoffrey Gilbert (dir.), Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 40.
432. *Ibid.*, p. 85.
433. *Ibid.*, p. 118.
434. Thomas Malthus, *Second Essay*, *op. cit.*, p. 207.
435. David Harvey, « The Political Implications », *op. cit.*
436. John Bellamy Foster, *Ecology against Capitalism*, *op. cit.*, p. 152.
437. La professeure Donella Meadows est l'une des rédactrices principales des ouvrages *Rapport sur les limites à la croissance* (1972), *Beyond the Limits* (1992) et *Les limites à la croissance (dans un monde fini) : le rapport Meadows, 30 ans après* (2004 en anglais). Pendant des années, l'IPAT lui a servi de cadre de référence pour comprendre les problèmes environnementaux, mais comme le révèle cet article de 1995, elle a modifié son point de vue après avoir assisté à une conférence sur la politique mondiale en matière d'environnement. Nous remercions le Sustainability Institute (<<http://www.sustainer.org>>) d'en avoir autorisé la reproduction ici.
438. Eugene V. Debs (1855-1926) fut membre fondateur du groupe *Industrial Workers of the World* (Travailleurs industriels du monde) et cinq fois candidat du Parti socialiste d'Amérique (SPA) à la présidence des États-Unis. Dans cette lettre de juillet 1910, il défend un socialisme traditionnel devant la tentative orchestrée par l'aile droite du Parti de faire adopter une politique hostile à l'immigration asiatique. Il s'adresse à George Brewer, l'un des chefs de file du SPA au Kansas et collaborateur au journal socialiste *Appeal to Reason*.
439. Cette déclaration adoptée le 12 décembre 2009 par le Groupe de travail sur la justice climatique et la migration de *Mobilization for Climate Justice* est publiée ici avec autorisation. Pour en savoir plus sur le Groupe de travail, contacter Michelle Knight du *Columban Center for Advocacy and Outreach* à <mmknight@columban.org>.

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir ; nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org



LA POPULATION MONDIALE devrait dépasser les neuf milliards d'individus en 2050, soit trois fois plus qu'en 1950, et certains voient dans cet accroissement démographique l'une des causes principales de la destruction environnementale. Mais y a-t-il véritablement trop de monde sur Terre? La crise écologique actuelle est-elle effectivement attribuable à une surpopulation? Que se cache-t-il derrière cette idée malthusienne qui divise le mouvement écologiste depuis le début des années 1960?

Dans cet ouvrage extrêmement bien documenté, Ian Angus et Simon Butler déboulonnent de façon magistrale ce mythe populationniste qui a réussi à séduire autant des conservateurs de droite que des écologistes sincères. Chiffres à l'appui, les auteurs renversent cette grave erreur de diagnostic et démontrent avec rigueur et limpidité que les moyens prônés par les populationnistes – à savoir un meilleur contrôle des naissances (principalement dans les pays du Sud) et une réduction substantielle de l'immigration (dans les pays du Nord) – sont de fausses pistes pour protéger l'environnement. Rejeter la responsabilité des changements climatiques et des dégâts environnementaux sur les plus démunis de la planète participe tout simplement d'une écologisation de la haine.

S'inscrivant dans une perspective écosocialiste, Ian Angus et Simon Butler estiment que la cause première des problèmes écologiques actuels n'est donc ni la taille de la population ni l'immigration, mais le système économique et social qui repose sur une croissance perpétuelle et une consommation excessive. En niant cette réalité, les populationnistes masquent les vraies solutions, dédouanent les véritables vandales de l'environnement et font obstacle à la construction de mouvements écologistes forts.

Ian Angus est le rédacteur en chef de *Climate and Capitalism*, une revue en ligne sur le capitalisme, le changement climatique et l'option écosocialiste. Installé à Sydney en Australie, Simon Butler milite pour la justice climatique. Il est codirecteur de rédaction à la revue *Green Left Weekly*.